

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/20568]

4 FEVRIER 2021. — Décret relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

LIVRE I^{er}. — DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

TITRE I^{er}. — Champ d'application

Article 1.1-1. - Sans préjudice des dispositions particulières applicables à la RTBF, le présent décret s'applique à toute activité relative aux services de médias audiovisuels, télévisuels ou sonores, linéaires ou non linéaires, ainsi qu'aux services de partage de vidéos.

Art. 1.1-2. - Sans préjudice des dispositions particulières applicables aux éditeurs de services télévisuels extérieurs, est soumis au présent décret, tout éditeur de services, tout fournisseur de services de partage de vidéos, tout distributeur de services, tout opérateur de réseau, tout fournisseur de services de communications électroniques qui relève de la compétence de la Communauté française.

Art. 1.1-3. - § 1^{er}. Relève de la compétence de la Communauté française, tout éditeur de service :

1° qui est établi en région de langue française;

2° qui est établi en région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui en raison de son activité d'édition d'un service de médias audiovisuels est considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française pour l'édition de ce service en particulier.

§ 2. Est réputé établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'éditeur de services :

1° qui a son siège social en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale où sont prises les décisions éditoriales relatives à son service de médias audiovisuels;

2° dont une partie importante des effectifs qui sont employés aux activités liées aux programmes du service de médias audiovisuels opère dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles - Capitale :

a) lorsque son siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que le lieu où sont prises les décisions éditoriales relatives à son service de médias audiovisuels est situé dans un État membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

b) ou lorsque le lieu où sont prises les décisions éditoriales relatives à son service de médias audiovisuels est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que son siège social est situé dans un État membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

3° qui a son siège social en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, lorsque le lieu où sont prises les décisions éditoriales relatives à son service de médias audiovisuels est situé dans un État membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen et alors qu'une partie importante des effectifs qui sont employés aux activités liées aux programmes du service de médias audiovisuels opère d'une part, en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, et d'autre part, dans un État membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

4° qui a commencé à émettre légalement en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles Capitale lorsque le 2° ne s'applique pas dès lors qu'une partie importante de son personnel employé aux activités liées aux programmes du service de médias audiovisuels n'opère pas en région de langue française, en région bilingue de Bruxelles-Capitale ou dans un État visé au 2° et à condition qu'il maintienne un lien économique stable et réel avec la Communauté française;

5° dont une partie importante des effectifs employés aux activités du service de médias audiovisuels opère dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles- Capitale :

a) lorsque son siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que le lieu où sont prises les décisions éditoriales relatives à son service de médias audiovisuels est situé dans un État non membre de l'Union européenne ou n'étant pas Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen;

b) ou lorsque le lieu où sont prises les décisions éditoriales relatives à son service de médias audiovisuels est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que son siège social est situé dans un État non membre de l'Union européenne ou n'étant pas Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen.

§ 3. Relève de la compétence de la Communauté française, l'éditeur de services qui n'est pas établi dans un État membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen et qui distribue ou fait distribuer un ou plusieurs de ses services de médias audiovisuels :

1° en utilisant une liaison montante vers un satellite située en région de langue française, ou située en région bilingue de Bruxelles-Capitale s'il s'agit d'un éditeur de services qui, en raison de ses activités, doit être considéré comme relevant exclusivement de la Communauté française.

2° en utilisant, à défaut d'une liaison montante telle que visée au 1°, une capacité satellitaire relevant de la compétence de la Communauté française.

§ 4. Relève de la compétence de la Communauté française, l'éditeur de services non visé aux paragraphes 2 et 3, qui est réputé établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale au sens des articles 49 à 55 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 1.1-4. - § 1^{er}. Relève de la compétence de la Communauté française, tout fournisseur de services de partage de vidéos :

1° qui est établi en région de langue française;

2° qui est établi en région bilingue de Bruxelles-Capitale qui en raison de son activité de fourniture d'un service de partage de vidéos est considéré comme appartenant exclusivement à la Communauté française pour la fourniture de ce service en particulier.

§ 2. Est réputé établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, le fournisseur de services de partage de vidéos qui y est établi au sens de l'article 3, paragraphe 1, de la Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur.

§ 3. Lorsque le fournisseur de services de partage de vidéos n'est pas établi conformément au paragraphe 1^{er} et qu'il n'est établi dans aucun autre État membre de l'Union européenne, il est réputé établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale s'il a une entreprise mère ou une entreprise filiale ou fait partie d'un groupe ayant une autre entreprise établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 4. Lorsque l'entreprise mère, les entreprises filiales ou les autres entreprises du groupe du fournisseur de services de partage de vidéos sont établies dans différents États membres de l'Union européenne, le fournisseur de services de partage de vidéos est réputé établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale si :

1° l'entreprise mère du fournisseur de services de partage de vidéos est établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° l'entreprise filiale du fournisseur de services de partage de vidéos est établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale et que l'entreprise mère et d'autres entreprises filiales ne sont pas établies dans un État membre de l'Union européenne;

3° l'entreprise mère n'est pas établie dans un État membre de l'Union européenne et que parmi les entreprises filiales du fournisseur de services de partage de vidéos établies dans plusieurs États membres de l'Union européenne, la première entreprise filiale qui a commencé ses activités est établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, à condition qu'elle maintienne un lien économique stable et réel avec la Communauté française;

4° l'entreprise mère et les entreprises filiales ne sont pas établies dans un État membre de l'Union européenne et que parmi les autres entreprises du groupe du fournisseur de services de partage de vidéos établies dans plusieurs États membres de l'Union européenne, la première entreprise du groupe qui a commencé ses activités est établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, à condition qu'elle maintienne un lien économique stable et réel avec la Communauté française.

§ 5. Aux fins des paragraphes 3 et 4, on entend par :

1° entreprise mère : une entreprise qui contrôle une ou plusieurs filiales;

2° entreprise filiale : une entreprise contrôlée par une entreprise mère y compris toute entreprise filiale de l'entreprise mère qui est à la tête du groupe;

3° groupe : une entreprise mère, toutes ses entreprises filiales et toutes les autres entreprises qui ont avec celles-ci des liens organisationnels économiques et juridiques.

Art. 1.1-5. - Est soumis aux dispositions du présent décret tout distributeur de services mettant à disposition du public un ou des services de médias audiovisuels en ayant recours :

1° soit, à un réseau de communications électroniques hertzien terrestre utilisant une ou des radiofréquences de la Communauté française;

2° soit, à un réseau de télédistribution situé en région de langue française;

3° soit, à un réseau de télédistribution situé en région bilingue de Bruxelles-Capitale et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française;

4° soit, à une ou des radiofréquences satellitaires descendantes de la Communauté française;

5° soit, à une ou des radiofréquences satellitaires descendantes dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région de langue française et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique;

6° soit, à une ou des radiofréquences satellitaires descendantes dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française;

7° soit, à tout autre système de transmission dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région de langue française et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique;

8° soit, à tout autre système de transmission dans le but d'offrir ce ou ces services au public de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et disposant par ailleurs d'un siège d'exploitation en Belgique et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française.

Art. 1.1-6. - Est soumis aux dispositions du présent décret, tout opérateur de réseau disposant d'un siège d'exploitation en Belgique et qui fournit :

1° un réseau de communications électroniques couvrant la région de langue française;

2° un réseau de communications électroniques couvrant la région bilingue de Bruxelles-capitale et dont l'activité est rattachée exclusivement à la Communauté française.

Art. 1.1-7. - Est soumis aux dispositions du présent décret, tout fournisseur de services de communications électroniques qui assure la transmission de signaux via le réseau de communications électroniques d'un opérateur de réseau relevant de la compétence de la Communauté française.

TITRE II. — Transposition du droit européen

Art. 1.2-1. - Le présent décret transpose partiellement les directives suivantes :

1° la Directive 2010/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2010 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels ainsi que la Directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la Directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relative à la fourniture de services de médias audiovisuels;

2° la Directive 95/47/CE relative à l'utilisation de normes pour la transmission de signaux de télévision;

3° la Directive 98/84/CE concernant la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel;

4° la Directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen;

5° la Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services.

TITRE III. — Définitions

Art. 1.3-1. - Dans le présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° Accès : la mise à la disposition d'un tiers par un opérateur de réseau, dans des conditions bien définies et de manière exclusive ou non exclusive, de ressources ou de services en vue de la fourniture de services de communications électroniques dans la mesure où ces services de communications électroniques servent à la fourniture de services de médias audiovisuels. Cette mise à disposition couvre notamment : l'accès à des éléments de réseaux et à des ressources associées et éventuellement à la connexion des équipements par des moyens fixes ou non, en ce compris l'accès à la boucle locale ainsi qu'aux ressources et services nécessaires à la fourniture de services par la boucle locale; l'accès à l'infrastructure physique, y compris aux bâtiments, gaines et pylônes; l'accès aux systèmes logiciels pertinents, y compris aux systèmes d'assistance à l'exploitation; l'accès aux systèmes d'information ou aux bases de données pour la préparation de commandes, l'approvisionnement, la commande, les demandes de maintenance et de réparation et la facturation; l'accès aux réseaux fixes et mobiles; l'accès aux systèmes d'accès conditionnel et l'accès aux services de réseaux virtuels;

2° Achat de programme : toute acquisition, par un éditeur de services ou pour son compte, d'un droit de diffusion sur un programme produit par au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en a assuré de la production déléguée, à l'exclusion des communications commerciales;

3° Autopromotion : tout message diffusé à l'initiative d'un éditeur de services ou d'un fournisseur de services de partage de vidéos et qui vise à promouvoir ses propres services, programmes ou des produits connexes directement dérivés de ses propres programmes;

4° Centre du cinéma et de l'audiovisuel : le Centre du cinéma et de l'audiovisuel visé à l'article 5 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle;

5° Collège d'autorisation et de contrôle : le Collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel;

6° Commande de programme : la commande par un éditeur de services d'un programme, à l'exclusion des communications commerciales, produit ou coproduit par au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en assure la production déléguée;

7° Conseil supérieur de l'Education aux Médias : le Conseil supérieur de l'Education aux Médias institué par le décret du 5 juin 2008 portant création du Conseil supérieur de l'Education aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française;

8° Coproduction d'œuvre audiovisuelle : la production d'une œuvre audiovisuelle par un éditeur de services ou un distributeur de services et au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en assure la production déléguée;

9° CDJ : le Conseil de déontologie journalistique, créé au sein de l'IADJ, instance reconnue en vertu du décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique;

10° CSA : le Conseil supérieur de l'audiovisuel, tel qu'organisé par le Livre IX, Titre 1;

11° Décision éditoriale : la décision prise régulièrement dans le but d'exercer la responsabilité éditoriale et qui est liée au fonctionnement d'un service de médias audiovisuels au quotidien;

12° Distributeur de services : toute personne morale qui met à disposition du public un ou des services de médias audiovisuels de quelque manière que ce soit et notamment par voie hertzienne terrestre, par satellite ou par le biais d'un réseau de télédistribution. L'offre de services peut comprendre des services édités par la personne morale elle-même et des services édités par des tiers avec lesquels elle établit des relations contractuelles. Est également considérée comme distributeur de services, toute personne morale qui constitue une offre de services en établissant des relations contractuelles avec d'autres distributeurs;

13° Editeur de services : la personne physique ou morale qui assume la responsabilité éditoriale du choix du contenu du service de médias audiovisuels et qui détermine la manière dont il est organisé;

14° Editeur de services télévisuels extérieur : l'éditeur de services télévisuels linéaires ou non linéaires qui relève de la compétence d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'Accord sur l'Espace économique européen ou Partie à la Convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière et qui cible le public de la région de langue française ou le public francophone de la région bilingue de Bruxelles-Capitale en vue de tirer de ce marché des revenus de communications commerciales ou des revenus provenant des utilisateurs. Un tel éditeur est notamment soumis aux dispositions des articles 6.1.1-1, 9.2.3-2 et 9.2.3-3;

15° Fournisseur de services de communications électroniques : toute personne morale qui fournit un service de communications électroniques;

16° Fournisseur de services de partage de vidéos : la personne physique ou morale qui fournit un service de partage de vidéos;

17° IADJ : l'instance d'autorégulation de la déontologie journalistique en Communauté française reconnue en vertu du décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique;

18° Interconnexion : la liaison physique et logique des réseaux de communications électroniques utilisés par le même opérateur de réseau ou un opérateur de réseau différent, afin de permettre la fourniture d'une même offre de services à des utilisateurs connectés à des réseaux différents. L'interconnexion constitue un type particulier d'accès mis en œuvre entre opérateurs de réseaux;

19° Interface de programme d'application : interface logicielle entre des applications, fournie par les éditeurs ou distributeurs de services, et les ressources de l'équipement de télévision numérique;

20° Média de proximité : éditeur de services de médias audiovisuels de proximité autorisé par le Gouvernement conformément aux articles 3.2.1-1 et suivants;

21° Ministre : le ou la ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions;

22° Œuvre audiovisuelle : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) le programme répond à la définition de l'œuvre de fiction cinématographique ou télévisuelle au sens du 25° ou de l'œuvre documentaire au sens du 27°;

b) le programme n'est pas un des programmes suivants :

- un programme télévisuel de plateaux, y compris celui qui présente des séquences documentaires ou de fiction;
- un programme télévisuel de divertissement, y compris celui qui comporte des éléments de scénario, une mise en scène ou un montage ou qui présente une certaine forme de réalité;
- un programme télévisuel visant à reproduire de manière fictive des programmes de plateaux;
- un reportage d'actualité;
- un magazine d'information;
- une captation simple, sans modification de la scénographie, ni montage, d'un spectacle vivant dès lors que ce spectacle existe « indépendamment du programme télévisuel;

23° Œuvre audiovisuelle d'initiative belge francophone : une œuvre audiovisuelle qui rencontre cumulativement :

a) les conditions de l'article 9 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle,

b) les critères culturels appliqués conformément à la grille des critères culturels fixée par le Gouvernement;

24° Œuvre de création radiophonique : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) le programme est soit une œuvre de fiction radiophonique au sens du 26°, soit une œuvre documentaire radiophonique au sens du 28°, soit une œuvre musicale radiophonique au sens du 30°, soit une œuvre radiophonique d'éducation permanente au sens du 31°;

b) le programme n'est pas un des programmes suivants :

- un reportage d'actualité;
- une captation simple d'un spectacle vivant;

25° Œuvre de fiction cinématographique ou télévisuelle : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) être une création de l'imagination, même s'il vise à retransmettre une réalité;

b) être une œuvre mise en scène dont la production fait appel à un scénario, y compris pour des tournages laissant une place à l'improvisation, et dont, à l'exception des œuvres d'animation, la réalisation repose sur la prestation d'artistes-interprètes pour l'essentiel de sa durée;

26° Œuvre de fiction radiophonique : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) être une création de l'imagination, même s'il vise à retransmettre une réalité;

b) être une œuvre originale ou l'adaptation d'une œuvre existante dont la production fait appel à un scénario, et dont la réalisation repose sur la prestation d'artistes-interprètes pour l'essentiel de sa durée;

27° Œuvre documentaire : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) présenter un élément du réel;

b) avoir un point de vue d'auteur caractérisé par une réflexion approfondie, une maturation du sujet traité, une recherche et une écriture;

c) permettre l'acquisition de connaissances;

d) le traitement du sujet doit se démarquer nettement d'un programme à vocation strictement informative;

e) avoir un potentiel d'intérêt durable autre qu'à titre d'archive;

28° Œuvre documentaire radiophonique : tout programme qui répond cumulativement aux critères suivants :

a) présenter un élément du réel;

b) avoir un point de vue d'auteur caractérisé par une réflexion approfondie, une maturation du sujet traité, une recherche et une écriture;

c) permettre l'acquisition des connaissances;

d) le traitement du sujet doit se démarquer nettement d'un programme à vocation strictement informative;

e) avoir un potentiel d'intérêt durable autre qu'à titre d'archive;

29° Œuvre européenne :

a) l'œuvre originaire d'États membres de l'Union européenne qui est réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs de ces États et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

- elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces États,
- la production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces États,
- la contribution des coproducteurs de ces États est majoritaire dans le coût total de la coproduction, et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ces États;

b) l'œuvre originaire d'États tiers européens parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe qui est réalisée essentiellement avec le concours d'auteurs et de travailleurs résidant dans un ou plusieurs de ces États et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

- elle est réalisée par un ou des producteurs établis dans un ou plusieurs de ces États;
- la production de cette œuvre est supervisée et effectivement contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis dans un ou plusieurs de ces États;
- la contribution des coproducteurs de ces États est majoritaire dans le coût total de la coproduction et celle-ci n'est pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors de ces États;

L'œuvre originaire d'États tiers européens parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière du Conseil de l'Europe n'est toutefois une œuvre européenne qu'à la condition que les œuvres originaires des États membres de l'Union ne fassent pas l'objet de mesure discriminatoire dans les États tiers européens;

c) l'œuvre coproduite dans le cadre d'accords concernant le secteur audiovisuel conclus entre l'Union européenne et des pays tiers et répondant aux conditions définies dans chacun de ces accords, à la condition que les œuvres originaires des États membres de l'Union ne fassent pas l'objet de mesure discriminatoire dans les pays tiers concernés;

d) l'œuvre qui est produite dans le cadre d'accords bilatéraux de coproduction conclus entre des États membres et des pays tiers, à la condition que les coproducteurs communautaires participent majoritairement au coût total de production et que la production ne soit pas contrôlée par un ou plusieurs producteurs établis en dehors du territoire des États membres;

30° Œuvre musicale radiophonique : tout programme proposant une œuvre musicale originale conçue prioritairement pour une diffusion radiophonique;

31° Œuvre radiophonique d'éducation permanente : tout programme radiophonique qui procède à l'analyse critique de la société, à la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, au développement de la citoyenneté active et à l'exercice des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels, et environnementaux dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle;

32° Offre de base : les services de médias audiovisuels offerts en bloc à l'utilisateur moyennant un tarif d'abonnement unique;

33° Opérateur de réseau : toute entreprise qui fournit un réseau de communications électroniques ou des ressources associées nécessaires à la transmission auprès du public de services de médias audiovisuels;

34° Pré-achat d'œuvre audiovisuelle : toute acquisition, par un éditeur de services ou un distributeur de services, d'un droit de diffusion d'une œuvre audiovisuelle à réaliser et coproduite par au moins un producteur indépendant de la Communauté française qui en assure la production déléguée;

35° Prestation extérieure : toute prestation effectuée, à la demande d'un éditeur de services, dans la réalisation de tout ou partie d'un programme de cet éditeur, par une personne physique ou morale établie dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, à l'exception des messages de communication commerciale;

36° Producteur indépendant : le producteur :

a) qui dispose d'une personnalité juridique distincte de celle d'un éditeur de services,

b) qui ne dispose pas d'une manière directe ou indirecte de plus de 15% du capital d'un éditeur de services,

c) qui ne retire pas plus de 90% de son chiffre d'affaires durant une période de trois ans de la vente de productions à un même éditeur de services,

d) dont le capital n'est pas détenu directement ou indirectement pour plus de 15% par un éditeur de services,

e) dont le capital n'est pas détenu pour plus de 15% par une société qui détient directement ou indirectement plus de 15% du capital d'un éditeur de services;

Le producteur indépendant de la Communauté française est le producteur établi dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui répond aux critères repris à l'alinéa précédent;

37° Producteur musical : personne physique ou morale qui produit financièrement l'enregistrement d'une œuvre musicale et, le cas échéant, accompagne l'artiste dans le développement de sa carrière, et dont les activités et celles de la maison mère, de la succursale ou de l'agence permanente sont intégralement dédiées à une ou plusieurs activités musicales telles que la production, l'enregistrement, la distribution, la promotion, l'édition phonographique ou musicale;

38° Production propre : le programme conçu par le personnel d'un éditeur de services, composé et réalisé par lui et sous son contrôle;

39° Programme : un ensemble d'images animées, combinées ou non à du son, lorsqu'il s'agit d'un programme télévisuel, ou un ensemble de sons lorsqu'il s'agit d'un programme sonore, constituant un seul élément, quelle qu'en soit la durée, dans le cadre d'une grille, relative à un programme linéaire, ou d'un catalogue, relatif à un programme à la demande, tel qu'établi par un éditeur de services;

40° Programme d'actualités : programme ayant pour objet de fournir une information sur les actualités économiques, politiques, sociales, culturelles ou sportives. Les journaux d'information (télévisés ou parlé) constituent une forme de programme d'actualités. Les programmes uniquement dévolus par exemple à l'actualité sportive ou culturelle ne constituent pas un programme d'actualité.;

41° Radiofréquence : la fréquence du signal radioélectrique hertzien avec toutes ses caractéristiques techniques dont notamment les coordonnées géographiques du site d'antenne en latitude et en longitude, la hauteur d'antenne par rapport au sol, la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée et les atténuations imposées;

42° Radiofréquence de réémission : la radiofréquence située à l'intérieur de la zone de service d'un émetteur et destinée à améliorer la zone de service de cet émetteur;

43° Réseau à très haute capacité : soit un réseau de communications électroniques qui est entièrement composé d'éléments de fibre optique au moins jusqu'au point de distribution au lieu de desserte, soit un réseau de communications électroniques qui est capable d'offrir, dans des conditions d'heures de pointe habituelles, une performance du réseau comparable en termes de débit descendant et ascendant, de résilience, de paramètres liés aux erreurs, de latence et de gigue; la performance du réseau peut être jugée comparable indépendamment des variations de l'expérience de l'utilisateur final qui sont dues aux caractéristiques intrinsèquement différentes du support par lequel se fait la connexion ultime du réseau au point de terminaison du réseau. Par « point de terminaison du réseau », il faut entendre le point physique auquel un utilisateur final obtient l'accès à un réseau de communications électroniques et qui est, dans le cas de réseaux utilisant la commutation et l'acheminement, identifié par une adresse réseau spécifique, qui peut être rattachée au numéro ou au nom d'un utilisateur final;

44° Réseau de radiofréquences : l'association de radiofréquences attribuées globalement à un réseau;

45° Réseau de communications électroniques : les systèmes de transmission, qu'ils soient ou non fondés sur une infrastructure permanente ou une capacité d'administration centralisée et, le cas échéant, les équipements de commutation ou de routage et les autres ressources, y compris les éléments de réseau qui ne sont pas actifs, qui permettent l'acheminement de signaux par câble, par voie hertzienne, par moyen optique ou par d'autres moyens électromagnétiques, comprenant les réseaux satellitaires, les réseaux fixes (avec commutation de circuits ou de paquets, y compris l'internet) et mobiles, les systèmes utilisant le réseau électrique, dans la mesure où ils sont utilisés pour la transmission de signaux porteurs de services de médias audiovisuels et de services de partage de vidéos;

46° Réseau de télédistribution : réseau de communications électroniques mis en œuvre par un même opérateur de réseau dans le but de transmettre au public par câble des signaux porteurs de services de médias audiovisuels et de services de partage de vidéos;

47° Responsabilité éditoriale : l'exercice d'un contrôle effectif tant sur la sélection des programmes que sur leur organisation, soit sur une grille chronologique, dans le cas de services linéaires, soit sur un catalogue dans le cas de services non linéaires;

48° Ressources associées : les services associés, infrastructures physiques et autres ressources ou éléments associés à un réseau de communications électroniques ou à un service de communications électroniques, qui permettent ou soutiennent la fourniture de services via ce réseau ou ce service ou en ont le potentiel, et comprennent les bâtiments ou accès aux bâtiments, le câblage des bâtiments, les antennes, tours et autres constructions de soutènement, les gaines, conduites, pylônes, regards de visite et armoires;

49° RTBF : la Radio-Télévision belge de la Communauté française instituée par le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

50° Service associé : un service associé à un réseau de communications électroniques ou à un service de communications électroniques, qui permet ou soutient la fourniture, l'autofourniture ou la fourniture automatisée de services via ce réseau ou ce service ou en a le potentiel, et qui comprend notamment les systèmes d'accès conditionnel et les guides électroniques de programmes (EPG);

51° Service de communications électroniques : le service fourni normalement contre rémunération via des réseaux de communications électroniques qui consiste entièrement ou principalement en la transmission de signaux nécessaires à la distribution auprès du public de services de médias audiovisuels et de services de partage de vidéos;

52° Service de médias audiovisuels : un service relevant de la responsabilité éditoriale d'un éditeur de services, dont l'objet principal ou une partie dissociable de celui-ci est la communication au public de programmes télévisuels ou sonores, linéaires ou non linéaires, par le biais de réseaux de communications électroniques, dans le but d'informer, de divertir, d'éduquer ou d'assurer une communication commerciale. Outre les services répondant à cette définition, le télétexte est également considéré comme un service de médias audiovisuels en étant soumis uniquement aux Titres 3, 4 et 5, du Livre II, ainsi qu'aux articles 5.2-1 à 5.2-5, 5.7-1, 5.7-2 et 6.1.1-1;

53° Services de médias audiovisuels de proximité : services édités par les médias de proximité;

54° Service de partage de vidéos : un service dont l'objet principal ou une partie dissociable de celui-ci ou une fonctionnalité essentielle de celui-ci est la communication au public, par le biais de réseaux de communications électroniques, de programmes télévisuels ou sonores, de vidéos créées par l'utilisateur, ou des deux, ne relevant pas de la responsabilité éditoriale du fournisseur du service de partage de vidéos, dans le but d'informer, de divertir ou d'éduquer et dont l'organisation est déterminée par le fournisseur du service de partage de vidéos, à l'aide notamment de moyens automatiques ou d'algorithmes, en particulier l'affichage, le balisage et le séquençement;

55° Service linéaire : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont destinés à être reçus simultanément par l'ensemble du public ou une partie de celui-ci au moment décidé par l'éditeur de services de médias audiovisuels sur la base d'une grille de programmes élaborée par lui;

56° Service non linéaire : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont destinés à être reçus à la demande et au moment choisi par l'utilisateur, sur la base d'un catalogue de programmes établi par un éditeur de services de médias audiovisuels;

57° Service télévisuel : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont des programmes télévisuels;

58° Service sonore : un service de médias audiovisuels dont les programmes sont des programmes sonores;

59° Système d'accès conditionnel : toute mesure technique, système d'authentification et/ou arrangement subordonnant l'accès sous une forme intelligible à un service protégé de médias audiovisuels ou de partage de vidéos à un abonnement ou à une autre forme d'autorisation individuelle préalable;

60° Télé-achat : la diffusion d'offres directes au public, sous forme de programmes ou de spots ou de vidéos créées par l'utilisateur, en vue de la fourniture, moyennant paiement, de biens ou de services, y compris des biens immeubles, ou de droits et d'obligations;

61° Utilisateur : toute personne physique ou morale qui utilise ou demande, à une ou plusieurs reprises, un ou plusieurs services de médias audiovisuels d'un distributeur de services ou un ou plusieurs services de partage de vidéos, notamment en y téléchargeant des vidéos créées par elle ou une autre personne;

62° Utilisateur final : toute personne physique ou morale qui n'est pas un opérateur de réseau ou un fournisseur de services de communications électroniques et qui utilise ou demande un service de communications électroniques;

63° Vidéo créée par l'utilisateur : un ensemble d'images animées, combinées ou non à du son, constituant un seul élément, quelle qu'en soit la longueur, qui est créée par un utilisateur et téléchargé vers un service de partage de vidéos par ce même utilisateur ou par un autre utilisateur;

64° Zone de service : la zone géographique dans laquelle le champ utile de l'émetteur ou du groupe d'émetteurs mono fréquence est égal ou supérieur au champ utilisable, défini pour des conditions de réception précises et pour un pourcentage prévu d'emplacements de réception couverts. Il s'agit donc de la zone géographique effectivement couverte par un émetteur ou un groupe d'émetteurs;

65° Zone de service théorique : la zone géographique que le Gouvernement détermine comme objectif de couverture d'un service de média audiovisuel diffusé par voie hertzienne terrestre.

L'emploi des noms masculins pour les titres et fonctions est épïcène, en vue d'assurer la lisibilité du texte, nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre.

LIVRE II. — PRINCIPES GENERAUX

TITRE I^{er}. — Droit à l'information

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions introductives

Art. 2.1.1-1. - Il incombe aux éditeurs de services de médias audiovisuels de diffuser – d'une manière qui soit compatible avec les dispositions du présent décret – les informations et les idées sur toutes les questions d'intérêt public ainsi que le veut la liberté d'expression et d'information garantie par la Constitution, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

CHAPITRE II. — Du droit à l'information quant aux événements publics

Art. 2.1.2-1. - § 1^{er}. Aux fins de satisfaire au droit du public à l'information quant aux événements publics, tout éditeur de services a le droit d'avoir un libre accès aux événements publics dans la mesure où ceux-ci ont lieu dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Par « événement public », il faut entendre tout événement, organisé ou non, qui n'est pas de nature confidentielle et pour lequel il n'y a pas d'opposition à ce qu'il soit rendu public.

Lorsqu'il s'agit d'un événement public visé à l'alinéa 1^{er} faisant l'objet de l'exercice d'un droit d'exclusivité par un autre éditeur de services relevant du champ d'application du présent décret, ils peuvent procéder à la captation de l'événement public à la fin exclusive d'en insérer de brefs extraits dans un journal d'information ou dans tout autre programme d'actualités régulièrement programmé. Dans ce cas, la captation se fait en respectant la priorité matérielle dont bénéficie l'éditeur de services disposant du droit d'exclusivité.

Pour les événements publics sportifs visés à l'alinéa 1^{er} faisant l'objet de l'exercice d'un droit d'exclusivité, ils peuvent procéder uniquement à la captation d'images ou de sons en marge de ces événements.

§ 2. Aux fins de satisfaire au droit du public à l'information quant aux événements publics, à défaut d'avoir pu accéder à l'événement public visé au paragraphe 1^{er} uniquement pour des raisons de sécurité et de prévention d'entraves à son déroulement ou dans le cas d'événements publics sportifs visés au paragraphe 1^{er} ou dans le cas de tout autre événement public non visé au paragraphe 1^{er}, tout éditeur de services linéaires relevant de la compétence de la Communauté française a le droit de faire des enregistrements, moyennant une contrepartie équitable, raisonnable et non discriminatoire qui ne peut dépasser les frais supplémentaires directement occasionnés pour ces enregistrements, d'images et/ou de sons d'événements publics détenus par des éditeurs de services relevant de la compétence de la Communauté française à la fin exclusive d'en insérer de brefs extraits dans un journal d'information ou dans tout autre programme d'actualités régulièrement programmé. Ce droit peut être étendu aux éditeurs de services relevant de la compétence des autres communautés et des autres États membres de l'Union européenne à la condition que l'éditeur de services concerné n'a pas la possibilité d'enregistrer la captation de l'événement public auprès d'un éditeur de services relevant de la compétence de la communauté ou de l'État membre de l'Union européenne dans lequel il est établi.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'organisateur d'un événement public sportif visé au paragraphe 1^{er} n'a pas cédé de droit d'exclusivité à un éditeur de services ou lorsqu'un éditeur de services détenteur d'un tel droit n'a pas procédé ou fait procéder à la captation de cet événement, tout éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française a le droit de procéder lui-même à la captation de l'événement à la fin exclusive d'en insérer de brefs extraits dans un programme d'actualités régulièrement programmé.

L'éditeur de services qui fait un enregistrement en application de l'alinéa 1^{er} choisit librement les images ou les sons qui constitueront les extraits. Chaque extrait doit comprendre une mention qui précise la source des images et/ou des sons qui constituent l'extrait.

Les extraits ne peuvent au total dépasser 90 secondes par événement public dans un service télévisuel et 30 secondes dans un service sonore. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un événement public comprenant lui-même plusieurs événements publics, la limite de 90 secondes ou de 30 secondes vaut pour chacun de ces événements.

Un extrait ne peut être inséré dans un journal d'information ou dans un autre programme d'actualités régulièrement programmé qu'au moins 20 minutes après la fin de l'événement public ou de l'événement faisant partie de cet événement public.

Un extrait ne peut être inséré dans un programme proposé dans un service non linéaire d'un éditeur de services que si ce même programme a déjà préalablement été diffusé dans le cadre d'un service linéaire de ce même éditeur de services conformément à l'alinéa précédent.

§ 3. Nul ne peut se prévaloir du droit d'enregistrement et de l'utilisation d'extraits visé au paragraphe 2 alors qu'il avait accès aux événements publics lui permettant de procéder ou de faire procéder à la captation de ces événements.

§ 4. Sans préjudice d'accords conclus entre les éditeurs de services, les modalités nécessaires à la mise en œuvre du paragraphe 2 sont déterminées par un règlement du Collège d'avis du CSA visé à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 2^o et approuvé par le Gouvernement.

Ce règlement prévoit notamment :

- 1^o les conditions de réutilisation éventuelle des extraits;
- 2^o la manière dont l'éditeur primaire informe l'éditeur secondaire des conditions et des coûts d'usage des extraits;
- 3^o les informations qui doivent être échangées entre éditeurs primaire et secondaires;
- 4^o le type et la durée de mention de la source;
- 5^o les précisions relatives aux durées et délais de diffusion autorisés;
- 6^o les modalités de protection éventuelle des droits exclusifs pour les programmes d'actualités régulièrement programmés;
- 7^o des précisions relatives à la détermination d'une contrepartie équitable.

CHAPITRE III. — *De l'accès du public aux événements d'intérêt majeur dans les services télévisuels linéaires*

Art. 2.1.3-1. - § 1^{er}. Après avoir pris l'avis du CSA, le Gouvernement peut arrêter une liste des événements qu'il juge d'intérêt majeur pour le public de la Communauté française. Ces événements ne peuvent faire l'objet d'un exercice de droits d'exclusivité par un éditeur de services télévisuels linéaires, de manière telle qu'une partie importante du public de cette Communauté soit privée d'accès à ces événements par le biais d'un service télévisuel linéaire à accès libre.

§ 2. Un événement est considéré d'intérêt majeur pour le public de la Communauté française lorsqu'il répond au moins à deux des critères énoncés ci-après :

- 1^o l'événement a un écho particulier auprès du public de la Communauté française en général et non auprès du public qui suit habituellement un tel événement;
- 2^o l'événement a une importance culturelle globalement reconnue par le public de la Communauté française et constitue un catalyseur de son identité culturelle;
- 3^o une personnalité ou une équipe nationale participe à l'événement concerné dans le cadre d'une compétition ou d'une manifestation internationale majeure;
- 4^o l'événement fait traditionnellement l'objet d'une retransmission dans un programme d'un service télévisuel linéaire à accès libre en Communauté française et mobilise un large public.

§ 3. Un service télévisuel linéaire est considéré comme étant à accès libre lorsqu'il est diffusé en langue française et peut être capté par 90% des foyers équipés d'une installation de réception de services télévisuels linéaires, situés dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Hormis les coûts techniques, la réception de ce service ne peut être soumise à un autre paiement que l'éventuel prix d'abonnement à l'offre de base d'un service de distribution par câble.

§ 4. Les éditeurs de services s'abstiennent d'exercer des droits d'exclusivité, qu'ils auraient acquis après le 30 juillet 1997, de manière telle qu'ils priveraient d'accès, par le biais d'un service télévisuel linéaire à accès libre, à des événements d'intérêt majeur, dont la liste a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne, une partie importante du public d'un État membre de l'Union européenne. Ils se conforment aux conditions particulières fixées à l'occasion de la publication des listes précitées et qui concernent l'accès en direct, en différé, en totalité ou par extraits.

§ 5. Le Gouvernement, après avoir pris l'avis du CSA, arrête les modalités d'application du présent article en déterminant :

1° si l'accès au public doit être garanti en direct, en différé, totalement ou partiellement pour chaque événement listé;

2° les conditions dans lesquelles un éditeur de services télévisuels linéaires à accès libre peut différer la diffusion d'un événement pour lequel il a acquis un droit de transmission en direct et en intégralité;

3° les conditions dans lesquelles un éditeur de services télévisuels linéaires à accès non libre détenteur d'un droit d'exclusivité sur un événement doit proposer de céder ce droit à un éditeur de services télévisuels linéaires à accès libre.

4° les conditions dans lesquelles un éditeur de services télévisuels linéaires à accès non libre détenteur d'un droit d'exclusivité sur un événement peut diffuser cet événement.

CHAPITRE IV. — De l'accès du public aux messages d'intérêt général

Section I^{re}. — De l'accès du public aux messages institutionnels urgents

Art. 2.1.4-1. - Les éditeurs de services doivent diffuser, à titre gratuit, avec un maximum de 3 heures par mois et par service, sur demande du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la région wallonne, du Gouvernement de la région Bruxelles-Capitale, du Collège réuni de la Commission communautaire commune, du Collège de Commission communautaire française ou du Gouvernement fédéral, tout message urgent d'intérêt général en cas de catastrophe aérienne, risque nucléaire, tremblement de terre, pollution grave, crise sanitaire grave ou tout événement assimilé.

Lorsqu'ils diffusent ces messages, les éditeurs de services veillent à ce qu'ils soient également accessibles aux personnes en situation de déficience sensorielle. Les autorités visées à l'alinéa 1^{er} qui souhaitent diffuser un message urgent d'intérêt général veillent, lorsqu'elles le produisent ou le font produire, à ce qu'il soit accessible aux personnes en situation de déficience sensorielle.

Les messages visés au présent article ne constituent pas des communications au sens du décret du 20 juin 2002 relatif au contrôle des communications des membres du Gouvernement.

Section II. — De l'accès du public aux campagnes d'éducation pour la santé

Art. 2.1.4-2. - Les éditeurs de services qui diffusent de la publicité en faveur des médicaments et traitements médicaux ou en faveur des boissons alcoolisées doivent mettre gratuitement à la disposition du Gouvernement, de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, selon des modalités à convenir après concertation avec les éditeurs de services concernés, des espaces publicitaires destinés à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé ayant reçu l'accord des autorités compétentes, égaux à ceux consacrés à la publicité en faveur desdits produits ou services.

TITRE II. — De la transparence et de la sauvegarde du pluralisme

Art. 2.2-1. - La liberté et le pluralisme des éditeurs de services de médias audiovisuels sont garantis.

Les éditeurs de services de médias audiovisuels mettent à disposition du public, de manière aisément accessible, compréhensible et transparente, les informations concernant la propriété, l'organisation et le financement de leurs services, conformément à l'article 2.2-2.

Art. 2.2-2. - § 1^{er}. Les éditeurs de services rendent publiques les informations de base les concernant pour permettre au public de se faire une opinion sur la valeur à accorder aux informations et aux opinions diffusées dans les programmes des services de médias audiovisuels visés par le présent décret. Le Gouvernement arrête la liste des informations de base ainsi que les modes de diffusion assurant un accès facile, direct et permanent à celle-ci. Cette liste reprend au moins le nom, l'adresse du siège social, les coordonnées téléphoniques, l'adresse de courrier électronique et du site web, le numéro de TVA et la liste des actionnaires ou des membres de l'éditeur de services ainsi que les coordonnées du CSA en tant qu'organe de contrôle de l'éditeur de services.

§ 2. Afin d'assurer la transparence de leurs structures de propriété et de contrôle ainsi que leur degré d'indépendance les éditeurs de services, les distributeurs de services et les opérateurs de réseau communiquent au Collège d'autorisation et de contrôle les informations suivantes lors de leur demande d'autorisation ou de tout acte analogue :

1° l'identification des personnes physiques ou morales participant au capital de la société et le montant de leur participation respective ou la liste des membres pour les personnes morales constituées en asbl;

2° la nature et le montant des intérêts détenus par les personnes précitées dans d'autres sociétés du secteur des médias audiovisuels ou d'autres secteurs des médias;

3° l'identification des personnes physiques ou morales œuvrant dans des activités de fourniture de ressources intervenant de manière significative dans la mise en œuvre des programmes des services de médias audiovisuels, ainsi que la nature et le montant de leur participation;

4° dans le respect du secret des affaires, les conventions de contrôle conclues par la société avec un ou des actionnaires, les pactes d'actionnaires, les procès-verbaux des Assemblées générales ou tout autre document que le Collège d'autorisation et de contrôle juge pertinent.

§ 3. Tout changement intervenu dans les informations visées au paragraphe 2, durant la période de l'autorisation ou de l'acte analogue, doit être communiqué dans le mois au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle tient à jour l'ensemble des informations visées aux paragraphes 2 et 3 et vérifie la mise à disposition effective des informations visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 2.2-3. - § 1^{er}. L'exercice d'une position significative par un éditeur de services ou un distributeur de services, à l'exclusion de la RTBF ou des médias de proximité, ou par plusieurs de ceux-ci détenus par une même personne physique ou morale, ne peut porter atteinte à la liberté du public d'accéder à une offre pluraliste dans les services de médias audiovisuels.

Par offre pluraliste, il faut entendre une offre médiatique à travers une pluralité de médias et de services indépendants et autonomes reflétant la diversité la plus large possible de courants d'expression socio-culturels, d'opinions et d'idées.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle constate l'exercice d'une position significative, il engage une procédure d'évaluation du pluralisme de l'offre dans les services de médias audiovisuels édités ou distribués par les personnes morales visées au paragraphe 1^{er}.

Le Collège d'Autorisation et de contrôle constate l'exercice d'une position significative notamment :

1° lorsqu'une personne physique ou morale, détenant plus de 24% du capital d'un éditeur de services télévisuels, détient, directement ou indirectement, plus de 24 % du capital d'un autre éditeur de services télévisuels;

2° lorsqu'une personne physique ou morale, détenant plus de 24% du capital d'un éditeur de services sonores, détient, directement ou indirectement, plus de 24 % du capital d'un autre éditeur de services sonores;

3° lorsque l'audience cumulée de plusieurs éditeurs de services télévisuels détenus par une même personne physique ou morale atteint 20 % de l'audience totale des éditeurs de services télévisuels;

Par « audience cumulée », il faut entendre, le nombre de téléspectateurs différents dans la cible 4 ans et plus calculé pendant une durée ou une plage horaire définie;

4° lorsque l'audience potentielle cumulée de plusieurs éditeurs de services sonores en mode hertzien analogique détenus par une même personne physique ou morale atteint 20 % de la totalité de l'audience potentielle cumulée des éditeurs de services sonores en mode hertzien analogique.

Par « audience potentielle cumulée », il faut entendre la somme des populations recensées sur le territoire de la Communauté française, défini comme regroupant les territoires de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, étant entendu que ces populations sont desservies par une ou plusieurs radiofréquences, agrégées ou non en réseaux, constituant le plan de radiofréquences de référence de la Communauté française;

5° lorsque l'audience potentielle cumulée de plusieurs éditeurs de services sonores en mode hertzien numérique détenus par une même personne physique ou morale atteint 20 % de la totalité de l'audience potentielle cumulée des éditeurs de services sonores en mode hertzien numérique.

Le calcul de l'audience potentielle cumulée visée aux 4° et 5° est effectué sur la base des paramètres techniques suivants :

Seuil de réception minimum (dBuV/m à 10 m/sol)	60
Modèle de propagation	ITU-R P 1546
Définition de la zone de couverture	Couvert si : niveau de champ reçu > seuil de réception
Brouilleurs	Aucun
Données démographiques	Publication la plus récente de la population par secteur statistique (Statbel)

§ 5. Si au terme d'une évaluation contradictoire, le Collège d'autorisation et de contrôle constate une atteinte à la liberté du public d'accéder à une offre pluraliste, il notifie ses griefs à la ou aux personnes morales concernées et engage avec elles une concertation afin de convenir de mesures permettant le respect du pluralisme de l'offre.

§ 6. Si la concertation n'aboutit pas à la conclusion d'un protocole d'accord dans un délai de six mois ou si ce protocole n'est pas respecté, le Collège d'autorisation et de contrôle peut prendre les sanctions visées à l'article 9.2.2-1.

§ 7. Dans le cadre de la procédure visée au présent article, le Collège d'autorisation et de contrôle veille à consulter l'Autorité belge de la concurrence ou ses services.

§ 8. Le Collège d'autorisation et de contrôle procède régulièrement, et au moins tous les deux ans, à l'évaluation du pluralisme.

TITRE III. — De la licéité des contenus

Art. 2.3-1. - Les éditeurs de services ne peuvent éditer aucun programme et diffuser aucune communication commerciale :

1° contraire aux lois, décrets, règlements ou à l'intérêt général;

2° portant atteinte à la dignité humaine;

3° contenant des provocations publiques à commettre une infraction terroriste telle que visée à l'article 137 du Code pénal;

4° favorisant un courant de pensée, de croyance ou d'opinion constituant une menace pour la démocratie, les droits et libertés fondamentaux garantis par la Constitution ou la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ou visant à abuser de la crédulité du public;

5° tendant à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, ainsi que de toute autre forme de génocide;

6° constituant des infractions relevant du racisme et de la xénophobie visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie

7° constituant des infractions liées à la pédopornographie, au sens de l'article 383bis du Code pénal.

Art. 2.3-2. - § 1^{er}. Tout fournisseur de services de partage de vidéos doit prendre des mesures appropriées pour protéger l'utilisateur des programmes et des vidéos créées par l'utilisateur rencontrant les situations visées à l'article 2.3-1.

§ 2. Les mesures visées au paragraphe 1^{er} consistent à :

1° inclure les mesures visées au paragraphe 1^{er} dans les conditions générales d'utilisation du service de partage de vidéos;

2° mettre à disposition de l'utilisateur un système permettant de signaler au fournisseur de services de partage de vidéos, selon une classification simple, les contenus visés à l'article 2.3-1, et l'informer des suites que le fournisseur aura réservées à cette signalisation;

3° mettre à disposition de l'utilisateur une procédure pour le traitement et la résolution des réclamations relatives à la mise en œuvre de la mesure visée au 2°;

4° prendre des mesures d'éducation aux médias en sensibilisant l'utilisateur à celles-ci.

Le fournisseur de services de partage de vidéos veille à ce que ces mesures soient transparentes, conviviales, d'utilisation simple et efficaces.

§ 3. Tout fournisseur de services de partage de vidéos doit instaurer un mécanisme interne de règlement des litiges avec ses utilisateurs. Ce mécanisme doit permettre un règlement impartial des litiges et ne privent pas l'utilisateur des voies de recours ordinaires.

§ 4. Des modalités relatives aux mesures visées au présent article peuvent être établies dans le cadre d'un code de conduite ou d'un règlement du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle évalue le caractère approprié des mesures visées au présent article qui sont prises par les fournisseurs de services de partage de vidéos.

Les mesures appropriées doivent prendre en considération la nature du contenu en question, le préjudice qu'il pourrait causer, les caractéristiques de la catégorie des personnes à protéger ainsi que les droits et les intérêts légitimes en jeu, y compris ceux des fournisseurs de services de partage de vidéos et ceux des utilisateurs qui ont créé le contenu ou l'ont mis en ligne, ainsi que l'intérêt public général.

Les contenus les plus préjudiciables sont soumis aux mesures de contrôle d'accès les plus strictes.

Elles sont proportionnées, compte tenu de la taille du service de partage de vidéos et de la nature du service fourni et n'entraînent pas de mesures de contrôle ex ante ni de filtrage de contenus au moment de la mise en ligne qui ne soient pas conformes à l'article 15 de la Directive 2000/31/CE.

Si, au terme de cette évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle conclut à l'existence de mesures inappropriées, il invite le fournisseur de services de partage de vidéos à adopter des mesures correctrices appropriées dans un délai qu'il détermine. En cas d'inexécution de la décision du Collège d'autorisation et de contrôle, ce dernier peut prononcer l'une des sanctions prévues à l'article 9.2.2-1.

TITRE IV. — Des droits des femmes, de l'égalité et de la non-discrimination

Art. 2.4-1. - Les éditeurs de services ne peuvent éditer aucun programme et diffuser aucune communication commerciale :

1^o portant atteinte au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes ou contenant ou promouvant des discriminations ou incitant à la discrimination, à la haine ou à la violence fondée sur la base du sexe ou de critères assimilés que sont notamment la grossesse, et la maternité, le changement de sexe, l'expression de genre, l'identité de genre ou contenant des incitations à la violence à l'égard des femmes et à la violence domestique;

2^o comportant ou promouvant des discriminations ou incitant à la discrimination, à la haine ou à la violence, en particulier en raison de la nationalité, la prétendue race, la couleur de la peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, la conviction religieuse ou philosophique, la situation de handicap, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale ou la conviction syndicale.

Art. 2.4-2. - § 1^{er}. Tout fournisseur de services de partage de vidéos doit prendre des mesures appropriées pour protéger l'utilisateur des programmes et des vidéos créées par l'utilisateur rencontrant les situations visées à l'article 2.4-1.

§ 2. Les mesures visées au paragraphe 1^{er} consistent à :

1^o inclure les mesures visées au paragraphe 1^{er} dans les conditions générales d'utilisation du service de partage de vidéos;

2^o mettre à disposition de l'utilisateur un système permettant de signaler au fournisseur de services de partage de vidéos, selon une classification simple, les contenus visés à l'article 2.4-1 et l'informer des suites que le fournisseur aura réservées à cette signalisation;

3^o mettre à disposition de l'utilisateur une procédure pour le traitement et la résolution des réclamations relatives à la mise en œuvre de la mesure visée au 2^o;

4^o prendre des mesures d'éducation aux médias en sensibilisant l'utilisateur à celles-ci.

Le fournisseur de services de partage de vidéos veille à ce que ces mesures soient transparentes, conviviales, d'utilisation simple et efficaces.

§ 3. Tout fournisseur de services de partage de vidéos doit instaurer un mécanisme interne de règlement des litiges avec ses utilisateurs. Ce mécanisme doit permettre un règlement impartial des litiges et ne prive pas l'utilisateur des voies de recours ordinaires.

§ 4. Des modalités relatives aux mesures visées au présent article peuvent être établies dans le cadre d'un code de conduite ou d'un règlement du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle évalue le caractère approprié des mesures visées au présent article qui sont prises par les fournisseurs de services de partage de vidéos.

Les mesures appropriées doivent prendre en considération la nature du contenu en question, le préjudice qu'il pourrait causer, les caractéristiques de la catégorie des personnes à protéger ainsi que les droits et les intérêts légitimes en jeu, y compris ceux des fournisseurs de services de partage de vidéos et ceux des utilisateurs qui ont créé le contenu ou l'ont mis en ligne, ainsi que l'intérêt public général.

Les contenus les plus préjudiciables sont soumis aux mesures de contrôle d'accès les plus strictes.

Elles sont proportionnées, compte tenu de la taille du service de partage de vidéos et de la nature du service fourni et n'entraînent pas de mesures de contrôle ex ante ni de filtrage de contenus au moment de la mise en ligne qui ne soient pas conformes à l'article 15 de la Directive 2000/31/CE.

Si, au terme de cette évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle conclut à l'existence de mesures inappropriées, il invite le fournisseur de services de partage de vidéos à adopter des mesures correctrices appropriées dans un délai qu'il détermine. En cas d'inexécution de la décision du Collège d'autorisation et de contrôle, ce dernier peut prononcer l'une des sanctions prévues à l'article 9.2.2-1.

TITRE V. — De la protection des mineurs

Art. 2.5-1. - § 1^{er}. Les éditeurs de services ne peuvent éditer des programmes susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf :

1^o pour les services linéaires, s'il est assuré notamment par le choix de l'heure de diffusion du programme ou par le biais d'un code d'accès que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient ou n'entendent normalement pas ce programme et pour autant que ce programme soit identifié par la présence d'un symbole visuel dans le guide électronique des programmes lorsqu'un tel guide existe, et que, lorsqu'il n'y a pas de code d'accès, il soit précédé d'un avertissement acoustique ou identifié par la présence d'un symbole visuel tout au long de sa diffusion;

2° pour les services non linéaires, s'il est assuré, notamment par le biais d'un code d'accès, que les mineurs se trouvant dans le champ de diffusion ne voient ou n'entendent normalement pas ce programme et pour autant que ce programme soit identifié par la présence d'un symbole visuel dans le guide électronique des programmes.

Le symbole visuel et l'avertissement acoustique visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, doivent donner une information sur la nature potentiellement préjudiciable du contenu du programme.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°. Il est par ailleurs habilité à imposer aux opérateurs de réseau fournissant des ressources associées les obligations qui, lorsqu'il est recouru à un système d'accès par code, sont nécessaires aux fins d'assurer l'effectivité des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°. Les contenus les plus préjudiciables, tels que la pornographie et la violence gratuite, sont soumis à des mesures de contrôle d'accès les plus strictes.

§ 2. Le traitement de données à caractère personnel de mineurs collectées ou générées par les éditeurs de services ou les distributeurs de services dans le cadre de l'application des mesures visées sous l'alinéa 1^{er}, 1° et 2° doit rencontrer les conditions et obligations énoncées par le droit de l'Union européenne ainsi que par la législation belge applicable en la matière et ne peut avoir pour finalité des fins commerciales, telles que le démarchage, le profilage et la publicité basée sur le ciblage comportemental.

Art. 2.5-2. - § 1^{er}. Tout fournisseur de services de partage de vidéos doit prendre des mesures appropriées pour protéger les mineurs des programmes et des vidéos créées par l'utilisateur susceptibles de nuire à leur épanouissement physique, mental ou moral, en veillant à ce que ces contenus ne soient mis à disposition de l'utilisateur que dans des conditions telles que les mineurs ne puissent normalement pas les entendre, ni les voir.

§ 2. Les mesures visées au paragraphe 1^{er} consistent à :

1° inclure les mesures visées au paragraphe 1^{er} dans les conditions générales d'utilisation du service de partage de vidéos;

2° mettre à disposition de l'utilisateur téléchargeant un contenu visé au paragraphe 1^{er} vers le service de partage de vidéos, un système permettant de signaler ce contenu selon une classification simple;

3° mettre à disposition de l'utilisateur un système permettant de signaler au fournisseur de services de partage de vidéos, selon une classification simple, les contenus visés au paragraphe 1^{er} et l'informant des suites que le fournisseur aura réservées à cette signalisation;

4° mettre en place un système permettant de vérifier l'âge de l'utilisateur et instaurant un contrôle parental dont l'utilisateur a le contrôle;

5° mettre à disposition de l'utilisateur une procédure pour le traitement et la résolution des réclamations relatives à la mise en œuvre des mesures visées aux 2° à 4°;

6° prendre des mesures d'éducation aux médias en sensibilisant l'utilisateur à celles-ci.

Le fournisseur de services de partage de vidéos veille à ce que ces mesures soient transparentes, conviviales, d'utilisation simple et efficaces.

§ 3. Le traitement de données à caractère personnel de mineurs collectées ou générées par les fournisseurs de services de partage de vidéos dans le cadre de l'application des mesures visées au paragraphe 2 doit rencontrer les conditions et obligations énoncées par le droit de l'Union européenne ainsi que par la législation belge applicable en la matière et ne peut avoir pour finalité des fins commerciales, telles que le démarchage, le profilage et la publicité basée sur le ciblage comportemental.

§ 4. Des modalités relatives aux mesures visées au présent article peuvent être établies dans le cadre d'un code de conduite ou d'un règlement du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle évalue le caractère approprié des mesures visées au présent article qui sont prises par les fournisseurs de services de partage de vidéos.

Les mesures appropriées doivent prendre en considération la nature du contenu en question, le préjudice qu'il pourrait causer, les caractéristiques de la catégorie des personnes à protéger ainsi que les droits et les intérêts légitimes en jeu, y compris ceux des fournisseurs de services de partage de vidéos et ceux des utilisateurs qui ont créé le contenu ou l'ont mis en ligne, ainsi que l'intérêt public général.

Les contenus les plus préjudiciables, tels que la pornographie et la violence gratuite, sont soumis à des mesures de contrôle d'accès les plus strictes.

Elles sont proportionnées, compte tenu de la taille du service de plateformes de partage de vidéos et de la nature du service fourni et n'entraînent pas de mesures de contrôle ex ante ni de filtrage de contenus au moment de la mise en ligne qui ne soient pas conformes à l'article 15 de la Directive 2000/31/CE.

Si, au terme de cette évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle conclut à l'existence de mesures inappropriées, il invite le fournisseur de services de partage de vidéos à adopter des mesures correctrices appropriées dans un délai qu'il détermine. En cas d'inexécution de la décision du Collège d'autorisation et de contrôle, ce dernier peut prononcer l'une des sanctions prévues à l'article 9.2.2-1.

Art. 2.5-3. - § 1^{er}. Lorsqu'il communique sur son offre de services télévisuels ou sur les programmes qui composent les services de cette offre, tout distributeur de services doit, dans les supports de communication qu'il utilise, porter à la connaissance de ses abonnés le message suivant : « Attention : regarder la télévision peut freiner le développement des enfants de moins de 3 ans, même lorsqu'il s'agit de programmes qui s'adressent spécifiquement à eux. Plusieurs troubles du développement ont été scientifiquement observés tels que passivité, retards de langage, agitation, troubles du sommeil, troubles de la concentration et dépendance aux écrans. ». Dans le cas d'une communication audiovisuelle, le message utilisé pourra être le suivant : « Attention : regarder la télévision peut freiner le développement des enfants de moins de 3 ans. ».

Le Collège d'avis du CSA détermine les modalités d'application de l'alinéa 1^{er} dans un règlement tel que visé à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 2°.

§ 2. Tout distributeur de services qui propose un service télévisuel présenté comme spécifiquement conçu pour les enfants de moins de trois ans doit, au moment où ce service est sélectionné par l'utilisateur et avant l'accès à ce service, faire apparaître à l'écran, de façon lisible, le message d'avertissement suivant : « Attention : regarder la télévision peut freiner le développement des enfants de moins de 3 ans, même lorsqu'il s'agit de programmes qui s'adressent spécifiquement à eux. ».

Art. 2.5-4. - Selon les modalités prévues à l'article 5.2-3, les communications commerciales ne peuvent porter préjudice à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs.

LIVRE III. — DU PAYSAGE AUDIOVISUEL

TITRE I^{er}. — Des éditeurs de services de médias audiovisuelsCHAPITRE I^{er}. — Dispositions communes

Art. 3.1.1-1. - Les éditeurs de services doivent pouvoir prouver, à tout moment, qu'ils ont conclu les accords nécessaires avec les auteurs et autres ayants droit concernés, ou leurs sociétés de gestion collective, leur permettant pour ce qui concerne leurs activités de respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins.

Sur simple demande, le Collège d'autorisation et de contrôle peut obtenir la communication d'une copie complète des accords en cours d'exécution lorsqu'ils portent sur des répertoires significatifs d'œuvres et de prestations.

En cas d'interruption de plus de six mois desdits accords, de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, l'éditeur tout comme le distributeur de services est tenu d'en informer le Ministre ainsi que le CSA et de préciser les dispositions prises afin de provisionner les sommes contestées le cas échéant en tenant compte des risques connus.

En cas de risque manifeste pour la sauvegarde des droits des ayants droit, le Collège d'autorisation et de contrôle peut exiger en outre le cautionnement des sommes contestées, selon les modalités qu'il détermine.

Art. 3.1.1-2.

À l'exception de la RTBF et des médias de proximité, l'éditeur de services dont le service de médias audiovisuels est distribué via une plateforme de distribution fermée doit :

1° être une société commerciale;

2° s'il diffuse de l'information, faire assurer, par service, la gestion des programmes d'actualités par des journalistes professionnels engagés sous contrat d'emploi, et reconnus conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel, ou dans les conditions pour y accéder, en nombre suffisant par rapport au service édité;

3° s'il diffuse de l'information, établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information et s'engager à le respecter;

4° s'il diffuse de l'information, reconnaître une société interne de journalistes en qualité d'interlocutrice et la consulter sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle, sur l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'actualités et sur la désignation du rédacteur en chef. Cette société interne est composée de journalistes représentant la ou les rédactions de l'éditeur de services;

5° s'il fait de l'information, être membre de l'IADJ;

6° être indépendant de tout gouvernement, de tout parti politique ou organisation représentative des employeurs ou des travailleurs.

Les radios indépendantes ne sont pas soumises à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°.

Les éditeurs de services sonores sur plateforme de distribution fermée visés à l'article 3.1.3-8 ne sont pas soumis à l'alinéa 1^{er}, 1°. Toutefois, les radios indépendantes et les éditeurs de services sonores sur plateforme de distribution fermée visés à l'article 3.1.3-8 doivent être constitués en personne morale.

Par « plateforme de distribution fermée », il faut entendre toute plateforme de distribution de services de médias audiovisuels, dont l'accès par un éditeur de services nécessite un accord préalable du distributeur de services responsable de cette plateforme. Dans le cas où l'éditeur de services est son propre distributeur, les services de médias audiovisuels qu'il édite et distribue sont considérés comme étant fournis par le biais d'une plateforme de distribution fermée si l'accès au réseau de communications électroniques nécessite un accord préalable de l'opérateur de réseau ou l'obtention d'une capacité sur des réseaux hertziens.

Art. 3.1.1-3. - Les éditeurs de services doivent conserver une copie intégrale de leurs programmes pendant une durée de trois mois à dater de leur insertion dans le service de médias audiovisuels et mettre cette copie à la disposition de toute autorité qui en ferait la demande en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. Pour les services linéaires, ils conservent pendant la même durée, la conduite quotidienne de chaque service de médias audiovisuels édité qui reprend l'ensemble des programmes, séquences de programme et l'heure exacte de leur insertion.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le délai de conservation des programmes pour les radios indépendantes et pour les éditeurs de services sonores visés à l'article 3.1.3-8, s'ils sont constitués en association sans but lucratif ou sont des personnes physiques, est de deux mois. Pour les éditeurs de services télévisuels qui sont des personnes physiques, ce délai est également de deux mois.

CHAPITRE II. — De l'édition de services télévisuels

Section I^{er}. — Dispositions communes aux services télévisuels linéaires et non linéairesSous-section I^{re}. — De la procédure de déclaration des éditeurs de services télévisuels

Art. 3.1.2-1. - § 1^{er}. À l'exception de la RTBF et des médias de proximité, l'éditeur de services doit effectuer une déclaration préalable par envoi postal et recommandé auprès du Collège d'autorisation et de contrôle pour chacun des services télévisuels qu'il entend éditer.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'éditeur de services qui souhaite bénéficier de l'usage de radiofréquences pour la diffusion de son ou ses services télévisuels en mode numérique ou analogique par voie hertzienne terrestre doit être autorisé pour cet usage selon la procédure visée aux articles 8.2.1-14 à 8.2.1-22.

§ 2. La déclaration comporte les données suivantes :

1° la dénomination de l'éditeur de services et du service télévisuels;

2° l'adresse du siège social de l'éditeur de services et le cas échéant, l'adresse où sont prises les décisions éditoriales liées au service télévisuel si elles ne sont pas prises au siège social;

3° les statuts de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en personne morale;

4° les données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en société commerciale;

5° un plan financier établi sur une période de 3 ans, ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées;

6° la nature et la description du service télévisuel, en ce compris le nombre de personnes affectées aux activités liées aux programmes et la description du système d'information éventuellement prévu ainsi que, le cas échéant, la preuve de l'occupation de journalistes;

7° le délai dans lequel sera diffusé le service télévisuel;

8° les coordonnées des distributeurs de services auprès desquels l'éditeur de services envisage de mettre à disposition son service télévisuel;

9° si l'éditeur de services est lui-même distributeur du service télévisuel, les modalités de commercialisation de ce service;

10° le cas échéant, les informations relatives à l'utilisation d'une liaison montante ou d'une capacité satellitaire telles que visées à l'article 1.1-3, § 2.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée par envoi postal et recommandé au Collège d'autorisation et de contrôle.

Le Collège d'autorisation et de contrôle établit le formulaire de déclaration.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, les formalités administratives de déclaration peuvent être assouplies pour les éditeurs de services de médias audiovisuels distribués sur plateforme ouverte, notamment dans les services de partage de vidéo.

Des modèles de déclaration simplifiée sont établis par le Collège d'autorisation et de contrôle à cet effet

Art. 3.1.2-2. - Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçue en application de l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 3.1.2-1 est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement.

Sous-section II. — Du rapport annuel

Art. 3.1.2-3. - Les éditeurs de services télévisuels doivent présenter au Collège d'autorisation et de contrôle un rapport annuel comprenant notamment les éléments d'information relatifs au respect, chacun pour ce qui les concerne, des obligations prévues aux articles 4.1-1, 3.1.1-1, 3.1.1-2, 6.1.1-1, 4.2.1-1 et 4.2.2-1. Pour les obligations visées aux articles 4.2.1-1 et 4.2.2-1, le rapport annuel comportera également les éléments d'information service par service.

Sous-section III. — Du respect de la chronologie des médias

Art. 3.1.2-4. - Les éditeurs de services télévisuels ne peuvent diffuser une œuvre cinématographique en dehors des délais convenus avec les ayants droits.

Section II. — Dispositions propres aux services télévisuels linéaires

Art. 3.1.2-5. - Les services télévisuels linéaires cryptés et distribués contre rémunération spécifique peuvent contenir des programmes en clair.

Sauf s'il s'agit d'autopromotion, la durée de ces programmes ne peut dépasser trois heures par jour.

Section III. — Dispositions propres aux services télévisuels linéaires et non linéaires de télé-achat

Art. 3.1.2-6. - § 1^{er}. Tout service télévisuel de télé-achat doit être identifié comme tel.

§ 2. Les services télévisuels de télé-achat ne peuvent contenir de la publicité, sauf autorisation du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le service télévisuel de télé-achat doit être conforme aux dispositions relatives au télé-achat tel que visées à l'article 5.7-2.

§ 4. Outre les informations du rapport annuel visé à l'article 3.1.2-3, celui-ci contient également des informations portant sur le chiffre d'affaires, le type de produits et de services offerts, les plaintes éventuellement enregistrées et la manière dont il y a été répondu.

§ 5. Par « service télévisuel de télé-achat », il faut entendre un service télévisuel constitué uniquement de programmes de télé-achat.

CHAPITRE III. — De l'édition de services sonores privés

Section I^{re}. — De la demande et de la procédure d'autorisation des éditeurs de services sonores par voie hertzienne terrestre

Sous-section I^{re}. — Principes généraux

Art. 3.1.3-1. - § 1^{er}. Les services sonores par voie hertzienne terrestre sont :

1° les radios en réseau;

2° les radios indépendantes, dont les radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente.

Par « radio en réseau », il faut entendre le service sonore privé qui dispose d'un réseau de radiofréquences pour une diffusion en mode analogique ou d'un droit d'usage d'un réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique communautaire, pluri provinciale ou provinciale pour une diffusion en mode numérique.

Par « radio indépendante », il faut entendre le service sonore privé qui dispose dans son autorisation initiale d'une seule radiofréquence pour une diffusion en mode analogique ou d'un droit d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences ayant une zone de service locale pour une diffusion en mode numérique.

Par « radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente », il faut entendre la radio indépendante qui :

a) diffuse un volume minimum d'heures, de programmes d'actualités, d'éducation permanente, de développement culturel et de participation citoyenne, dont une partie en production propre et des œuvres de création radiophonique. Ce volume est déterminé par le Gouvernement;

b) a recourt principalement au bénévolat;

c) associe des bénévoles dans ses organes de gestion;

d) ne recourt pas à la publicité ou dispose de revenus publicitaires limités dont le montant maximal est déterminé par le Gouvernement.

Par « radio d'école », il faut entendre la radio disposant d'une seule fréquence qui est éditée par une école fondamentale, une école secondaire ou par une haute école disposant d'un département axé sur la communication ou la formation pédagogique, organisée ou subventionnée par la Communauté française, et qui est autorisée par le Gouvernement, conformément à l'article 3.1.3-12.

§ 2. Chaque éditeur de services ne peut diffuser de services sonores sur une ou des radiofréquences autres que celles que le Collège d'autorisation et de contrôle lui a assignées ou pour lesquelles il a reçu un droit d'usage.

§ 3. Les radiofréquences sont assignées et les droits d'usage sont délivrés selon les procédures visées aux articles 8.2.1-5 à 8.2.1-12.

Sous-section II. — L'appel d'offre et le contenu minimal du cahier des charges

Art. 3.1.3-2. - § 1^{er}. Les éditeurs de services sont autorisés pour chaque service sonore par le Collège d'autorisation et de contrôle suite à un appel d'offre tel que visé à l'article 8.2.1-7 pour le mode analogique et à l'article 8.2.1-11 pour le mode numérique.

§ 2. Sans préjudice des dispositions énoncées aux articles 8.2.1-7 et 8.2.1-11, le cahier des charges des éditeurs de services sonores prévoit, outre les obligations visées à l'article 3.1.1-2, les obligations prévues à l'article 4.2.3-1.

§ 3. Le cahier des charges précise les obligations, notamment celles visées au paragraphe 2, pour lesquelles un engagement du demandeur est nécessaire.

Sous-section III. — La réponse à l'appel d'offre

Art. 3.1.3-3. - § 1^{er}. En réponse à l'appel d'offre public visé à l'article 8.2.1-7 ou 8.2.1-11 et dans les délais fixés par cet appel, la demande d'autorisation est introduite, par envoi postal et recommandé avec accusé de réception, auprès du président du CSA.

Le demandeur précise la catégorie de radio pour laquelle il introduit une demande d'autorisation et la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences dont il demande l'assignation en mode analogique ou l'usage en mode numérique. Le demandeur peut se porter candidat à plusieurs radiofréquences ou réseaux de radiofréquences. Dans ce cas, il énonce et motive ses préférences.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'appel d'offre comprend plusieurs réseaux de radiofréquences ayant une même zone de service théorique, le demandeur qui se porte candidat à un réseau de ce type doit, dans sa demande, classer par ordre de préférence au moins deux de ces réseaux. Il motive ce classement.

§ 2. La demande doit être accompagnée pour les radios en réseau :

1° de la dénomination de l'éditeur de services et du service sonore;

2° de l'adresse du siège social et du siège d'exploitation de l'éditeur de services;

3° des statuts de l'éditeur de services;

4° des données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services;

5° de la description du service sonore, en ce compris la description du système d'information éventuellement prévu ainsi que, le cas échéant, la preuve de l'occupation de journalistes ou de l'engagement d'effectuer une telle occupation dès l'octroi de l'autorisation;

6° d'un plan financier établi sur une période de trois ans, ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées;

7° le cas échéant, de la liste des exploitants ou candidats exploitants du réseau à laquelle sont jointes les conditions essentielles des contrats d'exploitation conclus ou à conclure avec ceux-ci;

8° le cas échéant, pour le mode numérique, les modalités de commercialisation du service sonore, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel.

§ 3. La demande doit être accompagnée pour les radios indépendantes :

1° de la dénomination de l'éditeur de services et du service sonore;

2° de l'adresse du siège social et du siège d'exploitation de l'éditeur de services;

3° des statuts de l'éditeur de services;

4° des données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en société commerciale;

5° de la description du service sonore, en ce compris la description du système d'information éventuellement prévu;

6° d'un plan financier établi sur une période de trois ans, ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées;

7° le cas échéant, de la demande de disposer du statut de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente, en explicitant clairement en quoi sa programmation et son organisation répondent aux critères de l'article 3.1.3-1, § 1^{er}, alinéa 4;

8° le cas échéant, pour le mode numérique, les modalités de commercialisation du service sonore, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel;

9° le cas échéant, de la demande conjointe de mutualiser la production propre et d'échanger des programmes entre plusieurs radios indépendantes, en explicitant clairement la pertinence de développer des synergies entre ces radios.

§ 4. Le demandeur expose en outre de manière précise la manière dont il s'engage à répondre aux obligations reprises au cahier des charges de l'appel d'offre en application de l'article 3.1.3-2, § 3.

§ 5. Dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et en informe le Ministre ainsi que le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française.

Sous-section IV. — L'octroi de l'autorisation

Art. 3.1.3-4. - § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les demandes et accorde les autorisations en assignant, pour le mode analogique, la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences et en délivrant, pour le mode numérique, le droit d'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences dans les quatre mois de la date de clôture de l'appel d'offre.

Il veille à cet effet à assurer une diversité du paysage radiophonique et un équilibre entre les différents formats de radios, à travers l'offre musicale, culturelle et d'information.

Il apprécie les demandes au regard des éléments suivants :

- 1° la manière dont les demandeurs s'engagent à répondre aux obligations visées à l'article 3.1.3-2, § 2;
- 2° la pertinence des plans financiers visés à l'article 3.1.3-3, § 2, 6° et § 3, 6°;
- 3° l'originalité et la singularité de chaque demande;
- 4° l'importance de la production décentralisée en Communauté française;
- 5° l'expérience acquise dans le domaine de la radiophonie par les demandeurs;
- 6° les éventuelles modalités de commercialisation du service sonore.

§ 2. Dans le cadre d'un appel d'offre global, le Collège d'autorisation et de contrôle peut reconnaître une radio indépendante autorisée en tant que radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente qui répond aux critères définis à l'article 3.1.3-1, § 1^{er}, alinéa 4.

Cette reconnaissance est attribuée à la radio indépendante pour toute la durée de son autorisation. Le Collège d'autorisation et de contrôle évalue annuellement le respect des critères définis à l'article 3.1.3-1, §1^{er}, alinéa 4. Il peut retirer la reconnaissance si la radio indépendante ne satisfait plus à ceux-ci.

Le nombre de radios indépendantes pouvant être reconnues en tant que radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente est limité au regard de la capacité du budget visé à l'article 6.2.2-4, alinéa 4 d'assurer l'octroi des subventions aux radios reconnues. Le budget de référence utilisé pour déterminer ce nombre est celui prévu au cours de l'année où a lieu l'appel d'offre global, ajusté au besoin sur la moyenne des trois années antérieures pour lisser une éventuelle année exceptionnelle.

Lorsque que le Collège d'autorisation et de contrôle reçoit plus de demandes de reconnaissance que le nombre de places disponibles déterminé conformément à l'alinéa 3, il reconnaît les radios indépendantes présentant les engagements les plus importants en volume d'heures de programmes d'actualités, d'éducation permanente, de développement culturel, de participation citoyenne et de diffusion d'œuvres de création radiophonique; le volume d'heures en production propre en première diffusion constituant un avantage. Il peut aussi prendre en considération l'objectif d'équilibre dans la répartition géographique des radios indépendantes reconnues. Dans le cas où ce mécanisme de sélection des radios à reconnaître est mis en œuvre, l'évaluation annuelle visée à l'alinéa 2 se fera par rapport aux engagements pris par la radio indépendante au moment de sa reconnaissance.

S'il reste des places disponibles ou lorsqu'une place redevient disponible suite au retrait ou à la disparition de la reconnaissance, toute radio indépendante autorisée peut introduire, en cours d'autorisation, un dossier de demande de reconnaissance auprès du Collège d'autorisation et de contrôle en fournissant les éléments visés à l'article 3.1.3-3, § 3, 7°. Parmi ces radios, le Collège d'autorisation et de contrôle sélectionne la radio ou les radios à reconnaître conformément à l'alinéa 4. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle constate que la radio à reconnaître remplissait déjà les critères de sa reconnaissance au cours de l'exercice précédent où la place a été rendue vacante, il peut attribuer cette reconnaissance à partir de l'exercice précédent.

§ 3. Les autorisations sont incessibles. La durée d'une autorisation est de 9 ans, renouvelable conformément à la procédure d'autorisation visée dans la présente section.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une autorisation est attribuée à la suite d'un appel d'offre non global, cette autorisation arrive à échéance de plein droit la veille du jour où les autorisations sont attribuées dans le cadre d'un nouvel appel d'offre global. Un appel d'offre est considéré comme global lorsque celui-ci comporte au moins 75 % des radiofréquences déjà attribuées dans le mode concerné.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'aucune nouvelle autorisation n'a été délivrée en vertu d'un appel d'offre global au terme des 9 ans d'autorisation, l'autorisation accordée est prolongée jusqu'à la veille du jour où de nouvelles autorisations sont accordées dans le cadre d'un appel d'offre global. La prolongation des autorisations ne peut pas excéder 3 années à dater de l'expiration de celles-ci.

Art. 3.1.3-5. - Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser la fusion :

- 1° soit de radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;
- 2° soit de radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente et de radios indépendantes;
- 3° soit de radios indépendantes;
- 4° soit de radios indépendantes et de radios en réseau;
- 5° soit de radios en réseau.

La fusion ne peut être autorisée que si les radios concernées disposent d'un droit d'usage de radiofréquences ou de radiofréquences destinées à couvrir des zones de service différentes.

Toute fusion impliquant une radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente ne peut aboutir à la perte de cette qualité de la radio issue de la fusion.

L'autorisation est donnée exclusivement pour des motifs de viabilité du projet et à condition de maintenir une relation de proximité avec les publics visés dans les autorisations initiales. L'autorisation est donnée à la demande commune des radios concernées.

Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise toute fusion de radios en veillant à assurer une diversité du paysage radiophonique et un équilibre entre les différents formats de radios, à travers l'offre musicale, culturelle et d'information.

Lorsqu'il est saisi d'une demande de fusion de radios, le Collège d'autorisation et de contrôle lance, dans le mois, une consultation publique sur la demande de fusion. Toute radio indépendante ou en réseau autorisée ainsi que toute personne justifiant d'un intérêt à agir peut communiquer, dans le mois, au Collège d'autorisation et de contrôle tout motif pouvant justifier de ne pas autoriser la fusion.

L'autorisation de fusion est délivrée dans le respect de l'article 2.2-2.

Un nouveau titre d'autorisation est établi conformément à l'article 3.1.3-7.

La durée de la nouvelle autorisation ne peut excéder la durée de l'autorisation la plus ancienne parmi les radios fusionnées.

Art. 3.1.3-6. - Par dérogation à l'article 4.2.3-1, 2°, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, en veillant à garantir une diversité du paysage radiophonique, autoriser des radios indépendantes à mutualiser leur production propre et à échanger des programmes produits en propre, ceux-ci pouvant être comptabilisés au même titre par chacune des radios.

Sous-section V. — Le contenu de l'autorisation

Art. 3.1.3-7. - § 1^{er}. Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° la dénomination de la radio;
- 2° l'identité du titulaire;
- 3° l'adresse du siège social du titulaire;
- 4° la ou les radiofréquences assignées ou pour laquelle un droit d'usage est délivré avec, le cas échéant, sa capacité en kbps;
- 5° s'il échet, la liste des radiofréquences mises à disposition dans le cadre d'un contrat d'exploitation ou dans le cadre de tout contrat similaire et l'identité du ou des tiers exploitants;
- 6° s'il échet, l'adresse du siège social des exploitants;
- 7° s'il échet, la qualité de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;
- 8° la date de prise de cours de l'autorisation.

§ 2. Au titre d'autorisation est annexée une fiche descriptive du service sonore. Sur la base du dossier de candidature, celle-ci mentionne :

- 1° la manière dont l'éditeur entend répondre à son obligation de veiller à la promotion culturelle conformément à l'article 4.2.3-1, 1°, en identifiant les types de programmes concernés, leur durée et leur fréquence de diffusion;
- 2° les engagements en pourcentage pris conformément à l'article 4.2.3-1, 2° à 4°;
- 3° le cas échéant, un ou plusieurs autres engagements ou spécificités du service figurant dans le dossier de candidature, évalué positivement par le Collège d'autorisation et de contrôle et éventuellement considéré comme un avantage par rapport aux autres candidats au moment de l'évaluation de sa demande et de sa sélection.

Lorsque le titulaire de l'autorisation souhaite modifier un ou plusieurs éléments de cette fiche, il en fait la demande auprès du Collège d'autorisation et de contrôle. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser des modifications à la condition que la révision d'engagements ne remette pas fondamentalement en cause les motifs originaux de l'autorisation et ne crée pas a posteriori une rupture d'égalité de traitement entre les candidats mis en concurrence au moment de la procédure d'attribution des autorisations. Pour toute demande, le Collège d'autorisation et de contrôle examine la demande et statue au regard des critères cumulatifs suivants :

- 1° Le respect de l'identité originelle du service sonore du demandeur;
- 2° L'impact des modifications sur les éléments appréciés par le Collège au moment de l'attribution de l'autorisation;
- 3° L'impact sur l'équilibre du paysage radiophonique qui doit être préservé;
- 4° Le contexte interne à l'éditeur de service qui doit justifier positivement la révision des engagements et non constituer une simple régression;
- 5° Si la demande de modification vise à obtenir une modification des engagements visés au 2°, l'intensité de la contribution du service sonore à la diversité culturelle et linguistique qui doit être conservée.

§ 3. Le CSA transmet une copie du titre d'autorisation et de la fiche descriptive au Ministre ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

§ 4. Le titulaire de l'autorisation doit préalablement notifier par envoi postal et recommandé au Collège d'autorisation et de contrôle toute modification des éléments repris dans la demande d'autorisation visés aux paragraphes 2 à 4 de l'article 3.1.3-3, autres que ceux mentionnés dans la fiche descriptive.

§ 5. Le titulaire de l'autorisation est tenu d'adresser chaque année, pour le 30 juin, au Collège d'autorisation et de contrôle :

- 1° un rapport d'activités de l'année écoulée. Ce rapport comprend notamment les éléments, dont les listes de diffusion d'œuvres musicales, permettant de vérifier le respect des obligations décrétales et du cahier des charges de l'appel d'offre ainsi que des engagements inscrits dans la fiche descriptive du service sonore. Par dérogation, les radios indépendantes sont tenues de remettre le rapport d'activités de l'année écoulée au cours des trois premières années et ensuite tous les deux ans. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut faire des vérifications ponctuelles lors des périodes non couvertes par la remise du rapport;
 - 2° les bilans et comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre de chaque année ou les comptes annuels de l'association sans but lucratif;
 - 3° la liste des exploitants, s'il échet, ainsi que leur bilan et compte de résultats
 - 4° s'il échet, un rapport montrant en quoi le titulaire de l'autorisation a pu justifier le maintien de sa qualité de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente.
- § 6. Un registre des autorisations est tenu au CSA. Il est public.

Section II. — De la procédure de déclaration des éditeurs de services sonores recourant à d'autres moyens de diffusion que la voie hertzienne terrestre

Art. 3.1.3-8. - § 1^{er}. L'éditeur de services doit effectuer une déclaration préalable introduite par envoi postal et recommandé auprès du Collège d'autorisation et de contrôle pour chacun des services sonores qu'il entend éditer.

§ 2. La déclaration comporte les données suivantes :

- 1° la dénomination de l'éditeur de services et du service sonore;
- 2° l'adresse du siège social et du siège d'exploitation de l'éditeur de services;
- 3° les statuts de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en personne morale;
- 4° les données relatives à l'actionnariat de l'éditeur de services si celui-ci est constitué en société commerciale;
- 5° un plan financier établi sur une période de 3 ans, ce plan financier devra prévoir une rubrique relative aux rémunérations à verser aux auteurs et autres ayants droit en application des accords conclus. En cas de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, les provisions prévues compte tenu des risques connus y seront mentionnées;

6° la description du service sonore, en ce compris la description du système d'information éventuellement prévu ainsi que, le cas échéant, la preuve de l'occupation de journalistes;

7° le réseau de communications électroniques par lequel il envisage d'être distribué et, le cas échéant, les coordonnées du ou des distributeurs de services.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée par envoi postal et recommandé au Collège d'autorisation et de contrôle.

Le Collège d'autorisation et de contrôle établit le modèle de déclaration.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, les formalités administratives de déclaration peuvent être assouplies pour les éditeurs de services de médias sonores distribués sur plateforme ouverte, notamment dans les services de partage de vidéo.

Des modèles de déclaration simplifiée sont établis par le Collège d'autorisation et de contrôle

Art. 3.1.3-9. - Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçue en application de l'article 3.1.3-8, paragraphe 2, alinéa 2, est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ainsi qu'au secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

Art. 3.1.3-10. - L'éditeur de services dont le service sonore est distribué via une plateforme de distribution fermée doit respecter les dispositions de l'article 4.2.3-1.

Art. 3.1.3-11. - L'éditeur de services est tenu d'adresser chaque année, pour le 30 juin, au Collège d'autorisation et de contrôle :

1° un rapport d'activités de l'année écoulée, en ce compris la grille des programmes ou le catalogue des programmes, une note de politique de programmation et, le cas échéant, un rapport sur l'exécution des obligations visées à l'article 3.1.3-10;

2° les bilans et comptes annuels de la société ou les comptes annuels de l'association sans but lucratif ou de la personne physique arrêtés au 31 décembre de chaque année.

Section III. — Des radios d'école

Art. 3.1.3-12. - § 1^{er}. En dérogation aux articles 3.1.1-1 à 3.1.1-3 et 3.1.3-1 à 3.1.3-5 et après avis du Conseil supérieur de l'éducation aux médias, les écoles fondamentales, les écoles secondaires ainsi que les hautes écoles qui disposent d'un département axé sur la communication ou la formation pédagogique, organisés ou subventionnés par la Communauté française, peuvent être autorisés par le Gouvernement à organiser une radio d'école diffusée par voie hertzienne terrestre.

L'établissement introduit par envoi postal et recommandé auprès des services du Gouvernement une demande comprenant la description du projet éducatif ainsi que le lieu d'émission souhaité.

L'autorisation est attribuée pour une période de quatre années scolaires au plus.

L'autorisation est renouvelable au profit du même titulaire. La demande de renouvellement doit être introduite au moins 6 mois avant l'expiration de l'autorisation.

Par dérogation aux articles 8.2.1-5 à 8.2.1-8 et 8.2.1-11, le Gouvernement assigne une radiofréquence à l'établissement autorisé à organiser une radio d'école. L'assignation de la radiofréquence à une haute école organisée ou subventionnée par la Communauté française est subordonnée à son utilisation partagée avec au moins une école fondamentale ou secondaire.

La radiofréquence assignée possède les caractéristiques suivantes :

1° la puissance apparente rayonnée est de maximum 30 watts;

2° la hauteur de l'antenne par rapport au sol ne peut dépasser 15 mètres, sauf dérogation accordée par le Gouvernement et pour autant que la puissance apparente rayonnée soit réduite de manière à garantir une zone de service analogue;

3° la durée des émissions ne peut excéder 8 heures par jour.

Par « Puissance apparente rayonnée », il faut entendre le produit de la puissance fournie à l'extrémité de l'antenne par son gain par rapport à un doublet demi-onde dans une direction donnée.

Un établissement ne peut être autorisé à organiser une radio d'école que dans la mesure où l'émission n'entraîne aucune perturbation pour d'autres services sonores.

En dérogation à l'article 8.2.1-9, le Gouvernement peut également octroyer un droit d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences destiné aux radios indépendantes.

Les radios d'écoles visées au présent paragraphe sont exemptées du paiement de la redevance annuelle visée à l'article 8.2.1-2, § 2.

§ 2. En dérogation aux articles 3.1.1-1 à 3.1.1-3 et 3.1.3-2 à 3.1.3-4, les écoles fondamentales, les écoles secondaires ainsi que les hautes écoles qui disposent d'un département axé sur la communication ou la formation pédagogique, organisés ou subventionnés par la Communauté française, doivent effectuer une déclaration préalable introduite auprès du Gouvernement s'ils entendent éditer une radio d'école diffusée par d'autres moyens qu'une radiofréquence visée au paragraphe 1^{er}.

La déclaration comporte les coordonnées de l'établissement et la description du projet éducatif.

§ 3. Les radios d'écoles ne peuvent avoir recours à la communication commerciale, à l'exception de l'autopromotion.

§ 4. Le Gouvernement informe le CSA de toute autorisation ou déclaration de radio d'école et, s'il échet, de la radiofréquence qui lui a été assignée.

TITRE II. — Des éditeurs de services de médias audiovisuels de proximité

CHAPITRE 1^{er}. — Mission et autorisation

Art. 3.2.1-1.- Le Gouvernement peut autoriser des éditeurs de services de médias audiovisuels de proximité, ci-après dénommés « médias de proximité »

L'autorisation du Gouvernement est donnée pour une durée de neuf ans. Elle est renouvelable.

Art. 3.2.1-2. - Les médias de proximité ont pour mission de service public, dans la zone de couverture les concernant, la production et la réalisation de programmes d'actualités, d'animation, de développement culturel et d'éducation permanente.

Ils s'engagent à promouvoir, par service, la participation active de la population de la zone de couverture les concernant.

Le Gouvernement conclut avec chaque média de proximité une convention qui précise les services de médias audiovisuels qu'il est autorisé à éditer et qui décrit pour ceux-ci les modalités particulières d'exécution de la mission de service public adaptée aux spécificités de chaque média de proximité.

Tout média de proximité doit mettre ses services télévisuels à la disposition des distributeurs de services soumis à l'obligation de distribution de ces services.

Art. 3.2.1-3. - Par « zone de couverture » au sens du présent article, il faut entendre l'espace géographique dans lequel le média de proximité réalise sa mission.

Sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle, le Gouvernement fixe la zone de couverture de chaque média de proximité en déterminant les communes qui en font partie. Cette zone est notamment fixée en fonction des caractéristiques socioculturelles communes à certaines entités communales et des contraintes techniques liées à l'organisation des réseaux de télédistribution.

Une commune ne peut faire partie que d'une seule zone de couverture.

La zone de réception d'un média de proximité n'est pas limitée à sa zone de couverture.

L'extension de cette zone de réception au-delà de la zone de couverture ne peut être effective que de commun accord entre le média de proximité qui entend étendre sa zone de réception au-delà de sa zone de couverture et le média de proximité dont la zone de couverture est, en tout ou en partie, visée par cette extension de zone de réception. L'accord conclu entre les médias de proximité concernés prévoit la durée pour laquelle l'accord est conclu, qui ne peut être plus longue que celle des autorisations des médias de proximité, et les modalités selon lesquelles il peut être mis fin par anticipation à l'accord. L'accord est notifié au Ministre et au CSA.

Les médias de proximité concernés par l'extension d'une zone de réception déterminent entre eux les conditions de cette extension afin de prévenir toute entrave au développement de l'une ou de l'autre de ces médias de proximité.

Par dérogation aux alinéas 5 et 6, dans le cas de la distribution d'un ou de plusieurs services d'un média de proximité sur un ou des réseaux de communications électroniques hertziens ou sur l'internet, l'extension de la zone de réception au-delà de la zone de couverture est permise sans que cela ne nécessite un accord entre les médias de proximité concernés.

Art. 3.2.1-4. - § 1^{er}. Pour être autorisée et pour conserver son autorisation, chaque média de proximité doit remplir les conditions suivantes :

1° être constituée sous forme d'association sans but lucratif ou entreprise sociale;

2° déposer un plan financier lors de la demande d'autorisation, démontrant qu'elle a la capacité effective d'assurer sa viabilité économique pendant une durée de 3 ans. Ce plan financier n'est pas exigé en cas de demande de renouvellement d'autorisation;

3° ne pas être contrôlée, directement ou indirectement par un autre éditeur de services, une régie publicitaire, une société à portefeuille ou un distributeur de services;

4° avoir son siège social et son siège d'exploitation dans la zone de couverture;

5° compter, parmi les membres du personnel un ou des journalistes professionnels ou une ou des personnes travaillant dans des conditions qui permettent de le devenir conformément à la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel;

6° assurer dans sa programmation un nombre minimal d'heures de production propre, en moyenne hebdomadaire calculée par année civile et hors rediffusion, tel que fixé dans la convention visée à l'article 3.2.1-2;

7° reconnaître une société interne de journalistes en qualité d'interlocutrice et la consulter sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle, sur l'organisation des rédactions pour ce qui concerne les programmes d'actualités et sur la désignation du rédacteur en chef et établir un règlement d'ordre intérieur relatif à l'objectivité dans le traitement de l'information. Cette société interne est composée de journalistes représentant la rédaction du média de proximité;

8° être responsable de sa programmation et assurer la maîtrise éditoriale de l'information dans un esprit d'objectivité, sans censure préalable ou quelconque ingérence d'une autorité publique ou privée;

9° assurer dans le traitement de l'information un équilibre entre les diverses tendances idéologiques respectant les principes démocratiques, présentes dans la zone de couverture;

10° être membre de l'IADJ;

11° assurer, par service, dans sa programmation, son indépendance par rapport aux gouvernements, aux autorités communales et provinciales, aux organismes publics et intercommunaux, aux distributeurs de services, aux partis politiques, aux organisations représentatives des employeurs ou de travailleurs et aux mouvements philosophiques ou religieux;

12° être à l'écoute du public et assurer le suivi de leurs plaintes;

13° avoir mis en œuvre les procédures destinées à respecter la législation sur les droits d'auteur et les droits voisins;

14° s'engager à respecter les règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 2° et approuvés par le Gouvernement;

15° présenter au Ministre ainsi qu'au Collège d'autorisation et de contrôle, un rapport d'activité annuel portant notamment sur les 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11°.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 6°, une coproduction assurée par un média de proximité, à l'exception des programmes de radio filmée, est assimilée à de la production propre proportionnellement au budget réellement engagé par celle-ci.

§ 2. Une association sans but lucratif ou une entreprise sociale ne peut être autorisée à exploiter qu'un seul média de proximité.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi de l'autorisation des médias de proximité.

CHAPITRE II. — Règles particulières

Art. 3.2.2-1. - § 1^{er}. En arrêtant son offre de programmes, le média de proximité veille à ce que la qualité et la diversité des programmes offerts permettent de rassembler des publics les plus larges possibles, d'être un facteur de cohésion sociale, tout en répondant aux attentes des minorités socioculturelles, et permettent de refléter les différents courants d'idées de la société, en excluant les courants d'idées non démocratiques, sans discrimination, notamment culturelle, ethnique, sexuelle, idéologique ou religieuse et sans ségrégation sociale.

Ces programmes tendent à provoquer le débat et à clarifier les enjeux démocratiques de la société, à contribuer au renforcement des valeurs sociales, notamment par une éthique basée sur le respect de l'être humain et du citoyen, et à favoriser l'intégration et l'accueil des populations étrangères ou d'origine étrangère vivant dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Le média de proximité veille à la valorisation du patrimoine culturel de la Communauté française et des spécificités locales.

Art. 3.2.2-2. - § 1^{er}. Pour autant qu'ils limitent la réception de leurs programmes au territoire belge, les médias de proximité peuvent, dans un service linéaire, mettre en œuvre un programme de vidéotexte dont le temps de diffusion est exclu du calcul du temps de transmission consacré à la publicité et aux spots de télé-achat, tel que visé à l'article 5.2-9.

À la seule fin du présent article, il faut entendre par programme de vidéotexte, un programme d'images fixes inséré dans le ou les services d'un média de proximité. Le vidéotexte se distingue du télétexte en ce qu'il est accessible immédiatement au public sans intervention de sa part et qu'il est une partie intégrante du service linéaire.

§ 2. Le Gouvernement arrête le temps de transmission quotidien consacré à la publicité dans tout programme de vidéotexte mis en œuvre par un média de proximité.

Art. 3.2.2-3. - § 1^{er}. Les médias de proximité veillent à développer des synergies entre eux et avec la RTBF.

Les synergies avec la RTBF sont déterminées dans une convention conclue entre l'ensemble des médias de proximité, la RTBF et le Gouvernement ou entre un ou plusieurs médias de proximité et la RTBF.

Dans son rapport d'activités annuel, le média de proximité présente, pour ce qui le concerne, un bilan de l'application de toute convention visée à l'alinéa 2.

§ 2. Pour assurer une mission de représentation, de veille stratégique, de coordination, de mutualisation et de soutien entre les médias de proximité et favoriser la mise en œuvre des synergies visées au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement peut reconnaître une association pour autant qu'elle :

- 1° soit constituée sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° fédère au moins deux tiers des médias de proximité autorisés par la Communauté française;
- 3° ait son siège social établi sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

La demande de reconnaissance est adressée au Gouvernement et contient l'exposé des principaux axes de la stratégie de synergie envisagée par l'association. Elle doit être accompagnée des documents ci-après actualisés au jour de son introduction :

- 1° les statuts de l'association;
- 2° la liste des membres de l'association;
- 3° la liste des membres des organes de gestion.

La reconnaissance vaut pour une durée de cinq ans. Elle peut être renouvelée à la demande de l'association, par envoi postal et recommandé adressé au Gouvernement. La demande de renouvellement doit être introduite au plus tôt six mois et au plus tard trois mois avant l'échéance de la durée précitée.

Pour l'accomplissement de la mission visée à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement octroie à l'association dans la limite des crédits disponibles une subvention annuelle de fonctionnement dont le montant est nominativement inscrit au budget de la Communauté française. Cette subvention est destinée à couvrir une partie des dépenses pour assurer son fonctionnement de base et la rémunération de son personnel. Pour la justification de cette subvention l'association communique annuellement au Gouvernement avant le 1^{er} juin :

- 1° un rapport d'activités de l'année antérieure;
- 2° le programme d'activités de l'année en cours, explicitant notamment les activités développées dans le cadre des synergies visées au paragraphe 1^{er};
- 3° le bilan comptable de l'année antérieure;
- 4° le budget de l'année en cours.

Le Gouvernement peut conclure avec l'association des conventions particulières dans le but, notamment, de contribuer à la formation du personnel, à la numérisation et à la sauvegarde des archives, à l'analyse des questions liées à l'équipement technologique, ou d'apporter un soutien logistique dans une perspective de simplification des démarches administratives que doivent effectuer les médias de proximité.

CHAPITRE III. — Organisation

Art. 3.2.3-1. - § 1^{er}. Le conseil d'administration du média de proximité doit être composé pour moitié au moins de représentants du secteur associatif et du secteur culturel qui ne sont pas des mandataires publics ou des représentants des pouvoirs publics ou des services publics.

Il ne peut être composé de membres du Parlement européen, du Sénat, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région wallonne, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Parlement de la Communauté française, de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement régional ou communautaire, d'un collège provincial, et d'un collège communal, en ce qui concerne les communes de la région de langue française, ou d'un collège des bourgmestre et échevin et d'un président de CPAS, en ce qui concerne les communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Il ne peut être composé, pour plus de la moitié, de membres d'un conseil provincial, d'un conseil communal, d'un conseil de l'action sociale, ainsi d'un cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement régional ou communautaire, d'un collège provincial et d'un collège communal, en ce qui concerne les communes de la région de langue française, ou du collège des bourgmestre et échevin et du président de CPAS, en ce qui concerne les communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. L'élection des administrateurs d'un média de proximité situé en région de langue française a lieu dans les 8 mois qui suivent l'installation du dernier conseil communal de sa zone de couverture à la suite des élections communales.

§ 3. L'élection des administrateurs d'un média de proximité situé en région bilingue de Bruxelles-Capitale a lieu dans les 8 mois qui suivent l'installation de l'Assemblée de la Commission communautaire française à la suite des élections régionales.

§ 4. Le mandat des administrateurs expire le jour de l'installation de leurs successeurs. Le mandat est renouvelable. Le mandat de président du conseil d'administration est renouvelable une fois.

§ 5. Les administrateurs publics visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, d'un média de proximité situé en région de langue française sont désignés à la proportionnelle de la composition de l'ensemble des conseils communaux de la zone de couverture du média de proximité concerné.

Pour le calcul de la proportionnelle, il est tenu compte, pour les listes qui ne se présentent pas sous le signe d'un groupe politique reconnu au Parlement de la Communauté française, des déclarations individuelles d'appartenance ou de regroupement à une autre liste démocratique pour autant que celles-ci soient transmises au média de proximité concerné avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales.

Les élus qui s'abstiennent de la déclaration visée à l'alinéa 2 ne sont pas pris en considération pour le calcul de la proportionnelle.

§ 6. Les administrateurs publics visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, d'un média de proximité situé en région bilingue de Bruxelles-capitale sont désignés à la proportionnelle de la composition de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

§ 7. Toute modification apportée à la composition du conseil d'administration doit être portée à la connaissance du Gouvernement et du CSA.

§ 8. Le directeur du média de proximité siège au conseil d'administration avec voix consultative.

§ 9. Les représentants du ou des distributeurs de services qui mettent à disposition le ou les services d'un média de proximité dans sa zone de couverture et les communes comprises dans la zone de couverture peuvent siéger avec voix consultative au sein de l'assemblée générale de ce média de proximité.

§ 10. Nul ne peut exercer le mandat d'administrateur s'il a été condamné ou est membre d'un organisme ou d'une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, ou de toute autre forme de génocide.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa 1^{er}. Elle cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'association en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques.

§ 11. L'exercice d'un mandat de président et, le cas échéant, de vice-président est incompatible avec un mandat de conseiller provincial, de conseiller d'un centre public d'action sociale ou de conseiller communal.

Art. 3.2.3-2. - Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter au sein de chaque média de proximité. Cette désignation intervient à chaque renouvellement du Parlement de la Communauté française. Son mandat est renouvelable et gratuit.

L'observateur assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre. Il est tenu à la confidentialité.

Art. 3.2.3-3. - Nul ne peut être désigné en qualité d'administrateur ou d'observateur du Gouvernement s'il exerce un mandat ou une fonction dans les organes de gestion ou de contrôle d'un éditeur de services, d'un distributeur de services, d'un opérateur de réseau, d'un organe de presse écrite ou d'une société de droit privé ou de droit public qui a pour objet une activité similaire ou s'il exerce un emploi ou une fonction dirigeante dans ces mêmes sociétés et organismes pour autant que cet emploi ou cette fonction soit susceptible de provoquer un conflit d'intérêts avec ceux du média de proximité concerné.

Art. 3.2.3-4. - L'exercice de la fonction de rédacteur en chef au sein d'un média de proximité est incompatible avec l'exercice d'une autre fonction de direction au sein de ce même média.

Art. 3.2.3-5. - Chaque média de proximité peut instituer un comité de programmation chargé d'établir les propositions de programme destinées à leur organe de gestion.

CHAPITRE IV. — Dispositions financières

Art. 3.2.4-1. - § 1^{er}. Dans les limites des crédits inscrits au budget de la Communauté française et, afin d'accomplir leur mission de service public visée à l'article 3.2.1-2, les médias de proximité autorisés reçoivent, annuellement, une subvention de fonctionnement. Ils peuvent recevoir en outre une subvention d'investissement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les critères et les modalités d'octroi des subventions, notamment en prévoyant l'attribution d'un forfait de base identique à chaque média de proximité et en tenant compte du volume d'emplois et du volume de production propre répondant à sa mission de service public visée à l'article 3.2.1-2.

§ 3. L'octroi des subventions est subordonné à la présentation au Gouvernement, au plus tard le 30 avril, du rapport d'activité visé à l'article 3.2.1-4, § 1^{er}, 15^o, du bilan et du compte d'exploitation de l'exercice écoulé ainsi que d'un projet de budget pour l'exercice suivant. Le Gouvernement détermine le mode de présentation de ces documents. Une part de maximum 85% des subventions peut toutefois être octroyée à titre provisionnel avant la présentation des documents visés au présent paragraphe.

§ 4. La totalité des subventions de fonctionnement des médias de proximité est adaptée annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

TITRE III. — Des fournisseurs de services de partage de vidéos

Art. 3.3-1.- § 1^{er}. Le fournisseur de services de partage de vidéos doit effectuer une déclaration préalable introduite par envoi postal et recommandé auprès du Collège d'autorisation et de contrôle pour chacun des services qu'il entend fournir.

§ 2. La déclaration comporte les données suivantes :

- 1° la dénomination du fournisseur et du service de partage de vidéos;
- 2° l'adresse du siège social du fournisseur de services de partage de vidéos, et si celui-ci n'est pas établi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'adresse de l'entreprise mère, de l'entreprise filiale ou d'une entreprise du même groupe au sens de l'article 1.1-4, § 5;
- 3° l'organisation du groupe comprenant les entreprises visées au 2°;
- 4° les statuts du fournisseur de services de partage de vidéos si celui-ci est constitué en personne morale;
- 5° la description du service de partage de vidéos;
- 6° le descriptif des mesures appropriées visées aux articles 2.3-2, 2.4-2, 2.5-2, 5.5-1 qui sont prises par le fournisseur de services de partage de vidéos;
- 7° la date à laquelle le service de partage de vidéos est accessible;
- 8° les modalités de commercialisation de ce service.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée auprès du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle établit le formulaire de déclaration conformément au paragraphe 2.

Art. 3.3-2. - Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçue en application du dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 3.3-1 est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement.

TITRE IV. — Des distributeurs de services

Art. 3.4-1. - § 1^{er}. Tout distributeur de services doit effectuer une déclaration préalable par envoi postal et recommandé auprès du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. La déclaration comporte les éléments suivants :

- 1° les données d'identification de la personne morale;
- 2° la composition de l'offre de services de médias audiovisuels ainsi que les modalités de sa commercialisation.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée par envoi postal et recommandé au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle établit le modèle de la déclaration.

§ 4. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçu en application du paragraphe 2, alinéa 2, est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement.

§ 5. Tout distributeur de services doit pouvoir prouver, à tout moment, qu'il a conclu les accords nécessaires avec les auteurs et autres ayants droit concernés, ou leurs sociétés de gestion collective, lui permettant pour ce qui concerne ses activités de respecter la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins.

Sur simple demande, le Collège d'autorisation et de contrôle peut obtenir la communication d'une copie complète des accords en cours d'exécution lorsqu'ils portent sur des répertoires significatifs d'œuvres et de prestations.

En cas d'interruption de plus de 6 mois desdits accords, de conflit ou d'impossibilité durable de conclure de tels accords, l'éditeur tout comme le distributeur de services est tenu d'en informer le Ministre ainsi que le CSA et de préciser les dispositions prises afin de provisionner les sommes contestées le cas échéant en tenant compte des risques connus.

En cas de risque manifeste pour la sauvegarde des droits des ayants droit, le Collège d'autorisation et de contrôle peut exiger en outre le cautionnement des sommes contestées, selon les modalités qu'il détermine.

TITRE V. — Des opérateurs de réseau de communications électroniques et des fournisseurs de services de communications électroniques**CHAPITRE 1^{er}. — Des opérateurs de réseau de télédistribution**

Art. 3.5.1-1. - § 1^{er}. Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau de télédistribution doit, dans le mois à dater du lancement de son activité, en faire la déclaration par envoi postal et recommandé auprès du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. La déclaration comporte les éléments suivants :

- 1° les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;
- 2° une brève description du ou des réseaux de télédistribution;
- 3° une estimation de la date du lancement de l'activité.

Toute modification de ces éléments doit être notifiée au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle établit le modèle de la déclaration conformément au paragraphe 2.

§ 4. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration. Par dérogation, à la demande expresse de l'opérateur de réseau, l'accusé de réception est délivré dans un délai d'une semaine.

L'accusé de réception mentionne notamment les conditions dans lesquelles l'opérateur de réseau a le droit de demander de mettre en place des ressources, de négocier une interconnexion et d'obtenir un accès ou une interconnexion.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçu en application du paragraphe 2, alinéa 2, est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement.

Art. 3.5.1-2. - § 1^{er}. Les opérateurs de réseau ont le droit de faire exécuter, à leurs frais, sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public tous travaux inhérents à l'établissement et à l'entretien de câbles et équipements connexes de leurs réseaux de télédistribution, à condition de se conformer aux lois et arrêtés relatifs à l'utilisation du domaine public et de respecter l'usage auquel il est affecté.

Avant d'user de ce droit, l'opérateur intéressé devra soumettre à l'approbation de l'autorité dont relève le domaine public, le tracé de l'emplacement et les détails d'installation des conducteurs.

Cette autorité devra statuer dans les trois mois de la date d'envoi du tracé et donner notification de sa décision à l'opérateur intéressé. Passé ce délai, le silence de l'autorité vaut approbation.

En cas de contestation persistante, il est statué en l'affaire par arrêté du Gouvernement.

Les autorités publiques ont, en tout cas, sur leur domaine respectif, le droit de faire modifier ultérieurement les dispositions ou le tracé d'une installation, ainsi que les ouvrages qui s'y rapportent. Si les modifications sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver un site, soit dans l'intérêt de la voirie, des cours d'eau, des canaux ou d'un service public, soit comme conséquence d'un changement apporté par les riverains aux accès des propriétés en bordure des voies empruntées, les frais de travaux sont à charge de l'opérateur; dans les autres cas, ils sont à charge de l'autorité qui impose les modifications. Celle-ci peut exiger un devis préalable et en cas de désaccord, faire exécuter elle-même les travaux.

§ 2. Les opérateurs ont également le droit d'établir à demeure des supports et des ancrages pour les câbles et équipements connexes de leurs réseaux de télédistribution sur les murs et façades donnant sur la voie publique et d'établir leurs câbles dans un terrain ouvert et non bâti ou de les faire passer sans attache ni contact au-dessus des propriétés privées.

Les travaux ne pourront commencer qu'après une notification dûment établie, faite par écrit aux propriétaires suivant les données du cadastre, aux locataires et aux habitants. L'exécution de ces travaux n'entraîne aucune dépossession.

La fixation de supports et d'ancrages sur les murs ou façades ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir ou de réparer son bien.

Les câbles souterrains et supports établis dans un terrain ouvert et non bâti devront être enlevés à la demande du propriétaire, si celui-ci use de son droit de construire ou de se clore; les frais d'enlèvement seront à charge de l'opérateur.

Le propriétaire devra toutefois prévenir l'opérateur par envoi postal et recommandé, au moins trois mois avant d'entreprendre les travaux visés aux alinéas 3 et 4.

§ 3. Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'un réseau de télédistribution sont entièrement à charge de l'opérateur qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables envers les tiers.

§ 4. L'opérateur de réseau est tenu de donner une suite immédiate à toute réquisition de l'Institut Belge des services postaux et de télécommunication ou de tout service ou entreprise de distribution d'énergie électrique, en vue de faire cesser sur-le-champ toute perturbation ou influence nuisible dans le fonctionnement des installations téléphoniques, télégraphiques ou de distribution d'énergie électrique. Faute de satisfaire à cette réquisition, les mesures jugées nécessaires, y compris le déplacement des câbles et équipements connexes seront ordonnées par les services ou entreprises intéressés, aux frais, risques et périls de l'opérateur.

CHAPITRE II. — Des opérateurs de réseau par voie satellitaire

Art. 3.5.2-1. - L'usage de radiofréquences descendantes pour la diffusion de services de médias audiovisuels par voie satellitaire est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues par le présent chapitre.

Art. 3.5.2-2. - Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau par voie satellitaire en utilisant une ou des radiofréquences descendantes en fait la demande par envoi postal et recommandé auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

- 1° les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;
- 2° un plan financier établi sur 3 ans;
- 3° le lieu de la liaison montante, ainsi que la dénomination de l'opérateur effectuant cette liaison;
- 4° la ou les radiofréquences souhaitées.

Art. 3.5.2-3. - § 1^{er}. Dans le mois de la réception de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci au Gouvernement.

Si la ou les radiofréquences souhaitées par le demandeur sont disponibles, le Gouvernement arrête la liste de ces radiofréquences.

Dans le mois à dater du jour où la liste a été arrêtée par le Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle assigne la ou les radiofréquences au demandeur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut assigner de radiofréquences autres que celles proposées par le Gouvernement.

§ 2. Le CSA transmet une copie du titre autorisant l'usage d'une ou de radiofréquences par l'opérateur de réseau, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

CHAPITRE III. — Des opérateurs de réseaux de communications électroniques autres que de télédistribution et des fournisseurs de services de communications électroniques

Art. 3.5.3-1. - § 1^{er}. Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau de communications électroniques autre que ceux visés aux articles 3.5.1-1 et 3.5.2-1, ainsi qu'aux Chapitres 1 et 2 du Titre 2 du Livre VIII, ou de fournisseur de services de communications électroniques doit, dans le mois à dater du lancement de son activité, en faire la déclaration par envoi postal et recommandé auprès du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. La déclaration comporte les éléments suivants :

- 1° les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;
- 2° une brève description du ou des réseaux ou du ou des services de communications électroniques;
- 3° l'estimation de la date du lancement de l'activité.

Toute modification de ces éléments doit être notifiée au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle établit le modèle de déclaration, conformément au paragraphe 2.

§ 4. Dans le mois de la réception de la déclaration, le Collège d'autorisation et de contrôle accuse réception de la déclaration. Par dérogation, à la demande expresse de l'opérateur de réseau ou du fournisseur de service de communications électroniques, l'accusé de réception est délivré dans un délai d'une semaine.

L'accusé de réception mentionne notamment les conditions dans lesquelles l'opérateur de réseau ou le fournisseur de services de communications électroniques a le droit de demander de mettre en place des ressources, de négocier une interconnexion et d'obtenir un accès ou une interconnexion.

Dans les huit jours ouvrables qui suivent l'accusé de réception, le Collège d'autorisation et de contrôle transmet copie de la déclaration et de l'accusé de réception au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement. Toute modification des éléments de la déclaration que le Collège d'autorisation et de contrôle a reçue en application du paragraphe 2, alinéa 2, est également transmise en copie, dans le même délai, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement.

LIVRE IV. — DES PROGRAMMES

TITRE 1^{er}. — De l'accessibilité

Art. 4.1-1. - Les éditeurs de services appliquent les règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 2°, et approuvés par le Gouvernement qui réglementent l'accessibilité des programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle. Ces règlements visent notamment à rendre continuellement et progressivement plus accessibles les programmes aux personnes en situation de déficience sensorielle.

TITRE II. — De la diversité culturelle par la diffusion et la valorisation d'œuvres européennes et de la Communauté française

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions propres aux services télévisuels linéaires

Section 1^{er}. — De la diffusion d'œuvres européennes et de la Communauté française

Art. 4.2.1-1. - § 1^{er}. Les éditeurs de services doivent dans leurs services télévisuels linéaires :

1° sans préjudice des dispositions particulières applicables à la RTBF, le cas échéant, réserver une part qui ne peut être inférieure à 4,5 % de la programmation musicale à des œuvres de compositeurs, artistes-interprètes, ou de producteurs de la Communauté française dont le domicile, la résidence, le siège social ou le siège d'exploitation est ou a été situé en région bilingue de Bruxelles capitale ou en région de langue française;

2° réserver une part de 20 % de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, ou au télé-achat, à des programmes dont la version originale est d'expression française;

3° sauf pour ce qui concerne les programmes musicaux, proposer une proportion majoritaire de programmes en langue française;

4° assurer une proportion majoritaire de leur temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion, ou au télé-achat, à des œuvres européennes, en ce compris des œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone;

5° assurer une part de 10 % du temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, à des manifestations sportives, à des jeux, à la publicité, à l'autopromotion ou au télé-achat, à des œuvres européennes émanant de producteurs indépendants, en ce compris les producteurs indépendants de la Communauté française.

La production de ces œuvres ne peut être antérieure à cinq ans avant leur diffusion.

§ 2. Le paragraphe 1^{er}, 4° et 5°, ne s'applique pas aux services télévisuels linéaires destinés à un public local et ne faisant pas partie d'un réseau national ainsi qu'aux services télévisuels linéaires qui par nature ont pour objet de proposer exclusivement ou principalement des œuvres non européennes. Par « principalement », il faut entendre au moins 80 % du temps de diffusion visé à l'alinéa 1^{er}. Il ne s'applique pas non plus aux services télévisuels linéaires utilisant exclusivement une langue autre que les langues officielles ou reconnues par les États membres de l'Union européenne et dont les programmes sont exclusivement destinés à être captés en dehors de l'Union européenne et qui ne sont pas reçus directement ou indirectement par le public d'un ou de plusieurs États membres.

Le paragraphe 1^{er}, 4°, ne s'applique pas aux services télévisuels linéaires dont le temps de diffusion visé à l'alinéa 1^{er} se compose d'au moins 80 % de production propre.

Section II. — Du droit de distribution obligatoire

Art. 4.2.1-2. - Le Gouvernement peut attacher à un ou des services télévisuels linéaires spécifiés d'un éditeur de services, un droit de distribution obligatoire. L'octroi de ce droit est conditionné à la conclusion d'une convention entre l'éditeur de services et le Gouvernement.

Ce droit s'exerce à l'égard des distributeurs de services conformément à l'article 7.2-2, § 2.

Art. 4.2.1-3. - § 1^{er}. L'octroi du droit de distribution obligatoire fait l'objet d'une demande préalable introduite par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du Ministre et auprès des services du Gouvernement.

§ 2. Dans le mois de la réception de la demande, les services du Gouvernement notifie au demandeur la prise en compte de sa demande.

§ 3. Le Gouvernement transmet la demande et le projet de convention y afférent au Collège d'autorisation et de contrôle qui rend son avis conformément aux modalités prévues à l'article 9.1.2-3, § 4.

Art. 4.2.1-4. - § 1^{er}. Un droit de distribution obligatoire ne peut être attaché à un service télévisuel linéaire que si celui-ci répond aux obligations minimales suivantes :

1° mettre en valeur le patrimoine et particulièrement le patrimoine culturel de la Communauté française et dans ses différents aspects régionaux;

2° proposer un nombre quotidien minimal d'heure de programmes, dont une partie à déterminer en première diffusion;

3° proposer quotidiennement au moins un journal d'information générale.

4° contribuer à la production audiovisuelle de la Communauté française. À cette fin, il consacre, outre la proportion visée à l'article 6.1.1-1, § 3, au moins 24 % de son chiffre d'affaires, tel que visé à l'article 6.1.1-1, § 4, à la production propre, la commande partielle ou totale, l'acquisition de programmes, les prestations extérieures, le pré-achat et la coproduction. Le chiffre d'affaires est le chiffre engendré par les services bénéficiant du droit de distribution obligatoire.

Dans le calcul de la proportion minimale de 24 % visée à l'alinéa 1^{er} du 4°, le pourcentage du chiffre d'affaires consacré à la coproduction ou au pré-achat équivaut à 8 fois sa valeur nominale.

5° créer en Communauté française un nombre minimum de 60 emplois équivalent temps plein sous contrat de travail, indépendamment du nombre de services édités.

§ 2. La convention visée à l'article 4.2.1-2 règle les modalités d'exécution des obligations reprises au paragraphe 1^{er}.

§ 3. La convention peut prévoir des obligations complémentaires à celles visées au paragraphe 1^{er} en fonction du format et de la nature du service télévisuel linéaire pour lequel l'éditeur demande un droit de distribution obligatoire.

§ 4. L'éditeur de services qui dispose d'un droit de distribution obligatoire mentionne dans le rapport annuel visé à l'article 3.1.2-3, les éléments d'information relatifs au respect des obligations contenues dans la convention visée à l'article 4.2.1-2.

Art. 4.2.1-5. - Les éditeurs de services sont tenus de faire distribuer le service télévisuel linéaire disposant d'un droit de distribution obligatoire dans les 6 mois à compter de l'octroi dudit droit.

CHAPITRE II. — De la mise en valeur des œuvres européennes et de la communauté française dans les services télévisuels non linéaires

Art. 4.2.2-1. - § 1^{er}. Les éditeurs de services doivent dans leurs services télévisuels non linéaires proposer une part minimale de 30% d'œuvres européennes, dont un tiers d'œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone.

La part minimale d'œuvres européennes visée à l'alinéa premier doit croître graduellement et chaque année à compter de l'entrée en vigueur du présent décret pour atteindre 40% à l'issue d'une période transitoire de 5 ans.

Au terme de la période transitoire visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le Gouvernement, sur la base d'une évaluation préalable menée par le Collège d'autorisation et de contrôle, peut fixer des proportions supérieures à celles visées par cette disposition.

§ 2. Les éditeurs de services de médias audiovisuels assurent une mise en valeur particulière de ces œuvres en les mettant en évidence dans leur catalogue.

§ 3. Les modalités de respect et de contrôle des obligations visées aux paragraphes 1 et 2 sont déterminées dans un règlement du Collège d'avis visé à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 2°, et approuvé par le Gouvernement.

§ 4. L'éditeur de services qui dispose d'un chiffre d'affaires, tel que défini à l'article 6.1.1-1, § 4, inférieur à 300.000 EUR n'est pas soumis aux paragraphes 1 et 2. Ce montant est adapté annuellement sur la base de l'indice 01.01.2004 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

L'éditeur de services dont le service télévisuel non linéaire a par nature pour objet de proposer exclusivement ou principalement des œuvres non européennes n'est pas soumis aux paragraphes 1 et 2. Par « principalement », il faut entendre au moins 80 % du catalogue.

CHAPITRE III. — Dispositions applicables aux services sonores privés

Art. 4.2.3-1. - Les éditeurs de services sonores doivent, pour chaque service sonore qu'ils éditent, respecter les obligations suivantes :

1° veiller à la promotion culturelle, notamment par la présentation à titre gratuit des principales activités culturelles et socio-culturelles de la zone de service de la radio;

2° assurer un minimum de 70% de production propre, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de favoriser la diversité des services ou en application de l'article 3.1.3-6;

3° émettre en langue française, hors la diffusion de musique pré-enregistrée, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et contrôle en vue de favoriser la diversité culturelle et linguistique des services;

4° diffuser annuellement au moins 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 6% d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle. Parmi ces 6 %, au moins ¾ des œuvres doivent être diffusées entre 6h et 22h.

Le taux de 6% de l'alinéa précédent devra croître graduellement et chaque année à compter de l'entrée en vigueur du présent décret pour atteindre 10% pour les radios en réseau et 8% pour les radios indépendantes à l'issue d'une période transitoire de 5 ans.

LIVRE V. — DE LA COMMUNICATION COMMERCIALE

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 5.1-1. - Au sens du présent Livre, il faut entendre par :

1° « Communication commerciale » : toute forme de message qui est conçu pour promouvoir ou vendre, directement ou indirectement, les marchandises, les services ou l'image d'une personne physique ou morale qui exerce une activité économique. Ces messages sont insérés dans un service de médias audiovisuels ou dans un service de partage de vidéos moyennant paiement ou autre contrepartie, ou à des fins d'autopromotion. La communication commerciale comprend notamment la communication commerciale interactive, la communication commerciale par écran partagé, la publicité ciblée, la publicité virtuelle, le parrainage, le télé-achat, l'autopromotion et le placement de produit;

2° « Communication commerciale interactive » : toute communication commerciale insérée dans un service de médias audiovisuels ou dans un service de partage de vidéos permettant grâce à une voie de retour, de renvoyer les utilisateurs – qui en font la demande individuelle par le biais d'une insertion dans le service d'un moyen électronique d'accès – à un nouvel environnement publicitaire, promotionnel ou commercial;

3° « Communication commerciale par écran partagé » : toute communication commerciale diffusée parallèlement à la diffusion d'un programme télévisuel ou d'une vidéo créée par l'utilisateur par division spatiale de l'écran;

4° « Communication commerciale clandestine » : la présentation verbale ou visuelle de marchandises, de services, du nom, de la marque ou des activités d'un producteur de marchandises ou d'un prestataire de services dans des programmes ou des vidéos créées par l'utilisateur lorsque cette présentation est faite de façon intentionnelle par l'éditeur de services ou le fournisseur de services de partage de vidéos, dans un but publicitaire ou de vente et risque d'induire le public en erreur sur la nature d'une telle présentation. Une présentation est considérée comme intentionnelle notamment lorsqu'elle est faite moyennant paiement ou autre contrepartie;

5° « Parrainage » : toute contribution sous forme de paiement ou autre contrepartie d'une institution ou d'une entreprise, publique ou privée, ou d'une personne physique n'exerçant pas d'activité d'éditeur de services, de fournisseur de services de partage de vidéos ou de production de programmes, au financement de services de médias audiovisuels, de services de partage de vidéos, de vidéos créées par les utilisateurs ou de programmes dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités, ses réalisations ou ses produits;

6° « Placement de produit » : insertion d'un produit, d'un service ou de leur marque, ou référence à ce produit, ce service ou à leur marque, dans un programme ou une vidéo créée par l'utilisateur, moyennant paiement ou autre contrepartie;

7° « Publicité » : toute forme de message inséré dans un service de médias audiovisuels ou dans un service de partage de vidéos moyennant paiement ou autre contrepartie par une institution ou une entreprise publique ou privée ou une personne physique dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la fourniture contre paiement de biens ou de services y compris les biens immeubles, les droits et les obligations;

8° « Publicité ciblée » : publicité proposée à un destinataire déterminé ou un groupe de destinataires sur la base d'un traitement de données à caractère personnel;

9° « Publicité virtuelle » : publicité incrustée dans l'image ou remplaçant une publicité présente sur le lieu d'un événement, par le biais d'un système d'imagerie électronique modifiant le signal diffusé.

Art. 5.1-2. - Les éditeurs de services de médias audiovisuels et les fournisseurs de services de partage de vidéos ne peuvent diffuser, sur l'ensemble de leurs services, de la communication commerciale pour :

- 1° les boissons alcoolisées, à l'exception de celle qui remplit les conditions suivantes :
 - elle ne peut pas cibler les mineurs en s'adressant spécifiquement à eux ou en affichant des mineurs consommant ce genre de boissons;
 - elle ne peut pas présenter la consommation de boissons alcoolisées comme un symbole de maturité;
 - elle ne peut pas représenter des personnes conduisant sous l'emprise de l'alcool;
 - elle n'établit aucun lien entre la consommation d'alcool et une amélioration des performances physiques ou de la conduite motorisée;
 - elle ne crée pas l'impression que la consommation d'alcool contribue aux succès sociaux ou sexuels;
 - il n'y est pas suggéré que les boissons alcoolisées possèdent des qualités thérapeutiques ou ont un effet stimulant, calmant ou de réduction des tensions;
 - elle ne peut pas inciter à une consommation immodérée, irréfléchie ou illégale;
- 2° les armes;
- 3° les cigarettes et les autres produits du tabac, y compris les cigarettes électroniques et leurs recharges;
- 4° les produits contenant du glyphosate.

TITRE II. — De la communication commerciale dans les services linéaires et non linéaires

Art. 5.2-1. - La communication commerciale ne peut être contraire aux lois, arrêtés, règlements et directives européennes ainsi qu'aux règlements du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 2°, et approuvés par le Gouvernement, qui réglementent la publicité en général ou la publicité pour certains produits ou services.

Art. 5.2-2. - Outre le respect des dispositions du Livre II, Titres 3 et 4, la communication commerciale ne peut :

- 1° encourager des comportements préjudiciables à la santé ou à la sécurité, notamment par la mise en valeur de comportements violents;
- 2° encourager des comportements préjudiciables à la protection de l'environnement;
- 3° contrevenir aux règles relatives à la propriété littéraire, artistique et industrielle et aux droits de la personne sur son image;
- 4° contenir des références à une personne ou une institution déterminée, de déclarations ou attestations émanant d'elles, sans leur autorisation ou celle de leurs ayants droit;
- 5° porter sur l'adhésion à une croyance religieuse ou philosophique.

Art. 5.2-3. - La communication commerciale ne doit pas porter un préjudice physique, mental ou moral aux mineurs et doit notamment dans ce cadre respecter les critères suivants pour leur protection :

- 1° elle ne peut pas encourager un usage excessif de produits alimentaires et de boissons contenant des acides gras trans, du sel, du sodium ou des sucres, dont la consommation régulière est déconseillée pour la santé; le Collège d'avis du CSA rédige et met à jour un ou plusieurs codes de conduite permettant la mise en place de lignes directrices établies en fonction des meilleures pratiques destinées à assurer le respect du présent point;
- 2° elle ne doit pas inciter directement les mineurs à l'achat ou à la location d'un produit ou d'un service, en exploitant leur inexpérience ou leur crédulité;
- 3° elle ne doit pas inciter directement les mineurs à persuader leurs parents ou des tiers d'acheter les produits ou les services concernés;
- 4° elle ne doit pas exploiter la confiance particulière que les mineurs ont dans leurs parents, leurs enseignants ou d'autres personnes;
- 5° elle ne doit pas, sans motif, présenter des mineurs en situation dangereuse.

Art. 5.2-4. - § 1^{er}. La communication commerciale doit être aisément identifiable comme telle. Elle doit être nettement distincte des programmes ou séquences de programme grâce à des moyens optiques ou acoustiques clairement identifiables.

§ 2. Toute référence directe ou indirecte dans la communication commerciale à un programme ou à une séquence de programme de nature à créer la confusion quant au caractère commercial de la communication est interdite.

§ 3. La communication commerciale ne peut pas utiliser des techniques subliminales.

§ 4. Le volume sonore des spots de communication commerciale, ainsi que des écrans qui les précèdent ou qui les suivent, ne doit pas faire intentionnellement l'objet d'une variation, par quelque moyen que ce soit, par rapport au reste des programmes.

§ 5. La communication commerciale clandestine est interdite.

§ 6. La deuxième phrase du paragraphe 1^{er} n'est pas applicable au parrainage, à la publicité virtuelle et au placement de produit. Le paragraphe 2 n'est pas applicable au parrainage et à l'autopromotion.

Art. 5.2-5. Sauf pour ce qui concerne le parrainage, le placement de produit et l'autopromotion, les éditeurs de services ne peuvent limiter la communication commerciale à des biens ou des services d'un seul groupe commercial ou financier, ni accorder une exclusivité pour la publicité d'un produit déterminé ou d'un service déterminé.

Art. 5.2-6.

Pour les programmes et séquences de programmes de jeu et de concours avec remise de lots sous la forme de produits ou services aux participants ou aux téléspectateurs, ces produits ou services peuvent apparaître à l'écran ou être cités au cours du programme considéré, à condition que leur présentation ne soit accompagnée ni d'argumentation, ni de mise en valeur qui soient destinées à inciter à la consommation ou à l'achat direct de ces produits ou services.

TITRE III. — Des règles spécifiques aux services télévisuels linéaires et non linéaires

Art. 5.3-1. - § 1^{er}. Sans préjudice des conditions fixées aux paragraphes 2 et 3, la publicité, le télé-achat et l'autopromotion peuvent être insérés dans les programmes à la condition de ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur de ces programmes en tenant compte de leurs interruptions naturelles ainsi que de leur durée et de leur nature, et de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit.

§ 2. La diffusion d'œuvres de fiction cinématographique, d'œuvres de fiction télévisuelle, à l'exclusion des séries et des feuilletons, de programmes d'actualités, de documentaires, de programmes religieux et philosophiques non confessionnels, peut être interrompue par la publicité, le télé-achat et l'autopromotion une fois par tranche de trente minutes au moins.

Toutefois, dans les services édités par la RTBF et par les médias de proximité, la publicité et l'autopromotion ne peuvent interrompre ni une œuvre dont l'auteur veut conserver l'intégrité, ni une séquence d'un programme.

§ 3. La publicité, le télé-achat et l'autopromotion ne peuvent être insérés dans les journaux télévisés, dans les programmes pour enfants, dans les retransmissions de cérémonies religieuses et philosophiques non confessionnelles.

Art. 5.3-2. - Les spots isolés de publicité et d'autopromotion doivent être exceptionnels, sauf lors de la diffusion de manifestations sportives.

Les spots isolés de télé-achat sont interdits.

Par « spot isolé », il faut entendre un spot de publicité ou de télé-achat qui n'est ni précédé, ni suivi par un autre spot de publicité ou de télé-achat.

Art. 5.3-3 - § 1^{er}. Pour les services télévisuels linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat à l'intérieur d'une période donnée d'une heure d'horloge est fixé à 20% de cette période.

Le Gouvernement peut fixer un pourcentage inférieur.

§ 2. Pour les services télévisuels non linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat insérés dans un programme est fixé à 20% de la durée de ce programme.

Le Collège d'avis du CSA rédige et met à jour un code de conduite déterminant les modalités d'insertion et les durées des spots publicitaires dans l'environnement non linéaire ainsi que les options permettant à l'utilisateur d'éviter ou de raccourcir la durée des messages publicitaires.

Le Gouvernement peut fixer un pourcentage inférieur.

§ 3. La publicité virtuelle et le placement de produit ne sont pas visés par le présent article.

Art. 5.3-4. - § 1^{er}. Le placement de produit est interdit dans les programmes d'actualités, les programmes d'information du consommateur, les programmes religieux et philosophiques non confessionnels et les programmes pour enfants.

§ 2. Les programmes qui comportent du placement de produit répondent aux conditions suivantes :

1° Leur contenu et leur organisation au sein d'une grille, dans le cas de services linéaires, ou au sein d'un catalogue, dans le cas de services non linéaires, ne doivent en aucun cas être influencés de manière à porter atteinte à la responsabilité et à l'indépendance éditoriale de l'éditeur de services;

2° Ils n'incitent pas directement à l'achat ou à la location de biens ou de services, notamment en faisant des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services;

3° Ils ne mettent pas en avant de manière injustifiée le produit en question;

4° Ils sont clairement identifiés comme comportant du placement de produit par des moyens optiques au début et à la fin de leur diffusion, ainsi que lorsqu'ils reprennent après une interruption publicitaire, afin d'éviter toute confusion de la part du téléspectateur. Cette dernière condition s'applique uniquement aux programmes qui ont été produits ou commandés par l'éditeur de services ou par une société qui est directement ou indirectement son actionnaire ou dans laquelle il est directement ou indirectement actionnaire.

§ 3. Le présent article s'applique aux programmes produits après le 19 décembre 2009.

TITRE IV. — Des règles spécifiques aux services sonores linéaires et non linéaires

Art. 5.4-1. - § 1^{er}. Pour les services sonores linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat à l'intérieur d'une période donnée d'une heure d'horloge est fixé à 20% de cette période.

Le Gouvernement peut fixer un pourcentage inférieur.

§ 2. Pour les services sonores non linéaires, le temps maximum de la publicité et des spots de télé-achat insérés dans un programme est fixé à 20% de la durée de ce programme.

Le Gouvernement peut fixer un pourcentage inférieur.

Art. 5.4-2. - La publicité, le télé-achat et l'autopromotion ne peuvent interrompre les programmes d'art lyrique ou dramatique, sauf durant les interruptions naturelles.

La publicité, le télé-achat et l'autopromotion ne peuvent être insérés dans les journaux parlés, dans les programmes pour enfants, et dans les retransmissions de cérémonies religieuses et laïques.

TITRE V. — Des règles spécifiques aux services de partage de vidéos

Art. 5.5-1. - § 1^{er}. La communication commerciale qui est organisée par le fournisseur de services de partage de vidéos doit être aisément identifiable comme telle.

La communication commerciale doit être conforme aux dispositions des Titres 3 et 4 du Livre II. En outre, elle ne peut pas :

- 1° encourager des comportements préjudiciables à la santé ou à la sécurité, notamment par la mise en valeur de comportements violents;
- 2° encourager des comportements préjudiciables à la protection de l'environnement;
- 3° utiliser des techniques subliminales;
- 4° être clandestine;
- 5° porter un préjudice physique, mental ou moral aux mineurs et doit notamment dans ce cadre respecter les critères de l'article 5.2-3.

§ 2. Lorsque la communication commerciale n'est pas organisée par le fournisseur de services de partage de vidéos, ce dernier doit prendre des mesures appropriées permettant de respecter les exigences visées au paragraphe 1^{er}.

Ces mesures consistent à :

- 1° inclure les mesures définies conformément au paragraphe 1^{er} dans les conditions générales d'utilisation du service de partage de vidéos;
- 2° mettre à disposition de l'utilisateur téléchargeant une vidéo créée par l'utilisateur vers le service de partage de vidéos, un système permettant de déclarer si ce contenu contient, à sa connaissance ou dans la mesure où l'on peut raisonnablement attendre de lui qu'il le sache, de la communication commerciale;
- 3° informer l'utilisateur de façon claire sur les programmes et les vidéos créés par l'utilisateur contenant de la communication commerciale qui ont été déclarés en application de la mesure sous 2° ou dont il a connaissance;
- 4° prendre des mesures d'éducation aux médias en sensibilisant l'utilisateur à celles-ci.

Le fournisseur de services de partage de vidéos veille à ce que ces mesures soient transparentes, conviviales, d'utilisation simple et efficaces.

§ 3. Des modalités relatives aux mesures visées au présent article peuvent être établies dans le cadre d'un code de conduite ou d'un règlement du Collège d'avis du CSA visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle évalue le caractère approprié des mesures visées au présent article qui sont prises par les fournisseurs de services de partage de vidéos.

Les mesures appropriées doivent prendre en considération la nature du contenu en question, le préjudice qu'il pourrait causer, les caractéristiques de la catégorie des personnes à protéger ainsi que les droits et les intérêts légitimes en jeu, y compris ceux des fournisseurs de plateformes de partage de vidéos et ceux des utilisateurs qui ont créé le contenu ou l'ont mis en ligne, ainsi que l'intérêt public général.

Les contenus les plus préjudiciables sont soumis aux mesures de contrôle d'accès les plus strictes.

Elles sont proportionnées, compte tenu de la taille du service de plateformes de partage de vidéos et de la nature du service fourni et n'entraînent pas de mesures de contrôle ex ante ni de filtrage de contenus au moment de la mise en ligne qui ne soient pas conformes à l'article 15 de la Directive 2000/31/CE.

Si, au terme de cette évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle conclut à l'existence de mesures inappropriées, il invite le fournisseur de services de partage de vidéos à adopter des mesures correctrices appropriées dans un délai qu'il détermine. En cas d'inexécution de la décision du Collège d'autorisation et de contrôle, ce dernier peut prononcer l'une des sanctions prévues à l'article 9.2.2-1.

TITRE VI. — Des règles propres au parrainage dans les services linéaires et non linéaires

Art. 5.6-1. - Le parrainage de services de médias audiovisuels, de programmes et de séquences clairement identifiables d'un programme est autorisé aux conditions suivantes :

1° leur contenu et, dans le cas d'un service linéaire, leur programmation ne peuvent en aucun cas être influencés par le parrain de manière à porter atteinte à la responsabilité et à l'indépendance éditoriales de l'éditeur de services;

2° Le parrainage doit être clairement identifié. Cette identification se fait au moyen d'une annonce de parrainage qui informe clairement que le service, le programme ou la séquence est parrainé. Cette annonce comprend le nom, le logo, la marque ou un autre symbole du parrain et est insérée uniquement :

- en ce qui concerne le service : avant le générique de début ou après le générique de fin d'un ou de plusieurs programmes ou en début ou fin d'une ou plusieurs séquences clairement identifiables d'un ou plusieurs programmes, en ce compris lors de l'interruption publicitaire d'une œuvre de fiction télévisuelle ou cinématographique;

- en ce qui concerne le programme et la séquence : avant le générique de début ou après le générique de fin du programme ou en début ou fin d'une séquence clairement identifiable du programme, en ce compris lors de l'interruption publicitaire d'une œuvre de fiction télévisuelle ou cinématographique, ainsi que dans les bandes annonces qui assurent la promotion du programme;

3° les services, programmes et séquences parrainés ne doivent pas inciter à l'achat ou à la location des produits ou services du parrain ou d'un tiers, en particulier en faisant des références promotionnelles spécifiques à ces produits ou services;

4° la durée d'apparition des annonces de parrainage ne peut excéder dix secondes avec un maximum de six annonces par heure de programme;

5° le parrainage par des personnes physiques ou morales ou des entreprises qui ont pour activité principale la fabrication ou la vente de produits ou la fourniture des services dont la publicité est interdite en vertu des articles 5.2-1 et 5.2-2 est interdit;

6° les programmes d'actualités ne peuvent être parrainés;

7° les programmes pour enfants ne peuvent être parrainés.

Art. 5.6-2. - Dans les services télévisuels, à l'occasion de la retransmission en direct ou en différé de compétitions sportives, des mentions occasionnelles de parrainage peuvent intervenir même en cours de reportage et notamment lors des séquences de ralenti et de césure naturelle, à condition de ne pas gêner la visibilité du déroulement de l'action sportive.

La durée de chaque mention ne peut excéder dix secondes avec un maximum de six apparitions par heure de programme parrainé.

Art. 5.6-3. - Dans les services télévisuels, l'indication du nom, de la dénomination ou de la raison sociale ou l'indication des signes distinctifs sonores ou visuels associés aux mentions du prestataire de services qui fournit dans un programme des données informatiques ou de chronométrage, peut apparaître à l'écran ou être cité au cours du programme considéré, chaque fois que ces données sont présentées.

Art. 5.6-4. - Le Gouvernement peut fixer des règles complémentaires notamment concernant la durée des contrats de parrainage et le parrainage de programmes de jeux.

TITRE VII. — Des règles propres aux programmes de télé-achat dans les services linéaires et non linéaires

Art. 5.7-1. - § 1^{er}. A l'exception de la RTBF et des médias de proximité, les éditeurs de services peuvent diffuser des programmes de télé-achat.

Tout éditeur de services souhaitant diffuser des programmes de télé-achat doit en faire la déclaration préalable par envoi postal et recommandé auprès du Collège d'autorisation et de contrôle.

La déclaration comporte les éléments suivants :

1° pour les services linéaires, la durée de diffusion quotidienne des programmes de télé-achat en identifiant quelle est la part consacrée aux rediffusions;

2° le type de produits et de services offerts;

3° la date prévue du lancement de la diffusion des programmes de télé-achat.

Toute modification de ces éléments doit être préalablement notifiée par envoi postal et recommandé au Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 2. Les éditeurs de services assurent l'entière responsabilité de la diffusion des programmes de télé-achat et du respect des conditions fixées par le présent décret et ses arrêtés d'application.

§ 3. Les programmes de télé-achat doivent être clairement annoncés comme tels par des moyens optiques et acoustiques.

Ils ne peuvent pas être interrompus, notamment par des messages publicitaires ou de parrainage.

La durée minimale d'un programme de télé-achat est fixée à 15 minutes.

§ 4. Pour les services linéaires, le Gouvernement peut interdire la diffusion des programmes de télé-achat durant certaines heures et certains jours.

§ 5. Chaque année, les éditeurs de services qui diffusent des programmes de télé-achat transmettent au Collège d'autorisation et de contrôle un rapport annuel sur l'activité de télé-achat contenant les informations visées à l'article 3.1.2-6, § 4.

Art. 5.7-2. - § 1^{er}. Le télé-achat doit être présenté de manière à éviter toute confusion avec d'autres programmes.

§ 2. Le télé-achat ne peut avoir trait à des biens ou services dont la publicité ou la vente font l'objet d'une interdiction. Chaque offre doit mentionner distinctement le coût, taxes comprises, des techniques de communication à distance utilisées pour obtenir toutes informations complémentaires sur celle-ci et pour passer commande. Cette mention est facultative lorsque le coût correspond au coût de base applicable à la technique de communication à distance utilisée.

§ 3. Le télé-achat ne peut inciter les mineurs à conclure des contrats pour la vente ou la location de biens et de services.

§ 4. Les programmes de télé-achat ne peuvent faire référence directement ou indirectement à un point de vente identifié ou identifiable.

TITRE VIII. — Des nouvelles formes de communication commerciale dans les services linéaires et non linéaires

Art. 5.8-1. - Lorsqu'un éditeur de services recourt à la communication commerciale interactive, l'utilisateur doit être averti du passage à l'environnement interactif publicitaire, promotionnel ou commercial par des moyens optiques ou acoustiques appropriés de sorte qu'il agisse librement et en connaissance de cause.

Le Gouvernement peut limiter le nombre et la durée de visibilité des messages de communication commerciale interactive.

Art. 5.8-2. - La publicité virtuelle est interdite sauf à l'occasion de la retransmission en direct ou en différé de compétitions sportives, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° La publicité virtuelle ne doit pas altérer la qualité du programme, ni transformer ou entraver la perception du site de la compétition sportive;

2° La publicité virtuelle ne peut être insérée que sur les surfaces du site qui sont habituellement utilisées pour la publicité;

3° La publicité virtuelle ne peut être insérée sur l'aire de jeu qu'en dehors des périodes de jeu et uniquement si aucun joueur ou athlète ne se trouve sur cette aire;

4° Aucune publicité virtuelle ne peut apparaître sur des personnes ou sur leur équipement;

5° La publicité virtuelle ne doit pas être insérée de manière telle qu'elle prive, même partiellement, les téléspectateurs de la visibilité de l'action ou de la représentation;

6° La publicité virtuelle doit respecter l'allure générale du site et ne doit pas être mise plus en évidence que la publicité visible sur le site;

7° Aucune publicité virtuelle ne peut être spécifiquement insérée dans des sujets destinés à des journaux télévisés;

8° Aucune publicité virtuelle ne peut être insérée sans l'accord préalable de l'éditeur de services titulaire des droits de retransmission.

L'éditeur de services informe, de manière appropriée, les téléspectateurs de l'utilisation de publicité virtuelle, et ce, au moins au début et à la fin du programme dans lequel cette publicité est insérée.

Le Gouvernement peut limiter le nombre et la durée de visibilité de la publicité virtuelle.

Art. 5.8-3. - La communication commerciale par écran partagé est autorisée moyennant le respect des conditions suivantes :

1° La communication commerciale par écran partagé ne peut comprendre que de la publicité et de l'autopromotion;

2° La communication commerciale par écran partagé est interdite durant les programmes d'actualités, les retransmissions de cérémonies religieuses et laïques, les programmes religieux et de morale non confessionnelle, et les programmes pour enfants;

3° La communication commerciale par écran partagé peut uniquement être insérée :

- durant les génériques de fin des programmes autres que ceux visés au 2° et notamment pendant les génériques de fin des œuvres audiovisuelles;
- durant les retransmissions en direct ou en différé de compétitions sportives au moment des interruptions naturelles de ces compétitions;
- durant les programmes de divertissement sachant qu'une période de 20 minutes au moins doit s'écouler entre chaque insertion;

4° La communication commerciale par écran partagé ne peut pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur du programme dans lequel elle est insérée, ni porter préjudice aux droits des ayants droit;

5° La communication commerciale par écran partagé doit être aisément identifiable comme telle par une séparation spatiale nette avec le programme, grâce à des moyens optiques appropriés;

6° L'espace attribué à la communication commerciale par écran partagé doit rester raisonnable et doit permettre au téléspectateur de continuer à suivre le programme;

La durée de la publicité dans les écrans partagés est intégralement comptabilisée dans le temps de la publicité et des spots de télé-achat visé à l'article 5.2-9, § 1^{er} ou § 2.

Le Gouvernement peut limiter le nombre et la durée de visibilité de la communication commerciale par écran partagé.

Art. 5.8-4. - La publicité ciblée ne peut résulter que du choix éclairé du destinataire qu'elle vise et de son consentement préalable.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les éditeurs et les distributeurs de services veillent à informer, de manière complète et transparente, le public sur les données à caractère personnel qu'ils traitent, ainsi que les finalités précises de chacun des traitements qu'ils effectuent aux fins de publicité ciblée. Ils permettent, à tout moment, aux destinataires de la publicité ciblée de se retirer de l'offre de publicité ciblée, ainsi que d'exercer leurs droits légaux.

Les éditeurs et les distributeurs de services doivent tenir informés le CSA des mesures prises conformément à l'alinéa 2, avant de mettre en œuvre la publicité ciblée.

Le CSA peut saisir l'Autorité de protection des données instituée par la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données afin de s'assurer de la licéité des mesures prises par l'éditeur ou le distributeur de services.

En cas de méconnaissance du présent article, la publicité ciblée sera considérée comme une forme de publicité clandestine et, à ce titre, strictement interdite.

LIVRE VI. — DU SOUTIEN A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE

TITRE 1^{er}. — De la contribution à la production audiovisuelle

CHAPITRE 1^{er}. — De la contribution des éditeurs de services télévisuels linéaires et non linéaires

Art. 6.1.1-1. - § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions applicables à la RTBF, tout éditeur de services télévisuels linéaires et non linéaires doit contribuer à la production d'œuvres audiovisuelles. Cette contribution se fait soit sous la forme de coproduction ou de pré-achat d'œuvres audiovisuelles, soit sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Avant le 15 février de chaque année de contribution, l'éditeur de services informe, par envoi postal et recommandé, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et le CSA de la forme de contribution qu'il a choisie. Pour la première année d'activité, l'information est communiquée dans les 30 jours qui suivent le premier jour de l'activité d'édition. A défaut d'avoir transmis cette information dans les délais fixés, la contribution sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel s'applique à l'éditeur de services.

Les modalités de ces deux formes de contribution sont fixées par le Gouvernement.

Pour la contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat, le Gouvernement prévoit notamment la constitution de Comités d'accompagnement chargés d'émettre un avis sur le respect de l'obligation de contribution. Chaque Comité d'accompagnement est composé des représentants de l'éditeur de services, du Gouvernement et des organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française.

Pour la contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat, le Gouvernement prévoit, également aux conditions qu'il fixe, que :

1° l'éditeur de services puisse confier, sous sa seule responsabilité, la charge de tout ou partie de son obligation à une société tierce.

2° les engagements financiers en coproduction ou en pré-achat pris par chaque éditeur de services dans des œuvres audiovisuelles génèrent, pour un montant équivalent, des retombées économiques en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation prévue par lui.

Les Comités d'accompagnement visés à l'alinéa précédent transmettent annuellement un rapport d'évaluation au CSA.

L'éditeur de services qui contribue sous la forme de coproduction ou de pré-achat, doit engager le montant de sa contribution dans des projets de production qui ont été préalablement agréés par le Gouvernement en tant qu'œuvre audiovisuelle. Le Gouvernement détermine les modalités de cet agrément.

Complémentairement à l'arrêté du Gouvernement pris en application de l'alinéa 4, des conventions peuvent être conclues, entre chaque éditeur de services, le Gouvernement et les organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française, afin d'orienter l'obligation de l'éditeur de services vers un type particulier d'œuvre audiovisuelle. Ces conventions peuvent également déterminer une contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat supérieure à celle prévue au § 3, ou tout autre engagement supplémentaire que l'éditeur de services serait amené à prendre.

§ 2. Toute participation en coproduction ou en pré-achat effectuée en application d'une autre obligation légale ou bénéficiant d'un quelconque avantage légal ne peut être comptabilisée dans le cadre de la contribution visée au présent article.

§ 3. Le montant de la contribution de l'éditeur de services télévisuels visée au paragraphe 1^{er} doit représenter, au minimum :

0% de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 0 et 300.000 euros;

- 1,4% de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 300.000 euros et 5 millions d'euros;
- 1,6% de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 5 et 10 millions d'euros;
- 1,8% de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 10 et 15 millions d'euros;
- 2% de son chiffre d'affaires si celui-ci se situe entre 15 et 20 millions d'euros;
- 2,2% de son chiffre d'affaires si celui-ci est supérieur à 20 millions d'euros.

A défaut de déclaration du chiffre d'affaires selon les modalités déterminées par le Gouvernement ou d'éléments probants permettant de le déterminer, la contribution de l'éditeur de services est présumée, de manière non irréfragable, s'élever à un montant de 3 millions d'euros.

Les montants visés aux alinéas précédents sont adaptables annuellement sur la base de l'indice 01.01.2004 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 4. On entend par chiffre d'affaires le montant des recettes brutes facturées, commissions et sur-commissions non déduites, par la régie de l'éditeur de services ou, à défaut, par l'éditeur de services lui-même. Ces recettes brutes incluent celles provenant de l'insertion de publicité et de parrainage dans les services télévisuels de l'éditeur ainsi que toutes les autres recettes brutes, sans aucune déduction, induites par la mise à disposition des services télévisuels par l'éditeur contre rémunération, en ce compris les recettes brutes provenant de tout distributeur de services ou tierce personne pour l'obtention des services télévisuels et les recettes brutes engendrées par le contenu des programmes de ces services.

Lorsque l'éditeur de services exerce lui-même l'activité de distributeur de services telle que visée à l'article 3.4-1 pour les services télévisuels pour lesquels il a fait une déclaration ou il est autorisé en vertu du présent décret, le chiffre d'affaires visé à l'alinéa précédent intègre les recettes brutes, sans aucune déduction, résultant de son activité de distributeur de services.

Pour les éditeurs de services télévisuels extérieurs, les deux premiers alinéas s'appliquent en prenant uniquement en considération les recettes brutes, telles que visées au paragraphe 4, provenant du marché de la Communauté française.

Pour les éditeurs de services télévisuels relevant de la compétence de la Communauté française, les deux premiers alinéas s'appliquent en prenant en considération toutes les recettes brutes sans distinction de marchés, déduction faite, le cas échéant, des recettes provenant d'un Etat membre de l'Union européenne que l'éditeur de services cible et au sein duquel il est soumis à un régime de contribution financière à la production d'œuvres européennes.

§ 5. L'éditeur de services télévisuels doit remettre au Gouvernement et au Collège d'autorisation et de contrôle, annuellement, les pièces probantes permettant de déterminer le montant de son chiffre d'affaires brut.

CHAPITRE II. — De la contribution des distributeurs de services

Art. 6.1.2-1. - § 1^{er}. Tout distributeur de services télévisuels doit contribuer à la production d'œuvres audiovisuelles. Cette contribution se fait soit sous la forme de coproduction ou de pré-achat d'œuvres audiovisuelles, soit sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Avant le 15 février de chaque année de contribution, le distributeur de services informe, par envoi postal et recommandé, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et le CSA de la forme de contribution qu'il a choisie. Pour la première année d'activité, l'information est communiquée dans les 30 jours qui suivent le premier jour de l'activité de distribution. A défaut d'avoir transmis cette information dans les délais fixés, la contribution sous la forme d'un versement au Centre du cinéma et de l'audiovisuel s'applique au distributeur de services.

Le montant de la contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel est payé par le distributeur de services en deux versements semestriels pour la fin des mois de février et d'août de chaque année. Au moment du paiement, le distributeur de services adresse au Centre du cinéma et de l'audiovisuel et au CSA :

1° soit une déclaration reprenant le nombre d'utilisateurs de l'année précédente, s'il opte pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au 1° du paragraphe 3.

Pour les utilisateurs recourant à une formule d'abonnement à l'année, le distributeur déclare le nombre d'utilisateurs constaté au 30 septembre de l'année précédente.

Pour les utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part du nombre de ceux-ci correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution. Si son activité sur la région bilingue de Bruxelles-capitale est rattachée exclusivement à la Communauté française, il déclare la part du nombre des utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française et en Région bilingue de Bruxelles-capitale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution;

2° soit une déclaration reprenant les recettes de l'année précédente, hors TVA et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs pour l'obtention des services offerts, s'il opte pour la contribution par pourcentage visée au 2° du paragraphe 3.

Pour les recettes provenant d'utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur de services déclare la part de ces recettes correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution. Si son activité sur la région bilingue de Bruxelles-capitale est rattachée exclusivement à la Communauté française, il déclare la part des recettes provenant des utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu correspondant au pourcentage que représente la population de sa zone de distribution en Région de langue française et en Région bilingue de Bruxelles-capitale par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution.

Les modalités de la contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat sont fixées par le Gouvernement. Le Gouvernement prévoit notamment la constitution de Comités d'accompagnement chargés d'émettre un avis sur le respect de l'obligation de contribution. Chaque Comité d'accompagnement est composé des représentants du distributeur de services, du Gouvernement et des organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française.

Pour la contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat, le Gouvernement prévoit également aux conditions qu'il fixe :

1° que le distributeur de services puisse confier, sous sa seule responsabilité, la charge de tout ou partie de son obligation à une société tierce.

2° que les engagements financiers en coproduction ou en pré-achat pris par chaque distributeur de services dans des œuvres audiovisuelles génèrent, pour un montant équivalent, des retombées économiques en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation prévue par lui.

Les Comités d'accompagnement visés à l'alinéa précédent transmettent annuellement un rapport d'évaluation au CSA.

Le distributeur de services qui contribue sous la forme de coproduction ou de pré-achat, doit engager le montant de sa contribution dans des projets de production qui ont été préalablement agréés par les services du Gouvernement en tant qu'œuvre audiovisuelle. Le Gouvernement détermine les modalités de cet agrément.

Complémentairement à l'arrêté du Gouvernement pris en application de l'alinéa 4, des conventions peuvent être conclues, entre chaque distributeur de services, le Gouvernement et les organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants de la Communauté française ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française, afin d'orienter l'obligation du distributeur de services vers un type particulier d'œuvre audiovisuelle. Ces conventions peuvent également déterminer une contribution sous forme de coproduction ou de pré-achat supérieure à celle prévue au paragraphe 3, ou tout autre engagement supplémentaire que le distributeur de services serait amené à prendre.

§ 2. Toute participation en coproduction ou en pré-achat effectuée en application d'une autre obligation légale ou bénéficiant d'un quelconque avantage légal ne peut être comptabilisée dans le cadre de la contribution visée au présent article.

§ 3. La contribution annuelle du distributeur de services visée au paragraphe 1^{er} est fixée :

1° soit à 2 euros par utilisateur de l'année précédente. Ce montant est indexé tous les deux ans à partir du 1^{er} janvier 2005 en fonction de l'indice santé, l'indice du mois de septembre précédent étant pris en considération;

2° soit à 2,5% des recettes de l'année précédente, hors TVA et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs pour l'obtention des services offerts.

Pour la détermination de sa contribution, le distributeur de services choisit annuellement un des deux modes de calcul visés à l'alinéa précédent et en informe, au plus tard pour le 15 février de chaque année, le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel et le CSA.

A défaut de déclaration du nombre d'utilisateurs ou des recettes visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, pour la fin du mois de février ou d'éléments probants permettant de le déterminer, la contribution du distributeur de services est présumée, de manière non irréfragable, s'élever à un montant de 3 millions d'euros. Ce montant est adaptable annuellement sur la base de l'indice 01.01.2004 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 4. Par dérogation, n'est pas soumis au paiement de la contribution visée au paragraphe 1^{er} :

1° L'éditeur de services qui exerce l'activité de distributeur afin d'offrir les services télévisuels pour lesquels il est déclaré ou autorisé en vertu du présent décret, cette exemption ne valant que pour ces seuls services. Toutefois, s'il offre également des services tiers et qu'un utilisateur utilise à la fois les services qu'il édite et lesdits services tiers, il ne doit pas contribuer pour cet utilisateur dès lors que le résultat du pourcentage appliqué aux recettes annuelles générées par cet utilisateur en application de l'article 6.1.1-1 est supérieur au forfait de 2 euros indexés visé au 1° du paragraphe 3; cette dérogation n'étant d'application qu'à la condition qu'il ait opté pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au 1° du paragraphe 3.

2° Le distributeur de services qui propose une offre de services télévisuels complémentaire alors qu'il contribue déjà à la production d'œuvres audiovisuelles visée au paragraphe 1^{er} sur la base du nombre d'utilisateurs de son offre de base visée à l'article 7.2-1; cette exemption ne valant que pour les utilisateurs qui ont utilisé à la fois l'offre de base et l'offre complémentaire durant l'année et à la condition que le distributeur ait opté pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au 1° du paragraphe 3.

TITRE II. — Des autres mesures de soutien

CHAPITRE 1^{er}. — Des appels à projets de séries belges francophones

Art. 6.2.1-1. - § 1^{er}. Tout éditeur de services de médias audiovisuels, fournisseur de services de partage de vidéos, ainsi que toute personne physique ou morale, de droit privé ou de droit public, désireux de soutenir la création et la diffusion d'une offre diversifiée et de qualité de séries télévisuelles belges francophones de fiction peut contribuer au Fonds des séries belges visé au contrat de gestion de la RTBF.

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités de financement et de fonctionnement du Fonds des séries belges, conformément aux dispositions du chapitre 1^{er} et de l'article 54 du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

§ 3. Le Fonds des séries belges est exclusivement destiné à développer et coproduire des séries télévisuelles belges de fiction d'expression française. Il s'adresse à des producteurs audiovisuels indépendants.

§ 4. Outre l'éventuelle contribution visée au paragraphe 1^{er}, la RTBF et la Communauté française alimentent également ce Fonds conformément aux engagements fixés dans le contrat de gestion de la RTBF.

§ 5. Dans le respect de la responsabilité éditoriale des parties prenantes dans le cadre du choix des formats, des genres et des sujets des projets, leur sélection se fait sur la base des critères suivants :

- les aspects culturels, artistiques et techniques du projet,
- les caractéristiques du projet,
- l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française et l'ancrage belge du propos et de l'univers;
- la faisabilité financière du projet artistique;
- l'adéquation entre le projet et le public visé.

§ 6. Le Fonds des séries belges intervient annuellement dans le développement et la production de séries :

- pour le développement de la bible et des synopses,
- pour le développement des versions dialoguées,
- pour la réalisation d'un pilote court,
- pour la production.

§ 7. Les modalités de financement, de fonctionnement et d'exécution du Fonds pour les séries belges, les appels à projets, l'identité des bénéficiaires, le budget de leur projet, le montant de l'aide accordée et son intensité sont publiés sur le site du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel.

CHAPITRE II. — *Du fonds d'aide à la création radiophonique*

Section 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 6.2.2-1. - Il est institué un Fonds budgétaire, le fonds d'aide à la création radiophonique, en vue de soutenir les radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente, les structures d'accueil pour la création radiophonique agréées par le Gouvernement, les projets d'œuvres de création radiophonique et la transition numérique des services sonores.

Art. 6.2.2-2. - § 1^{er}. Les éditeurs de services disposant d'une autorisation en tant que radio en réseau participent annuellement au financement du fonds d'aide à la création radiophonique.

Le montant de cette participation est de :

- 1° 2.500 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est inférieur à 500.000 euros;
- 2° 5.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 500.000 euros et inférieur à 1 million euros;
- 3° 10.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 1 million d'euros et inférieur à 2 millions d'euros;
- 4° 15.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 2 millions d'euros et inférieur à 3 millions d'euros;
- 5° 30.000 euros si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 3 millions d'euros et inférieur à 4 millions d'euros;

6° Au-delà des 4 millions d'euros de chiffre d'affaires de l'éditeur de service, le montant de la participation augmente de 30.000 euros par tranche de 2 millions supplémentaire.

Les montants forfaitaires et les échelles de chiffre d'affaires visées à l'alinéa précédent sont adaptables annuellement sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Par chiffre d'affaires, il faut entendre les sommes brutes, hors échanges et taxes sur la valeur ajoutée, des publicités payées par les annonceurs à l'éditeur de services et s'il échet, à ses exploitants ou à sa régie publicitaire et s'il échet, aux régies publicitaires des exploitants, pour la diffusion de leurs messages publicitaires.

Pour la première année d'autorisation, l'éditeur de services participe au fonds d'aide à la création radiophonique sur la base du plan financier prévisionnel déposé par lui lors de l'introduction de sa demande d'autorisation. Le montant de la contribution est fixé à concurrence du nombre de mois de l'année civile écoulés à partir de l'entrée en vigueur de l'autorisation.

§ 2. Au plus tard au 1^{er} août de chaque année, le CSA constate pour chaque éditeur de services visés au paragraphe 1^{er}, le chiffre d'affaires de l'année précédente et communique celui-ci au Gouvernement.

§ 3. Au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année, le Gouvernement ordonne, par envoi postal et recommandé, à l'éditeur de services de verser le montant de sa participation au fonds d'aide à la création radiophonique.

L'envoi postal et recommandé détermine les délais dans lesquels le montant de la participation doit être payé. Le délai de paiement est d'au moins un mois. Il prend cours à partir de la date d'envoi de la lettre recommandée.

Lorsqu'il est fait application du paragraphe 1^{er}, alinéa 5, la date visée à l'alinéa 1^{er} est le 1^{er} février de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de l'autorisation de l'éditeur de services.

§ 4. Les montants dus portent intérêt de retard au taux de 1% par mois. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

§ 5. L'éditeur de services redevable peut se pourvoir en réclamation, par envoi postal et recommandé, adressée aux services du Gouvernement, contre le montant de la participation établie à sa charge.

Les réclamations doivent être envoyées, sous peine de déchéance, endéans les 30 jours de la date d'envoi de l'envoi postal et recommandé ordonnant de payer le montant de la participation.

Les services du Gouvernement statuent dans le mois sur le bien-fondé de la contestation.

La décision des services du Gouvernement est notifiée au redevable par lettre recommandée à la poste.

§ 6. À défaut du paiement de la participation et de ses intérêts éventuels, le premier acte de poursuite pour le recouvrement est une contrainte.

Elle est visée et rendue exécutoire par le fonctionnaire chargé du recouvrement de la participation.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

L'exécution de la contrainte a lieu compte tenu des dispositions de la cinquième partie, Titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice. Cette opposition est faite par un exploit signifié à la Communauté française en la personne du fonctionnaire chargé du recouvrement de la participation.

L'action est portée devant le Tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau du fonctionnaire chargé du recouvrement de la participation.

§ 7. La demande en restitution du montant de la participation et de ses intérêts éventuels est formée par exploit contenant citation en justice signifié à la Communauté française en la personne du fonctionnaire chargé du recouvrement de la contribution.

L'action est portée devant le Tribunal dans le ressort duquel est situé le bureau du fonctionnaire chargé du recouvrement de la taxe.

§ 8. En cas de remboursement du montant de la participation, des intérêts moratoires sont calculés au taux d'intérêt légal sur le montant de la participation remboursable.

§ 9. Le recouvrement du montant de la participation et de ses intérêts éventuels se prescrit par un an à compter du jour où elle est née.

L'action en restitution du montant de la participation et de ses intérêts éventuels se prescrit par un an à compter du jour où elle est née.

Les prescriptions, tant pour le recouvrement que pour la restitution de la participation, sont interrompues de la manière et dans les conditions prévues par les articles 2244 et suivant du Code civil. En ce cas, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise un an après le dernier acte interruptif de la précédente prescription, s'il n'y a instance en justice.

Art. 6.2.2-3. - Le Gouvernement arrête les modalités d'utilisation du Fonds d'aide à la création radiophonique.

Section II. — Du soutien aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente

Art. 6.2.2-4. - Le Gouvernement peut affecter une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique à l'octroi de subventions forfaitaires de fonctionnement aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente. Cette subvention forfaitaire ne peut être calculée qu'en fonction des critères suivants : le recours ou non à de la publicité payée en argent et le mode de diffusion des services.

Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi des subventions de fonctionnement aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente.

Les subventions cumulées qui peuvent être octroyées aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente ne pourront excéder un montant total de 100.000 euros au profit d'un même bénéficiaire sur une période consécutive de trois années consécutives.

Le total annuel des subventions ne pourra pas dépasser 35% des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique.

Si le total annuel des subventions est inférieur à 35% des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique, le montant de la subvention octroyé à chaque radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente est adapté annuellement sur la base de l'indice 01.01.2009 = 100 en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation ordinaire tel que défini par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Section III. — Du soutien aux projets d'œuvres de création radiophonique

Art. 6.2.2-5. - § 1^{er}. Le Gouvernement peut affecter, sur avis de la Commission consultative de la création radiophonique visée à l'article 6.2.2-15, une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique à des projets d'œuvres de création radiophonique.

Le total annuel des subventions octroyées à de tels projets ne pourra pas dépasser 35% des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique.

Les subventions octroyées à de tels projets ne pourront excéder un montant total cumulé de 200.000 euros au profit du même bénéficiaire sur une période de trois années consécutives.

§ 2. Le projet d'œuvre de création radiophonique visé au paragraphe 1^{er}, doit remplir à minima les conditions de recevabilité suivantes :

1° être produit en français par une personne physique ou morale, à l'exception de la RTBF et des structures d'accueil visées à l'article 6.2.2-8, résidant ou bénéficiant d'un établissement stable soit en région de langue française soit en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° comprendre les éléments suivants :

- une note d'intention;
- un synopsis;
- une description du traitement radiophonique envisagé;
- le découpage prévu;
- la durée;
- un budget;
- l'engagement d'au moins un service sonore privé d'assurer la première diffusion de l'œuvre;

- l'engagement du porteur du projet d'autoriser, à titre gratuit, le prêt public d'un exemplaire de l'œuvre subventionnée au sein d'une des institutions culturelles soutenues par la Communauté française et dont la liste est arrêtée par le Gouvernement.

§ 3. Les demandes de subventions sont introduites et traitées selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 4. La Commission consultative de la création radiophonique visée à l'article 6.2.2-15 émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une subvention au projet et sur le montant de celle-ci. À cette fin, elle s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° le caractère original et novateur du projet;
- 2° la qualité du synopsis et la qualité du traitement radiophonique envisagé;
- 3° la pertinence du découpage;
- 4° la pertinence du budget;
- 5° l'intérêt culturel du projet pour la Communauté française.

Art. 6.2.2-6. - Tout projet d'œuvre de création radiophonique bénéficiant d'une subvention doit faire l'objet d'une justification. À défaut, la subvention doit être remboursée. Le non-respect de cette obligation par le bénéficiaire implique l'irrecevabilité de toute nouvelle demande de subvention pour un projet de création radiophonique.

Le Gouvernement arrête les types de justificatifs à présenter, leur délai de dépôt et la liste des dépenses admissibles ainsi que les modalités de liquidation de la subvention.

Section IV. — Du soutien à la transition numérique des services sonores

Art. 6.2.2-7. - Le Gouvernement peut affecter une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique au développement de la diffusion numérique de services sonores en Communauté française.

Le total annuel des subventions octroyées dans ce cadre ne pourra pas dépasser 35% des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique.

Les subventions sont octroyées à des projets d'intérêt commun ayant pour objectif de favoriser la diffusion la plus large et la plus nombreuse possible de services sonores en mode numérique. Dans ce cadre, le Fonds peut soutenir :

1° les initiatives destinées à coordonner, organiser et promouvoir la diffusion numérique par voie hertzienne terrestre;

2° les radios bénéficiant d'un droit d'usage visés à l'article 8.2.1-12, § 1^{er}, et au besoin les opérateurs de réseau visés à l'article 8.2.1-12, § 7, pour financer les coûts d'installation des équipements internes et des infrastructures externes nécessaires à la diffusion numérique par voie hertzienne terrestre;

3° l'installation de plateformes communes de diffusion par internet permettant un accès à un nombre significatif de services sonores.

Le Gouvernement décide de soutenir les projets en tenant compte de leur impact sur le développement de la diffusion numérique. Cet impact s'apprécie essentiellement au regard de l'importance du public visé et du nombre de services sonores bénéficiant des effets du projet.

Section V. — Du soutien aux structures d'accueil pour la création radiophonique

Art. 6.2.2-8. - § 1^{er}. Le Gouvernement peut agréer des structures d'accueil pour la création radiophonique après avis de la Commission consultative de la création radiophonique visée à l'article 6.2.2-15.

Pour être agréée, une structure d'accueil pour la création radiophonique doit être une personne morale et poursuivre les missions suivantes :

1° La mission générale de la structure d'accueil est la diffusion, la promotion et la valorisation de la création radiophonique de la Communauté française;

2° Ses missions particulières sont :

- favoriser les initiatives en matière de création radiophonique;

- assurer un encadrement aux auteurs de projets de création radiophonique en intervenant à différents stades de leur réalisation : depuis le scénario jusqu'à la diffusion et la parution. Une attention particulière est réservée à l'encadrement des jeunes diplômés des écoles artistiques en veillant à les mettre en contact avec le secteur professionnel;

- développer la promotion des œuvres de création radiophonique, notamment lors de manifestations publiques telles que festivals et écoutes en public.

Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction de la demande d'agrément.

Après avis de la Commission consultative de la création radiophonique, le Gouvernement peut retirer l'agrément de la structure d'accueil si celle-ci ne satisfait pas aux conditions de son agrément.

§ 2. Le Gouvernement peut subventionner, dans le respect du règlement de la Commission 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, publié le 26 juin 2014 au JOCE et modifié par le Règlement UE 2017/084 publié le 20 juin 2017 au JOCE, les structures d'accueil agréées en affectant une part des ressources du Fonds d'aide à la création radiophonique. Il peut le faire soit annuellement, sur la base d'un programme prévisionnel annuel d'activités et un budget déposés par chaque structure d'accueil, soit pluri-annuellement, après avis de la Commission consultative de la création radiophonique, dans le cadre d'un contrat-programme d'une durée de cinq ans. Le montant total de ces subventions ne peut excéder un tiers des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique. 50 % au moins de l'aide octroyée à une structure d'accueil doivent obligatoirement être consacrés à l'encadrement de la production et à la promotion des œuvres de création radiophonique.

Le Gouvernement peut octroyer des aides complémentaires visant l'emploi d'un noyau d'agents et la mise à disposition d'infrastructures ou de matériel.

Les modalités d'introduction des demandes de subventions annuelles et de liquidation des subventions sont arrêtées par le Gouvernement.

§ 3. A l'issue de chaque exercice, au plus tard le 30 juin, la structure d'accueil communique à l'Administration un rapport d'activités selon un modèle fixé par le Gouvernement comprenant au minimum les éléments suivants :

1° un rapport moral;

2° un descriptif des activités démontrant le respect des missions et objectifs dévolus à la structure d'accueil;

3° les bilans et comptes de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur.

Art. 6.2.2-9. - Pour pouvoir bénéficier d'un contrat-programme, la structure d'accueil doit remplir les critères de recevabilité suivants :

1° être agréée en vertu de l'article 6.2.2-8;

2° justifier, durant les trois années qui précèdent la demande, d'une période d'activité professionnelle régulière dans le secteur de la création radiophonique.

Art. 6.2.2-10. - § 1^{er}. La demande d'octroi comporte les éléments suivants :

1° une copie des statuts de la personne morale et les noms et titres des personnes représentant la structure d'accueil qui introduit la demande;

2° une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée l'aide;

3° les bilans et comptes de résultat de l'exercice précédent;

4° pour la durée de la convention ou du contrat-programme :

a) un plan financier afférent à ce projet;

b) le volume des activités prévues;

c) la description du public visé;

5° un descriptif des activités menées durant les trois dernières années.

§ 2. Le Gouvernement fixe la date limite de dépôt de la demande d'aide.

Art. 6.2.2-11. - La Commission consultative de la création radiophonique visée à l'article 6.2.2-15 émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une aide, sur sa nature et sur le montant de celle-ci. À cette fin, elle prend en considération la spécificité de la structure d'accueil et s'appuie sur les critères d'évaluation suivants :

- 1° la pertinence du dossier transmis conformément à l'article 6.2.2-10;
- 2° la qualité artistique et culturelle du projet;
- 3° sa capacité de rayonnement sur le territoire de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, au plan belge, ou international;
- 4° l'adéquation entre le montant de l'aide demandée et le projet de la structure d'accueil.

La Commission consultative de la création radiophonique prend également en considération la mise en valeur des œuvres des auteurs et réalisateurs de la Communauté française.

Art. 6.2.2-12. - Le contrat-programme contient au minimum les éléments suivants :

- 1° la date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° le montant de la subvention et ses modalités de liquidation;
- 3° les missions et les objectifs particuliers dévolus à la structure d'accueil en fonction de ses activités spécifiques;
- 4° les engagements d'équilibre financier de la structure d'accueil;
- 5° les modalités de suspension, de modification, de résiliation et de renouvellement du contrat-programme.

Art. 6.2.2-13. - Au plus tard avant la fin du deuxième trimestre du dernier exercice couvert par le contrat-programme, la structure d'accueil informe, le cas échéant, le Gouvernement de son souhait de renouvellement du contrat-programme.

Dans ce cas, la structure d'accueil transmet aux Services du Gouvernement une actualisation des documents visés à l'article 6.2.2-10, § 1^{er}, à l'exception du point 5°, ainsi qu'un descriptif des activités menées sous le régime du contrat-programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent. Le renouvellement d'un contrat-programme s'effectue suivant les mêmes modalités que l'octroi d'un contrat-programme.

Art. 6.2.2-14. - Le Gouvernement peut désigner un observateur pour le représenter avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration d'une structure d'accueil bénéficiant d'une aide.

Il fait rapport au moins une fois par an au Ministre.

Section VI. — De la Commission consultative de la création radiophonique

Art. 6.2.2-15. - § 1^{er}. Il est créé une Commission consultative de la création radiophonique.

§ 2. La Commission rend un avis sur :

- 1° l'agrément des structures d'accueil pour la création radiophonique visées à l'article 6.2.2-8;
- 2° l'opportunité de conclure un contrat programme avec une structure d'accueil pour la création radiophonique visée à l'article 6.2.2-8;
- 3° l'opportunité d'octroyer une subvention à un projet d'œuvre de création radiophonique et le montant de celle-ci conformément à l'article 6.2.2-5, § 4;
- 4° toute question relative à la création radiophonique, d'initiative ou à la demande du Gouvernement.

§ 3. La Commission se compose tant pour les membres effectifs que pour les membres suppléants, comme suit :

- 1° un représentant issu des associations d'éducation permanente;
- 2° un représentant issu des enseignants en arts de la diffusion et en communication;
- 3° un représentant issu des professions radiophoniques en général;
- 4° un représentant issu des services sonores privés;
- 5° un représentant issu des radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;
- 6° un représentant des services sonores de la RTBF;
- 7° un représentant d'une organisation professionnelle active dans le domaine du droit d'auteurs;
- 8° les représentants des tendances idéologiques et philosophiques du Parlement de la Communauté française, dont le nombre est fixé à un représentant par tendance idéologique et philosophique disposant d'un groupe parlementaire démocratique reconnu au Parlement de la Communauté française.

En sus des membres visés à l'alinéa 1^{er}, la Commission est composée des membres avec voix consultative suivants :

- 1° un représentant du Ministre;
- 2° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son délégué.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans renouvelable une fois.

Les membres sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence injustifiée à trois réunions durant la même année. Lorsque l'absence d'un membre effectif est annoncée, sans qu'il ait la qualité de démissionnaire, le membre suppléant issu de la même catégorie que le membre effectif absent le remplace aux réunions de la Commission avec voix délibérative. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

Le Gouvernement arrête :

- 1° les modalités de fonctionnement de la Commission et le contenu minimal de son règlement d'ordre intérieur;
- 2° la prise en charge des frais de déplacement de ses membres;
- 3° le montant des jetons de présence;
- 4° le montant et le plafond des indemnités de lecture au regard du temps de préparation nécessaire et du nombre de dossier. Ces indemnités sont conditionnées, soit à la présence effective à la réunion à laquelle le point est examiné, soit à l'envoi d'une contribution écrite à un membre présent.

Nul ne peut être désigné membre de la Commission :

1° s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :

- a) incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence, fondées notamment sur la nationalité, la prétendue race, la couleur de la peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, la conviction religieuse ou philosophique, la situation de handicap, le changement de sexe, l'identité de genre et l'expression de genre, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale ou la conviction syndicale;

b) l'expression d'un courant de pensée, d'une croyance ou d'une opinion constituant une menace pour la démocratie et les droits fondamentaux garantis par la Constitution ou la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

c) négation, minimisation, justification, approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, ainsi que de toute autre forme de génocide;

d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation;

2° s'il est membre d'une organisation qui de manière manifeste et répétée :

a) prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère protégé par les lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations;

b) montre son hostilité envers les principes essentiels de la démocratie, tels qu'ils sont garantis par la Constitution et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La qualité de membre de la Commission avec voix délibérative est incompatible avec celle :

1° de commissaire européen, de membre du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement régional ou communautaire, de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement, de député provincial, de bourgmestre, d'échevin et de président de centre public d'action sociale;

2° de membre du Parlement européen, du Sénat, de la Chambre des représentants, du Parlement de la région wallonne, du Parlement de la région de Bruxelles-Capitale, du Parlement de la Communauté française, d'un conseil provincial, communal ou de l'action sociale;

3° de membre d'un cabinet ministériel de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement régional ou communautaire ou d'un exécutif provincial ou communal;

4° d'attaché parlementaire du Parlement européen, du Sénat, de la Chambre des représentants, du Parlement de la région wallonne, du Parlement de la région de Bruxelles-Capitale ou du Parlement de la Communauté française.

§ 4. Au terme d'un appel public à candidatures publié sur le site internet des services du Gouvernement, les membres effectifs et suppléants visés au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1° à 5° sont désignés par le Gouvernement après comparaison des titres et mérites des candidats.

Les candidats doivent justifier, selon les modalités énoncées dans l'appel à candidatures, de la catégorie visée au paragraphe 3 pour laquelle ils postulent ainsi que de leur compétence ou expérience professionnelle et leur motivation à siéger au sein de la Commission.

Le Ministre lance un nouvel appel à candidatures lorsque l'ensemble des membres effectifs ou suppléants n'ont pas pu être désignés. Toutefois, la Commission peut déjà délibérer valablement si, au terme du premier appel à candidatures, au moins la moitié des membres effectifs ont pu être désignés, en ce compris les membres visés à l'alinéa suivant.

Les représentants visés au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, sont désignés par le Gouvernement après consultation des organismes concernés. Lorsque les organismes concernés transmettent la liste de leurs candidats, ils proposent à la fois un représentant féminin et un représentant masculin, tant pour le membre effectif que pour le membre suppléant. Lorsque plusieurs organisations visées au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 7° présentent leurs représentants, le Gouvernement retient le représentant justifiant de la meilleure compétence ou expérience professionnelle dans le secteur concerné.

Lorsque les organismes visés au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, n'ont pas proposés de représentants, le Ministre procède à une nouvelle consultation des organismes concernés.

L'ensemble des mandats s'achève à la date des désignations faites à l'issue du premier appel à candidatures. En cas de vacance de mandat, le membre remplaçant achève le mandat en cours.

TITRE III. — Du patrimoine audiovisuel

Art. 6.3-1. - Le patrimoine audiovisuel de la Communauté française se compose d'archives audiovisuelles et sonores pouvant notamment provenir de la RTBF, des médias de proximité, de la Cinémathèque ou de toute autre institution audiovisuelle et culturelle de la Communauté française.

Art. 6.3-2. - § 1. La pérennisation du patrimoine audiovisuel de la Communauté française est confiée à un opérateur désigné par le Gouvernement.

§ 2. Pour être éligible, l'opérateur doit rencontrer les critères cumulatifs suivants :

- être une association, au sens de l'article 1.2. du Code des sociétés et des associations;
- être établi en région bilingue de Bruxelles-Capitale ou en région de langue française;
- disposer d'une compétence avérée et d'une expérience significative de plus de cinq ans en matière de sauvegarde et de pérennisation du patrimoine audiovisuel de la Communauté française;
- disposer des moyens matériels et humains permettant de remplir les missions que le Gouvernement entend confier à l'opérateur.

§ 3. Le Gouvernement fixe la procédure de désignation de l'opérateur.

§ 4. Les missions de service public attribuées à l'opérateur désigné comprennent :

- la restauration, l'indexation, la numérisation, la pérennisation, la conservation de contenus audiovisuels belges francophones;
- la valorisation de ces contenus afin que ceux-ci puissent être mis à la disposition de tous les publics;
- le développement d'une relation partenariale pérenne avec le secteur de l'Enseignement;
- le rôle de support pour les institutions culturelles.

§ 5. Le Gouvernement précise, dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, d'une durée maximale de quatre ans, renouvelable, les missions énoncées au paragraphe 4, leurs modalités d'exécution, le montant de la compensation annuelle et sa liquidation, ainsi que la teneur du rapport annuel et les conditions de sa publicité, et ce, conformément aux dispositions du Chapitre 1^{er} et de l'article 53 du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

LIVRE VII. — DE L'OFFRE DE SERVICES

TITRE 1^{er}. Dispositions générales

Art. 7.1-1. - La RTBF, les médias de proximité et les éditeurs de services sonores privés diffusés par voie hertzienne terrestre analogique ne sont pas soumis aux dispositions du présent Titre pour ce qui concerne la distribution de leurs propres services.

Art. 7.1-2. - Pour la même offre de services de médias audiovisuels, le distributeur de services est tenu de garantir un même prix à l'égard de tout utilisateur des services.

Art. 7.1-3. - Les services de médias audiovisuels mis à la disposition du public par un distributeur de services ne peuvent faire l'objet de superpositions par des bandeaux à des fins commerciales ou de modifications sans l'accord explicite de l'éditeur de ces services, à l'exception des bandeaux qui sont uniquement activés ou autorisés par les destinataires d'un service pour un usage privé, tels que les bandeaux résultant de services de communications individuelles, les éléments de contrôle de toute interface utilisateur nécessaire au fonctionnement d'un équipement ou à la navigation entre les programmes, par exemple les indicateurs de volume, les fonctions de recherche, les menus de navigation ou la liste des canaux, les bandeaux légitimes tels que les avertissements, les informations d'intérêt public général, les sous-titres ou les bandeaux de communications commerciales fournis par l'éditeur de services de médias, ainsi que des techniques de compression des données qui réduisent la taille d'un fichier de données ainsi que d'autres techniques visant à adapter un service aux moyens de diffusion, telles que la résolution et l'encodage, sans modification du contenu.

Art. 7.1-4. - § 1^{er}. Tout distributeur de services proposant une offre de services comprenant un service d'un média de proximité verse annuellement au média de proximité concerné une contribution correspondant :

1° soit à 2 euros par an et par utilisateur établi dans la zone de couverture du média de proximité concerné. Ce montant est indexé tous les deux ans à partir du 1^{er} janvier 2005 en fonction de l'indice santé, l'indice du mois septembre précédent étant pris en considération;

2° soit à 2,5% des recettes de l'année précédente, hors TVA et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs établis dans la zone de couverture du média de proximité concerné pour l'obtention des services offerts.

Pour la détermination de sa contribution, le distributeur de services choisi annuellement un des deux modes de calcul visés à l'alinéa précédent et en informe, au plus tard pour le 15 février de chaque année, le média de proximité et le CSA.

§ 2. Si le distributeur de services propose dans son offre les services télévisuels de plusieurs médias de proximité, il verse sa contribution au média de proximité faisant l'objet d'un droit de distribution obligatoire sur la zone qu'il dessert.

§ 3. Le montant de la contribution au média de proximité est payé par le distributeur de services en deux versements semestriels pour la fin des mois de février et d'août de chaque année. Au moment du paiement, le distributeur de services adresse au média de proximité et au CSA :

1° soit une déclaration reprenant le nombre d'utilisateurs de l'année précédente établis dans la zone de couverture, s'il opte pour la contribution forfaitaire par utilisateur visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°. Pour les utilisateurs recourant à une formule d'abonnement à l'année, le distributeur déclare le nombre d'utilisateurs constaté au 30 septembre de l'année précédente. Pour les utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part du nombre de ceux-ci correspondant au pourcentage que représente la population de la zone de couverture du média de proximité par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution.

2° soit une déclaration reprenant les recettes de l'année précédente, hors TVA et droits d'auteur, engendrées par le paiement des utilisateurs établis dans la zone de couverture du Média de proximité pour l'obtention des services offerts, s'il opte pour la contribution par pourcentage visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°. Pour les recettes provenant d'utilisateurs dont le domicile ou la résidence ne peut être connu, le distributeur déclare la part de ces recettes correspondant au pourcentage que représente la population de la zone de couverture du média de proximité par rapport à la population de l'ensemble de sa zone de distribution.

TITRE II. — De la distribution de services de médias audiovisuels par câble

Art. 7.2-1. - § 1^{er}. Pour autant qu'un nombre significatif de personnes utilisent leurs réseaux comme moyen principal de réception de services de médias audiovisuels, les opérateurs de réseau visés à l'article 3.5.1-1 garantissent la distribution sur leurs réseaux d'une offre de base comprenant au moins les services faisant l'objet d'un droit de distribution obligatoire visés à l'article 7.2-2.

Le Gouvernement détermine, après avis du Collège d'avis, sous quelle définition ou format numérique les services télévisuels doivent être positionnés en priorité dans la numérotation de l'offre.

L'offre de base est fournie par un distributeur de services. À défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant l'offre de base.

§ 2. Tout distributeur de services ne peut proposer d'offre complémentaire de services de médias audiovisuels qu'aux utilisateurs qui ont un accès à l'offre de base.

Art. 7.2-2. - § 1^{er}. Les distributeurs de services visés à l'article 7.2-1, § 1^{er}, alinéa 3, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels linéaires suivants :

1° les services de la RTBF désignés par le Gouvernement dont deux au moins doivent être alignés par défaut sur les deux premières positions de l'offre de base des distributeurs de services et un troisième service de la RTBF désigné par le Gouvernement doit être positionné par défaut parmi les neuf premières positions de l'offre de base des distributeurs de services;

2° le service de média de proximité dans sa zone de couverture qui doit être positionné par défaut parmi les quinze premières positions de l'offre de base des distributeurs de services;

3° les services, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF dont TV5Monde qui doit être positionné par défaut parmi les quinze premières positions de l'offre de base des distributeurs de services;

4° deux services du service public de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre deux services télévisuels de la RTBF;

5° un ou des services du service public de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre un ou des services télévisuels de la RTBF.

Les distributeurs de services visés à l'article 7.2-1, § 1^{er}, 3e alinéa, doivent distribuer les services télévisuels non linéaires suivants :

1° les services de la RTBF désignés par le Gouvernement;

2° les services, désignés par le Gouvernement, des médias de proximité dans leur zone de couverture;

3° les services, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF.

§ 2. Les distributeurs de services visés à l'article 7.2-1, § 1^{er}, 3e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels linéaires des éditeurs de services déclarés ou autorisés en vertu du présent décret et bénéficiant d'un droit de distribution obligatoire.

§ 3. Les distributeurs de services visés à l'article 7.2-1, § 1^{er}, 3e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels, désignés par le Gouvernement de tout éditeur de services de l'Union européenne et qui ont conclu avec celui-ci une convention relative à la promotion de la production culturelle en Communauté française et dans l'Union européenne prévoyant notamment une contribution financière à cette promotion.

§ 4. Les distributeurs de services visés à l'article 7.2-1, § 1^{er}, 3e alinéa, doivent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services sonores linéaires suivants :

1° les services de la RTBF émis en modulation de fréquence;

2° deux services du service public de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre deux services sonores de la RTBF;

3° un service du service public de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs de services de cette Communauté soient tenus de transmettre un service sonore du service public de la Communauté française.

Les distributeurs de services visés à l'article 7.2-1, § 1^{er}, 3e alinéa, doivent distribuer les services sonores non linéaires de la RTBF désignés par le Gouvernement.

Art. 7.2-3. § 1^{er}. Les distributeurs de services peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels suivants :

1° les médias de proximité hors de leur zone de couverture;

2° les services des éditeurs de services déclarés ou autorisés en vertu du présent décret et ne bénéficiant pas d'un droit de distribution obligatoire;

3° les services de tout éditeur de services établi dans un État membre de l'Union européenne;

4° les services de tout éditeur de services établi en dehors d'un État membre de l'Union européenne mais utilisant une liaison montante vers un satellite située dans un État membre de l'Union européenne ou, à défaut, une capacité satellitaire accordée par un État membre de l'Union européenne;

5° les services de tout éditeur de services relevant d'un État partie à la convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière.

§ 2. Les distributeurs de services peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels des éditeurs de services non visés au paragraphe 1^{er}, ayant conclu une convention avec le Gouvernement et désigné par celui-ci.

§ 3. Les distributeurs de services peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services sonores belges ou étrangers, édités par les éditeurs de services autorisés par l'État dans lequel ils sont établis.

§ 4. Les distributeurs de services ne peuvent distribuer sur un même canal, les services visés au présent article que s'ils disposent de l'accord préalable des éditeurs de services concernés.

§ 5. Les distributeurs de services peuvent distribuer sur deux canaux de la musique en continu, un service d'informations techniques et un guide électronique de programmes.

TITRE III. — De la distribution de services de médias audiovisuels par voie hertzienne terrestre numérique

CHAPITRE 1^{er}. — Des services télévisuels

Art. 7.3.1-1. - Les opérateurs de réseaux visés à l'article 8.2.1-19, § 4 à 7, sont considérés comme des distributeurs de services, à l'exception des services dont la distribution est prise en charge par l'éditeur de ces services ou par une société tierce qu'il a désignée.

Les sociétés visées à l'alinéa précédent doivent dans tous les cas effectuer une déclaration conformément à l'article 3.4-1.

CHAPITRE II. — Des services sonores

Art. 7.3.2-1. - Les opérateurs de réseaux visés à l'article 8.2.1-12, § 3 à 5, sont considérés comme des distributeurs de services, à l'exception des services dont la distribution est prise en charge par l'éditeur de ces services ou par une société tierce qu'il a désignée.

Les sociétés visées à l'alinéa 1^{er} doivent dans tous les cas effectuer une déclaration conformément à l'article 3.4-1.

TITRE IV. — De la distribution de services de médias audiovisuels par voie satellitaire ou par tout système de transmission autre que le câble et la voie hertzienne terrestre numérique

Art. 7.4-1. - Pour autant qu'un nombre significatif de personnes utilisent leurs réseaux comme moyen principal de réception de services de médias audiovisuels, les opérateurs de réseau visés aux articles 8.2.2-2 et 8.3.1-2 garantissent la distribution sur leur réseau, au moment de leur diffusion et dans leur intégralité, des services de médias audiovisuels linéaires de la RTBF et des services linéaires, désignés par le Gouvernement, des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF. Ils garantissent également la distribution sur leur réseau des services de médias audiovisuels non linéaires, désignés par le Gouvernement, de la RTBF et des éditeurs de services internationaux au capital desquels participe la RTBF.

Ces services sont fournis par un distributeur de services. À défaut, les opérateurs de réseau sont tenus d'exercer l'activité de distributeur en fournissant les services de médias audiovisuels visé à l'alinéa 1^{er}.

Les deux premiers alinéas du présent article ne sont pas applicables si la RTBF distribue elle-même les services de médias audiovisuels visés à l'alinéa 1^{er} sur des réseaux similaires à ceux visés aux articles 8.2.2-2 et 8.3.1-2 qui ont été mis à sa disposition par le Gouvernement.

Art. 7.4-2. - § 1^{er}. Les distributeurs de services par satellite ou par tout système de transmission autre que le câble et la voie hertzienne terrestre numérique peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels suivants :

1° les services de tout éditeur de services établi dans un État membre de l'Union européenne;

2° les services de tout éditeur de services établi en dehors d'un État membre de l'Union européenne mais utilisant une liaison montante vers un satellite située dans un État membre de l'Union européenne ou, à défaut, une capacité satellitaire accordée par un État membre de l'Union européenne;

3° les services de tout éditeur de services relevant d'un État partie à la Convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière.

§ 2. Les distributeurs de services par satellite ou par tout système de transmission autre que le câble et la voie hertzienne terrestre numérique peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services télévisuels des éditeurs de services non visés au paragraphe 1^{er}, ayant conclu une convention avec le Gouvernement et désigné par celui-ci.

§ 3. Les distributeurs de services par satellite ou par tout système de transmission autre que le câble et la voie hertzienne terrestre numérique peuvent distribuer au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les services sonores belges ou étrangers, édités par les éditeurs de services autorisés par l'État dans lequel ils sont établis.

TITRE V. — De la distribution de services télévisuels sur un même canal

Art. 7.5-1. - Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser la RTBF et les éditeurs de services télévisuels linéaires de la Communauté française :

1° à interrompre la diffusion de leurs services, en vue de diffuser sur la même radiofréquence ou le même canal, tout ou partie d'un service télévisuel linéaire de tout autre éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française ou de tout autre État;

2° à insérer ou à accepter l'insertion de tout ou partie de leurs services télévisuels linéaires, dans tout ou partie du service télévisuel linéaire de tout autre éditeur de services relevant de la compétence de la Communauté française ou de tout autre État.

Les éditeurs de services concernés détermineront, de commun accord, les conditions auxquelles tout ou partie de leurs services télévisuels linéaires respectifs peuvent être diffusés sur la même radiofréquence ou le même canal, et en informeront le Collège d'autorisation et de contrôle.

Les services télévisuels linéaires ou les parties de services télévisuels linéaires fournis par la RTBF ou les éditeurs de services de la Communauté française relèvent de la seule responsabilité de ces éditeurs.

LIVRE VIII. — DES RESEAUX ET SERVICES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES RESSOURCES ASSOCIEES

TITRE 1^{er}. — Des règles générales relatives aux opérateurs de réseau et aux fournisseurs de services de communications électroniques

CHAPITRE 1^{er}. — Des procédures de définition et d'analyse des marchés pertinents et de la détermination des opérateurs puissants sur le marché

Art. 8.1.1-1. - Après chaque publication par la Commission européenne de sa « recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques », ou si les circonstances en Communauté française le justifient, le Collège d'autorisation et de contrôle détermine les marchés pertinents pour les réseaux et les services de communications électroniques en tenant le plus grand compte de la recommandation et des lignes directrices de la Commission européenne sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché.

Il faut entendre par « marchés pertinents », les marchés dont les caractéristiques peuvent justifier l'imposition d'une ou de plusieurs obligations parmi les obligations visées au Chapitre 3.

Art. 8.1.1-2. - § 1^{er}. Après chaque détermination des marchés pertinents, le Collège d'autorisation et de contrôle procède à l'analyse des marchés afin de déterminer s'ils sont tels qu'ils justifient l'imposition des obligations visées au Chapitre 3.

Un marché peut être considéré comme justifiant l'imposition de telles obligations si tous les critères suivants sont remplis :

1° il existe des obstacles à l'entrée importants et non transitoires d'ordre structurel, juridique ou réglementaire;

2° la structure du marché ne présage pas d'évolution vers une concurrence effective au cours de la période visée, compte tenu de la situation de la concurrence fondée sur les infrastructures et d'autres facteurs influant sur la concurrence, indépendamment des obstacles à l'entrée;

3° le droit de la concurrence ne permet pas à lui seul de remédier de manière adéquate aux défaillances du marché constatées.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle procède à l'analyse d'un marché figurant dans la recommandation visée à l'article 8.1.1-1, il considère qu'il a été satisfait au deuxième alinéa, points 1°, 2° et 3°, à moins qu'il ne détermine qu'un ou plusieurs de ces critères ne sont pas remplis dans les circonstances spécifiques.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle procède à l'analyse de marché, il examine les évolutions dans une perspective d'avenir en l'absence de régulation imposée sur la base du présent article sur ledit marché pertinent, et en tenant compte de tout ce qui suit :

1° des évolutions du marché ayant une incidence sur la probabilité que le marché pertinent évolue vers une concurrence effective;

2° de toutes les pressions concurrentielles pertinentes, aux niveaux du gros et du détail, que ces pressions soient censées résulter de réseaux de communications électroniques, de services de communications électroniques ou d'autres types de services ou d'applications qui sont comparables du point de vue de l'utilisateur final, et que ces pressions relèvent ou non du marché pertinent;

3° d'autres types de régulation ou de mesures imposées et concernant le marché pertinent ou un ou des marchés de détail connexes tout au long de la période considérée, notamment, sans limitation, des obligations imposées conformément au paragraphe 4, alinéa 2, 2° et 3°, et aux articles 8.1.6-1, 8.1.3-58 et 8.1.3-6;

4° de la régulation imposée sur d'autres marchés pertinents dans le cadre de mêmes procédures que celle visée au présent article.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'un marché pertinent ne justifie pas l'imposition d'obligations, ou si les conditions énoncées au paragraphe 3 ne sont pas remplies, il n'impose ni ne maintient aucune des obligations visées à la Section 3. Dans le cas où des obligations réglementaires sectorielles spécifiques sont déjà imposées, le Collège d'autorisation et de contrôle supprime ces obligations pour les opérateurs de réseau sur ce marché pertinent.

Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce que les parties concernées par ce retrait d'obligations bénéficient d'une période de préavis appropriée, établie en recherchant un équilibre entre la nécessité d'assurer une transition durable pour les bénéficiaires de ces obligations et les utilisateurs finaux, le choix des utilisateurs finaux, et la nécessité de ne pas maintenir la régulation plus longtemps que nécessaire. Lorsqu'il fixe la durée de cette période de préavis, il peut fixer des conditions et des périodes de préavis spécifiques en ce qui concerne les accords existants en matière d'accès.

§ 3. Si le Collège d'autorisation et de contrôle détermine que, sur un marché pertinent, l'imposition d'obligations est justifiée, il identifie le ou les opérateurs de réseau qui sont puissants sur ce marché et impose à ce ou ces opérateurs celles parmi les obligations visées au Chapitre 3 qu'il estime appropriées ou maintient ou modifie ces obligations si elles sont déjà appliquées, si il considère que les résultats pour les utilisateurs finaux ne seraient pas effectivement concurrentiels en l'absence desdites obligations.

Un opérateur de réseau est considéré comme puissant sur un marché pertinent si, individuellement ou conjointement avec d'autres, il se trouve dans une position équivalente à une position dominante, à savoir une position de puissance économique lui permettant de se comporter, dans une mesure appréciable, de manière indépendante de ses concurrents, de ses clients et, en fin de compte, des consommateurs.

Lorsqu'une entreprise est puissante sur un marché spécifique, elle peut également être désignée comme puissante sur un marché étroitement lié, lorsque les liens entre les deux marchés permettent d'utiliser sur le marché étroitement lié, par effet de levier, la puissance détenue sur le marché spécifique, ce qui renforce la puissance de l'entreprise sur le marché. Par conséquent, des mesures visant à prévenir cet effet de levier peuvent être appliquées sur le marché étroitement lié conformément aux articles 8.1.3-1, 8.1.3-2 et 8.1.3-3 et 8.1.3-6, et lorsque ces mesures se révèlent insuffisantes, des mesures conformes aux dispositions de l'article 8.1.3-12 peuvent être imposées.

Les obligations imposées par le Collège d'autorisation et de contrôle sont :

1° fondées sur la nature du problème constaté dans le cadre de l'analyse de marché;

2° proportionnées, eu égard, si possible, aux coûts et avantages et en choisissant la manière la moins intrusive de remédier aux problèmes relevés dans l'analyse de marché;

3° justifiées au regard des objectifs suivants :

a) promouvoir la connectivité et l'accès, dans l'intérêt de l'ensemble des citoyens et des entreprises de l'Union européenne, à des réseaux à très haute capacité et à des services de communications électroniques et la pénétration de tels réseaux et services;

b) promouvoir la concurrence dans la fourniture de réseaux et de services de communications électroniques et de ressources associées;

c) contribuer au développement du marché intérieur de l'Union européenne;

4° imposées après la consultation menée conformément à l'article 8.1.2-1.

Pour chaque marché pertinent, le Collège d'autorisation et de contrôle publie notamment sur son site internet la liste des opérateurs puissants sur le marché, ainsi que pour chaque opérateur puissant, la liste des obligations qui lui sont imposées.

§ 4. Les obligations énoncées aux articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6 et aux articles 8.1.3-8 et 8.1.3-10 ne peuvent pas être imposées aux opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme étant puissants sur le marché pertinent.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer une ou plusieurs des obligations énoncées aux articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6 et aux articles 8.1.3-8 et 8.1.3-10 à des opérateurs de réseau qui n'ont pas été désignés comme puissants sur le marché lorsque cela est nécessaire en vue de se conformer à des engagements internationaux;

2° tout opérateur de réseau est tenu de négocier avec un autre opérateur de réseau qui sollicite une interconnexion. Lorsqu'aucun accord n'est intervenu, le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer aux opérateurs de réseau qui contrôlent l'accès à des utilisateurs finaux l'obligation d'assurer l'interconnexion de leurs réseaux là où elle n'est pas encore réalisée, dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer la connectivité de bout en bout et de rendre leurs services interopérables;

3° sur demande raisonnable, le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer aux opérateurs de réseau ou aux propriétaires de câbles et ressources associées, des obligations d'octroyer l'accès à leurs câbles et ressources associées à l'intérieur des bâtiments ou jusqu'au premier point de concentration ou de distribution lorsque ce point est situé à l'extérieur du bâtiment, lorsque la duplication de ces éléments de réseau est économiquement inefficace ou physiquement irréalisable. Les conditions d'accès imposées peuvent inclure des règles spécifiques en matière d'accès à ces éléments de réseau et aux ressources associées, de transparence et de non-discrimination et de répartition des coûts de l'accès, lesquels sont adaptés, le cas échéant, pour tenir compte des facteurs de risque.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle conclut, eu égard, s'il y a lieu, aux obligations découlant de toute analyse de marché pertinente, que les obligations imposées conformément au premier alinéa ne remédient pas suffisamment aux obstacles économiques ou physiques importants et non transitoires à la duplication qui sous-tendent une situation de marché émergente ou existante limitant sensiblement les résultats concurrentiels pour les utilisateurs finaux, il peut étendre l'imposition de telles obligations d'accès, à des conditions équitables et raisonnables, au-delà du premier point de concentration ou de distribution, jusqu'à un point qu'il détermine comme étant le plus proche des utilisateurs finaux, capable d'héberger un nombre suffisant de connexions d'utilisateurs finaux pour être commercialement viable pour les demandeurs d'accès. Pour déterminer l'ampleur de l'extension au-delà du premier point de concentration ou de distribution, le Collège d'autorisation et de contrôle tient le plus grand compte des lignes directrices pertinentes de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques, ci-après dénommé l'ORECE.

Le Collège d'autorisation et de contrôle n'impose pas d'obligations conformément au deuxième alinéa à des opérateurs de réseau lorsqu'il établit :

a) que l'opérateur de réseau présente les caractéristiques énumérées à l'article 8.1.3-10, § 1^{er}, et met à la disposition de toute entreprise, à des conditions équitables, non discriminatoires et raisonnables, un moyen alternatif viable et comparable d'atteindre des utilisateurs finaux en fournissant l'accès à un réseau à très haute capacité. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut étendre cette exemption à d'autres opérateurs de réseau offrant l'accès à un réseau à très haute capacité à des conditions équitables, non discriminatoires et raisonnables;

b) ou que l'imposition d'obligations compromettrait la viabilité économique ou financière du déploiement d'un nouveau réseau, notamment dans le cadre de projets locaux de faible envergure.

Par dérogation au point a), le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer des obligations aux opérateurs de réseau qui satisfont aux critères énoncés audit point lorsque le réseau concerné fait l'objet d'un financement public.

Les obligations visées à l'alinéa 2, 2° et 3°, sont objectives, transparentes, proportionnées et non discriminatoires. Le Collège d'autorisation et de contrôle évalue les résultats de ces obligations dans les cinq ans qui suivent leur adoption ainsi que l'opportunité de les supprimer ou de les modifier en fonction de l'évolution des circonstances. Il notifie le résultat de son évaluation conformément aux procédures visées à l'article 8.1.2-1.

§ 5. Dans des circonstances exceptionnelles, lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle considère qu'il est urgent d'agir, afin de préserver la concurrence et de protéger les intérêts des utilisateurs, par dérogation à la procédure visée à l'article 8.1.2-1, il peut adopter immédiatement des mesures proportionnées et provisoires à tout opérateur de réseau. Le Collège d'autorisation et de contrôle communique sans tarder ces mesures, dûment motivées, à la Commission européenne, l'ORECE et aux autorités de régulation nationales des autres États membres.

Si le Collège d'autorisation et de contrôle souhaite rendre ces mesures permanentes ou prolonger la durée initiale, la nouvelle décision devra être soumise à la procédure visée à l'article 8.1.2-1.

§ 6. Si de manière tout aussi exceptionnelle, le Collège d'autorisation et de contrôle entend imposer aux opérateurs désignés comme étant puissants sur le marché des obligations en matière d'accès ou d'interconnexion autres que celles qui sont énoncées aux articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6 et aux articles 8.1.3-8 et 8.1.3-10, il soumet cette demande à la Commission européenne qui, tenant le plus grand compte de l'avis de l'ORECE, prend une décision donnant l'autorisation ou interdisant au Collège d'autorisation et de contrôle de prendre ces mesures.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle examine l'impact des nouvelles évolutions du marché, notamment en matière d'accords commerciaux, y compris d'accords de co-investissement, qui ont une incidence sur la dynamique de concurrence.

Si ces évolutions ne sont pas suffisamment importantes pour nécessiter une nouvelle analyse de marché, le Collège d'autorisation et de contrôle évalue sans retard s'il est nécessaire de réexaminer les obligations imposées aux opérateurs de réseau désignés comme étant puissants sur le marché et de modifier toute décision antérieure, y compris en retirant des obligations ou en imposant de nouvelles obligations, afin de garantir que lesdites obligations continuent à remplir les conditions énoncées à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4.

§ 8. L'analyse de marché et les obligations imposées dans le cadre de celles-ci demeurent en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de l'analyse de marché suivante.

Art. 8.1.1-3. - Pour l'application des articles 8.1.1-1 et 8.1.1-2, le Collège d'autorisation et de contrôle tient le plus grand compte des « lignes directrices sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur la marché » publiées par la Commission européenne. Lorsqu'il choisit de ne pas suivre ces lignes directrices, il en informe la Commission européenne en communiquant les motifs de sa position.

Il effectue une analyse du marché pertinent et notifie le projet de mesure correspondant conformément à la procédure visée à l'article 8.1.2-1 :

1° dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption d'une précédente mesure dans laquelle le Collège d'autorisation et de contrôle a défini le marché pertinent et a déterminé quels opérateurs de réseau sont puissants sur le marché; ce délai de cinq ans peut, à titre exceptionnel, être prolongé d'un an au maximum lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle a notifié à la Commission une proposition motivée de prolongation, au plus tard quatre mois avant l'expiration du délai de cinq ans, et que la Commission n'y a pas opposé d'objection dans le mois à compter de la notification de la prolongation;

2° dans un délai de 3 ans à compter de l'adoption d'une recommandation révisée sur les marchés pertinents pour les marchés qui n'ont pas été préalablement notifiés à la Commission.

Le Collège d'autorisation et de contrôle est tenu de consulter pour avis l'Autorité belge de la concurrence sur les projets de mesure si ceux-ci portent sur :

1° la détermination du marché pertinent conformément à l'article 8.1.1-1;

2° l'appréciation des critères visés à l'article 8.1.1-2, § 1^{er}, alinéa 2;

3° l'identification des entreprises puissantes sur le marché, conformément à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 1^{er}.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut consulter l'Autorité belge de la concurrence sur d'autres sujets relatifs au droit de la concurrence.

Si l'Autorité belge de la concurrence ne rend pas son avis dans un délai de 30 jours, le Collège d'autorisation et de contrôle peut poursuivre la procédure sans avis de l'Autorité belge de la concurrence.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle considère qu'il ne peut pas achever ou qu'il n'a pas achevé son analyse du marché pertinent recensé dans la recommandation dans le délai fixé, il peut demander à l'ORECE, de fournir une assistance en vue d'achever l'analyse du marché pertinent et des obligations spécifiques à imposer. Avec cette assistance, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie le projet de mesure à la Commission européenne dans les six mois à compter de la date limite du délai visé à l'alinéa 2.

Art. 8.1.1-4. § 1^{er}. Les entreprises assurant la fourniture de réseaux et de services de communications électroniques transmettent toutes les informations, y compris les informations financières et celles concernant l'évolution des réseaux ou des services susceptibles d'avoir une incidence sur le marché pertinent, qui sont nécessaires au Collège d'autorisation et de contrôle, conformément à l'article 9.1.2-3, § 6. Les entreprises fournissent ces informations rapidement et sur demande, en respectant les délais et le niveau de détail exigés par le Collège d'autorisation et de contrôle. Les informations demandées par le Collège d'autorisation et de contrôle sont proportionnées à ses besoins pour l'accomplissement de cette tâche.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle met à la disposition de la Commission, à sa demande motivée, les informations qui lui sont nécessaires pour mener à bien ses missions. Il met également à la disposition de toute autre autorité compétente belge ou d'un autre État membre de l'Union européenne et de l'ORECE, à leur demande motivée, les informations nécessaires pour exercer les responsabilités qui leur incombent en vertu du droit de l'Union européenne. Lorsque les informations fournies concernent des informations communiquées antérieurement par des entreprises à la demande du Collège d'autorisation et de contrôle, ces entreprises en sont informées.

Par dérogation à l'article 9.1.5-5, le Collège d'autorisation et de contrôle est autorisé à communiquer les informations considérées comme confidentielles par les entreprises, pour autant que les destinataires lui garantissent préalablement la protection des informations confidentielles et des secrets d'affaires.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut requérir de la Commission européenne, et de toute autre autorité compétente belge ou d'un autre État membre de l'Union européenne et de l'ORECE, la communication d'informations nécessaires pour exercer les responsabilités qui lui incombent en vertu du présent chapitre. Il garantit la confidentialité des informations qui lui ont été renseignées comme telles.

§ 4. Pour l'application des paragraphes 2 et 3, il faut entendre par « autorité compétente », toute autorité compétente agissant dans le cadre de la mise en œuvre du cadre réglementaire relatif aux communications électroniques ainsi que du droit de la concurrence et des dispositions du Livre VIII.

CHAPITRE II. — Des consultations

Art. 8.1.2-1. - § 1^{er}. Sauf dans les cas relevant de l'article 8.1.1-2, § 5, le Collège d'autorisation et de contrôle organise, durant une période de trente jours minimum, sauf circonstances exceptionnelles, une consultation publique préalable en vue de donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations sur tout projet de décision visé aux articles 8.1.1-1 et 8.1.1-2.

Les modalités de l'organisation de cette consultation sont déterminées par le Collège d'autorisation et de contrôle dans son règlement d'ordre intérieur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle assure un accès permanent aux documents soumis à consultation publique sur le site internet du CSA. Il peut également rendre public les documents par tout autre moyen qu'il juge utile.

Sauf s'il s'agit d'informations confidentielles, les contributions reçues dans le cadre de la consultation sont publiées sur le site internet du CSA et par tout autre moyen qu'il juge utile.

§ 2. À la suite de la consultation publique précitée et sans préjudice des procédures de concertation entre les autorités de régulation compétentes en Belgique, le Collège d'autorisation et de contrôle publie et transmet le projet de décision avec ses motifs à la Commission et à l'ORECE qui disposent d'un délai d'un mois pour communiquer au Collège d'autorisation et de contrôle leurs observations. Le projet de décision est également transmis aux autorités de régulation nationales des autres États membres dès lors que cette décision aurait une incidence sur les échanges entre États membres. Elles disposent d'un délai d'un mois pour communiquer au Collège d'autorisation et de contrôle leurs observations.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle tient le plus grand compte des observations formulées par les autres autorités de régulation nationales, l'ORECE ainsi que par la Commission et adopte ensuite le projet de décision final, et le communique à la Commission.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, lorsque le projet de décision vise à définir un marché pertinent qui diffère de ceux recensés dans la recommandation sur les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques, ou à désigner une entreprise comme étant puissante sur le marché, et si la Commission européenne, dans le délai visé au paragraphe 2, notifie au Collège d'autorisation et de contrôle les raisons pour lesquelles, soit elle estime que ce projet créerait une entrave au marché intérieur, soit elle a des doutes sérieux sur sa compatibilité avec le droit de l'Union européenne. Le Collège d'autorisation et de contrôle retarde de deux mois à dater de la fin du délai visé au paragraphe 2 l'adoption du projet en question.

Si dans le délai de deux mois précité, la Commission européenne, tenant le plus grand compte de l'avis de l'ORECE, décide d'exiger le retrait du projet de décision du Collège d'autorisation et de contrôle, ce dernier modifie ou retire son projet dans les six mois à compter de la date de la décision de la Commission européenne. Lorsque le projet de décision est modifié, le Collège d'autorisation et de contrôle lance une nouvelle consultation publique conformément au paragraphe 1^{er}, puis notifie à nouveau le projet de décision conformément au paragraphe 2.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 3, lorsque le projet de décision vise à imposer, modifier ou supprimer une obligation conformément aux articles 8.1.1-2, § 4, 2^o et 3^o, 8.1.3-1, 8.1.3-6, 8.1.3-8 et 8.1.3-12, et si la Commission européenne, dans le délai d'un mois visé au paragraphe 2, notifie au Collège d'autorisation et de contrôle les raisons pour lesquelles, soit elle estime que le projet de mesure constitue une entrave au marché intérieur, soit elle a des doutes sérieux sur sa compatibilité avec le droit de l'Union européenne, le Collège d'autorisation et de contrôle retarde de trois mois suivant la notification de la Commission européenne l'adoption du projet en question. Durant ce délai de trois mois, le Collège d'autorisation et de contrôle coopère étroitement avec la Commission européenne et l'ORECE pour identifier la mesure la plus efficace et appropriée au regard des objectifs visés à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4, 3^o, en prenant en considération les avis du secteur et en veillant à la cohérence des pratiques de régulation.

Dans le cas où, dans un délai de six semaines suivant la notification de la Commission européenne, l'ORECE partage les doutes sérieux de la Commission européenne, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le délai de trois mois visé au premier alinéa, soit modifier ou retirer son projet de décision en tenant le plus grand compte de la notification de la Commission européenne ainsi que de l'avis et des conseils de l'ORECE, soit maintenir son projet de décision.

Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle modifie ou maintient son projet de décision conformément à l'alinéa 2, le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut se prononcer définitivement sur le projet de décision qu'après que la Commission européenne ait, dans un délai d'un mois après la fin de la période de trois mois visée à l'alinéa premier, soit émis une recommandation demandant audit Collège de modifier ou de retirer le projet en question, soit décidé de lever ses réserves, soit pris une décision exigeant de retirer le projet de décision et proposant des modifications si ce projet relève de l'article 8.1.1-2, § 4, alinéa 2, 3^o ou de l'article 8.1.3-8, § 2, et que l'ORECE partage les doutes sérieux de la Commission. Passé ce dernier délai, la Commission européenne est réputée avoir levé ses réserves.

Dans le cas où le Collège d'autorisation et de contrôle modifie son projet de décision sur la base de la recommandation de la Commission européenne visée à l'alinéa 3, il peut décider de recourir à une nouvelle consultation publique visée au paragraphe 1^{er}.

Si le Collège d'autorisation et de contrôle n'applique pas l'alinéa précédent, il communique à la Commission européenne et à l'ORECE la décision définitive dans un délai d'un mois à compter de la décision de la Commission européenne visée à l'alinéa 3. S'il applique l'alinéa 4, le délai de communication de la décision définitive est d'un mois à compter du terme de la nouvelle procédure de consultation.

Si le Collège d'autorisation et de contrôle décide de ne pas modifier ou retirer le projet de décision sur la base de la recommandation de la Commission européenne visée à l'alinéa 3, il doit fournir une justification motivée. À tout moment de la procédure, le Collège d'autorisation et de contrôle peut décider de retirer le projet de décision.

Dans le cas où la Commission européenne a pris une décision exigeant de retirer le projet de décision et proposant des modifications à celui-ci visée à l'alinéa 3, le Collège d'autorisation et de contrôle modifie ou retire son projet dans les six mois à compter de la date de la décision de la Commission européenne. Lorsque le projet de décision est modifié, le Collège d'autorisation et de contrôle lance une nouvelle consultation publique conformément au paragraphe 1^{er}, puis notifie à nouveau le projet de décision conformément au paragraphe 2.

CHAPITRE III. — Des obligations et engagements des opérateurs puissants sur le marché

Art. 8.1.3-1. - § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 8.1.1-2, § 3, définir les obligations de transparence concernant l'interconnexion ou l'accès en vertu desquelles les opérateurs de réseau doivent rendre publiques des informations spécifiques, telles que les informations comptables, les prix, les spécificités techniques, les caractéristiques du réseau et les évolutions prévues de celui-ci, ainsi que les conditions de fourniture et d'utilisation. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut préciser les informations à fournir, le niveau de détail requis et les modalités de publication.

§ 2. Lorsqu'un opérateur de réseau est soumis à des obligations de non-discrimination visées à l'article 8.1.3-2, le Collège d'autorisation et de contrôle peut lui imposer de publier une offre de référence, qui soit suffisamment détaillée pour garantir que les entreprises ne sont pas tenues de payer pour des ressources qui ne sont pas nécessaires pour le service demandé. Elle comprend une description des offres pertinentes réparties en divers éléments selon les besoins du marché, accompagné des modalités et conditions correspondantes, y compris des tarifs.

§ 3. Lorsqu'un opérateur de réseau est soumis à des obligations au titre de l'article 8.1.3-4 ou 8.1.3-5. concernant l'accès de gros aux infrastructures de réseaux, le Collège d'autorisation et de contrôle veille à la publication d'une offre de référence tenant le plus grand compte des lignes directrices de l'ORECE sur les critères minimaux auxquels doit satisfaire une offre de référence, veille à ce que les indicateurs de performance clés soient précisés, au besoin, ainsi que les niveaux de service correspondants, et les contrôle étroitement et veille à leur respect. En outre, il peut, si nécessaire, déterminer au préalable les sanctions financières afférentes.

Art. 8.1.3-2. - Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 8.1.1-2, § 3, imposer des obligations de non-discrimination en ce qui concerne l'interconnexion ou l'accès, notamment en veillant à ce que les opérateurs de réseau appliquent des conditions équivalentes dans des circonstances équivalentes aux autres entreprises fournissant des services similaires, et qu'ils fournissent aux autres des services et informations dans les mêmes conditions et avec la même qualité que ceux qu'ils assurent pour leurs propres services, ou pour ceux de leurs filiales ou partenaires. Il peut imposer à ces opérateurs l'obligation de fournir des produits et services d'accès à toutes les entreprises, y compris à eux-mêmes, selon les mêmes délais et conditions, y compris en termes de tarifs et de niveaux de service, et à l'aide des mêmes systèmes et procédés, pour assurer un accès équivalent.

Art. 8.1.3-3. - § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 8.1.1-2, § 3, imposer des obligations de séparation comptable en ce qui concerne certaines activités dans le domaine de l'interconnexion ou de l'accès.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut obliger un opérateur de réseau intégré verticalement à rendre ses prix de gros et ses prix de transferts internes transparents, notamment pour garantir le respect de l'obligation de non-discrimination prévue à l'article 8.1.3-2 ou, en cas de nécessité, pour empêcher des subventions croisées abusives.

Un réviseur d'entreprises agréé désigné par l'opérateur de réseau établi, aux frais de l'opérateur, un rapport destiné à permettre au Collège d'autorisation et de contrôle de vérifier le respect de la décision mentionnée à l'alinéa précédent. Le Collège d'autorisation et de contrôle publie chaque année une déclaration relative au respect de cette décision.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut spécifier le format et les méthodologies comptables à utiliser.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle le juge nécessaire, il peut demander, de manière motivée, de présenter tous les documents comptables, y compris les données concernant les recettes provenant de tiers. Le Collège d'autorisation et de contrôle fixe le délai dans lequel les documents doivent être fournis.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut publier ces informations dans la mesure où elles contribuent à l'instauration d'un marché ouvert et concurrentiel, dans le respect des règles de confidentialité des données d'entreprise.

Art. 8.1.3-4. - Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 8.1.1-2, § 3, imposer des obligations aux opérateurs de réseau pour satisfaire les demandes raisonnables visant à obtenir l'accès au génie civil et à pouvoir utiliser celui-ci, y compris, mais pas uniquement, les bâtiments, les câblages des bâtiments, les antennes, les tours et autres constructions de soutènement, les poteaux, les pylônes, les gaines, les conduites, les chambres de visite, les regards de visite et les armoires, lorsque, ayant étudié l'analyse de marché, il conclut qu'un refus d'octroi de l'accès ou des conditions d'accès déraisonnables ayant un effet similaire empêcheraient l'émergence d'un marché concurrentiel durable et ne serviraient pas les intérêts de l'utilisateur final.

Ces obligations en matière de fourniture d'accès peuvent être imposées, que les actifs touchés par les obligations fassent ou non partie du marché pertinent selon l'analyse de marché, à condition que lesdites obligations soient proportionnées et nécessaires pour atteindre les objectifs visés à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4, 3^o.

Art. 8.1.3-5. - § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 8.1.1-2, § 3, imposer l'obligation de satisfaire aux demandes raisonnables d'accès à des éléments de réseau et à des ressources associées.

Les opérateurs de réseau peuvent notamment se voir imposer :

1° d'accorder à des tiers l'accès à des éléments physiques de réseau spécifiques et aux ressources associées, le cas échéant, y compris l'accès dégroupé à la boucle et à la sous-boucle locales; par « boucle locale », il faut entendre un canal physique utilisé par les signaux de transmission qui relie le point de terminaison du réseau à un répartiteur ou à toute autre installation équivalente du réseau de communications électroniques fixe;

2° d'accorder à des tiers l'accès à des éléments et des services de réseau actifs ou virtuels spécifiques;

3° de négocier de bonne foi avec les entreprises qui demandent un accès;

4° de ne pas retirer l'accès aux ressources lorsqu'il a déjà été accordé;

5° d'offrir des services spécifiques en gros en vue de la revente par des tiers;

6° d'accorder un accès ouvert aux interfaces techniques, protocoles ou autres technologies clés qui revêtent une importance essentielle pour l'interopérabilité des services ou des services de réseaux virtuels;

7° de fournir une possibilité de co-localisation ou d'autres formes de partage des ressources associées;

8° de fournir des services spécifiques nécessaires pour garantir aux utilisateurs l'interopérabilité des services de bout en bout;

9° de fournir l'accès à des systèmes d'assistance opérationnelle ou à des systèmes logiciels similaires nécessaires pour garantir l'existence d'une concurrence loyale dans la fourniture des services;

10° d'interconnecter des réseaux ou des ressources de réseau;

11° de donner accès à des services associés comme ceux relatifs à l'identité, à la localisation et à l'occupation.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans ce cadre, fixer des conditions concernant le caractère équitable ou raisonnable de cette obligation, et le délai de son exécution.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle examine l'opportunité d'imposer l'une des obligations visées au paragraphe 1^{er}, et en particulier lorsqu'il évalue, conformément au principe de proportionnalité, si et comment ces obligations devraient être imposées, il analyse si d'autres formes d'accès aux intrants de gros, que ce soit sur le même marché ou sur un marché de gros connexe, seraient suffisantes pour remédier au problème constaté dans l'intérêt des utilisateurs finaux. Cette analyse englobe les offres d'accès commerciales, la régulation de l'accès en application de l'article 8.1.1-2, § 4, alinéa 2, 2^o et 3^o, ou la régulation de l'accès, existante ou prévue, à d'autres intrants de gros en application du présent article.

Il prend notamment en considération les éléments suivants :

1^o la viabilité technique et économique de l'utilisation ou de la mise en place de ressources concurrentes, compte tenu du rythme auquel le marché évolue et de la nature et du type d'interconnexion et d'accès concerné;

2^o l'évolution technologique attendue concernant la conception et la gestion des réseaux;

3^o la nécessité de garantir une neutralité technologique permettant aux parties de concevoir et de gérer leurs propres réseaux;

4^o le degré de faisabilité de la fourniture d'accès proposée, compte tenu de la capacité disponible;

5^o l'investissement initial réalisé par le propriétaire des ressources, en tenant compte des éventuels investissements publics réalisés et des risques inhérents à l'investissement, une attention particulière étant accordée aux investissements réalisés dans les réseaux à très haute capacité et aux niveaux de risque associés à ces réseaux;

6^o la nécessité de préserver la concurrence à long terme, en apportant une attention particulière à la concurrence économiquement efficace fondée sur les infrastructures et aux modèles d'activité innovants au service d'une concurrence durable, tels que ceux fondés sur le co-investissement dans les réseaux;

7^o le cas échéant, les éventuels droits de propriété intellectuelle;

8^o la fourniture de services paneuropéens.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle envisage d'imposer des obligations sur le fondement de l'article 8.1.3-4 ou du présent article, il examine si l'imposition d'obligations sur le seul fondement de 8.1.3-4 serait un moyen proportionné de promouvoir la concurrence et les intérêts de l'utilisateur final.

§ 3. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle impose à une entreprise l'obligation de fournir un accès conformément au présent article, il peut fixer des conditions techniques ou opérationnelles auxquelles l'opérateur de réseau ou les bénéficiaires de cet accès doivent satisfaire lorsque cela est nécessaire pour assurer le fonctionnement normal du réseau. Les obligations de suivre des normes ou spécifications techniques particulières respectent les normes et spécifications européennes.

Art. 8.1.3-6. - § 1^{er}. En matière d'accès, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, conformément à l'article 8.1.1-2, § 3, et lorsqu'il ressort en outre d'une analyse du marché que l'opérateur de réseau concerné peut, en raison de l'absence de concurrence efficace, maintenir les prix à un niveau excessivement élevé ou comprimer des prix au détriment des utilisateurs finaux, imposer des obligations en matière de récupération des coûts et de contrôle des prix, y compris des obligations concernant l'orientation des prix en fonction des coûts et des obligations concernant les systèmes de comptabilisation des coûts.

Pour déterminer si des obligations en matière de contrôle des prix sont appropriées, le Collège d'autorisation et de contrôle prend en considération la nécessité de promouvoir la concurrence et les intérêts à long terme des utilisateurs finaux liés au déploiement et à la pénétration de réseaux de nouvelle génération, et notamment de réseaux à très haute capacité. En particulier, afin d'encourager l'opérateur à investir notamment dans les réseaux de nouvelle génération, le Collège d'autorisation et de contrôle tient compte des investissements qu'il a réalisés. Dans les cas où il juge les obligations en matière de contrôle des prix appropriées, il permet à l'opérateur de recevoir une rémunération raisonnable du capital adéquat engagé, compte tenu de tout risque spécifiquement lié à un nouveau projet d'investissement particulier dans les réseaux.

Le Collège d'autorisation et de contrôles étudie la possibilité de ne pas imposer ou de ne pas maintenir d'obligations au titre du présent article dans les cas où il établit qu'il existe une pression démontrable sur les prix de détail et que toute obligation imposée conformément aux articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6, y compris notamment tout test de reproductibilité économique imposé conformément à l'article 8.1.3-2, garantit un accès effectif et non discriminatoire.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle juge approprié d'imposer des obligations en matière de contrôle des prix sur l'accès à des éléments de réseau existants, il tient également compte des avantages que présentent des prix de gros prévisibles et stables pour garantir une entrée efficace sur le marché et des incitations suffisantes pour que toutes les entreprises déploient des réseaux nouveaux et améliorés.

Lorsqu'il fixe des obligations imposant des mécanismes de récupération des coûts ou des méthodologies de tarification, le Collège d'autorisation et de contrôle vise à promouvoir le déploiement de réseaux nouveaux et améliorés et l'efficacité économique, à favoriser une concurrence durable et à optimiser les avantages durables pour l'utilisateur final. À cet égard, il peut également prendre en compte les prix en vigueur sur des marchés concurrentiels comparables.

§ 2. Tout opérateur de réseau soumis à l'obligation d'orientation de ses tarifs en fonction des coûts fournit au Collège d'autorisation et de contrôle, à la demande de celui-ci, la preuve du respect de cette obligation.

Lorsqu'une obligation d'orientation sur les coûts est imposée à un opérateur de réseau, les coûts pris en compte sont les coûts liés à la fourniture de services efficace, y compris un retour sur investissement raisonnable.

Afin de déterminer les coûts liés à la fourniture de services efficace, le Collège d'autorisation et de contrôle peut utiliser des méthodes de comptabilisation et de calcul des coûts distinctes de celles appliquées par l'opérateur de réseau.

§ 3. Lorsque la mise en place d'un système de comptabilisation des coûts est rendue obligatoire pour soutenir le contrôle des prix, le Collège d'autorisation et de contrôle publie une description de ce système de comptabilisation des coûts qui comprend au moins les principales catégories regroupant les coûts et les règles appliquées en matière de répartition des coûts.

§ 4. Lorsque le système de comptabilisation des coûts appliqué par le Collège d'autorisation et de contrôle le rend nécessaire, le respect du système de comptabilisation des coûts est vérifié, aux frais de l'opérateur de réseau, par un réviseur d'entreprises agréé désigné par cet opérateur. Le Collège d'autorisation et de contrôle publie chaque année une déclaration relative au respect du système sur la base des conclusions du rapport du réviseur d'entreprises.

Art. 8.1.3-7. - § 1^{er}. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle conclut que les obligations appropriées imposées en vertu des articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6 n'ont pas permis d'assurer une concurrence effective et que d'importants problèmes de concurrence ou défaillances du marché persistent en ce qui concerne la fourniture en gros de certains marchés de produits d'accès, il peut, à titre de mesure exceptionnelle, conformément aux dispositions de l'article 8.1.1-2, § 6, imposer à une entreprise verticalement intégrée l'obligation de confier ses activités de fourniture en gros des produits concernés à une entité économique fonctionnellement indépendante.

Cette entité économique fournit des produits et services d'accès à toutes les entreprises, y compris aux autres entités économiques au sein de la société mère, aux mêmes échéances et conditions, y compris en termes de tarif et de niveaux de services, et à l'aide des mêmes systèmes et procédés.

§ 2. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle entend imposer une obligation de séparation fonctionnelle, il soumet à la Commission européenne une demande qui comporte :

1° des éléments de preuve justifiant la conclusion à laquelle le Collège d'autorisation et de contrôle est parvenu en application du paragraphe 1^{er};

2° une appréciation motivée concluant qu'il n'y a pas ou guère de perspectives d'une concurrence effective et durable fondée sur les infrastructures dans un délai raisonnable;

3° une analyse de l'effet escompté sur le Collège d'autorisation et de contrôle, sur l'entreprise, en particulier sur les travailleurs de l'entreprise séparée et sur le secteur des communications électroniques dans son ensemble, et sur les incitations à l'investissement dans ce secteur, ainsi que sur d'autres parties prenantes, y compris, en particulier, une analyse de l'effet escompté sur la concurrence, ainsi que des effets potentiels pour les consommateurs;

4° une analyse des raisons justifiant que cette obligation serait le moyen le plus efficace de faire appliquer des mesures correctrices visant à résoudre les problèmes de concurrence ou défaillances des marchés identifiés.

§ 3. Le projet de mesure comporte les éléments suivants :

1° La nature et le degré précis de séparation et, en particulier, le statut juridique de l'entité économique distincte;

2° La liste des actifs de l'entité économique distincte ainsi que des produits ou services qu'elle doit fournir;

3° Les modalités de gestion visant à assurer l'indépendance du personnel employé par l'entité économique distincte, et les mesures incitatives correspondantes;

4° Les règles visant à assurer le respect des obligations;

5° Les règles visant à assurer la transparence des procédures opérationnelles, en particulier pour les autres parties prenantes;

6° Un programme de contrôle visant à assurer le respect des obligations, y compris la publication d'un rapport annuel.

§ 4. A la suite de la décision de la Commission européenne, le Collège d'autorisation et de contrôle procède à une analyse coordonnée des différents marchés liés au réseau d'accès selon la procédure d'analyse de marché visée aux articles 8.1.1-1 et suivants. Sur la base de cette analyse, le Collège d'autorisation et de contrôle impose, maintient, modifie ou retire des obligations conformément à l'art. 8.1.2-1.

§ 5. Une entreprise à laquelle a été imposée la séparation fonctionnelle peut être soumise à toute obligation visée aux articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6 sur tout marché particulier où elle a été désignée comme puissante conformément à l'article 8.1.1-2 ou à toute autre obligation autorisée par la Commission européenne conformément à l'article 8.1.1-2, § 6.

§ 6. Les entreprises verticalement intégrées qui ont été désignées comme puissantes sur un ou plusieurs marchés pertinents conformément à l'article 8.1.1-2 peuvent, sur une base volontaire, procéder à une séparation fonctionnelle. Elles doivent notifier au Collège d'autorisation et de contrôle, au moins 3 mois à l'avance, leur intention de céder leurs actifs de réseau d'accès local, ou une partie importante de ceux-ci, à une entité distincte sous la propriété d'un tiers, ou d'instituer une entité économique distincte afin de fournir à toutes les entreprises fournissant des services de détails, y compris à leurs divisions fournissant des services de détails, des produits d'accès parfaitement équivalents. Tout changement par rapport à un tel projet ainsi que le résultat final du processus de séparation doit être également notifié au Collège d'autorisation et de contrôle.

Ces entreprises peuvent aussi proposer des engagements relatifs aux conditions d'accès qui s'appliquent à leur réseau au cours d'une période de mise en œuvre après la mise en œuvre de la forme de séparation proposée, en vue de garantir aux tiers un accès effectif et non discriminatoire. La proposition d'engagements est suffisamment détaillée, notamment en ce qui concerne le calendrier de mise en œuvre et la durée, pour permettre au Collège d'autorisation et de contrôle de mener à bien ses tâches conformément au paragraphe 7. De tels engagements peuvent s'étendre au-delà de la période maximale pour les analyses de marché visée à l'article 8.1.2-1.

§ 7. Consécutivement à la notification d'une séparation sur base volontaire visée au § 6, le Collège d'autorisation et contrôle évalue l'incidence de la transaction envisagée, ainsi que les engagements proposés s'il y a lieu, sur les obligations réglementaires existantes. À cette fin, le Collège d'autorisation et de contrôle procède à une analyse coordonnée des différents marchés liés au réseau d'accès suivant la procédure d'analyse de marché visée aux articles 8.1.1-1 et suivants.

Le Collège d'autorisation et de contrôle tient compte de tout engagement proposé par l'entreprise et consulte les tiers, notamment ceux directement touchés par la transaction envisagée, conformément à la procédure visée à l'article 8.1.2-1, § 1^{er}.

En fonction de son évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle impose, maintient, modifie, ou retire des obligations conformément à la procédure visée à l'article 8.1.2-1 en appliquant, le cas échéant, l'article 8.1.3-10. Dans sa décision, il peut rendre les engagements contraignants, totalement ou en partie, pour toute la période pour laquelle ils sont proposés. Dans ce cas, il surveille la mise en œuvre des engagements rendu contraignants et examine s'il y a lieu de les prolonger à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été initialement proposés.

Lorsque les engagements proposés sont insuffisants pour permettre la réalisation des objectifs visés à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4, 3°, c), l'entité économique distincte sur le plan juridique ou opérationnelle qui a été désignée comme étant puissante sur un marché spécifique conformément à l'article 8.1.1-2, peut être soumise à toute obligation visée aux articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6 ou à toute autre obligation autorisée par la Commission conformément à l'article 8.1.1-2, § 6.

Art. 8.1.3-8. - § 1^{er}. Les opérateurs de réseau qui ont été désignés comme étant puissants sur un ou plusieurs marchés pertinents peuvent offrir des engagements, conformément à la procédure décrite à l'article 8.1.3-9 et sous réserve du présent paragraphe, deuxième alinéa, d'ouvrir au co-investissement le déploiement d'un nouveau réseau à très haute capacité qui consiste en des éléments de fibre optique jusqu'aux locaux de l'utilisateur final ou à la station de base.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle évalue ces engagements, il détermine, en particulier, si l'offre de co-investissement respecte toutes les conditions suivantes :

1° l'offre est faite de bonne foi et est ouverte à toute entreprise sur la durée de vie du réseau construit dans le cadre d'une offre de co-investissement sur une base non discriminatoire;

2° l'offre permet aux co-investisseurs d'entrer en concurrence de manière effective et durable à long terme sur les marchés en aval sur lesquels l'entreprise désignée comme étant puissante sur le marché est active, selon notamment les conditions suivantes :

a) toutes les entreprises se voient proposer des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires pour participer à l'accord de co-investissement en fonction du moment où elles adhèrent, notamment en ce qui concerne la contrepartie financière exigée pour l'acquisition de droits spécifiques, la protection que ces droits assurent aux co-investisseurs, que ce soit pendant la phase de construction ou pendant la phase d'exploitation. Des conditions non discriminatoires dans ce contexte n'impliquent pas que tous les co-investisseurs potentiels se voient offrir exactement les mêmes conditions, y compris financières, mais que tous les écarts entre les conditions proposées sont justifiés sur la base des mêmes critères objectifs, transparents, non discriminatoires et prévisibles;

b) l'offre permet une certaine souplesse en ce qui concerne la valeur et le calendrier de l'engagement souscrit par chaque co-investisseur. La contrepartie financière à fournir par chaque co-investisseur doit être déterminée de manière à refléter le fait que les premiers investisseurs acceptent des risques plus élevés et engagent leurs capitaux plus tôt;

c) la possibilité d'augmenter cette participation à l'avenir. Une prime qui augmente au fil du temps est considérée comme justifiée pour les engagements souscrits à des stades ultérieurs et pour les nouveaux co-investisseurs qui adhèrent à l'accord de co-investissement après le début du projet, de manière à refléter la diminution des risques et à neutraliser toute incitation à retenir les capitaux aux premiers stades;

d) l'accord de co-investissement permet de transférer des droits acquis par des co-investisseurs à d'autres co-investisseurs ou à des tiers acceptant d'adhérer à l'accord de co-investissement, sous réserve que le cessionnaire soit obligé de remplir toutes les obligations initiales du cédant au titre de l'accord de co-investissement;

e) les co-investisseurs s'accordent mutuellement des droits réciproques, à des conditions équitables et raisonnables, en vue de l'accès à l'infrastructure objet du co-investissement aux fins de la fourniture de services en aval, y compris aux utilisateurs finaux, conformément aux conditions transparentes qui doivent apparaître de façon transparente dans l'offre de co-investissement et l'accord ultérieur, notamment lorsque les co-investisseurs sont responsables individuellement et séparément du déploiement de parties spécifiques du réseau. Si un véhicule de co-investissement est créé, il offre l'accès au réseau à tous les co-investisseurs, que ce soit directement ou indirectement, sur la base d'une équivalence des intrants et conformément à des conditions équitables et raisonnables, y compris les conditions financières reflétant les niveaux de risque différents acceptés par les co-investisseurs individuels;

3° l'offre est rendue publique par l'entreprise en temps utile et, si l'entreprise ne possède pas les caractéristiques énumérées à l'article 8.1.3-10, § 1^{er}, au moins six mois avant le lancement du déploiement du nouveau réseau; ce délai peut être prolongé en fonction des circonstances. Cette publicité respecte les conditions suivantes :

a) l'offre est disponible et aisément identifiable sur le site internet de l'entreprise désignée comme étant puissante sur le marché;

b) les conditions détaillées et complètes sont, sans retard indu, mises à la disposition de tout candidat potentiel ayant manifesté son intérêt, y compris la forme juridique de l'accord de co-investissement et, le cas échéant, les grands principes des règles de gouvernance du véhicule de co-investissement;

c) le processus, comme la feuille de route pour la définition et l'élaboration du projet de co-investissement, est fixé à l'avance et est clairement expliqué par écrit à tout co-investisseur potentiel et toutes les étapes principales sont clairement communiquées à toutes les entreprises sans discrimination;

4° les demandeurs d'accès qui ne participent pas au co-investissement peuvent bénéficier dès le départ d'une qualité, d'une vitesse, de conditions et de possibilités d'atteindre les utilisateurs finaux identiques à celles qui existaient avant le déploiement, accompagnées d'un mécanisme d'adaptation au fil du temps confirmé par le Collège d'autorisation et de contrôle, au regard des évolutions sur les marchés de détail connexes, qui maintient les incitations à participer au co-investissement; ce mécanisme garantit que les demandeurs d'accès ont accès aux éléments à très haute capacité du réseau à un moment et sur la base de conditions transparentes et non discriminatoires qui reflètent de manière appropriée les degrés de risques encourus par les co-investisseurs respectifs à différents stades du déploiement et tiennent compte de la situation concurrentielle sur les marchés de détail;

5° l'offre de co-investissement garantit un investissement pérenne susceptible de répondre aux besoins futurs, grâce au déploiement de nouveaux éléments de réseau contribuant de manière significative au déploiement de réseaux à très haute capacité.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut envisager des critères supplémentaires dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires pour assurer l'accessibilité d'investisseurs potentiels au co-investissement, compte tenu des conditions locales spécifiques et de la structure du marché. Les critères supplémentaires envisagés par le Collège d'autorisation et de contrôle doivent être préalablement approuvés par le Gouvernement.

Dans son évaluation, le Collège d'autorisation et de contrôle tient le plus grand compte des lignes directrices de l'ORECE visant à favoriser une application cohérente, par les autorités de régulation nationales, des conditions énoncées ci-dessus et celles concernant les critères auxquels un réseau doit satisfaire pour être considéré comme un réseau à très haute capacité.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle, compte tenu des résultats du test de marché effectué conformément à l'article 8.1.3-9, § 2, conclut que l'engagement de co-investissement proposé respecte les conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, il rend cet engagement contraignant en vertu de l'article 8.1.3-9, § 3, et n'impose pas d'obligations supplémentaires en vertu de l'article 8.1.1-2 pour ce qui est des éléments du nouveau réseau à très haute capacité faisant l'objet de l'engagement, si au moins un co-investisseur potentiel a conclu un accord de co-investissement avec l'entreprise désignée comme étant puissante sur le marché.

Le premier alinéa s'entend sans préjudice du traitement, sur le plan de la régulation, de circonstances qui ne respectent pas les conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, compte tenu des résultats de tout test du marché effectué conformément à l'article 8.1.3-9, § 2, mais qui ont une incidence sur la concurrence et sont prises en considération aux fins de l'article 8.1.1-2.

Par dérogation au premier alinéa, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans des circonstances dûment justifiées, imposer, maintenir ou adapter des mesures correctrices conformément aux articles 8.1.1-2 à 8.1.3-6 en ce qui concerne les nouveaux réseaux à très haute capacité afin de résoudre d'importants problèmes de concurrence sur des marchés spécifiques lorsqu'il constate que, compte tenu des spécificités de ces marchés, ces problèmes de concurrence ne pourraient être résolus autrement.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle assure un contrôle permanent du respect des conditions énoncées au paragraphe 1^{er} et peut imposer à l'entreprise désignée comme étant puissante sur le marché de lui fournir chaque année une déclaration de conformité.

Le présent article s'entend sans préjudice du pouvoir du Collège d'autorisation et de contrôle de prendre des décisions en vertu de l'article 8.1.4-1, § 1^{er}, en cas de litige survenant entre des entreprises en rapport avec un accord de co-investissement dont elle juge qu'il respecte les conditions énoncées au paragraphe 1^{er}.

Art. 8.1.3-9. - § 1^{er}. Les opérateurs de réseau désignés comme étant puissants sur le marché peuvent proposer au Collège d'autorisation et de contrôle des engagements relatifs aux conditions d'accès, de co-investissement ou aux deux, applicables à leurs réseaux.

La proposition d'engagements est suffisamment détaillée, notamment en ce qui concerne le calendrier et la portée de leur mise en œuvre ainsi que leur durée, pour permettre au Collège d'autorisation et de contrôle de procéder à son évaluation en vertu du paragraphe 2. De tels engagements peuvent s'étendre au-delà des périodes de réalisation des analyses de marché prévues à l'article 8.1.2-1.

§ 2. Afin d'évaluer les engagements proposés par une entreprise en vertu du paragraphe 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle effectue, sauf lorsque de tels engagements ne remplissent clairement pas une ou plusieurs des conditions ou critères pertinents, un test de marché, en particulier pour ce qui est des conditions proposées, en procédant à une consultation publique des parties intéressées, en particulier des tiers qui sont directement touchés. Les co-investisseurs ou demandeurs d'accès potentiels peuvent exprimer leur point de vue quant au respect, par les engagements proposés, des conditions prévues à l'article 8.1.1-2, § 1^{er}, dernier alinéa, à l'article 8.1.3-8 ou à l'article 8.1.3-7, § 6 et 7, selon le cas, et peuvent proposer des modifications.

En ce qui concerne les engagements proposés au titre du présent article, le Collège d'autorisation et de contrôle porte, lors de l'évaluation des obligations au titre de l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4, une attention particulière :

- 1° aux éléments de preuve concernant le caractère équitable et raisonnable des engagements proposés;
- 2° à l'ouverture des engagements à tous les acteurs du marché;
- 3° à la disponibilité de l'accès en temps utile à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires, y compris aux réseaux à très haute capacité, avant le lancement de services de détail correspondants;
- 4° à l'aptitude globale des engagements proposés à permettre une concurrence durable sur les marchés en aval et à faciliter le déploiement coopératif de réseaux à très haute capacité et la pénétration de ces réseaux dans l'intérêt des utilisateurs finaux.

Compte tenu de l'ensemble des points de vue exprimés durant la consultation et de la mesure dans laquelle ces points de vue sont représentatifs des différentes parties prenantes, le Collège d'autorisation et de contrôle communique à l'entreprise désignée comme étant puissante sur le marché ses conclusions préliminaires sur la question de savoir si les engagements proposés respectent les objectifs, les critères et les procédures énoncés au présent article et à l'article 8.1.1-2, § 1^{er}, dernier alinéa, à l'article 8.1.3-8 ou à l'article 8.1.3-7, § 6 et 7, selon le cas, et dans quelles conditions elle peut envisager de rendre les engagements contraignants. L'entreprise peut réviser son offre initiale pour tenir compte des conclusions préliminaires de l'autorité de régulation nationale et en vue de satisfaire aux critères énoncés au présent article et à l'article 8.1.1-2, § 1^{er}, dernier alinéa, à l'article 8.1.3-8 ou à l'article 8.1.3-7, § 6 et 7, selon le cas.

§ 3. Sans préjudice de l'article 8.1.3-8, § 2, premier alinéa, l'autorité de régulation nationale peut prendre la décision de rendre les engagements contraignants, totalement ou en partie.

Par dérogation à l'article 8.1.2-1, l'autorité de régulation nationale peut rendre contraignants tout ou partie des engagements pour une période donnée, qui peut correspondre à toute la période pour laquelle ils sont proposés et, dans le cas d'engagements de co-investissement rendus contraignants en vertu de l'article 8.1.3-8, § 2, premier alinéa, elle les rend contraignants pour une période minimale de sept ans.

Sous réserve de l'article 8.1.3-8, le présent article s'entend sans préjudice de l'application de la procédure d'analyse de marché et de l'imposition d'obligations en vertu des articles 8.1.1-1 et suivants.

Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle rend des engagements contraignants, il évalue, au titre de l'article 8.1.1-2, § 7, les conséquences de cette décision sur l'évolution du marché et le caractère approprié de toute obligation qu'elle a imposée ou qu'elle aurait, en l'absence de ces engagements, envisagé d'imposer en vertu dudit article ou des articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6. Lorsqu'il notifie le projet de mesure concerné au titre de l'article 8.1.1-2, § 3, conformément à l'article 8.1.2-1, le Collège d'autorisation et de contrôle accompagne le projet de mesure notifié de la décision relative aux engagements.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle assure le suivi, le contrôle et le respect des engagements qu'il a rendus contraignants, de la même manière qu'il assure le suivi, le contrôle et le respect des obligations imposées au titre de l'article 8.1.1-2, et examine s'il y a lieu de les prolonger à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été rendus contraignants. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut qu'une entreprise n'a pas respecté les engagements qui ont été rendus contraignants, il peut infliger des sanctions à l'entreprise concernée conformément à l'article 9.2.2-1. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut réévaluer les obligations imposées conformément à l'article 8.1.1-2, § 7.

Art. 8.1.3-10. - § 1^{er}. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle désigne un opérateur de réseau absent de tout marché de détail comme étant puissant sur un ou plusieurs marchés de gros conformément à l'article 8.1.1-2, il examine si ledit opérateur possède les caractéristiques suivantes :

- 1° toutes les sociétés et entités économiques au sein de l'entreprise, toutes les sociétés qui sont contrôlées mais pas nécessairement détenues intégralement par le même propriétaire ultime, et tout actionnaire en mesure d'exercer un contrôle sur l'entreprise, ont uniquement des activités, actuelles et planifiées pour l'avenir, sur des marchés de gros, et n'ont donc pas d'activités sur un quelconque marché de détail fournis aux utilisateurs finaux dans l'Union européenne;

2° l'entreprise n'est pas obligée de traiter avec une entreprise unique et distincte opérant en aval, qui est active sur un quelconque marché de détail pour les utilisateurs finaux en raison d'un accord exclusif ou d'un accord équivalent de fait à un accord exclusif.

§ 2. Si le Collège d'autorisation et de contrôle conclut que les conditions prévues au paragraphe 1^{er} sont remplies, il ne peut imposer à l'opérateur de réseau que des obligations au titre des articles 8.1.3-2 et 8.1.3-5 ou des obligations concernant une tarification équitable et raisonnable si cela se justifie sur la base d'une analyse de marché, y compris une évaluation prospective du comportement probable de l'opérateur de réseau désigné comme étant puissant sur le marché.

§ 3. Le Collège d'autorisation et de contrôle réexamine les obligations imposées à l'opérateur de réseau conformément au présent article à n'importe quel moment s'il conclut que les conditions prévues au paragraphe 1^{er} ne sont plus remplies, et applique, le cas échéant, les articles 8.1.3-1 à 8.1.3-5. Les opérateurs de réseau informent, sans retard indu, l'autorité de régulation nationale de tout changement de situation pertinent au regard du paragraphe 1^{er}, points 1° et 2°.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle réexamine également les obligations imposées à l'opérateur de réseau conformément au présent article si, sur la base d'éléments de preuve concernant les conditions offertes par l'opérateur de réseau à ses clients en aval, l'autorité conclut que sont survenus ou risquent de survenir, au détriment des utilisateurs finaux, des problèmes de concurrence qui requièrent l'imposition d'une ou plusieurs obligations prévues aux articles 8.1.3-1, 8.1.3-3, 8.1.3-4 ou 8.1.3-6, ou la modification des obligations imposées conformément au paragraphe 2 du présent article.

§ 5. L'imposition d'obligations et leur réexamen conformément au présent article sont mis en œuvre conformément aux procédures visées à l'article 8.1.2-1.

Art. 8.1.3-11. - § 1^{er}. Les opérateurs de réseau qui ont été désignés comme étant puissants sur un ou plusieurs marchés pertinents notifient au Collège d'autorisation et de contrôle, au préalable et en temps utile, le moment auquel ils prévoient de déclasser des parties du réseau, y compris l'infrastructure historique nécessaire à l'exploitation d'un réseau cuivre, qui sont soumises à des obligations au titre des articles 8.1.3-1 à 8.1.3-10, ou de les remplacer par une infrastructure nouvelle.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce que la procédure de déclassement ou de remplacement prévoie des conditions et un calendrier transparents, comprenant une période de préavis appropriée pour la transition, et établisse la disponibilité de produits de substitution d'une qualité au moins comparable donnant accès à l'infrastructure de réseau améliorée se substituant aux éléments remplacés, si cela est nécessaire pour préserver la concurrence et les droits des utilisateurs finaux.

En ce qui concerne les actifs dont le déclassement ou le remplacement est proposé, le Collège d'autorisation et de contrôle peut retirer les obligations après s'être assurée que l'opérateur de réseau :

1° a établi les conditions appropriées pour la migration, notamment en mettant à disposition un produit d'accès de substitution d'une qualité au moins comparable à celle qui était disponible lors de l'utilisation de l'infrastructure historique permettant aux demandeurs d'accès d'atteindre les mêmes utilisateurs finaux;

2° et a respecté les conditions et la procédure notifiées au Collège d'autorisation et de contrôle conformément au présent article.

Ce retrait d'obligations est mis en œuvre conformément aux procédures visées à l'article 8.1.2-1.

Art. 8.1.3-12. - Le Collège d'autorisation et de contrôle peut imposer des obligations réglementaires adéquates aux entreprises déterminées comme étant puissantes sur un marché de détail donné, lorsque, à la suite d'une analyse de marché effectuée conformément à l'article 8.1.1-2, le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un marché de détail donné, déterminé conformément à l'article 8.1.1-1, n'est pas effectivement concurrentiel et que le Collège d'autorisation et de contrôle conclut que les obligations imposées au titre des articles 8.1.3-1 à 8.1.3-6 ne permettraient pas de réaliser les objectifs visés à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4, 3°.

Les obligations imposées au titre du présent article sont fondées sur la nature du problème constaté et sont proportionnées et justifiées au regard des objectifs visés à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4, 3°. Elles peuvent inclure l'exigence que les entreprises visées ne pratiquent pas de prix excessifs, n'interdisent pas l'entrée sur le marché ou ne restreignent pas la concurrence en fixant des prix d'éviction, ni ne privilégient de manière abusive certains utilisateurs finaux ou groupent leurs services de façon déraisonnable. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut appliquer à ces entreprises des mesures appropriées de plafonnement des tarifs de détail, des mesures visant à maîtriser certains tarifs ou des mesures visant à orienter les tarifs en fonction des coûts ou des prix sur des marchés comparables, afin de protéger les intérêts des utilisateurs finaux tout en favorisant une concurrence réelle.

Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce que, lorsqu'une entreprise est soumise à une réglementation relative aux tarifs de détail ou à d'autres contrôles concernant le marché de détail, les systèmes nécessaires et appropriés de comptabilisation des coûts soient mis en œuvre. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut spécifier le format et les méthodologies comptables à utiliser. Le respect du système de comptabilisation des coûts est vérifié par un organisme compétent indépendant. Le Collège d'autorisation et de contrôle veille à ce qu'une déclaration de conformité soit publiée annuellement.

CHAPITRE IV. — Des litiges

Art. 8.1.4-1. - § 1^{er}. Lorsqu'un litige survient entre des entreprises assurant la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques en ce qui concerne des obligations visées au présent chapitre, ou entre ces entreprises et d'autres entreprises bénéficiant de ces obligations, le Collège d'autorisation et de contrôle prend, à la demande d'une des parties, une décision contraignante afin de résoudre le litige dans les meilleurs délais sur la base d'une procédure claire et efficace, et au maximum dans un délai de quatre mois, sauf circonstances exceptionnelles. Au cours de la procédure, les parties doivent coopérer pleinement avec le Collège d'autorisation et de contrôle.

Le Collège d'autorisation et de contrôle prend sa décision en visant à atteindre les objectifs visés à l'article 8.1.1-2, § 3, alinéa 4, 3°.

La décision du Collège d'autorisation et de contrôle est transmise aux parties avec un exposé complet des motifs sur lesquels la décision est fondée et est rendue publique en tenant compte des exigences liées à la confidentialité des informations commerciales.

§ 2. En ce qui concerne des obligations visées au présent chapitre, lorsqu'un litige survient entre des entreprises assurant la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques établies dans différents États membres de l'Union européenne, toute partie peut soumettre le litige au Collège d'autorisation et de contrôle ou aux autorités de régulation d'autres États membres concernées.

Lorsque le litige a une incidence sur les échanges entre les États membres, le Collège d'autorisation et de contrôle doit notifier le litige à l'ORECE. Sauf circonstances exceptionnelles, dans un délai de 4 mois maximum l'ORECE émet un avis quant aux mesures spécifiques à appliquer. La décision du Collège d'autorisation et de contrôle ne peut intervenir avant la remise de l'avis de l'ORECE. Les mesures prises par le Collège d'autorisation et de contrôle doivent tenir le plus grand compte de l'avis et doivent être imposées à l'entreprise dans le mois dudit avis.

Par dérogation, dans des circonstances exceptionnelles, lorsqu'il est urgent d'agir afin de préserver la concurrence ou de protéger les intérêts des utilisateurs finaux, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, à la demande des parties ou de sa propre initiative, adopter des mesures provisoires avant la réception de l'avis de l'ORECE.

Le présent paragraphe n'est pas applicable aux litiges relatifs à la coordination du spectre radioélectrique.

§ 3. Les paragraphes 1 et 2 ne font pas obstacle à l'introduction d'une action devant une juridiction.

CHAPITRE V. — Des règles comptables particulières applicables aux opérateurs de réseau et aux fournisseurs de services de communications électroniques

Art. 8.1.5-1. - A l'exception de la RTBF, les opérateurs de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques qui ne sont pas soumis aux exigences du droit des sociétés et ne remplissent pas les critères applicables aux petites et moyennes entreprises établis par les règles comptables du droit de l'Union européenne, élaborent des rapports financiers qui sont soumis à un audit indépendant et publiés. L'audit est réalisé conformément aux règles de l'Union européenne.

Les opérateurs de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 50 millions d'euros dans l'Union européenne et qui jouissent de droits spéciaux ou exclusifs pour la fourniture de services dans d'autres secteurs dans l'Union européenne sont tenus de :

1° tenir une comptabilité séparée pour les activités liées à la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques, dans la même mesure que celle qui serait requise si ces activités étaient effectuées par des entités juridiquement indépendantes, afin d'identifier tous les éléments de dépenses et de recettes liés à ces activités, avec la base de leurs calculs et le détail des méthodes d'imputation appliquées, en incluant une ventilation par poste des immobilisations et des dépenses structurelles. Si l'opérateur de réseau ou le fournisseur de service de communications électroniques n'est pas soumis aux exigences du droit des sociétés et ne remplit pas les critères applicables aux petites et moyennes entreprises établis par les règles comptables du droit de l'Union européenne, les rapports financiers sont établis conformément à l'alinéa 1^{er};

2° ou mettre en place une séparation structurelle pour les activités en tant qu'opérateur de réseau.

CHAPITRE VI. — Des obligations de confidentialité

Art 8.1.6-1. - Les opérateurs de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques qui obtiennent des informations d'autres opérateurs de réseaux et fournisseurs de services de communications électroniques utilisent ces informations uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies et respectent en tout temps la confidentialité des informations transmises ou conservées. Les opérateurs ne peuvent communiquer les informations reçues à d'autres parties, notamment à d'autres services, filiales ou partenaires pour lesquels ces informations pourraient procurer un avantage concurrentiel.

TITRE II. — Des réseaux de communications électroniques par l'éther

CHAPITRE 1^{er}. — De l'assignation de radiofréquences pour la diffusion par voie hertzienne terrestre

Section 1^{er}. — Des règles communes

Art. 8.2.1-1. - Sauf ce qui est prévu pour la diffusion de services télévisuels en mode analogique, le Gouvernement arrête les listes des radiofréquences attribuables à chaque catégorie de services de médias audiovisuels visées dans la présente section.

Le Gouvernement arrête les listes des radiofréquences dans le respect des normes techniques fédérales en la matière. À défaut, le Gouvernement se conforme aux normes internationales en la matière. Le Gouvernement peut fixer des normes dans le respect des normes précitées.

Les émissions des services de médias audiovisuels sont protégées dans leurs zones de service respectives contre les brouillages provenant des émissions d'autres services de médias audiovisuels suivant les normes visées à l'alinéa 2.

Art. 8.2.1-2. - § 1^{er}. Selon les cas, le Collège d'autorisation et contrôle autorise l'usage et assigne les radiofréquences selon la liste arrêtée par le Gouvernement.

L'assignation de la radiofréquence fait l'objet d'une autorisation délivrée pour une durée de neuf ans et emporte l'usage de toutes les caractéristiques techniques y afférentes. L'autorisation est incessible.

Par dérogation à l'alinéa 2, dans le cas d'assignation de radiofréquences pour la diffusion de services sonores privés en mode numérique terrestre, l'échéance de cette autorisation correspond à l'échéance des autorisations du ou des services sonores que l'opérateur de réseau diffuse.

Toute autorisation est automatiquement frappée de caducité si la radiofréquence n'a pas été utilisée pendant une durée de six mois consécutifs. Ce délai peut être prorogé par période de six mois par le Collège d'autorisation et de contrôle, sur demande du titulaire de l'autorisation introduite au plus tard un mois avant l'arrivée du terme de l'échéance, s'il est établi qu'une ou plusieurs contraintes, qui lui sont extérieures et irrésistibles, l'empêchent d'utiliser la radiofréquence. Cette faculté de prorogation n'a ni pour objet ni pour effet de prolonger la durée de l'autorisation visée à l'alinéa 2.

Par dérogation au premier alinéa, le Collège d'autorisation et de contrôle peut assigner des radiofréquences à titre provisoire à des personnes physiques ou morales, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement. Seules les radiofréquences examinées et proposées par les services du Gouvernement peuvent être assignées. Les radiofréquences ne peuvent être assignées qu'à des fins de couverture, par un service spécifique, d'un événement à caractère culturel, sportif, scientifique ou d'intérêt général. L'acte d'assignation comporte les caractéristiques techniques d'utilisation de la radiofréquence, l'objet pour lequel la radiofréquence est assignée à titre provisoire ainsi que la durée maximale d'utilisation de la radiofréquence qui ne peut en aucun cas dépasser trois mois.

Par dérogation aux alinéas 1 à 5, le Gouvernement peut assigner des radiofréquences à titre provisoire à des personnes morales disposant de compétences techniques avérées à des fins de tests destinés à contribuer à la recherche d'une utilisation efficiente du spectre radioélectrique, notamment dans le cadre du développement de nouvelles technologies de diffusion. La durée totale de cette assignation provisoire à des fins de tests ne peut excéder dix-huit mois. Le Gouvernement peut également assigner des radiofréquences à des organismes internationaux qui œuvrent pour la sécurité publique dans le cadre de l'intérêt général.

§ 2. En rémunération de la concession par la Communauté française de l'usage de ses radiofréquences et des services liés à la gestion de cet usage, une redevance annuelle peut être perçue par le Gouvernement auprès de chaque opérateur de réseau. Le Gouvernement fixe le montant de la redevance qui doit avoir un caractère indemnitaire de sorte qu'un rapport raisonnable doit exister entre la valeur du service fourni et le montant de celle-ci.

§ 3. L'opérateur de réseau doit garantir la conformité de ses installations techniques avec les caractéristiques techniques des radiofréquences qui lui sont assignées.

Lorsque l'opérateur de réseau reçoit son autorisation, il complète une fiche technique qui mentionne les éléments suivants :

- 1° la puissance à la sortie du ou des appareils émetteurs;
- 2° le type et les caractéristiques de la ou des antennes, en ce compris l'orientation, le gain, le diagramme directionnel ainsi que le détail de sa composition (nombre et nature des éléments);
- 3° le type et la longueur du câble utilisé;
- 4° le type de tout équipement inséré entre l'émetteur et l'antenne;
- 5° la perte de puissance globale dans le système d'alimentation de l'antenne;
- 6° le code PI (Program Identification) utilisé.

La fiche technique est transmise au Collège d'autorisation et de contrôle pour vérification du respect des caractéristiques de l'autorisation. Au besoin, le Collège d'autorisation et de contrôle impose des modifications aux éléments mentionnés dans la fiche technique.

Lorsque l'opérateur de réseau souhaite modifier un ou des éléments de la fiche technique, il en informe préalablement le Collège d'autorisation et de contrôle pour vérification.

Le CSA transmet une copie de la fiche technique au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Art. 8.2.1-3. - Tout changement, en ce compris un échange de radiofréquences, ou toute modification de radiofréquence doit être autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle.

Lorsqu'il est saisi d'une demande en ce sens et après vérification de la compatibilité technique de cette demande par les services du Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle lance une consultation publique sur la demande. Tout opérateur de réseau autorisé ainsi que toute personne justifiant d'un intérêt à agir peut communiquer, dans le mois, au Collège d'autorisation et de contrôle tout motif pouvant justifier le refus de la demande.

En cas de décision positive du Collège d'autorisation et de contrôle, le titre d'autorisation est adapté.

Art. 8.2.1-4. - § 1^{er}. A la demande du Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle peut changer ou modifier une radiofréquence assignée chaque fois qu'il convient :

- 1° d'assurer une protection efficace contre les interférences possibles avec d'autres services de radiocommunications, notamment dans le voisinage des aérodromes et des voies aériennes;
- 2° d'éviter les perturbations entre différents services de médias audiovisuels.

§ 2. Cette modification, ainsi que toute autre autorisée en vertu de l'article 8.2.1-3, ou toute modification apportée en général aux éléments inscrits sur le titre d'autorisation ou la fiche technique, fait l'objet d'un avenant. Ce dernier est communiqué par le Collège d'autorisation et de contrôle au titulaire de la radiofréquence concernée ainsi qu'aux services du Gouvernement et aux services de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Section II. — Des services sonores privés en mode analogique

Art. 8.2.1-5. - L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services sonores en mode analogique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 8.2.1-6. - Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services sonores en mode analogique conformément à l'article 8.2.1-1, le Gouvernement arrête :

- 1° la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes;
- 2° le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences assignables qui les composent.

Art. 8.2.1-7. - Le Gouvernement publie un appel d'offre au Moniteur Belge.

L'appel d'offre comprend les éléments suivants :

- 1° la liste des radiofréquences assignables aux radios indépendantes et aux radios en réseau conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 8.2.1-6;
- 2° les cahiers des charges des radios indépendantes et des radios en réseau tel qu'établis en vertu de l'article 3.1.3-2;
- 3° le montant de la redevance visée à l'article 8.2.1-2, § 2. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offre;
- 4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites;
- 5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 3.1.3-4.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle ou dispenser les demandeurs du dépôt de certains documents visés à l'article 3.1.3-3, § 2 à 4, lorsqu'ils ont déjà répondu à d'autres appels d'offre pour le même service sonore.

Art. 8.2.1-8. - L'instruction des demandes est effectuée conformément aux articles 3.1.3-3 et 3.1.3-4.

Le Collège d'autorisation et de contrôle assigne une radiofréquence à chaque radio indépendante et un réseau de radiofréquences à chaque radio en réseau. Il peut améliorer la zone de service des radios indépendantes et des radios en réseau par une ou des radiofréquences de réémission sans décrochage, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement.

Lorsqu'il identifie de nouvelles disponibilités de radiofréquences, le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 8.2.1-6 afin de compléter la zone de service théorique d'une radio en réseau par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée.

Section III. — Des services sonores privés en mode numérique

Art. 8.2.1-9. - L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services sonores en mode numérique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 8.2.1-10. - Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services sonores en mode numérique conformément à l'article 8.2.1-1, le Gouvernement arrête:

- 1° la liste des radiofréquences utilisables par les radios indépendantes avec la répartition des capacités en kbps;
- 2° le nombre de radios en réseau, leurs zones de service théoriques et les radiofréquences utilisables qui les composent avec la répartition des capacités en kbps.

Art. 8.2.1-11. - Le Gouvernement publie un appel d'offre au Moniteur Belge.

L'appel d'offre comprend les éléments suivants :

- 1° la liste des radiofréquences utilisables avec la répartition des capacités en kps par les radios indépendantes et par les radios en réseau conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 8.2.1-10;
- 2° les cahiers des charges des radios indépendantes et des radios en réseau tel qu'établis en vertu de l'article 3.1.3-2;
- 3° le montant de la redevance visée à l'article 8.2.1-2, § 2. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offre;
- 4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites;
- 5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 3.1.3-4.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle ou dispenser les demandeurs du dépôt de certains documents visés à l'article 3.1.3-3, § 2 à 4, lorsqu'ils ont déjà répondu à d'autres appels d'offre pour le même service sonore.

Art. 8.2.1-12. - § 1^{er}. L'instruction des demandes est effectuée conformément aux articles 3.1.3-3 et 3.1.3-4.

Le Collège d'autorisation et de contrôle délivre un droit d'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences à chaque radio indépendante et à chaque radio en réseau. Il peut améliorer la zone de service des radios indépendantes et des radios en réseau par une ou des radiofréquences de réémission sans décrochage, après examen des possibilités techniques par les services du Gouvernement.

Le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 8.2.1-10 afin de compléter la zone de service théorique d'une radio en réseau par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, l'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée.

§ 2. Les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage d'une même radiofréquence ou d'un même réseau de radiofréquences peuvent proposer, sur la base d'un accord conclu avec au moins 80 % de ces éditeurs de services, le cas échéant avec la RTBF lorsque celle-ci dispose également de capacités sur cette radiofréquence ou ce réseau de radiofréquences, au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services sonores concernés.

§ 3. À défaut d'une proposition des éditeurs de services conforme au paragraphe 2, le Gouvernement peut lancer un appel d'offre pour la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences concerné.

L'appel d'offre est publié au Moniteur Belge et comprend les éléments suivants :

- 1° la ou les radiofréquences assignables et la liste des services sonores qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives;
- 2° les éventuelles capacités de la ou des radiofréquence(s) assignable(s) pouvant être utilisée(s) pour la transmission de données;
- 3° le montant de la redevance visée à l'article 8.2.1-2, § 2. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due pour la durée de l'autorisation qui sera octroyée dans le cadre de l'appel d'offre;
- 4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

§ 4. Les candidatures à l'appel d'offre visé au paragraphe précédent sont introduites par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offre. Elles comportent les éléments suivants :

- 1° la forme juridique du candidat, ainsi que, le cas échéant, la composition de son capital et de ses organes dirigeants;
- 2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social;
- 3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel;
- 4° un plan financier établi sur une période de minimum 3 ans;
- 5° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 5. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques;
- 2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de services de médias audiovisuels.

§ 6. Dans le cas où la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences est déjà mis en partie à la disposition de la RTBF, cette dernière peut être désignée par le Gouvernement comme l'opérateur de réseau de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences en question.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé aux paragraphes 2 à 5 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° l'identité du titulaire;
- 2° l'adresse du siège social du titulaire;
- 3° la ou les radiofréquences assignées et la liste des services sonores qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives;
- 4° les éventuelles capacités pour la transmission de données;

5° la date de prise de cours de l'autorisation.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément à la procédure visée aux articles 3.1.3-2 à 3.1.3-4.

§ 8. L'opérateur de réseau doit garantir l'accès aux opérations techniques à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

§ 9. Par dérogation à l'article 8.2.1-2, § 1^{er}, alinéa 4, lorsque les autorisations visées aux paragraphes 1^{er} et 7 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services visé à l'article 3.1.3-7, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné.

§ 10. Le CSA transmet une copie certifiée conforme du titre d'autorisation de l'opérateur de réseau au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Section IV. - Des services sonores privés en mode analogique et en mode numérique

Art. 8.2.1-13. - Le Gouvernement peut coupler, dans une procédure commune, l'assignation de radiofréquences pour une diffusion de services sonores en mode analogique et la délivrance d'un droit d'usage de radiofréquences pour une diffusion de services sonores en mode numérique.

Dans ce cas, le Gouvernement publie un appel d'offre qui rassemble les éléments visés aux articles 8.2.1-7 et 8.2.1-11 afin de permettre l'attribution à un même service sonore de radiofréquences pour une diffusion en mode analogique et pour une diffusion en mode numérique.

Section V. — Des services télévisuels privés en mode numérique

Art. 8.2.1-14. - L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services télévisuels en mode numérique par voie hertzienne terrestre est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 8.2.1-15. - Pour l'application de la présente section, il y a deux catégories de services télévisuels en mode numérique par voie hertzienne terrestre :

1° les services télévisuels numériques destinés à être reçu par le biais d'une antenne fixe ou d'une antenne portable;

2° les services télévisuels mobiles personnels, destinés à être reçu en mouvement avec une autonomie énergétique complète.

Art. 8.2.1-16. - Après avoir arrêté la liste des radiofréquences attribuables à la diffusion de services télévisuels en mode numérique conformément à l'article 8.2.1-1, le Gouvernement arrête, pour chaque catégorie visée à l'article 8.2.1-15, le nombre de services télévisuels, leurs zones de service théoriques et la ou les radiofréquences utilisables qui les composent avec la répartition des capacités en kbps.

Art. 8.2.1-17. - Le Gouvernement publie un appel d'offre au *Moniteur belge*.

L'appel d'offre comprend les éléments suivants :

1° la liste des radiofréquences utilisables par les services télévisuels conformément à la répartition établie par l'arrêté visé à l'article 8.2.1-16;

2° le montant de la redevance visée à l'article 8.2.1-2, § 2. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée des autorisations qui seront octroyées dans le cadre de l'appel d'offre;

3° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites;

4° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément à l'article 8.2.1-19, § 1^{er}.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle.

Art. 8.2.1-18. - § 1^{er}. Les candidatures à l'appel d'offre sont introduites par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offre.

Le demandeur précise la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences dont il demande l'usage. Le demandeur peut se porter candidat à plusieurs radiofréquences ou réseaux de radiofréquences. Dans ce cas, il énonce et motive ses préférences.

La demande doit être accompagnée des éléments suivants :

1° s'il s'agit d'un candidat qui n'est pas encore déclaré en application de la Sous-section 1 de la Section 1 du Chapitre 2, du Titre 1 du Livre III, toutes les données visées à l'article 3.1.2-1, § 2, à l'exception des 8° et 9°;

2° s'il s'agit d'un éditeur de services déjà déclaré ou le cas échéant, d'un média de proximité déjà autorisé, dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, les données 1° et 5° visées à l'article 3.1.2-1, § 2;

3° s'il s'agit d'un éditeur de services disposant d'une autorisation ou de tout acte analogue délivré dans un État membre de l'Union européenne dans le cas de la reprise intégrale d'un ou de plusieurs de ses services télévisuels, toutes les données visées à l'article 3.1.2-1, § 2, à l'exception des 8° et 9°, ainsi qu'une copie de la ou des autorisations correspondantes ou de tout acte analogue;

4° le cas échéant, les modalités de commercialisation du ou des services concernés, ainsi que tout accord conclu ou envisagé avec un opérateur de système d'accès conditionnel;

5° les propositions éventuelles du candidat quant au regroupement technique ou commercial de son ou ses services télévisuels avec d'autres services télévisuels édités par des tiers.

§ 2. Dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre, le président du CSA notifie au candidat la prise en compte de sa demande et en informe le Ministre ainsi que les services du Gouvernement.

Art. 8.2.1-19. - § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle délivre les autorisations d'usage des radiofréquences aux éditeurs de services télévisuels dans un délai de trois mois à dater de la clôture de l'appel d'offre.

Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur l'ensemble des demandes introduites en vertu de l'article 8.2.1-18, § 1^{er}, et délivre les autorisations d'usage de radiofréquences en appréciant l'intérêt de chaque demande au regard de la nécessité de garantir le pluralisme et la diversité des expressions culturelles du paysage télévisuel en Communauté française, et des engagements des candidats pris en application de l'article 6.1.1-1, § 1^{er}, 7^e alinéa ou de leur contribution au Centre du cinéma et de l'audiovisuel en application de l'article 6.1.1-1, § 1^{er}.

Il tient également le plus grand compte de la cohérence des propositions formulées par les demandeurs en matière de regroupement technique ou commercial des services dans un réseau numérique.

Dans la mesure de leur viabilité financière et économique, il favorise les services ne faisant pas appel à une rémunération de la part des usagers.

Dans le cas d'appels d'offre proposant une radiofréquence ou un réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique pluri-provinciale ou provinciale, il veille à ce que tout média de proximité ayant introduit une candidature pour la reprise intégrale d'un de ses services télévisuels dispose d'une capacité sur la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences ayant une zone de service théorique couvrant la zone de couverture du média de proximité, afin qu'elle puisse exercer sa mission de service public conformément à l'article 3.2.1-2.

Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° la dénomination du service télévisuel;
- 2° l'identité du titulaire;
- 3° l'adresse du siège social du titulaire;
- 4° la ou les radiofréquences pour laquelle un droit d'usage est délivré avec sa capacité en kbps;
- 5° la date de prise de cours de l'autorisation.

§ 2. Lorsque des autorisations d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences sont délivrées à des éditeurs de services télévisuels disposant d'une autorisation ou de tout acte analogue délivré dans un État membre de l'Union européenne, les services télévisuels en question sont considérés comme des services télévisuels relevant du présent décret et soumis à toutes ses dispositions.

§ 3. Les autorisations d'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquences sont incessibles. La durée d'une autorisation est de maximum neuf ans. Pour les Médias de proximité et les éditeurs visés au paragraphe 2, elle est limitée à la durée de l'autorisation d'éditer le service télévisuel en question sans préjudice du renouvellement éventuel de cette autorisation conformément à la réglementation en vigueur.

Le Gouvernement peut modifier l'arrêté visé à l'article 8.2.1-16 afin de compléter la zone de service théorique d'un service télévisuel par de nouvelles radiofréquences.

En cas de faillite de l'éditeur de services, l'usage de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences revient à la Communauté française dès que le jugement déclaratif de faillite est coulé en force de chose jugée.

Si l'usage d'une radiofréquence ou d'un réseau de radiofréquence venait à être libéré du fait d'un terme d'une autorisation, d'un arrêt d'activité ou d'une faillite, le Gouvernement lance un nouvel appel d'offre pour la capacité libérée dans les formes et selon les conditions prévues aux articles 8.2.1-17 à 8.2.1.5-19, § 1^{er}. Dans ce cas, l'autorisation d'usage octroyée arrive à échéance à la date d'échéance de l'autorisation qui avait été antérieurement attribuée pour cette capacité.

§ 4. Les éditeurs de services titulaires d'un droit d'usage d'une même radiofréquence ou d'un même réseau de radiofréquences peuvent proposer conjointement, le cas échéant avec la RTBF lorsque celle-ci dispose également de capacités sur cette radiofréquence ou ce réseau de radiofréquences, au Collège d'autorisation et de contrôle une société chargée d'assurer les opérations techniques nécessaires à la transmission des services télévisuels concernés.

§ 5. À défaut d'une proposition conjointe des éditeurs de services, le Gouvernement peut lancer un appel d'offre pour la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences concerné.

L'appel d'offre est publié au Moniteur Belge et comprend les éléments suivants :

- 1° la ou les radiofréquences assignables et la liste des services télévisuels qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives;
- 2° les éventuelles capacités de la ou des radiofréquences assignables pouvant être utilisées pour la transmission de données;
- 3° le montant de la redevance visée à l'article 8.2.1-2, § 2. À défaut d'être fixée, aucune redevance n'est due par l'opérateur de réseau pour la durée de l'autorisation qui sera octroyée dans le cadre de l'appel d'offre;
- 4° le délai et les modalités dans lesquels les candidatures doivent être introduites;
- 5° sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, les critères et leur pondération éventuelle à utiliser par le Collège pour apprécier les candidatures conformément au paragraphe 7.

Le Gouvernement peut fixer d'autres modalités dans l'appel d'offre sur avis du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 6. Les candidatures à l'appel d'offre visé au paragraphe précédent sont introduites par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA dans le délai fixé par l'appel d'offre. Elles comportent les éléments suivants :

- 1° la forme juridique du candidat, ainsi que la composition de son capital et de ses organes dirigeants;
- 2° l'adresse de son siège social et de son siège d'exploitation si celui-ci diffère de son siège social;
- 3° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques, en ce inclus, s'il échet, l'accès au système d'accès conditionnel;
- 4° un plan financier établi sur une période de minimum 3 ans;
- 5° les caractéristiques techniques de mise en forme du signal, de sa transmission et de sa diffusion.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle statue sur les candidatures dans le mois de la date de clôture de l'appel d'offre. Il apprécie les candidatures notamment au regard des éléments suivants :

- 1° les conditions commerciales d'accès aux opérations techniques;
- 2° l'expérience des candidats dans le domaine de la transmission de signaux de services de médias audiovisuels.

§ 8. Dans le cas où la radiofréquence ou le réseau de radiofréquences est déjà mis en partie à la disposition de la RTBF, cette dernière peut être désignée par le Gouvernement comme l'opérateur de réseau de la radiofréquence ou du réseau de radiofréquences en question.

§ 9. Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise l'opérateur de réseau visé aux paragraphes 4 à 7 et lui assigne la ou les radiofréquences correspondantes.

Le titre d'autorisation mentionne :

- 1° l'identité du titulaire;
- 2° l'adresse du siège social du titulaire;
- 3° la ou les radiofréquences assignées et la liste des services télévisuels qui disposent d'un droit d'usage desdites radiofréquences avec leurs capacités respectives;
- 4° les éventuelles capacités pour la transmission de données;

5° la date de prise de cours de l'autorisation.

L'autorisation n'est pas remise en cause par la délivrance d'une nouvelle autorisation d'un droit d'usage conformément à la procédure visée aux articles 8.2.1-17 à 8.2.1-19.

§ 10. L'opérateur de réseau doit garantir l'accès aux opérations techniques à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

§ 11. En dérogation à l'article 8.2.1-2, § 1^{er}, alinéa 4, lorsque les autorisations visées aux paragraphes 1^{er} et 9 ont été délivrées, le Collège d'autorisation et de contrôle fixe, par avenant à l'autorisation d'usage de l'éditeur de services visée au paragraphe 1^{er}, la date à laquelle l'éditeur est tenu de diffuser son service. Cette date est déterminée en concertation avec l'éditeur de services et l'opérateur de réseau concerné.

§ 12. Le CSA transmet une copie certifiée conforme des titres d'autorisation visés aux paragraphes 1^{er} et 9 au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Section VI. — Des services télévisuels privés en mode analogique

Art. 8.2.1-20. - L'usage de radiofréquences pour la diffusion de services télévisuels en mode analogique est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 8.2.1-21. - Tout éditeur de services désirant utiliser une ou des radiofréquences pour émettre en mode analogique en fait la demande par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

1° s'il s'agit d'un éditeur de services déjà déclaré, dans le cas de la reprise intégrale d'un de ses services télévisuels, la dénomination de l'éditeur de services et du service télévisuel pour lequel la ou les radiofréquences sont demandées;

2° s'il s'agit d'un candidat éditeur de services qui n'est pas encore déclaré en application de la Sous-section 1 de la Section 1 du Chapitre 2 du Titre 1 du Livre III, toutes les données visées à l'article 3.1.2-1;

3° un plan financier établi sur une période de 3 ans;

4° les coordonnées géographiques du site présumé d'émission, ainsi que la hauteur de l'antenne par rapport au sol;

5° la ou les radiofréquences souhaitées.

L'éditeur de services peut demander aux services du Gouvernement d'identifier la ou les radiofréquences éventuellement disponibles. Dans ce cas, l'éditeur de services doit s'acquitter d'un droit de calcul dans les cas prévus à l'article 8.2.1-3.

Art. 8.2.1-22. - § 1^{er}. Dans le mois de la réception de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci au Gouvernement. Si une coordination de la ou des radiofréquences s'avère nécessaire, le demandeur est informé des délais prévisibles de cette coordination.

Si la ou les radiofréquences souhaitées par le demandeur sont compatibles ou si une ou des radiofréquences disponibles ont été identifiées, le Gouvernement arrête la liste de ces radiofréquences.

Dans le mois à dater du jour où la liste a été arrêtée par le Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle assigne la ou les radiofréquences au demandeur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut assigner de radiofréquences autres que celles proposées par le Gouvernement.

§ 2. Le CSA transmet une copie du titre autorisant l'usage d'une ou de radiofréquences par un éditeur de services, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

CHAPITRE II. — De l'assignation de radiofréquences pour la diffusion par voie satellitaire

Art. 8.2.2-1. - L'usage de radiofréquences descendantes pour la diffusion de services de médias audiovisuels par voie satellitaire est autorisé par le Collège d'autorisation et de contrôle dans les conditions prévues à la présente section.

Art. 8.2.2-2. - Toute personne morale souhaitant exercer l'activité d'opérateur de réseau par voie satellitaire en utilisant une ou des radiofréquences descendantes en fait la demande par envoi postal et recommandé avec accusé de réception auprès du président du CSA.

La demande comporte les éléments suivants :

1° les données d'identification de la personne morale ainsi que son adresse;

2° un plan financier établi sur 3 ans;

3° le lieu de la liaison montante, ainsi que la dénomination de l'opérateur effectuant cette liaison;

4° la ou les radiofréquences souhaitées.

Art. 8.2.2-3. - § 1^{er}. Dans le mois de la réception de la demande, le président du CSA notifie au demandeur la prise en compte de sa demande et transmet celle-ci au Gouvernement.

Si la ou les radiofréquences souhaitées par le demandeur sont disponibles, le Gouvernement arrête la liste de ces radiofréquences.

Dans le mois à dater du jour où la liste a été arrêtée par le Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle assigne la ou les radiofréquences au demandeur.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne peut assigner de radiofréquences autres que celles proposées par le Gouvernement.

§ 2. Le CSA transmet une copie du titre autorisant l'usage d'une ou de radiofréquences par l'opérateur de réseau, au Ministre ainsi qu'aux services du Gouvernement et à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

TITRE III. — Des ressources associées

CHAPITRE 1^{er}. — Les systèmes et services d'accès conditionnel

Art. 8.3.1-1. - Les équipements, loués ou vendus ou autrement mis à disposition du grand public, capables de désembrouiller les signaux des services télévisuels numériques doivent permettre le désembrouillage de ces signaux selon l'algorithme européen commun d'embrouillage administré par un organisme de normalisation européen reconnu et la reproduction de signaux qui ont été transmis en clair à condition que, dans le cas où l'équipement considéré est loué, le locataire se conforme au contrat de location applicable.

Par « embrouillage », il faut entendre la chaîne des opérations de traitement des signaux audio et vidéo d'un service de médias audiovisuels destiné à le rendre inintelligible à toute personne ne disposant pas des titres d'accès requis.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux équipements destinés à la réception :

1° de signaux de services télévisuels mobiles personnels;

2° de signaux de services télévisuels numériques transmis par un procédé faisant usage du protocole internet.

Art. 8.3.1-2. - Un opérateur de réseau qui fournit des services de système d'accès conditionnel pour les services de médias audiovisuels numériques, assure à tout éditeur ou distributeur de services qui le lui demande, les services techniques permettant que leurs services de médias audiovisuels numériques soient captés par les utilisateurs autorisés par l'intermédiaire de décodeurs gérés par l'opérateur de réseau, à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires.

Lorsqu'il exerce d'autres activités, l'opérateur de réseau qui fournit des systèmes d'accès conditionnel tient une comptabilité financière distincte pour ce qui concerne son activité de fourniture de services d'accès conditionnel.

Lorsque les services de médias audiovisuels numériques sont fournis contre une rémunération de la part des utilisateurs, les distributeurs de services publient une liste des tarifs pour l'utilisateur, qui tient compte de la fourniture ou non de matériels associés.

Art. 8.3.1-3. - Lorsqu'ils octroient des licences aux fabricants de matériel grand public, les détenteurs de droits de propriété industrielle relatifs aux systèmes et produits d'accès conditionnel doivent le faire à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires. L'octroi des licences, qui tient compte des facteurs techniques et commerciaux, ne peut être subordonné par les détenteurs de droits à des conditions interdisant, dissuadant ou décourageant l'inclusion, dans le même produit :

1° soit d'une interface commune permettant la connexion de plusieurs systèmes d'accès autres que celui-ci;

2° soit de moyens propres à un autre système d'accès, dès lors que le bénéficiaire de licence respecte les conditions raisonnables et appropriées garantissant la sécurité des transactions des opérateurs d'accès conditionnel.

CHAPITRE II. — Les guides électroniques de programmes et les interfaces de programme d'application

Art. 8.3.2-1. - § 1. Lorsqu'un distributeur de services utilise une interface utilisateur comprenant notamment un guide électronique de programmes, il peut proposer aux utilisateurs finaux des fonctionnalités permettant de sélectionner, d'organiser et de présenter certains programmes ou certaines applications d'éditeurs de services, et/ou de recommander certains d'entre eux. Il doit veiller à en informer, dans un délai raisonnable préalable à sa mise en œuvre, chaque éditeur de services concerné. "

L'éditeur de services ne peut s'opposer à des fonctionnalités proposées par un distributeur de services que pour autant qu'elles porteraient préjudice à son autonomie et à sa responsabilité éditoriales et rédactionnelles ou à ses droits de propriété intellectuelle.

§ 2. Les distributeurs de services doivent garantir la transparence et la neutralité des algorithmes de recommandation des contenus qu'ils mettent en avant dans les interfaces utilisateurs qu'ils utilisent, sans préjudice d'une mise en valeur particulière, dans les résultats de ces recommandations, d'œuvres européennes, en ce compris des œuvres audiovisuelles d'initiative belge francophone.

§ 3. Sous réserve du respect des dispositions légales applicables en matière de traitement de données à caractère personnel, les distributeurs de services communiquent aux éditeurs de services de médias audiovisuels, à des conditions équitables, raisonnables et non discriminatoires, les données de consommation des guides et applications par les utilisateurs finaux les concernant.

§ 4. Dans la mesure de ce qui est nécessaire en vue d'assurer l'accessibilité des utilisateurs finaux à l'ensemble des services de médias audiovisuels numériques disponibles en Communauté française, le Collège d'autorisation et de contrôle peut fixer des obligations relatives à l'installation, l'accès et la présentation des guides électroniques de programmes utilisés par les distributeurs de services dans le cadre de la diffusion de services de médias audiovisuels numériques. Ces obligations doivent être approuvées par le Gouvernement.

Ces obligations peuvent porter sur les exigences suivantes :

1° l'insertion dans les interfaces de programme d'application d'un guide électronique de programmes de base capable de rechercher un service de médias audiovisuels sur l'ensemble des services de médias audiovisuels disponibles sans exercer de discrimination;

2° la sauvegarde d'une concurrence loyale et effective en ce qui concerne l'accès des éditeurs et distributeurs de services aux guides électroniques de programmes;

3° le respect du pluralisme et du principe de non-discrimination en ce qui concerne la présentation des offres des distributeurs de services et des services de médias audiovisuels disponibles par les guides électroniques de programmes.

Art. 8.3.2-2. - Dans la mesure de ce qui est nécessaire en vue d'assurer l'accessibilité des utilisateurs finaux à l'ensemble des services de médias audiovisuels numériques disponibles en Communauté française, le Collège d'autorisation et de contrôle peut fixer des obligations s'adressant aux opérateurs de réseau qui fournissent des interfaces de programme d'application, et visant à garantir aux éditeurs et distributeurs de services un accès équitable, raisonnable et non discriminatoire à ces interfaces. Ces obligations doivent être approuvées par le Gouvernement.

Art. 8.3.2-3. - Les guides électroniques de programmes doivent être accessibles aux personnes à déficience sensorielle et fournir des informations sur la disponibilité des caractéristiques d'accessibilité. Le Gouvernement peut déterminer les modes d'utilisation que doivent proposer ces guides pour permettre leur accessibilité.

Les interfaces de programme d'application doivent pouvoir traiter les applications et données connexes des services de médias audiovisuels permettant à l'interface utilisateur de proposer les fonctionnalités liées à ces services, dont celles destinées à permettre l'accès de ces services aux personnes à déficience sensorielle. Ces fonctionnalités d'accès, telles que le sous-titrage, l'audiodescription ou l'interprétation en langue des signes, doivent être disponibles avec une qualité appropriée à un affichage net et synchronisées avec le son et la vidéo, tout en permettant à l'utilisateur de régler l'affichage et l'utilisation.

Ne sont pas soumis aux alinéas 1^{er} et 2, les opérateurs de réseau qui emploie moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros.

CHAPITRE III. — Autres ressources associées

Art. 8.3.3-1. - Tout récepteur de télévision numérique équipé d'un écran d'affichage d'une diagonale visible supérieure à 30 centimètres et qui est mis sur le marché aux fins de vente ou de location doit être doté d'au moins une prise d'interface ouverte normalisée par un organisme de normalisation européen reconnu ou conforme à une norme

adoptée par un tel organisme ou conforme à une spécification acceptée par l'ensemble du secteur industriel concerné, et permettant le raccordement simple d'équipements périphériques et capable de transférer tous les éléments d'un signal d'un service télévisuel numérique, y compris les informations relatives aux services interactifs et à accès conditionnel.

Art. 8.3.3-2. - Tout récepteur de services sonores automobiles intégrés dans un véhicule neuf de catégorie M qui est mis sur le marché pour la première fois à des fins de vente ou de location à partir du 21 décembre 2020 comprend un récepteur pouvant recevoir et reproduire au moins des services sonores fournis via des réseaux de diffusion numérique par voie hertzienne terrestre.

Le Gouvernement peut étendre l'obligation visée à l'alinéa 1^{er} à tout autre récepteur de services sonores, sauf pour les récepteurs d'entrée de gamme et pour les produits pour lesquels le récepteur de services sonores est purement accessoire, tels que les mobiles multifonctions. Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par « récepteur d'entrée de gamme ».

Le Gouvernement peut également imposer que les récepteurs puissent recevoir des services sonores fournis via des réseaux de diffusion numérique et analogique par voie hertzienne.

Art. 8.3.3-3. - Le Gouvernement peut imposer à tout opérateur de réseau qui fournit aux utilisateurs finaux des équipements de télévision numérique liés à un distributeur de services, que ces équipements soient interopérables de manière à ce que, lorsque cela est techniquement possible, ceux-ci puissent être réutilisés, pour recevoir les services d'autres distributeurs de services.

LIVRE IX. — DE LA REGULATION

TITRE 1^{er}. — Du conseil supérieur de l'audiovisuel

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 9.1.1-1. - Il est créé un Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique, autorité administrative indépendante jouissant de la personnalité juridique et chargée de la régulation du secteur de l'audiovisuel en Communauté française, ci-après dénommé CSA.

Le siège du CSA est situé dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Le CSA ne peut exercer d'activités commerciales.

Art. 9.1.1-2. - Le CSA est composé de deux collèges, d'un bureau et d'un secrétariat d'instruction.

Les deux collèges sont :

1° le Collège d'avis;

2° le Collège d'autorisation et de contrôle.

CHAPITRE II. — Les Collèges

Section 1^{er}. — Du Collège d'avis

Sous-section I^{er}. — Des missions du Collège d'avis

Art. 9.1.2-1. - § 1^{er}. Le Collège d'avis a pour mission de :

1° rédiger et tenir à jour des codes de conduite à destination des éditeurs de services, des distributeurs de services, des opérateurs de réseau et des fournisseurs de services de partage de vidéos, en vue d'uniformiser et de renforcer leurs bonnes pratiques. Ces codes de conduite sont transmis par le bureau du CSA à la Commission européenne;

2° rédiger et tenir à jour des règlements portant sur la communication commerciale, sur le respect de la dignité humaine, sur la protection des mineurs, sur l'accessibilité des programmes aux personnes à déficience sensorielle, sur la diffusion de brefs extraits d'événements publics, sur l'information politique en périodes électorales, sur les modalités de contrôle des obligations de quotas et de mise en valeur des œuvres européennes et sur les modalités des mesures de protection de l'utilisateur à prendre par les fournisseurs de services de partage de vidéos. Ces règlements sont transmis au Gouvernement pour approbation afin d'avoir force obligatoire;

3° rendre des avis sur toute question relative à l'audiovisuel, en ce compris la protection des mineurs et la communication commerciale, à l'exception des questions relevant de la compétence du Collège d'autorisation et de contrôle;

4° rendre un avis sur les modifications décrétales et réglementaires que lui paraît appeler l'évolution technologique, économique, sociale et culturelle des activités du secteur de l'audiovisuel, ainsi que du droit européen et international;

5° rendre un avis préalable sur des modifications quant aux droits, conditions et procédures applicables aux opérateurs de réseaux, sauf lorsqu'elles ont été convenues avec les titulaires des droits ainsi que sur les arrêtés visés aux articles 8.2.1-6, 8.2.1-10 et 8.2.1-16.

Les codes de conduite et avis visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°, sont formulés soit d'initiative à la demande conjointe d'au moins trois membres du Collège d'avis, exception faite des membres du bureau, soit à la demande du Collège d'autorisation et de contrôle, soit à la demande du Gouvernement ou du Parlement.

Les avis visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, sont formulés après réception de propositions du Gouvernement ou du Parlement.

§ 2. Lorsque les avis sont demandés par le Parlement, le Gouvernement ou le Collège d'autorisation et de contrôle, le Collège d'avis les rend dans un délai maximum de trois mois à compter de la date d'envoi de la demande. Sauf pour les avis rendus en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, le Parlement, le Gouvernement ou le Collège d'autorisation et de contrôle peut solliciter un avis du Collège selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans les six semaines.

§ 3. Avant d'adopter un code de conduite, un avis ou un règlement, le Collège d'avis est tenu de consulter durant une période de 30 jours minimum, sauf circonstances exceptionnelles, les parties et secteurs susceptibles d'être intéressés par le sujet traité, telles que les sociétés et organisations relevant des catégories visées à l'article 9.1.2-2, § 2, qui ne sont pas représentées au sein du Collège d'avis. Au besoin, il peut décider d'entendre des parties ayant répondu à la consultation.

Sauf demande contraire expresse de la partie répondante qui en est avertie préalablement, les réponses à la consultation sont rendues publiques sur le site Internet du CSA.

L'alinéa 1^{er} n'est pas d'application lorsqu'un avis est demandé selon la procédure d'urgence visée au paragraphe 2.

§ 4. Les codes de conduite émis par le Collège d'avis peuvent être soumis à évaluation à l'initiative du bureau visé à l'article 9.1.3-1 ou du Gouvernement. Dans ce cas, le bureau charge les éditeurs de services, les distributeurs de services, les opérateurs de réseau et les fournisseurs de services de partage de vidéos concernés par les codes de conduite de lui remettre chacun, dans le délai qu'il fixe, un rapport sur la manière dont ils ont mis en œuvre et fait respecter le code de conduite. L'évaluation est ensuite effectuée par le Collège d'avis sur la base d'un rapport réalisé par le bureau.

§ 5. Le Collège d'avis publie annuellement un rapport d'activités. Ce rapport comprend notamment :

- 1° Un compte rendu des travaux du Collège;
- 2° Les rapports et évaluations visés au paragraphe 4.

Le rapport d'activités est communiqué au Parlement et au Gouvernement.

Sous-section II. — De la composition du Collège d'avis

Art. 9.1.2-2. - § 1^{er}. Outre les 4 membres du bureau visés à l'article 9.1.3-3, § 1^{er}, le Collège d'avis est composé au maximum de 20 membres effectifs désignés par le Gouvernement. Pour chaque membre effectif, il est nommé un suppléant. Le mandat des membres effectifs et suppléants est d'une durée de quatre ans, renouvelable.

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 9.1.3-3, § 1^{er}, les membres effectifs et suppléants sont désignés de façon à assurer la représentation des tendances idéologiques et philosophiques aussi bien que des groupements utilisateurs, et à éviter une prédominance injustifiée d'une des tendances ou d'un ensemble de groupements d'utilisateurs se réclamant d'une même tendance.

Le membre effectif qui cesse d'exercer son mandat avant son expiration est remplacé par un nouveau membre effectif que le Gouvernement désigne dans les deux mois qui suivent l'arrêt de l'exercice du mandat par l'ancien membre effectif. Celui-ci achève le mandat en cours. Dans l'attente de cette désignation, le membre suppléant siège à la place du membre effectif.

Chaque fois qu'il est empêché, le membre effectif appelle son suppléant à siéger. Le président constate la démission d'office d'un membre effectif après six absences consécutives non justifiées.

Les membres effectifs et suppléants du Collège d'avis sont révoqués par le Gouvernement, à son initiative ou sur proposition du Collège d'avis.

Il y a lieu à révocation :

- 1° pour les motifs résultant de l'application de l'article 404 du Code judiciaire;
- 2° en cas de méconnaissance des règles relatives aux incompatibilités visées par le décret et constatées par le Collège d'avis, les intéressés ayant été entendus en leurs moyens de défense;
- 3° en cas de manquement aux règles de déontologie fixées par le Collège d'avis en application de l'article 9.1.5-1, § 1^{er}.

§ 2. Les membres effectifs et leur suppléant sont des représentants de sociétés et organisations du secteur des médias audiovisuels. Dans sa configuration maximale, cette représentation se répartit, tant pour les membres effectifs que pour les membres suppléants, de la manière suivante :

- 1° deux représentants de la RTBF;
- 2° deux représentants d'une association des médias de proximité reconnue conformément à l'article 3.2.2-3, § 2, ou, à défaut, deux représentants de médias de proximité;
- 3° quatre représentants d'éditeurs de services télévisuels privés;
- 4° deux représentants de radios en réseau communautaires ou urbaines ou deux représentants d'une organisation représentant ce type de radios;
- 5° un représentant d'une radio en réseau pluri provinciale ou provinciale ou d'une organisation représentant ce type de radios;
- 6° un représentant d'une radio indépendante ou d'une organisation représentant ce type de radios;
- 7° un représentant d'une radio associative ou d'une organisation représentant ce type de radios;
- 8° trois représentants de distributeurs de services;
- 9° deux représentants d'opérateurs de réseau;
- 10° deux représentants de fournisseurs de services de partage de vidéos.

Chacune des catégories visées à l'alinéa 1^{er} compte au moins un membre effectif et un membre suppléant. Le membre effectif et son suppléant sont issus de la même société ou organisation.

Les catégories pouvant disposer de plus d'un représentant ne doivent pas obligatoirement comprendre le nombre maximum de représentants prévu à l'alinéa 1^{er}.

Chaque société ou organisation représentée a droit à un seul membre effectif et à un seul membre suppléant, en ce compris la société ou organisation qui exerce des activités qui couvrent plusieurs des catégories visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement désigne les membres effectifs et suppléants en retenant les représentants des sociétés et organisations les plus importantes ou les plus représentatives de leur catégorie.

Préalablement à cette désignation, le Gouvernement consulte les sociétés et organisations visées à l'alinéa 1^{er}. Dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre de consultation, chaque société ou organisation consultée remet au Gouvernement le nom des deux personnes qu'elle propose pour la représenter en tant que membre effectif et en tant que membre suppléant.

§ 3. Le Gouvernement arrête le statut des membres effectifs et suppléants du Collège d'avis.

§ 4. La qualité de membre effectif et suppléant du Collège d'avis est incompatible :

- 1° avec la qualité de membre de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional, ou de cabinet d'un membre de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional;
- 2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire ou régionale, ou d'attaché parlementaire;
- 3° avec la qualité de membre du Collège d'autorisation et de contrôle, les président et vice-présidents exceptés.

§ 5. Nul ne peut être membre du Collège d'avis s'il a fait l'objet d'une condamnation ou en raison de son appartenance à un organisme ou à une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer

certaines actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, ou de toute autre forme de génocide. L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas dans l'hypothèse où dix années se sont écoulées après le prononcé de la décision de justice précitée et qu'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède. Cette disposition cesse également de s'appliquer si, un an après le prononcé de la décision de justice précitée, la personne a démissionné de l'association immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa précédent.

§ 6. Assistent aux travaux du Collège d'avis avec voix consultative :

1° trois représentants d'organisations professionnelles représentatives des producteurs indépendants;

2° trois représentants d'organisations professionnelles représentatives des auteurs, scénaristes, réalisateurs et artistes-interprètes audiovisuels, en ce compris les sociétés d'auteurs et de droits voisins spécialisées dans les droits audiovisuels;

3° un délégué du Gouvernement;

4° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son délégué;

5° le président du Conseil supérieur de l'éducation aux médias ou son délégué;

6° un représentant du CDJ;

7° un représentant des éditeurs de presse écrite ou d'une organisation représentant ce secteur;

8° un représentant de l'AJP.

Les incompatibilités visées au paragraphe 4 leur sont applicables, à l'exception du 1° pour le délégué du Gouvernement.

Les représentants visés aux 1° et 2° de l'alinéa 1^{er} sont désignés par le Gouvernement dans le respect des trois derniers alinéas du paragraphe 2.

Section II. — Du Collège d'autorisation et de contrôle

Sous-section 1^{er}. — Des missions du Collège d'autorisation et de contrôle

Art. 9.1.2-3. - § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle a notamment pour mission :

1° d'établir les modèles de déclaration et de déclaration simplifiée des éditeurs, des distributeurs, des opérateurs de réseau, des fournisseurs de services de partage de vidéos et d'acter les déclarations des éditeurs de services et des fournisseurs de services de partage de vidéos et d'autoriser certains éditeurs de services, à l'exception des médias de proximité et de la RTBF. Les formulaires de déclaration et les formulaires de déclaration simplifiée sont préalablement transmis au Gouvernement pour approbation. La liste actualisée des éditeurs de services télévisuels et des fournisseurs de services de partage de vidéos relevant de la compétence de la Communauté française, en ce compris les informations visées aux articles 3.1.2-1, § 2, 2°, 6° et 10°, et 3.3-1, § 2, 2°, est transmise à la Commission européenne;

2° d'autoriser l'usage de radiofréquences;

3° de reconnaître les radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;

4° de rendre un avis préalable à l'autorisation par le Gouvernement de médias de proximité;

5° de rendre un avis préalable sur tout projet de convention à conclure entre le Gouvernement et un éditeur de services ou un distributeur de services;

6° de rendre un avis sur la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion de la RTBF;

7° de rendre un avis sur la réalisation des obligations des médias de proximité, et notamment de celles découlant de la convention conclue entre chacune d'eux et le Gouvernement;

8° de rendre un avis sur la réalisation des obligations visées aux articles 4.1-1, 6.1.1-1, 4.2.1-1 et 4.2.2-1. Dans ce cadre, il communique également à la Commission européenne un rapport sur l'application :

- de l'article 4.2.1-1, tous les deux ans;

- des articles 6.1.1-1 et 4.2.2-1, au plus tard le 19 décembre 2021 et tous les deux ans par la suite;

- de l'article 4.1-1, au plus tard pour le 19 décembre 2022 et tous les 3 ans par la suite;

9° de rendre un avis sur la réalisation des obligations découlant de conventions conclues entre le Gouvernement et les éditeurs de services bénéficiant d'un droit de distribution obligatoire;

10° de rendre un avis sur la réalisation des obligations des distributeurs de services;

11° de réexaminer au minimum tous les 5 ans les obligations visées aux articles 7.2-1, 7.2-2 et 7.4-1 et, suite à ce réexamen, de rendre un avis s'il estime que le maintien de ces obligations n'est plus nécessaire;

12° de faire des recommandations de portée générale ou particulière;

13° de constater toute violation aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel et tout manquement aux obligations découlant d'une convention conclue entre la Communauté française et un éditeur de services ou un distributeur de services, du contrat de gestion de la RTBF, de la convention conclue entre le Gouvernement et chacun des médias de proximité ainsi que d'engagements pris dans le cadre d'une réponse aux appels d'offres visés par le présent décret;

14° de déterminer les marchés pertinents, les opérateurs de réseau puissants sur le marché et leurs obligations conformément à la procédure prévue aux articles 8.1.1-1 à 8.1.3-12;

15° de participer à la réalisation d'une analyse périodique comportant des recommandations spécifiques et encourageant la diffusion des bonnes pratiques concernant la représentation équilibrée des femmes et des hommes, la lutte contre les stéréotypes sexistes et le traitement médiatique des violences faites aux femmes;

16° de transmettre sur demande motivée de la Commission européenne ou l'ORECE les informations relatives aux recours judiciaires introduits à l'encontre des décisions du CSA qui concernent les opérateurs de réseau et les fournisseurs de services de communications électroniques. Les informations transmises comportent au minimum le nombre de procédure introduite, la durée des procédures de recours et le nombre d'octroi de mesures provisoires;

17° dans la mesure des moyens disponibles, de participer à la réalisation d'études et d'analyses, comportant des recommandations, en matière d'éducation aux médias et de lutte contre la désinformation, en collaboration avec le CDJ et en concertation avec le Conseil supérieur d'éducation aux médias.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle exerce ses missions au moment opportun et de manière indépendante, impartiale et transparente, non discriminatoire et proportionnée aux objectifs poursuivis.

§ 3. Pour les avis et analyse visés aux 6°, 7°, 8°, 9° et 10° du paragraphe 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle rend un avis d'initiative au moins une fois par an. Concernant ceux visés au 15°, le Collège d'autorisation et de contrôle remet un avis de suivi tous les ans sur la mise en œuvre des mesures favorisant la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes et une analyse périodique sur l'état de cette représentation dans le paysage audiovisuel belge francophone tous les 2 ans.

§ 4. Sauf disposition contraire prévue par le présent décret, lorsque les avis sont demandés par le Gouvernement, le Collège d'autorisation et de contrôle les rend dans un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de la demande. Le Gouvernement peut solliciter un avis du Collège d'autorisation et de contrôle selon la procédure d'urgence. Dans ce cas, l'avis est rendu dans les quatre semaines.

En l'absence d'avis préalable rendu dans les délais prévus par le présent paragraphe, il est passé outre à la formalité dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, 4° et 5°.

§ 5. Les autorisations délivrées en vertu du paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, par le Collège d'autorisation et de contrôle sont publiées au *Moniteur belge*.

§ 6. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut requérir de toute personne privée ou autorité publique les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

§ 7. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut engager, à la demande d'un éditeur de services, d'un distributeur de services ou d'un opérateur de réseau, une procédure de conciliation suite à la survenance d'un différend :

1° relatif à la distribution d'un service de médias audiovisuels, en ce compris les conditions techniques et financières de la mise à disposition au public de ce service;

2° ou susceptible de porter atteinte à un principe de droit audiovisuel, notamment le pluralisme, la dignité humaine ou la protection des mineurs;

3° ou portant sur le caractère objectif, équitable et non discriminatoire des conditions ou des relations commerciales relatives à la mise à disposition du public de services de médias audiovisuels.

La saisine, adressée au président du CSA par envoi postal et recommandé, indique les faits à l'origine du différend et contient toutes informations utiles, notamment les coordonnées des parties mises en cause, l'objet de la saisine avec un exposé des moyens et les pièces fondant la saisine. Le président informe, par envoi postal et recommandé, les parties concernées de l'ouverture d'une procédure de conciliation.

Le Collège d'autorisation et de contrôle organise la procédure de conciliation dans le respect du principe contradictoire et d'indépendance. Il dispose d'un délai de trois mois, prolongeable de trois mois supplémentaires, pour recueillir les positions et observations des parties et proposer une solution qu'il soumet aux parties concernées.

Les modalités pratiques de cette conciliation sont déterminées par le Collège d'autorisation et de contrôle dans son règlement d'ordre intérieur.

§ 8. Le Collège d'autorisation et de contrôle publie annuellement un rapport d'activités. Ce rapport comprend notamment :

1° un compte rendu des travaux du Collège;

2° un rapport sur la politique menée sur le plan des décisions et des sanctions;

3° un compte rendu sur l'utilisation des ressources humaines et financières du CSA.

Le rapport d'activités est communiqué au Parlement et au Gouvernement.

§ 9. Le Collège d'autorisation et de contrôle publie annuellement un compte rendu sur l'état du marché des communications électroniques et un programme d'activités prévisionnel pour l'année suivante.

Art. 9.1.2-4. - Le Collège d'autorisation et de contrôle collabore avec l'IADJ dans le respect de l'article 4 du décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique.

Art. 9.1.2-5. - Dans les hypothèses et selon les modalités prévues aux articles 24 et 27 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF, le Collège d'autorisation et de contrôle impose à la RTBF le remboursement d'un montant équivalent au montant des surcompensations non effectivement remboursées, en ce compris les intérêts calculés en application du Règlement (CE) 794/2004 de la Commission du 21 avril 2004 concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 9.1.2-6. - Le Gouvernement peut introduire auprès du Conseil d'Etat un recours en annulation, en suspension et en extrême urgence, contre une décision du Collège d'autorisation et de contrôle prise en application de l'article 9.1.2-3, § 1^{er}, 1° et 2°, qu'il estime contraire au présent décret ou aux arrêtés qui s'y rapportent.

Sous-section II. — De la composition du Collège d'autorisation et de contrôle

Art. 9.1.2-7. - § 1^{er}. Outre les 4 membres du bureau visés à l'article 9.1.3-3, § 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle est composé de six membres. Leur mandat est de quatre ans, renouvelable. En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat en cours.

Sans préjudice des dispositions visées à l'article 9.1.3-3, § 1^{er}, les dix membres sont désignés dans le respect de la représentation proportionnelle des tendances politiques démocratiques existantes au sein du Parlement.

A la suite d'un appel à candidatures publié sur le site internet du CSA et sur la base d'une comparaison des titres et mérites de chacun des candidats, notamment dans les domaines du droit, de l'audiovisuel ou de la communication, sur les six membres visés à l'alinéa 1^{er}, trois sont désignés par le Parlement. Le Gouvernement complète le Collège après désignation des trois premiers membres par le Parlement.

Les membres du Collège d'autorisation et de contrôle sont révoqués par le Parlement de la Communauté française sur proposition du Gouvernement moyennant le respect de la procédure suivante :

1° le Gouvernement, de sa propre initiative ou sur proposition du Collège d'autorisation et de contrôle, constate que le mandat d'un des membres est entaché d'une cause de révocation;

2° le Gouvernement notifie une proposition de décision motivée de révocation au membre concerné et au Parlement. Dans les trente jours à dater de l'envoi de la notification, le membre peut solliciter une audition auprès du Parlement afin de pouvoir exercer son droit à la défense;

3° la décision motivée de révocation est publiée sur le site internet du CSA après un délai de quinze jours à dater de la notification de la décision de révocation au membre concerné.

Il y a lieu à révocation :

1° pour les motifs résultant de l'application de l'article 404 du Code judiciaire;

- 2° en cas de méconnaissance des règles relatives aux incompatibilités visées par le décret;
- 3° en cas de manquement aux règles de déontologie fixées par le Collège d'autorisation et de contrôle en application de l'article 9.1.5-1, § 1^{er};
- 4° après six absences consécutives.

§ 2. La qualité de membre est incompatible :

1° avec la qualité de membre de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional, ou de cabinet d'un membre de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire ou régionale ou d'attaché parlementaire;

3° avec la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement, de député permanent ou de conseiller provincial;

4° avec la qualité de titulaire d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de CPAS;

5° avec l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, en raison :

- de la qualité de membre du personnel ou du conseil d'administration de la RTBF ou d'un éditeur de services;
- de l'exercice de fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou toute organisation exerçant une activité en concurrence avec des sociétés ou organisations du secteur audiovisuel;

6° avec la qualité de membre du Collège d'avis, les président et vice-présidents exceptés.

§ 3. Nul ne peut être membre du Collège d'autorisation et de contrôle s'il a fait l'objet d'une condamnation ou en raison de son appartenance à un organisme ou à une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, ou de toute autre forme de génocide.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas dans l'hypothèse où dix années se sont écoulées après le prononcé de la décision de justice précitée et qu'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède. Cette disposition cesse également de s'appliquer si, un an après le prononcé de la décision de justice précitée, la personne a démissionné de l'association immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa précédent.

§ 4. Lorsqu'il sait en sa personne une cause de récusation ou la possibilité de voir naître un conflit d'intérêts avec l'objet soumis à délibération du Collège d'autorisation et de contrôle, le membre concerné s'abstient des débats et de la délibération. Tout manquement à cette règle est considéré comme une violation des règles de déontologie visées à l'article 9.1.5-1, § 1^{er}.

§ 5. Le Gouvernement arrête le statut des membres du Collège d'autorisation et de contrôle.

§ 6. Le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, ou son délégué, assiste aux travaux du Collège d'autorisation et de contrôle avec voix consultative, sauf lorsqu'il exerce la compétence visée à l'article 9.1.2-3, § 1^{er}, 12°.

CHAPITRE III. — Le bureau

Art. 9.1.3-1. - § 1^{er}. Le bureau a le pouvoir d'accomplir, de façon autonome, tous les actes nécessaires ou utiles à l'exercice des compétences du CSA et à son administration. Il le représente en justice et à l'égard des tiers. Il peut contracter en son nom.

Le bureau détermine l'étendue des attributions qu'il délègue à un ou plusieurs de ses membres ou aux membres de son personnel, ainsi que la forme et les modalités de cette délégation. Le bureau peut notamment déléguer la gestion quotidienne du CSA, la représentation en ce qui concerne cette gestion et l'exécution de ses décisions.

§ 2. Le bureau coordonne et organise les travaux du CSA, veille à la conformité des avis au droit interne et européen ou international et résout les conflits de toute nature qui apparaissent entre les Collèges.

Le bureau prend tous les contacts avec les autorités internationales, fédérales ou fédérées nécessaires à l'accomplissement de ses missions. Le bureau fixe notamment les modalités de représentation du CSA au sein du groupe des régulateurs européens pour les services de médias audiovisuels.

Dans le cadre de ses activités internationales, le bureau a notamment pour mission d'organiser la collaboration et l'échange d'informations et de bonnes pratiques avec les autorités compétentes en matière de régulation des services télévisuels et des services de partage de vidéos ainsi qu'en matière de communications électroniques au sein de l'Union européenne. Ceci implique le respect des dispositions suivantes :

1° lorsqu'un service télévisuel relevant de la compétence de la Communauté française est destiné entièrement ou principalement au public d'un autre État membre de l'Union européenne, le bureau en informe l'autorité compétente au sein de l'État membre ciblé;

2° lorsque le bureau est interrogé par l'autorité compétente d'un État membre de l'Union européenne au sujet de l'activité d'un service télévisuel relevant de la compétence de la Communauté française et ciblant le territoire de cet État membre, le bureau met tout en œuvre pour traiter cette demande dans un délai de deux mois;

3° lorsqu'un service télévisuel cible le public de la Communauté française, le bureau répond à toute demande émanant de l'autorité de l'État membre de l'Union européenne ayant compétence sur ce service.

§ 3. Le bureau recrute le personnel du CSA.

Le personnel attaché au secrétariat d'instruction est recruté par le bureau sur avis du secrétaire d'instruction. Les membres du secrétariat d'instruction sont titulaires du grade académique de master en droit ou justifient d'une expérience professionnelle dans l'audiovisuel.

Pour ce qui concerne les fonctions de niveau 1, il sera fait appel à des personnes engagées sous contrat de travail, et ce en vertu des dispositions reprises à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII.

Pour les fonctions pour lesquelles il ne sera pas fait appel à des personnes engagées sous contrat de travail, le Gouvernement arrête le statut du personnel.

Art. 9.1.3-2. - § 1^{er}. Le bureau peut faire au Gouvernement toutes recommandations utiles à l'accomplissement des missions du CSA.

Il peut requérir des services du Gouvernement toute information ou rapport nécessaire à l'exercice des missions du CSA et des Collèges. Sauf lorsque la protection du secret des affaires a été requise, il transmet toute information ou rapport nécessaire à l'exercice des missions des services du Gouvernement qui sont tenus au même secret que celui visé à l'article 9.1.5-5.

Le bureau peut de même faire appel à des services extérieurs ou à des experts pour assister le CSA et les Collèges dans l'exercice de leurs missions.

§ 2. Le Gouvernement informe le bureau de la suite qu'il réserve aux avis donnés par celui-ci. Le bureau en informe chacun des Collèges concernés.

Art. 9.1.3-3. - § 1^{er}. Le bureau est composé du président et des premier, deuxième et troisième vice-présidents du CSA.

Les membres du bureau sont désignés par le Gouvernement, dans le respect de la représentation proportionnelle des tendances politiques démocratiques existantes au sein du Parlement de la Communauté française, pour un mandat de cinq ans, à la suite d'un appel à candidatures publié sur le site internet du CSA et d'une comparaison des titres et mérites de chacun des candidats, notamment dans les domaines du droit, de l'audiovisuel ou de la communication.

Les membres du Bureau ne doivent pas avoir atteint l'âge légal de la pension au moment de leur désignation.

§ 2. Les incompatibilités visées à l'article 9.1.2-6, § 2 et 3, sont applicables aux président et vice-présidents.

§ 3. Le Gouvernement procède au remplacement du président ou d'un vice-président en cas de cessation de fonction avant l'expiration de son mandat.

§ 4. Le président et les vice-présidents du CSA prêtent serment entre les mains du Ministre. Les autres membres prêtent serment entre les mains du président du CSA. Le texte du serment est celui prévu par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la Monarchie constitutionnelle représentative.

§ 5. Les président et vice-présidents sont révocables par le Parlement sur proposition du Gouvernement conformément à la procédure et aux motifs visés à l'article 9.1.2-6, § 1^{er}.

§ 6. Le Gouvernement arrête le statut des membres du bureau.

CHAPITRE IV. — Le secrétariat d'instruction

Art. 9.1.4-1. - § 1^{er}. Le secrétariat d'instruction du CSA reçoit les plaintes adressées au CSA. Il instruit les dossiers en toute indépendance. Il peut également ouvrir d'initiative une instruction.

§ 2. Le secrétariat d'instruction du CSA est dirigé par le secrétaire d'instruction. Le secrétariat d'instruction est placé sous l'autorité du bureau mais jouit, dans le cadre de ses missions d'instruction, d'une indépendance par rapport à celui-ci.

Art. 9.1.4-2. - Les incompatibilités visées à l'article 9.1.2-6, § 2 et 3, sont applicables aux membres du personnel du CSA.

Les membres du personnel du CSA sont tenus au respect des règles déontologiques édictées dans les règlements d'ordre intérieur du CSA.

CHAPITRE V. — Service et fonctionnement

Art. 9.1.5-1. - § 1^{er}. Chaque Collège arrête son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci édicte notamment les règles de fonctionnement, les règles de déontologie et, au besoin, celles prévoyant la mention des opinions minoritaires, ainsi que les règles relatives à la publicité des décisions, recommandations, codes de conduite et avis.

Le règlement d'ordre intérieur prévoit également la procédure à suivre par un collège qui propose au Gouvernement la révocation d'un de ses membres, en ce compris les révocations fondées sur une incompatibilité dûment constatée par le collège.

Le règlement d'ordre intérieur peut également prévoir les modes et délais de convocation et les modes de délibération des collèges lorsque les quorums de présence et de délibération prévus à l'article 9.1.5-3 ne sont pas atteints.

Le règlement d'ordre intérieur devra au moins prévoir que les collèges peuvent être convoqués à une nouvelle réunion dans un délai minimum de cinq jours ouvrables.

Le règlement d'ordre intérieur du Collège d'autorisation et de contrôle prévoit, notamment, les modalités de mise en œuvre des articles 9.2.2-3 et 9.2.2-4, et les dispositions en matière de transparence des intérêts de ses membres dans le secteur audiovisuel.

§ 2. Le bureau établit un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci règle notamment les modalités de convocation aux réunions, les délégations d'attributions visées à l'article 9.1.3-1, § 1^{er}, et les délégations de vote visées à l'article 9.1.5-4 ainsi que la publicité des travaux du CSA, effectuée sous la responsabilité du bureau, et les modalités de fonctionnement du secrétariat d'instruction.

§ 3. Les règlements d'ordre intérieur sont approuvés par le Gouvernement.

Art. 9.1.5-2. - Le président du CSA préside de droit les Collèges. Les vice-présidents assistent, avec voix délibérative, à toutes les réunions des Collèges. En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par un des vice-présidents. Le règlement d'ordre intérieur du collège fixe les modalités de ce remplacement.

Art. 9.1.5-3. - Chaque Collège est convoqué par le président ou son remplaçant. Chaque Collège arrête l'ordre du jour sur proposition du président.

Le Collège d'avis ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents.

Le Collège d'autorisation et de contrôle ne délibère valablement que la majorité de ses membres désignés est présente.

Les délibérations du Collège d'autorisation et de contrôle sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations du Collège d'avis sont prises au consensus des membres présents. Les avis rendus peuvent toutefois comprendre des opinions divergentes.

Art. 9.1.5-4. - Le bureau se réunit sur convocation de son président ou de son remplaçant. La convocation contient l'ordre du jour.

Il délibère valablement à la majorité, lorsque trois de ses membres sont présents. Toutefois, deux des membres au plus peuvent déléguer, par écrit, leur vote à un autre membre du bureau. Un membre ne peut détenir plus d'une délégation.

En cas de parité des votes, la voix du président est prépondérante.

Art. 9.1.5-5. - Le président, les vice-présidents, les membres des collèges, de même que l'ensemble des membres du personnel sont tenus au secret pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leurs fonctions, sous réserve de ce qui est nécessaire à l'établissement des actes et rapports destinés à être rendus publics.

L'article 458 du Code pénal sur le secret professionnel est applicable.

CHAPITRE VI. — Ressources

Art. 9.1.6-1. - § 1^{er}. Le CSA a pour ressources :

- 1° la dotation annuelle allouée par la Communauté française;
- 2° la dotation complémentaire spécifique;
- 3° les dons et legs faits en sa faveur;
- 4° les revenus de ses biens propres;
- 5° les subventions octroyées dans le cadre de missions spécifiques non couvertes par le contrat de financement.

§ 2. Le Gouvernement conclut avec le CSA un contrat de financement qui détermine pour une période de cinq ans, le montant de la dotation allouée au CSA. Cette dotation est inscrite annuellement au budget de la Communauté française et est indexée selon les modalités fixées dans le contrat de financement. Le contrat de financement est publié sur le site internet du CSA.

Le contrat de financement peut faire l'objet, par avenant, d'une modification en vertu de l'évolution des missions du CSA.

§ 3. Chaque année, la Communauté française alloue au CSA, le cas échéant, une dotation complémentaire spécifique. Celle-ci couvre les dommages et intérêts payés par le CSA en raison de la mise en cause éventuelle de sa responsabilité pour des faits relevant de l'exécution de ses missions visées aux articles 9.2.2-1 à 9.2.2-5. La dotation spécifique ne sera versée que dans la mesure où le montant de ces dommages et intérêts ne peut être couvert par les autres ressources du CSA.

CHAPITRE VII. — Contrôle

Art. 9.1.7-1. - § 1^{er}. Le Gouvernement affecte un des commissaires du Gouvernement visés dans le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, au contrôle du CSA. Ce commissaire veille à la bonne gestion administrative et financière du CSA.

Par dérogation au décret visé à l'alinéa 1^{er}, le Commissaire n'assiste qu'aux seules réunions du bureau du CSA.

Le bureau communique tout document utile à l'exercice des missions du commissaire.

Par ailleurs, le commissaire peut se faire communiquer tout document qu'il juge utile à l'exercice de ses missions.

§ 2. Par dérogation au décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, le commissaire du Gouvernement ne peut exercer un recours auprès du Gouvernement qu'à l'encontre des décisions relatives à la gestion administrative et financière, et au fonctionnement du CSA qu'il estime être contraire aux lois, décrets, ordonnances et arrêtés ou qu'il considère comme mettant en péril l'équilibre financier du CSA.

Art. 9.1.7-2. - § 1. La gestion financière du CSA est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Le contrôle des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un commissaire aux comptes.

Le Gouvernement nomme le commissaire aux comptes parmi les membres, personnes physiques ou morales de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Le commissaire aux comptes fait rapport, au moins une fois par an, au bureau du CSA.

§ 3. Au plus tard le 30 juin, le bureau transmet un rapport annuel de gestion au Gouvernement comprenant notamment une synthèse des comptes annuels, les principales données financières de l'année écoulée, les bilans et le rapport du commissaire au compte.

TITRE II. — Des sanctions

CHAPITRE 1^{er}. — Des sanctions pénales et civiles

Section 1^{er}. — Des sanctions pénales

Art. 9.2.1-1. - Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou à une amende de 26 euros au moins, ou à l'une de ces peines seulement, quiconque aura sciemment édité un service de médias audiovisuels ou utilisé une radiofréquence, sans s'être déclaré ou sans avoir obtenu les autorisations prévues par le présent décret ou lorsque ces autorisations ont été suspendues, retirées ou sont venues à échéance.

Art. 9.2.1-2. - Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou à une amende de 26 euros au moins, ou à l'une de ces peines seulement, quiconque aura sciemment diffusé un service de médias audiovisuels contraire aux dispositions des titres 3, 4 et 5 du Livre II.

Art. 9.2.1-3. - § 1^{er}. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 5 ans et d'une amende de 26 euros au moins ou de l'une de ces peines seulement, celui qui :

- 1° procède à la fabrication, l'importation, la distribution, la vente, la location ou la détention de dispositifs illicites;
- 2° procède à l'installation, l'entretien ou le remplacement d'un dispositif illicite;
- 3° à recours à tout moyen de communication afin de promouvoir, directement ou indirectement, les dispositifs illicites;
- 4° utilise un dispositif illicite.

§ 2. La confiscation des dispositifs illicites est prononcée conformément à l'article 42 du Code pénal.

§ 3. Par « dispositif illicite », il faut entendre tout dispositif ou composant matériel ou logiciel conçu, produit, adapté ou réalisé pour permettre l'accès à un service protégé ou rendant accessible un service protégé sous une forme intelligible sans l'autorisation du prestataire de services.

Par « service protégé », il faut entendre tout service de médias audiovisuels fourni moyennant paiement et sur la base d'un accès conditionnel.

Art. 9.2.1-4. - Les dispositions du Livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII, sont applicables aux infractions prévues aux articles 9.2.1-1 à 9.2.1-3.

Section II. — Des sanctions civiles

Art. 9.2.1-5. - Sans préjudice de la compétence du tribunal de commerce, le président de celui-ci peut constater l'existence et ordonner la cessation de tout acte visé à l'article 9.2.1-3.

L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

Il est statué sur l'action nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant une juridiction pénale.

Le jugement est exécutoire par provision nonobstant tout recours et sans caution, sauf si le juge a ordonné qu'il en soit fourni une.

Outre la cessation de l'acte litigieux, le président du tribunal de commerce peut ordonner selon la manière qu'il jugera appropriée, la publication de tout ou partie du jugement aux frais du contrevenant.

Le contrevenant peut en outre être condamné à la confiscation des dispositifs illicites ou le cas échéant au paiement d'une somme égale au prix de ces dispositifs illicites déjà cédés.

CHAPITRE II. — Des sanctions administratives

Art. 9.2.2-1. - § 1^{er}. Lorsqu'il constate une violation aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel, notamment ceux visés à l'article 9.1.2-1, § 1^{er}, 2^o, approuvés par le Gouvernement, ou un manquement aux obligations découlant d'une convention conclue entre la Communauté française et un éditeur de services ou un distributeur de services, du contrat de gestion de la RTBF, de la convention conclue entre le Gouvernement et chacun des médias de proximité ainsi que d'engagements pris dans le cadre de la réponse à un appel d'offres visé par le présent décret, ou la non-exécution d'une sanction visée ci-dessous, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le respect de la procédure visée à l'article 9.2.2-3, prononcer une des sanctions suivantes :

1^o l'avertissement;

2^o la publication, aux conditions qu'il fixe, sur le service incriminé ou dans toute autre publication périodique ou les deux et aux frais du contrevenant, d'un communiqué indiquant que le Collège d'autorisation et de contrôle a constaté une infraction que le communiqué relate;

3^o la suspension du programme incriminé;

4^o le retrait du programme ou de la vidéo créée par l'utilisateur incriminé;

5^o la suspension de l'autorisation pour une durée maximale de six mois;

6^o sans préjudice de l'article 9.2.3-1, la suspension de la distribution du service incriminé;

7^o une amende dont le montant ne peut être inférieur à 250 euros ni excéder 3% du chiffre d'affaires annuel hors taxes. En cas de récidive dans un délai de cinq ans, ce montant est porté à 5% du chiffre d'affaires annuel hors taxes. La peine d'amende peut être infligée accessoirement à toutes autres peines prévues au présent paragraphe;

8^o le retrait de l'autorisation.

§ 2. Sans préjudice de l'article 9.2.3-1, en cas de menace de préjudice grave et difficilement réparable, le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre la distribution d'un service pour une durée qui ne peut excéder 15 jours.

§ 3. Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle prononce une sanction conformément au paragraphe 1^{er}, il peut l'assortir d'une astreinte. Le montant de l'astreinte doit être raisonnable et proportionné au regard de l'infraction et du non-respect de la décision. Le montant de l'astreinte ne peut, mensuellement, excéder 1% du chiffre d'affaires annuel hors taxes.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut exiger le cautionnement des montants visés à l'article 9.2.2-1, §1^{er}, 7^o et 9.2.2-1, § 3.

Art. 9.2.2-2. - Le Gouvernement est chargé du recouvrement des amendes dues en vertu de l'article 9.2.2-1, § 1^{er}, 7^o et § 3, le cas échéant par voie de contrainte, qu'il a le pouvoir de dresser. Il peut désigner au sein de ses services, un ou plusieurs fonctionnaires chargés de ce recouvrement.

Dans le mois de la réception de la décision du CSA, préalablement à la contrainte, le Gouvernement ou le ou les fonctionnaires chargés du recouvrement notifient au débiteur de l'amende une invitation à payer l'amende dans les trois mois.

En cas de non-paiement de l'amende dans le délai requis, l'ordonnateur dresse la contrainte dans les 3 mois à dater de l'échéance de paiement. Toutefois, l'ordonnateur ne dresse pas de contrainte en cas de recours devant le Conseil d'État à l'encontre de la décision du CSA. Dans cette hypothèse, il dresse la contrainte dans les 3 mois à dater de la réception de l'arrêt du Conseil d'État.

La contrainte est exécutoire dans les huit jours de la signification de celle-ci au débiteur de l'amende. Elle est exécutée par huissier de justice dans les formes prévues par le Code judiciaire.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition motivée avec citation en justice. À peine de déchéance, cette opposition est faite par exploit signifié au cabinet du Ministre-Président de la Communauté française dans le mois de la signification de la contrainte.

L'action est portée devant le tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du débiteur.

Art. 9.2.2-3. - § 1^{er}. Dès qu'une plainte ou qu'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement visés à l'article 9.2.2-1, § 1^{er}, est porté à la connaissance du CSA, le secrétariat d'instruction ouvre une information et statue sur la recevabilité du dossier.

Si le dossier est recevable, le secrétariat d'instruction en assure l'instruction. Le secrétariat d'instruction peut classer sans suite.

Tous les mois, le secrétariat d'instruction communique au Collège d'autorisation et de contrôle une information sur les dossiers introduits au Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Le Collège d'autorisation et de contrôle peut évoquer les décisions de non recevabilité et de classement sans suite du secrétariat d'instruction.

Le rapport d'instruction est remis au Collège d'autorisation et de contrôle.

Le présent paragraphe n'est pas d'application lorsqu'une violation ou un manquement est constaté dans le cadre d'un avis du Collège d'autorisation et de contrôle sur la réalisation des obligations des éditeurs et des distributeurs de services, auquel cas cet avis constitue le fondement de la notification de griefs.

§ 2. Le Collège d'autorisation et de contrôle notifie ses griefs et le rapport, ou le cas échéant l'avis sur la réalisation des obligations visées à l'article 9.1.2-3, § 1^{er}, 5^o à 9^o, au contrevenant. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour consulter le dossier et présenter ses observations écrites.

§ 3. Le contrevenant est invité à comparaître à la date fixée par le président et communiquée par envoi postal et recommandé. Il peut se faire représenter par un conseil. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut entendre toute personne pouvant contribuer utilement à son information.

§ 4. Le Collège d'autorisation et de contrôle rend une décision motivée dans les soixante jours qui suivent la clôture des débats. Celle-ci est notifiée par envoi postal et recommandé. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut statuer par défaut.

§ 5. Lorsqu'une décision par défaut a été prononcée, le contrevenant peut faire opposition par envoi postal et recommandé dans les quinze jours qui suivent la date de la notification de la décision rendue par le Collège d'autorisation et de contrôle.

Une nouvelle date d'audience est fixée. Si celui-ci est à nouveau en défaut de comparaître, il n'est plus admis à former opposition.

§ 6. Les audiences du Collège d'autorisation et de contrôle sont publiques. Il peut ordonner le huis-clos par une décision motivée, d'initiative ou à la demande de l'intéressé.

Art. 9.2.2-4. - Dans les cas urgents et lorsqu'il existe un risque de préjudice grave et difficilement réparable, par dérogation à l'article 9.2.2-3, le président du CSA ou son remplaçant dès qu'il a connaissance d'un fait susceptible de constituer une violation ou un manquement visés à l'article 9.2.2-1, § 1^{er}, peut convoquer les personnes intéressées au jour et à l'heure indiquée par lui. La convocation comprend la notification des griefs. Le Collège d'autorisation et de contrôle est immédiatement informé de la mise en œuvre de la procédure d'urgence.

En cas de menace immédiate et grave pour la sûreté publique, la sécurité publique ou la santé publique ou qui est de nature à créer de graves problèmes économiques ou opérationnels pour d'autres fournisseurs ou utilisateurs de réseaux ou de services de communications électroniques, ou d'autres utilisateurs du spectre radioélectrique, le président du CSA peut suspendre les activités de l'opérateur de réseau ou du fournisseur de services de communications électroniques pour une durée qui ne peut excéder trois mois.

Le contrevenant peut déposer des observations écrites ou proposer des mesures correctrices à l'audience.

Lorsque le président du CSA prononce une sanction à l'égard du contrevenant, le Collège d'autorisation et de contrôle, dans le respect de la procédure visée à l'article 9.2.2-3, doit se prononcer sur la décision du président dans les 3 mois à dater de la notification de la décision au contrevenant. À défaut, la décision du président devient caduque. Le président du CSA ou son remplaçant qui a rendu la décision selon la procédure d'urgence ne peut siéger au Collège d'autorisation et de contrôle lors de l'examen de cette décision.

La sanction prononcée par le président du CSA peut être assortie d'une astreinte. Le montant de l'astreinte doit être raisonnable et proportionné au regard de l'infraction et du non-respect de la décision. Le montant de l'astreinte ne peut, mensuellement excéder 1% du chiffre d'affaires annuel hors taxes.

Art. 9.2.2-5. - § 1^{er}. En vue d'assurer les missions qui lui sont confiées, le secrétariat d'instruction du CSA peut :

1^o recueillir sans déplacement tant auprès des administrations que des personnes physiques ou morales éditrices ou distributrices de services de médias audiovisuels, des régies publicitaires, agences publicitaires et annonceurs concernés par la diffusion de communication commerciale par un des éditeurs cités ou de tout acte analogue, toutes les informations nécessaires pour s'assurer du respect des obligations qui sont imposées aux titulaires d'autorisation;

2^o procéder auprès des mêmes personnes physiques ou morales à des enquêtes selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement peut désigner au sein du secrétariat d'instruction du CSA des agents assermentés ayant pouvoir de dresser des procès-verbaux valant jusqu'à preuve du contraire. Ces agents prêtent serment, conformément à l'article 572 du Code judiciaire.

CHAPITRE III. — Des sanctions à l'égard de services télévisuels tiers

Art. 9.2.3-1. - § 1^{er}. Le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre provisoirement et moyennant le respect de la procédure décrite ci-après, la distribution des services télévisuels visés à l'article 7.2-3, § 1^{er}, 3^o et 4^o, et à l'article 7.4-2, § 1^{er}, 1^o et 2^o, dans le cas où, à deux reprises au cours des douze mois précédents, ils ont enfreint, d'une manière manifeste, sérieuse et grave, l'article 2.3-1, 2^o ou 4^o, ou ils ont porté atteinte ou ont présenté un risque sérieux et grave d'atteinte à la santé publique.

Dans ce cas, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie par envoi postal et recommandé à l'éditeur de services concerné, à l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission européenne les violations reprochées et son intention de procéder à la suspension du service concerné si une des violations visées à l'alinéa 1^{er} persiste ou se reproduit.

Lors de la notification visée à l'alinéa 2, le Collège d'autorisation et de contrôle octroi à l'éditeur de services concerné un délai minimal de 15 jours calendriers à compter de l'envoi de la notification pour exprimer son point de vue sur les violations alléguées.

Si dans un délai d'un mois à compter de la réception par la Commission de la notification visée à l'alinéa 2, les consultations avec l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et la Commission européenne n'ont pu aboutir à un règlement amiable et si une des violations visées à l'alinéa 1^{er} persiste ou se reproduit, le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre provisoirement la distribution du service incriminé.

S'il suspend la distribution, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie sa décision par envoi postal et recommandé à l'éditeur de services concerné, à l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission européenne.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle peut suspendre provisoirement, moyennant le respect de la procédure décrite ci-après, la distribution des services télévisuels visés à l'article 7.2-3, § 1^{er}, 3^o et 4^o, et à l'article 7.4-2, § 1^{er}, 1^o et 2^o, dans le cas où, à au moins une reprise au cours des douze mois précédents, ils ont enfreint d'une manière manifeste sérieuse et grave, l'article 2.3-1, 3^o, ou ils ont porté atteinte ou ont présenté un risque sérieux et grave à la sécurité publique, y compris la protection de la sécurité et de la défense nationales.

Dans ce cas, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie par envoi postal et recommandé à l'éditeur de services concerné, à l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission européenne les violations reprochées et son intention de procéder à la suspension du service concerné si une des violations visées à l'alinéa 1^{er} persiste ou se reproduit.

Lors de la notification visée à l'alinéa 2, le Collège d'autorisation et de contrôle octroie à l'éditeur de services concerné un délai minimal de 15 jours calendriers à compter de l'envoi de la notification pour exprimer son point de vue sur les violations alléguées.

S'il suspend la distribution, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie sa décision par envoi postal et recommandé à l'éditeur de services concerné, à l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission européenne.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, en cas d'urgence, au plus tard dans le mois de la violation alléguée, le Collège d'autorisation et de contrôle peut procéder à la suspension du service concerné. Dans ce cas, il notifie dans les 3 jours par envoi postal et recommandé la violation alléguée, sa décision de suspension et la motivation de l'urgence à l'éditeur de services concerné, ainsi qu'à l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission européenne.

Lors de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, le Collège d'autorisation et de contrôle octroie à l'éditeur de services concerné un délai minimal de 3 jours calendriers à compter de l'envoi de la notification pour exprimer son point de vue sur les violations alléguées.

§ 4. Les paragraphes 1, 2 et 3 ne s'opposent pas à l'application de toute procédure, voie de droit ou sanction contre les violations en cause.

Art. 9.2.3-2. - Lorsque le Collège d'autorisation et de contrôle constate qu'un ou plusieurs services télévisuels d'un éditeur de services établi dans un État membre de l'Union européenne ou Partie à l'Accord sur l'Espace économique européen sont entièrement ou principalement destinés au public de la Communauté française, il adresse par envoi postal et recommandé une demande motivée par laquelle il invite l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné à enjoindre à l'éditeur de services concerné de se conformer aux dispositions des Livres IV, V et VI.

Le Collège d'autorisation et de contrôle et l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné, tentent en coopérant de façon loyale et diligente de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante en se basant notamment sur les informations transmises par l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et, le cas échéant, les éventuelles raisons qui ne permettent pas d'accéder à la demande du Collège d'autorisation et de contrôle visée à l'alinéa 1^{er}.

À défaut de solution satisfaisante dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er} par l'autorité compétente duquel relève l'éditeur de services concerné, le Collège d'autorisation et de contrôle peut soumettre l'éditeur de services concerné au respect des dispositions des Livres IV, V et VI, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° il dispose d'éléments permettant d'établir raisonnablement que l'éditeur de services s'est établi sur le territoire de l'État compétent afin de se soustraire aux règles d'intérêt général plus contraignantes qui lui seraient applicables s'il relevait de la compétence de la Communauté française, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'intention de l'éditeur de services télévisuels de se soustraire à ces règles;

2° la mesure est objectivement nécessaire, appliquée de manière non discriminatoire et proportionnée au regard des objectifs poursuivis.

Dans ce cas, le Collège d'autorisation et de contrôle notifie son intention de prendre la mesure et les motifs sur laquelle elle est fondée, par envoi postal et recommandé à l'éditeur de services concerné, à l'autorité compétente au sein de l'État membre de la compétence duquel relève l'éditeur de services concerné et à la Commission européenne.

Le Collège d'autorisation et de contrôle prononce la décision définitive de soumettre l'éditeur de services concerné au respect des dispositions des Livres IV, V et VI après :

1° avoir permis à ce dernier, dans un délai minimal de 15 jours calendriers à compter de l'envoi de la notification visée à l'alinéa précédent, d'exprimer son point de vue sur les allégations de contournement visées au 2° de l'alinéa 3 et sur la décision que le Collège envisage de prendre en conséquence;

2° décision de la Commission européenne, dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'envoi de la notification visée à l'alinéa précédent, que le projet de décision du Collège est compatible avec le droit de l'Union. Lorsque la Commission formule une demande d'information complémentaire, le délai de 3 mois est prorogé au prorata de la durée d'obtention par la Commission des informations complémentaires sans que cette prolongation puisse excéder 1 mois.

Après la décision définitive du Collège d'autorisation et de contrôle, lorsqu'il constate une violation aux dispositions des Livres IV, V et VI par l'éditeur de services concerné, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le respect de la procédure visée à l'article 9.2.2-3, prononcer une des sanctions visées à l'article 9.2.2-1, § 1^{er}, 1°, 2°, 6° et 7°.

Art. 9.2.3-3. - Lorsqu'il constate une violation de l'article 6.1.1-1 par un éditeur de services télévisuels extérieur, le Collège d'autorisation et de contrôle peut, dans le respect de la procédure visée à l'article 9.2.2-3, prononcer une des sanctions visées à l'article 9.2.2-1, § 1^{er}, 1°, 6° et 7°.

LIVRE X. — DISPOSITIONS FINALES**TITRE 1^{er}. — Dispositions modificatives**

Art. 10.1-1. - Le point 23 du tableau annexé au décret du 27 octobre 1997 tel que modifié, contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, est modifié comme suit :

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées :
Fonds d'aide à la création radiophonique.	Participation de la RTBF telle qu'établie en vertu du contrat de gestion; Participation des radios en réseau.	Soutien aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente; Soutien aux structures d'accueil pour la création radiophonique agréées et ayant pour objet la diffusion, la promotion et la valorisation de la création radiophonique de la Communauté française; Soutien à des projets d'œuvres de création radiophonique; Soutien à la transition numérique des services sonores.

TITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 10.2-1. - L'article 8.2.3-6. entre en vigueur le 28 juin 2025. Toutefois, les guides électroniques de programmes et les interfaces qui ont été mis à la disposition des utilisateurs avant cette date peuvent continuer à être exploités dans leur configuration originelle jusqu'au 28 juin 2030.

Art. 10.2-2. - L'article 7.2.2, §1^{er}, 3^o entre en vigueur dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret. .

Art. 10.2-3. - Le prochain examen visé à l'article 9.1.2-3, § 1^{er}, 11^o, aura lieu, pour la première fois, en 2023.

Art. 10.2-4. - Les arrêtés du Gouvernement pris en exécution du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels le 26 mars 2009 demeurent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'ont pas été abrogés, retirés ou modifiés par un arrêté du Gouvernement.

Les conventions conclues sous l'empire du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels le 26 mars 2009 demeurent en vigueur aussi longtemps qu'elles n'ont pas été modifiées par avenant.

Chaque année, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement reprenant l'ensemble des mesures d'exécution décidées dans le cadre du présent décret.

TITRE III. — Dispositions abrogatoires

Art. 10.3-1. - Le décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009 est abrogé.

Art. 10.3-2. - L'article 7, § 5, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française est abrogé.

Art. 10.3-3. - L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2000 relatif aux communications en langue française du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la région wallonne, du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale est abrogé.

TITRE IV. — Entrée en vigueur

Art. 10.4-1. - Le présent décret entre en vigueur le vingtième jour suivant sa date de publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 février 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. - Projet de décret, n° 187-1. - Amendement(s) en commission, n°187-2 - Rapport de commission, n°187-3. - Texte adopté en commission, n° 187-4 - Amendement(s) en séance, n° 187-5 - Texte adopté en séance plénière, n°187-6

Compte rendu intégral. - Discussion et adoption. - Séance du 3 février 2021

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/20568]

4 FEBRUARI 2021. — Decreet betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

BOEK I. — INLEIDENDE BEPALINGEN

TITEL I. — Toepassingsgebied

Artikel 1.1-1. - Onverminderd de bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op de RTBF, is dit decreet van toepassing op elke activiteit met betrekking tot zowel lineaire als niet-lineaire televisiediensten, auditieve diensten en audiovisuele mediadiensten, evenals videoplatformdiensten.

Art. 1.1-2. - Onverminderd de bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op de externe uitgevers van televisiediensten, is elke dienstenuitgever, elke aanbieder van videoplatformdiensten, elke dienstenverdelers, elke netwerkexploitant, elke aanbieder van elektronische communicatiediensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert, onderworpen aan dit decreet.

Art. 1.1-3. - § 1. Ressorteert onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap, elke dienstenuitgever:

1° die gevestigd is in het Franse taalgebied;

2° die gevestigd is in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die omwille van zijn activiteit als uitgever van een audiovisuele mediadienst beschouwd wordt als uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behorend voor de uitgave van die dienst in het bijzonder.

§ 2. Wordt beschouwd als gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de dienstenuitgever:

1° die zijn maatschappelijke zetel heeft in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad waar de redactionele beslissingen met betrekking tot zijn audiovisuele mediadienst worden genomen;

2° van wie een aanzienlijk deel van het personeel dat tewerkgesteld is in programmagerelateerde activiteiten van de audiovisuele mediadienst, werkzaam is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad:

a) wanneer zijn maatschappelijke zetel gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en de plaats waar de redactionele beslissingen met betrekking tot zijn audiovisuele mediadienst worden genomen, gelegen is in een lidstaat van de Europese Unie of staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) of wanneer de plaats waar de redactionele beslissingen met betrekking tot zijn audiovisuele mediadienst worden genomen, gelegen is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en zijn maatschappelijke zetel gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

3° die zijn maatschappelijke zetel heeft in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, wanneer de plaats waar de redactionele beslissingen met betrekking tot zijn audiovisuele mediadienst worden genomen, gelegen is in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, en indien een aanzienlijk deel van het personeel dat tewerkgesteld is in programmagerelateerde activiteiten van de audiovisuele mediadienst, werkzaam is in enerzijds het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en anderzijds in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

4° die wettelijk begon uit te zenden in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad wanneer 2° niet van toepassing is, zodra een aanzienlijk deel van zijn personeel dat werkzaam is in programmagerelateerde activiteiten van de audiovisuele mediadienst niet werkzaam is in het Franse taalgebied, in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of in een staat zoals bedoeld in 2° en op voorwaarde dat hij een stabiele en reële economische band met de Franse Gemeenschap onderhoudt;

5° van wie een aanzienlijk deel van zijn personeel dat werkzaam is in de activiteiten van de audiovisuele mediadienst werkzaam is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad:

a) wanneer zijn maatschappelijke zetel gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en de plaats waar de redactionele beslissingen met betrekking tot zijn audiovisuele mediadienst worden genomen, gelegen is in een staat die geen lid is van de Europese Unie of die geen partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte;

b) of wanneer de plaats waar de redactionele beslissingen betreffende zijn audiovisuele mediadienst worden genomen, gelegen is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en zijn maatschappelijke zetel gevestigd is in een staat die geen lid is van de Europese Unie of geen partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte.

§ 3. Onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert de dienstenuitgever die niet gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte en die een of meer van zijn audiovisuele mediadiensten verdeelt of laat verdelen:

1° door gebruik te maken van een uplinksatellietverbinding die zich in het Franstalige gebied bevindt, of die zich in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bevindt in het geval van een dienstenuitgever die, wegens zijn activiteiten, beschouwd moet worden als uitsluitend onder de Franse Gemeenschap ressorterend;

2° door, bij ontstentenis van een uplink zoals bedoeld in 1°, gebruik te maken van een satellietcapaciteit die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert.

§ 4. Ressorteert onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap, de niet in de paragrafen 2 en 3 bedoelde dienstenuitgever die beschouwd wordt als gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad in de zin van de artikelen 49 tot en met 55 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Art. 1.1-4. - § 1. Ressorteert onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap, elke aanbieder van videoplatformdiensten:

1° die gevestigd is in het Franse taalgebied;

2° die gevestigd is in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens zijn activiteit als aanbieder van een videoplatformdienst, beschouwd wordt als uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behorend voor de levering van die dienst in het bijzonder.

§ 2. Wordt beschouwd als gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, de aanbieder van videoplatformdiensten die daar is gevestigd in de zin van artikel 3, paragraaf 1, van Richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, met name de elektronische handel, in de interne markt.

§ 3. Wanneer de aanbieder van videoplatformdiensten niet overeenkomstig paragraaf 1 is gevestigd en in geen enkele andere lidstaat van de Europese Unie is gevestigd, wordt hij beschouwd als gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad indien hij een moederonderneming of een dochteronderneming heeft of deel uitmaakt van een groep met een andere onderneming die in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is gevestigd.

§ 4. Wanneer de moederonderneming, de dochterondernemingen of de andere ondernemingen van de groep van de aanbieder van videoplatformdiensten in verschillende lidstaten van de Europese Unie zijn gevestigd, wordt de aanbieder van videoplatformdiensten beschouwd als gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad indien:

1° de moederonderneming van de aanbieder van videoplatformdiensten in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is gevestigd;

2° de dochteronderneming van de aanbieder van videoplatformdiensten in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is gevestigd en indien de moederonderneming en andere dochterondernemingen niet in een lidstaat van de Europese Unie zijn gevestigd;

3° de moederonderneming niet in een lidstaat van de Europese Unie is gevestigd en indien van de dochterondernemingen van de aanbieder van videoplatformdiensten die in verschillende lidstaten van de Europese Unie gevestigd zijn, de eerste dochteronderneming die haar activiteiten heeft aangevat, gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op voorwaarde dat ze een stabiele en reële economische band met de Franse Gemeenschap onderhoudt;

4° de moederonderneming en dochterondernemingen niet in een lidstaat van de Europese Unie zijn gevestigd en indien van de andere ondernemingen van de groep van de aanbieder van videoplatformdiensten die in meerdere lidstaten van de Europese Unie gevestigd zijn, de eerste onderneming van de groep die haar activiteiten heeft aangevat, gevestigd is in het Franstalige gebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op voorwaarde dat ze een stabiele en reële economische band met de Franse Gemeenschap onderhoudt.

§ 5. Voor de toepassing van de paragrafen 3 en 4 wordt verstaan onder:

1° moederonderneming: een onderneming die zeggenschap heeft over een of meer dochterondernemingen;

2° dochteronderneming: een onderneming waarover een moederonderneming zeggenschap heeft, met inbegrip van elke dochteronderneming van de moederonderneming die aan het hoofd van de groep staat;

3° groep: een moederonderneming, al haar dochterondernemingen en alle andere ondernemingen die er op organisatorisch gebied economische en juridische banden mee hebben.

Art. 1.1-5. - Is onderworpen aan de bepalingen van dit decreet, elke dienstenverdelers die een of meer audiovisuele mediadiensten ter beschikking stelt van het publiek door een beroep te doen op:

1° ofwel een terrestrisch elektronisch hertzgolvencommunicatienetwerk dat een of meer radiofrequenties van de Franse Gemeenschap gebruikt;

2° ofwel een kabeldistributienetwerk gelegen in het Franse taalgebied;

3° ofwel een kabeldistributienetwerk gelegen in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en waarvan de activiteit uitsluitend aan de Franse Gemeenschap is verbonden;

4° ofwel een of meer downlinksatellietradiofrequenties van de Franse Gemeenschap;

5° ofwel een of meer downlinksatellietradiofrequenties om deze dienst(en) aan het publiek in het Franse taalgebied te kunnen aanbieden en die bovendien een exploitatiezetel in België heeft;

6° ofwel een of meer downlinksatellietradiofrequenties om deze dienst(en) aan het publiek in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad te kunnen aanbieden en die bovendien een exploitatiezetel in België heeft en van wie de activiteit uitsluitend aan de Franse Gemeenschap is gekoppeld;

7° ofwel elk ander transmissiesysteem om deze dienst(en) aan het publiek in het Franse taalgebied te kunnen aanbieden en die bovendien een exploitatiezetel in België heeft;

8° ofwel elk ander transmissiesysteem om deze dienst(en) aan het publiek in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad te kunnen aanbieden en die bovendien een exploitatiezetel in België heeft en van wie de activiteit uitsluitend aan de Franse Gemeenschap is gekoppeld.

Art. 1.1-6. - De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op elke netwerkexploitant met een exploitatiezetel in België die:

1° een elektronischcommunicatienetwerk levert dat het Franse taalgebied dekt;

2° een elektronischcommunicatienetwerk levert dat het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad dekt en van wie de activiteit uitsluitend aan de Franse Gemeenschap is gekoppeld.

Art. 1.1-7. - Is onderworpen aan de bepalingen van dit decreet, elke aanbieder van elektronischcommunicatiediensten die instaat voor de transmissie van signalen via het elektronischcommunicatienetwerk van een netwerkexploitant die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert.

TITEL II. — Omzetting van Europese wetgeving

Art. 1.2-1. - Dit decreet strekt tot de gedeeltelijke omzetting van de volgende richtlijnen:

1° Richtlijn 2010/13/EU van het Europees Parlement en de Raad van 10 maart 2010 betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten en Richtlijn (EU) 2018/1808 van het Europees Parlement en de Raad van 14 november 2018 tot wijziging van Richtlijn 2010/13/EU betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de lidstaten inzake het aanbieden van audiovisuele mediadiensten;

2° Richtlijn 95/47/EG inzake het gebruik van normen voor het uitzenden van televisiesignalen;

3° Richtlijn 98/84/EG betreffende de rechtsbescherming van diensten gebaseerd op of bestaande uit voorwaardelijke toegang;

4° Richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie;

5° Richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten.

TITEL III. — Definities

Art. 1.3-1. - In dit decreet moet worden verstaan onder:

1° Toegang: het beschikbaar stellen van faciliteiten of diensten door een netwerkexploitant aan een derde, onder welbepaalde voorwaarden, op al dan niet exclusieve wijze, met het oog op het aanbieden van elektronischecommunicatiediensten, voor zover die elektronischecommunicatiediensten dienen voor het aanbieden van audiovisuele mediadiensten. Die beschikbaarstelling omvat onder meer: toegang tot netwerkelementen en bijbehorende faciliteiten en eventueel tot de verbinding met uitrustingen via al dan niet vaste middelen, met inbegrip van de toegang tot het aansluitnetwerk en tot faciliteiten en diensten die noodzakelijk zijn om diensten te kunnen aanbieden via het aansluitnetwerk; toegang tot de materiële infrastructuur met inbegrip van gebouwen, kabelgoten en masten; toegang tot relevante programmatuursystemen met inbegrip van operationele ondersteuningssystemen; toegang tot informatiesystemen of databases voor de voorbereiding van bestellingen, bevoorrading, bestelling, onderhouds- en herstelverzoeken en facturering; toegang tot vaste en mobiele netwerken; toegang tot voorwaardelijke toegangssystemen; toegang tot virtuele netwerkdiensten;

2° Aankoop van een programma: elke verwerving, door of voor rekening van een dienstenuitgever, van een uitzendrecht op een programma dat geproduceerd wordt door ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die er de gedelegeerde productie van heeft verzekerd, met uitzondering van commerciële communicatie;

3° Zelfpromotie: elke boodschap die wordt verspreid op initiatief van een dienstenuitgever of aanbieder van videoplatformdiensten en bedoeld is voor de promotie van zijn eigen diensten, programma's of verwante producten die rechtstreeks van zijn eigen programma's zijn afgeleid;

4° Centrum voor de film en de audiovisuele sector ('Centre du cinéma et de l'audiovisuel'): het Centrum voor de film en de audiovisuele sector bedoeld in artikel 5 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie;

5° College voor vergunning en controle ('Collège d'autorisation et de contrôle'): het College voor vergunning en controle van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector ('Conseil supérieur de l'audiovisuel');

6° Bestelling van een programma: de bestelling door een dienstenuitgever van een programma, met uitzondering van commerciële communicatie, dat geproduceerd of gecoproduceerd wordt door ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die er de gedelegeerde productie van verzekert;

7° Hoge raad voor opvoeding tot de media ('Conseil supérieur de l'Education aux Médias'): de Hoge raad voor opvoeding tot de media ingesteld door het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge raad voor opvoeding tot de media die de ontwikkeling van initiatieven en bijzondere middelen op dit gebied in de Franse Gemeenschap verzekert;

8° Coproductie van een audiovisueel werk: de productie van een audiovisueel werk door een dienstenuitgever of dienstenverdelers en ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die er de gedelegeerde productie van verzekert;

9° RJD ('CDJ'): de Raad voor journalistieke deontologie ('Conseil de déontologie journalistique'), opgericht binnen de IZJD ('IADJ'), een instantie die erkend is bij het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van een instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie;

10° Hoge Raad ('CSA'): de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector ('Conseil supérieur de l'audiovisuel'), zoals georganiseerd door Boek IX, Titel 1;

11° Redactionele beslissing: de regelmatig genomen beslissing met het oog op de uitoefening van de redactionele verantwoordelijkheid en die aan de werking van een dagelijkse audiovisuele mediadienst is gekoppeld;

12° Dienstenverdelers: elke rechtspersoon die op ongeacht welke wijze, inzonderheid door middel van terrestrische hertzgolven, per satelliet of door middel van een kabeldistributienetwerk, een of meer audiovisuele mediadiensten ter beschikking van het publiek stelt. Het dienstenaanbod kan diensten omvatten die door de rechtspersoon zelf worden uitgegeven, evenals diensten uitgegeven door derden met wie de rechtspersoon contractuele betrekkingen aanknoopt. Als dienstenverdelers wordt eveneens beschouwd, iedere rechtspersoon die een dienstenaanbod levert door contractuele betrekkingen met andere verdelers aan te knopen;

13° Dienstenuitgever: de natuurlijke of rechtspersoon die de redactionele verantwoordelijkheid draagt voor de keuze van de inhoud van de audiovisuele mediadienst en die bepaalt op welke wijze deze wordt georganiseerd;

14° Externe uitgever van televisiediensten: de uitgever van lineaire of niet-lineaire televisiediensten die onder de bevoegdheid ressorteert van een lidstaat van de Europese Unie of een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte of een staat die partij is bij de Overeenkomst van de Raad van Europa inzake grensoverschrijdende televisie en die zich richt tot het publiek van het Franse taalgebied of het Franstalige publiek van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad om commerciëlecommunicatie-inkomsten of inkomsten afkomstig van gebruikers uit deze markt te verwerven. Een dergelijke uitgever is met name onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 6.1.1-1, 9.2.3-2 en 9.2.3-3;

15° Aanbieder van elektronischecommunicatiediensten: elke rechtspersoon die een elektronischecommunicatiedienst aanbiedt;

16° Aanbieder van videoplatformdiensten: de natuurlijke of rechtspersoon die een videoplatformdienst aanbiedt;

17° IZJD ('IADJ'): de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie in de Franse Gemeenschap die erkend is bij het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van een instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie;

18° Interconnectie: de fysieke en logische verbinding van elektronischecommunicatienetwerken die door dezelfde of een andere netwerkexploitant worden gebruikt, om hetzelfde dienstenaanbod te kunnen aanbieden aan gebruikers die op verschillende netwerken zijn aangesloten. Interconnectie is een bijzonder type van toegang die tussen netwerkexploitanten tot stand wordt gebracht;

19° Applicatieprogramma-interface: software-interface tussen toepassingen, die worden geleverd door dienstenuitgevers of -verdelers, en de faciliteiten van digitale televisieapparatuur;

20° Nabijheidsmedium: uitgever van audiovisuele nabijheidsmediadiensten, erkend door de Regering overeenkomstig de artikelen 3.2.1-1 en volgende;

21° Minister: de minister die bevoegd is voor de audiovisuele sector;

22° Audiovisueel werk: elk programma dat cumulatief voldoet aan de volgende criteria:

a) het programma voldoet aan de definitie van cinematografisch of televisiefictiewerk in de zin van 25° of van documentair werk in de zin van 27°;

b) het programma is niet een van de volgende programma's:

- een studiotelevisieprogramma, met inbegrip van het programma waarin documentaire- of fictiefragmenten worden getoond;

- een televisieamusementsprogramma, met inbegrip van het programma dat scenario-, regie- of montage-elementen bevat of dat een bepaalde vorm van realiteit toont;

- een televisieprogramma dat tot doel heeft studioprogramma's fictief na te spelen;

- een actualiteitenreportage;

- een informatiemagazine;

- een loutere opname, zonder wijziging van de scenografie en zonder montage, van een live opvoering, voor zover deze opvoering 'onafhankelijk van het televisieprogramma' bestaat;

23° Audiovisueel werk van Belgisch Franstalig initiatief: een audiovisueel werk dat cumulatief beantwoordt aan:

a) de voorwaarden van artikel 9 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie,

b) de culturele criteria die worden toegepast overeenkomstig het door de Regering opgestelde schema van culturele criteria;

24° Werk voor creatie op radio: elk programma dat tegelijk aan de volgende criteria voldoet:

a) het programma is ofwel een fictiewerk op radio in de zin van 26°, ofwel een documentair werk op radio in de zin van 28°, ofwel een muziekwerk op radio in de zin van 30°, ofwel een radiowerk voor permanente opleiding in de zin van 31°;

b) het programma is niet een van de volgende programma's:

- een actualiteitenreportage;

- een loutere opname van een live opvoering;

25° Cinematografisch of televisiefictiewerk: elk programma dat tegelijk aan de volgende criteria voldoet:

a) een creatie van de verbeelding zijn, ook al is ze bedoeld om een realiteit weer te geven;

b) een geësceneerd werk zijn, waarvan de productie gebaseerd is op een scenario, met inbegrip van opnames die ruimte laten voor improvisatie, en waarvan de productie, met uitzondering van animatiewerken, voor het belangrijkste deel van de tijd op de prestaties van vertolkers steunt;

26° Fictiewerk op radio: elk programma dat tegelijk aan de volgende criteria voldoet:

a) een creatie van de verbeelding zijn, ook al is ze bedoeld om een realiteit weer te geven;

b) een origineel werk zijn of een bewerking van een bestaand werk, waarvan de productie op een scenario gebaseerd is en waarvan de realisatie voor het belangrijkste deel van de tijd op de prestaties van vertolkers steunt;

27° Documentair werk: elk programma dat tegelijk aan de volgende criteria voldoet:

a) een element uit de realiteit voorstellen;

b) een standpunt van de auteur weergeven, gekenmerkt door diepgaande beschouwing, uitdieping van het behandelde onderwerp, onderzoek en schrijfwerk;

c) de verwerving van kennis mogelijk maken;

d) de behandeling van het onderwerp moet duidelijk onderscheiden zijn van een strikt informatief programma;

e) van blijvend belang kunnen zijn, anders dan als archief;

28° Documentair werk op radio: elk programma dat tegelijk aan de volgende criteria voldoet:

a) een element uit de realiteit voorstellen;

b) een standpunt van de auteur weergeven, gekenmerkt door diepgaande beschouwing, uitdieping van het behandelde onderwerp, onderzoek en schrijfwerk;

c) de verwerving van kennis mogelijk maken; d) de behandeling van het onderwerp moet duidelijk onderscheiden zijn van een strikt informatief programma;

e) van blijvend belang kunnen zijn, anders dan als archief;

29° Europees werk:

a) een werk dat afkomstig is uit lidstaten van de Europese Unie en dat voornamelijk gerealiseerd wordt met de medewerking van auteurs en werknemers die in een of meer van deze staten verblijf houden en dat aan een van de volgende drie voorwaarden voldoet:

- het wordt gerealiseerd door een of meer producenten gevestigd in een of meer van deze staten,

- de productie van dat werk staat onder het toezicht en de daadwerkelijke controle van een of meer producenten gevestigd in een of meer van deze staten,

- de bijdrage van de coproducten uit deze staten vormt een meerderheidsaandeel in de totale kostprijs van de coproductie, en de coproductie wordt niet gecontroleerd door een of meer buiten die staten gevestigde producenten;

b) een werk dat afkomstig is uit Europese derde landen die partij zijn bij het Europese Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa en dat voornamelijk gerealiseerd wordt met de medewerking van auteurs en werknemers die in een of meer van deze staten verblijf houden, en dat aan een van de volgende drie voorwaarden voldoet:

- het wordt gerealiseerd door een of meer producenten gevestigd in een of meer van deze staten;

- de productie van dat werk staat onder het toezicht en de daadwerkelijke controle van een of meer producenten gevestigd in een of meer van deze staten;

- de bijdrage van de coproducten uit deze staten vormt een meerderheidsaandeel in de totale kostprijs van de coproductie, en de coproductie wordt niet gecontroleerd door een of meer buiten die staten gevestigde producenten;

Een werk dat afkomstig is uit Europese derde landen die partij zijn bij het Europese Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa, is echter alleen een Europees werk op voorwaarde dat de werken afkomstig uit lidstaten van de Unie niet aan discriminerende maatregelen zijn onderworpen in de Europese derde landen;

c) een werk dat gecoproduceerd wordt in het kader van tussen de Europese Unie en derde landen gesloten overeenkomsten betreffende de audiovisuele sector en dat voldoet aan de voorwaarden van elk van deze overeenkomsten, op voorwaarde dat de werken afkomstig uit lidstaten van de Unie niet aan discriminerende maatregelen zijn onderworpen in de Europese derde landen;

d) een werk dat geproduceerd wordt in het kader van tussen lidstaten en derde landen gesloten bilaterale coproductieovereenkomsten, op voorwaarde dat de coproductanten uit de Gemeenschap een meerderheidsaandeel bijdragen in de totale productiekosten en dat de productie niet wordt gecontroleerd door een of meer buiten het grondgebied van de lidstaten gevestigde producenten;

30° Muziekwerk op radio: elk programma waarin een origineel muziekwerk wordt voorgesteld dat in hoofdzaak voor radio-uitzending is bestemd;

31° Radiowerk voor permanente opleiding: elk radioprogramma dat zich richt op de kritische analyse van de maatschappij, de stimulering van democratische en collectieve initiatieven, de ontwikkeling van actief burgerschap en de uitoefening van burgerlijke, politieke, economische, sociale, culturele en milieurechten met het oog op de individuele en collectieve emancipatie van het publiek, waarbij voorrang wordt gegeven aan de actieve participatie van het doelpubliek en aan culturele expressie;

32° Basisaanbod: de audiovisuele mediadiensten die in blokvorm aan de gebruiker worden aangeboden tegen één abonnementsstarief;

33° Netwerexploitant: elke onderneming die een elektronischcommunicatienetwerk of bijbehorende faciliteiten aanbiedt die nodig zijn voor de transmissie aan het publiek van audiovisuele mediadiensten;

34° Vooraankoop van een audiovisueel werk: elke verwerving, door een dienstenuitgever of een dienstenverdelers, van een uitzendrecht voor een audiovisueel werk dat moet worden gerealiseerd en gecoproduceerd door ten minste één onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap die instaat voor de gedelegeerde productie ervan;

35° Externe prestatie: elke prestatie die, op verzoek van een dienstenuitgever, bij de realisatie van een programma van deze uitgever of van een deel ervan, wordt uitgevoerd door een natuurlijke of rechtspersoon gevestigd in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, met uitzondering van commerciële communicatieboodschappen;

36° Onafhankelijke producent: de producent:

a) die een rechtspersoonlijkheid heeft die verschilt van die van een dienstenuitgever,

b) die direct noch indirect niet meer dan 15% bezit in het kapitaal van een dienstenuitgever,

c) die gedurende een periode van drie jaar niet meer dan 90% van zijn omzet haalt uit de verkoop van producties aan eenzelfde dienstenuitgever,

d) van wie het kapitaal noch direct noch indirect voor meer dan 15% in het bezit is van een dienstenuitgever,

e) van wie het kapitaal noch direct noch indirect voor meer dan 15% in het bezit is van een vennootschap die noch direct noch indirect meer dan 15% in het kapitaal van een dienstenuitgever bezit;

De onafhankelijke producent van de Franse Gemeenschap is de producent die gevestigd is in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad en die voldoet aan de criteria vermeld in het voorgaande lid;

37° Muziekproducent: de natuurlijke persoon of rechtspersoon die de opname van een muziekwerk financieel produceert en, in voorkomend geval, de artiest begeleidt in de ontwikkeling van zijn carrière, en wier activiteiten net als die van de moedervennootschap, het filiaal of het permanente agentschap volledig gewijd zijn aan een of meer muziekactiviteiten zoals productie, opname, verdeling, promotie, fonografische of muzikale editie;

38° Eigen productie: het programma dat door het personeel van een dienstenuitgever werd ontworpen, samengesteld en gerealiseerd onder zijn controle;

39° Programma: een geheel van bewegende beelden, al dan niet gecombineerd met klank, in het geval van een televisieprogramma, of een geheel van klanken in het geval van een auditief programma, dat één enkel element vormt, ongeacht de duur ervan, in het kader van een schema, dat betrekking heeft op een lineair programma, of van een catalogus, die betrekking heeft op een programma op aanvraag, zoals bepaald door een dienstenuitgever;

40° Actualiteitenprogramma: programma bedoeld om informatie te verstrekken over economische, politieke, sociale, culturele of sportactualiteiten. Journaals (op televisie of gesproken) zijn een vorm van actualiteitenprogramma. Programma's die bijvoorbeeld uitsluitend aan de culturele of sportactualiteit zijn gewijd, vormen geen actualiteitenprogramma;

41° Radiofrequentie: de frequentie van het radiohertzsignaal met al zijn technische kenmerken, waaronder meer bepaald de geografische coördinaten van de antennesite met zijn breedte- en lengtegraad, de hoogte van de antenne boven de grond, de maximumwaarde van het effectief uitgestraalde vermogen en de opgelegde dempingen;

42° Heruitzendingsradiofrequentie: de radiofrequentie die zich binnen het verzorgingsgebied van een zender bevindt en die bestemd is om het verzorgingsgebied van die zender te verbeteren;

43° Netwerk met zeer hoge capaciteit: hetzij een elektronischcommunicatienetwerk dat volledig uit optischevezelementen bestaat, ten minste tot aan het distributiepunt op de bedieningsplaats, hetzij een elektronischcommunicatienetwerk dat in gebruikelijke piekstandigheden in staat is om soortgelijke netwerkprestaties te bieden wat betreft downlink- en uplinkbandbreedte, veerkrachtigheid van het netwerk, parameters m.b.t. fouten, latentietijden en de veranderingen daarin; de prestaties van het netwerk kunnen ook als vergelijkbaar worden beschouwd zelfs als de eindgebruiker een andere gebruikservaring heeft vanwege de inherent verschillende kenmerken van het medium dat op het eindpunt van het netwerk wordt aangesloten. Onder "eindpunt van het netwerk" wordt verstaan: het fysieke punt waarop een eindgebruiker toegang krijgt tot een elektronischcommunicatienetwerk en dat, in het geval van netwerken die gebruikmaken van schakeling en routing, wordt geïdentificeerd door een specifiek netwerkadres dat aan het nummer of de naam van een eindgebruiker gekoppeld kan zijn;

44° Radiofrequentienetwerk: alle radiofrequenties die wereldwijd aan een netwerk zijn toegewezen;

45° Elektronischcommunicatienetwerk: de transmissiesystemen, al dan niet gebaseerd op een permanente infrastructuur of gecentraliseerde beheerscapaciteit en, in voorkomend geval, schakel- of routeringsapparatuur en andere faciliteiten, inclusief netwerkelementen die niet actief zijn, die de toevoer van signalen mogelijk maken via de kabel, hertzgolven, langs optische weg of andere elektromagnetische middelen, met inbegrip van satellietnetwerken,

vaste (met circuit- en pakketschakeling, met inbegrip van internet) en mobiele netwerken, systemen die gebruikmaken van het elektriciteitsnet, voor zover ze worden gebruikt voor de transmissie van signalen waarmee audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten worden aangeboden;

46° Kabeldistributienetwerk: elektronischecommunicatienetwerk dat door één enkele netwerkexploitant wordt georganiseerd om signalen van audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten per kabel naar het publiek door te sturen.

47° Redactionele verantwoordelijkheid: de uitoefening van een effectieve controle op zowel de selectie van programma's als op de organisatie ervan in hetzij een chronologisch schema, in geval van lineaire diensten, hetzij een catalogus, in geval van niet-lineaire diensten;

48° Bijbehorende faciliteiten: de diensten, fysieke infrastructuren en andere faciliteiten of elementen die horen bij een elektronischecommunicatienetwerk of een elektronischecommunicatiedienst, die het aanbieden van diensten via dat netwerk of die dienst mogelijk maken of ondersteunen of die het potentieel hiertoe bezitten, en die gebouwen of toegangen tot gebouwen, bekabeling van gebouwen, antennes, torens en andere ondersteunende constructies, kokers, buizen, masten, mangaten en straatkasten omvatten;

49° RTBF: de Belgische Radio-Televisie van de Franse Gemeenschap ('Radio-Télévision belge de la Communauté française') opgericht bij het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)";

50° Bijbehorende dienst: een bij een elektronischecommunicatienetwerk of een elektronischecommunicatiedienst behorende dienst die het aanbieden, het zelf verstrekken of het geautomatiseerd aanbieden van diensten via dat netwerk of die dienst mogelijk maakt of ondersteunt of het potentieel hiertoe bezit en voorwaardelijke toegangssystemen en elektronische programmagidsen (EPG's) omvat;

51° Elektronischecommunicatiedienst: de dienst die gewoonlijk tegen vergoeding via elektronischecommunicatienetwerken wordt geleverd en die geheel of hoofdzakelijk bestaat in de transmissie van de nodige signalen om audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten bij het publiek te verdelen;

52° Audiovisuele mediadienst: een dienst die onder de redactionele verantwoordelijkheid van een dienstenuitgever valt en waarvan het hoofddoel of een scheidbaar deel daarvan bestaat in de verzending van al dan niet lineaire televisieprogramma's of auditieve programma's naar het publiek via elektronischecommunicatienetwerken, met het oog op informatie, vermaak, educatie of commerciële communicatie. Naast de diensten die aan deze definitie voldoen, wordt ook teletekst beschouwd als een audiovisuele mediadienst, waarop alleen de Titels 3, 4 en 5 van Boek II, evenals de artikelen 5.2-1 tot en met 5.2-5, 5.7-1, 5.7-2 en 6.1.1-1 van toepassing zijn;

53° Audiovisuele nabijheidsmediadiensten: diensten uitgegeven door nabijheidsmedia;

54° Videoplatformdienst: een dienst waarvan het hoofddoel of een scheidbaar deel of essentiële functie daarvan bestaat in de verzending aan het publiek, via elektronischecommunicatienetwerken, van televisieprogramma's of auditieve programma's, van door de gebruiker gemaakte video's, of van beide, die niet onder de redactionele verantwoordelijkheid van de aanbieder van videoplatformdiensten vallen, met het oog op informatie, vermaak of educatie, en waarvan de organisatie, met inbegrip van automatische middelen of algoritmen, in het bijzonder door middel van weergave, markering en rangschikking, door de aanbieder van het platform wordt bepaald;

55° Lineaire dienst: een audiovisuele mediadienst waarvan de programma's bestemd zijn om gelijktijdig door het hele publiek of een deel ervan te worden ontvangen op een tijdstip dat door de uitgever van audiovisuele mediadiensten wordt bepaald aan de hand van een door hem opgesteld programmaschema;

56° Niet-lineaire dienst: een audiovisuele mediadienst waarvan de programma's bestemd zijn om ontvangen te worden op aanvraag en op het ogenblik dat door de gebruiker gekozen wordt, op basis van een programmacatalogus opgesteld door een uitgever van audiovisuele mediadiensten;

57° Televisiedienst: een audiovisuele mediadienst waarvan de programma's televisieprogramma's zijn;

58° Auditieve dienst: een audiovisuele mediadienst waarvan de programma's auditieve programma's zijn;

59° Systeem voor voorwaardelijke toegang: elke technische maatregel, elk authenticatiesysteem en/of elke regeling waarbij de toegang tot een beschermde audiovisuele mediadienst of videoplatformdienst in begrijpelijke vorm afhankelijk wordt gemaakt van een abonnement of een andere vorm van voorafgaande individuele machtiging;

60° Telewinkelen: rechtstreekse aanbiedingen aan het publiek, in de vorm van programma's, spots of door de gebruiker gemaakte video's, die worden uitgezonden met het oog op de levering tegen betaling van goederen of diensten, met inbegrip van onroerende goederen, rechten en verplichtingen;

61° Gebruiker: elke natuurlijke of rechtspersoon die eenmalig of herhaaldelijk gebruikmaakt van of verzoekt om een of meer audiovisuele mediadiensten van een dienstenverdelers of een of meer videoplatformdiensten, in het bijzonder door het uploaden van door hem of een ander gemaakte video's;

62° Eindgebruiker: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die geen netwerkexploitant of aanbieder van een elektronischecommunicatiedienst is en die gebruikmaakt van of verzoekt om een elektronischecommunicatiedienst;

63° Door de gebruiker gemaakte video: een reeks bewegende beelden, al dan niet gecombineerd met geluid, die één enkel element vormen ongeacht de lengte ervan, gemaakt door een gebruiker en die door diezelfde of een andere gebruiker naar een videoplatformdienst werd geüpload;

64° Verzorgingsgebied: het geografische gebied waarbinnen de nuttige veldsterkte van het zendtoestel of van de groep monofrequentie-zendtoestellen gelijk is aan of hoger is dan de bruikbare veldsterkte, bepaald voor nauwkeurige ontvangvoorwaarden en voor een vastgesteld percentage gedekte ontvangplaatsen. Het betreft dus het geografische gebied dat werkelijk wordt gedekt door een zendtoestel of een groep zendtoestellen;

65° Theoretisch verzorgingsgebied: het geografische gebied dat door de Regering wordt bepaald als dekkingsdoelstelling van een audiovisuele mediadienst die via terrestrische hertzgolven wordt uitgezonden.

Met het oog op de leesbaarheid van de tekst is het gebruik van mannelijke benamingen voor titels en functies tweeslachtig, in afwijking van de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

BOEK II. — ALGEMENE PRINCIPES**TITEL I. — Recht op informatie****HOOFDSTUK I. — Inleidende bepalingen**

Art. 2.1.1-1. - Het is de taak van de uitgevers van audiovisuele mediadiensten om - op een manier die verenigbaar is met de bepalingen van dit decreet - informatie en denkbeelden te verspreiden over alle aangelegenheden van openbaar belang, in overeenstemming met de vrijheid van meningsuiting en van informatie gewaarborgd door de Grondwet, het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

HOOFDSTUK II. — Recht op informatie over openbare evenementen

Art. 2.1.2-1. - § 1. Om tegemoet te komen aan het recht van het publiek op informatie over openbare evenementen, heeft elke dienstuitgever recht op vrije toegang tot openbare evenementen voor zover ze plaatsvinden in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

Onder "openbaar evenement" wordt verstaan: elke gebeurtenis, al dan niet georganiseerd, die geen vertrouwelijk karakter heeft en waarvoor er geen bezwaar tegen bestaat dat ze openbaar wordt gemaakt.

Wanneer een in het eerste lid bedoeld openbaar evenement het voorwerp uitmaakt van de uitoefening van een exclusief uitzendrecht door een andere dienstuitgever die onder het toepassingsgebied van dit decreet valt, mogen ze het openbaar evenement vastleggen met als uitsluitend doel korte fragmenten ervan in te lassen in een nieuwsjournaal of een ander regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma. In dat geval gebeurt de vastlegging met inachtneming van de materiële voorrang die de dienstuitgever met het exclusieve uitzendrecht geniet.

In het geval van de in het eerste lid bedoelde openbare sportevenementen die het voorwerp uitmaken van de uitoefening van een exclusief uitzendrecht, mogen ze alleen beelden of geluiden opnemen in de marge van deze evenementen.

§ 2. Om het recht van het publiek op informatie over openbare evenementen te waarborgen, indien geen toegang tot het in paragraaf 1 bedoelde openbare evenement werd verkregen uitsluitend om veiligheidsredenen en om belemmeringen tijdens het verloop ervan te voorkomen of in het geval van in paragraaf 1 bedoelde openbare sportevenementen of van elk ander openbaar evenement dat niet bedoeld is in paragraaf 1, heeft elke uitgever van lineaire diensten ressorterend onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap het recht om opnames te maken, mits een billijke, redelijke en niet-discriminerende vergoeding die niet hoger kan zijn dan de rechtstreeks door de opnames veroorzaakte kosten, van beelden en/of klanken van openbare evenementen die in het bezit zijn van dienstuitgevers die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren met als uitsluitend doel korte fragmenten ervan in een nieuwsjournaal of in elk ander regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma in te lassen. Dit recht kan worden uitgebreid naar dienstuitgevers die onder de bevoegdheid van de andere Gemeenschappen en de andere lidstaten van de Europese Unie ressorteren, mits de betrokken dienstuitgever niet de mogelijkheid heeft om de uitzending van het openbare evenement te laten opnemen bij een dienstuitgever die onder de bevoegdheid ressorteert van de Gemeenschap of de lidstaat van de Europese Unie waar hij is gevestigd.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de organisator van een openbaar sportevenement als bedoeld in paragraaf 1 geen exclusief uitzendrecht aan een dienstuitgever heeft overgedragen of wanneer een dienstuitgever die over een dergelijk recht beschikt, dat evenement niet heeft opgenomen of laten opnemen, heeft elke dienstuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteert, het recht om het evenement zelf op te nemen, met als uitsluitend doel om korte fragmenten ervan in een regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma in te lassen.

De dienstuitgever die een opname maakt in toepassing van het eerste lid, mag de beelden en klanken van die fragmenten vrij kiezen. Elk fragment moet een vermelding bevatten waarin aangegeven wordt van welke bron de beelden en/of klanken afkomstig zijn.

De fragmenten mogen in totaal niet langer duren dan 90 seconden per openbaar evenement in een televisiedienst en 30 seconden in een auditieve dienst. In het geval van een openbaar evenement dat zelf uit meerdere openbare evenementen bestaat, geldt de limiet van 90 seconden of 30 seconden echter voor elk van die evenementen.

Een fragment mag pas 20 minuten na het einde van het openbare evenement of van het evenement dat deel uitmaakt van dat openbare evenement ingevoegd worden in een nieuwsjournaal of een ander regelmatig geprogrammeerd actualiteitenprogramma.

Een fragment mag slechts ingevoegd worden in een programma aangeboden in een niet-lineaire dienst van een dienstuitgever als dat programma eerder al werd uitgezonden in het kader van een lineaire dienst van diezelfde dienstuitgever in overeenstemming met het vorige lid.

§ 3. Niemand kan zich beroepen op het in paragraaf 2 bedoelde opname- en gebruiksrecht van fragmenten indien hij toegang had tot de openbare evenementen en die evenementen bijgevolg kon opnemen of laten opnemen.

§ 4. Onverminderd de tussen de dienstuitgevers gesloten overeenkomsten worden de voor de uitvoering van paragraaf 2 noodzakelijke nadere bepalingen vastgelegd in een reglement van het College voor advies van de Hoge Raad bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 2° dat werd goedgekeurd door de Regering.

In dat reglement wordt meer bepaald het volgende vastgelegd:

- 1° de voorwaarden voor het eventuele hergebruik van de fragmenten;
- 2° de wijze waarop de primaire uitgever de secundaire uitgever in kennis stelt van de voorwaarden en kosten voor het gebruik van de fragmenten;
- 3° de informatie die moet worden uitgewisseld tussen primaire en secundaire uitgevers;
- 4° de aard en de duur van de vermelding van de bron;
- 5° de precisering van de toegestane duur en tijdslimieten voor uitzendingen;
- 6° de nadere bepalingen voor een eventuele bescherming van exclusieve uitzendrechten voor regelmatig uitgezonden actualiteitenprogramma's;
- 7° preciseringen betreffende de vaststelling van de billijke tegenprestatie.

HOOFDSTUK III. — *Toegang van het publiek tot evenementen van het hoogste belang in lineaire televisiediensten*

Art. 2.1.3-1. - § 1. Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, kan de Regering de lijst vaststellen van de evenementen die ze van het hoogste belang acht voor het publiek van de Franse Gemeenschap. Een uitgever van lineaire televisiediensten mag geen exclusieve uitzendrechten op dergelijke evenementen uitoefenen waardoor een aanzienlijk deel van het publiek in deze Gemeenschap geen toegang heeft tot dergelijke evenementen via een vrij toegankelijke lineaire televisiedienst.

§ 2. Een evenement wordt beschouwd als van het hoogste belang voor het publiek van de Franse Gemeenschap wanneer het beantwoordt aan ten minste twee van de hierna opgesomde criteria:

1° het evenement wekt een grote belangstelling bij het publiek van de Franse Gemeenschap in het algemeen en niet alleen bij het publiek dat een dergelijk evenement gewoonlijk volgt;

2° het evenement is van cultureel belang, zoals dit globaal wordt erkend door het publiek van de Franse Gemeenschap, en werkt als een katalysator van zijn culturele identiteit;

3° een belangrijke persoon of een nationale ploeg neemt deel aan het betrokken evenement in het kader van een zeer belangrijke internationale wedstrijd of manifestatie;

4° het evenement wordt traditioneel uitgezonden in een programma van een vrij toegankelijke lineaire televisiedienst in de Franse Gemeenschap en wekt de belangstelling van een breed publiek.

§ 3. Een lineaire televisiedienst wordt als vrij toegankelijk beschouwd wanneer hij in de Franse taal wordt uitgezonden en kan worden ontvangen door 90% van de huishoudens die over een ontvangstinstallatie voor lineaire televisiediensten beschikken en die zich in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad bevinden. Naast de technische kosten, kan de ontvangst van deze dienst niet afhankelijk worden gemaakt van een andere betaling dan de eventuele abonnementsprijs voor het basisaanbod van een kabel distributiedienst.

§ 4. De dienstuitgevers mogen geen exclusieve uitzendrechten, die ze na 30 juli 1997 zouden hebben verworven, uitoefenen, waardoor een aanzienlijk deel van een lidstaat van de Europese Unie geen toegang, via een vrij toegankelijke lineaire televisiedienst, meer heeft tot evenementen van het hoogste belang, waarvan de lijst werd bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen. Ze schikken zich naar de bijzondere voorwaarden die werden vastgesteld naar aanleiding van de bekendmaking van de voormelde lijsten en die betrekking hebben op de rechtstreekse of uitgestelde, volledige of gedeeltelijke toegang.

§ 5. Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, legt de Regering de toepassingsbepalingen van dit artikel vast en bepaalt hiertoe:

1° of de toegang van het publiek rechtstreeks, uitgesteld, volledig of gedeeltelijk moet worden gewaarborgd voor elk opgesomd evenement;

2° de voorwaarden waaronder een uitgever van vrij toegankelijke lineaire televisiediensten de uitzending van een evenement waarvoor hij een recht op rechtstreekse en integrale uitzending heeft verworven, kan uitstellen;

3° de voorwaarden waaronder een uitgever van een niet vrij toegankelijke lineaire televisiedienst die een exclusief uitzendrecht op een evenement heeft, moet aanbieden om dit recht over te dragen aan een uitgever van een vrij toegankelijke lineaire televisiedienst;

4° de voorwaarden waaronder een uitgever van een niet vrij toegankelijke lineaire televisiedienst die een exclusief uitzendrecht op een evenement heeft, dat evenement mag uitzenden.

HOOFDSTUK IV. — *Toegang van het publiek tot boodschappen van algemeen nut**Afdeling I. — Toegang van het publiek tot dringende overheidsmededelingen*

Art. 2.1.4-1. - Op verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Verenigde College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Federale Regering, moeten dienstuitgevers gratis en gedurende maximaal 3 uur per maand en per dienst, elke dringende boodschap van algemeen nut uitzenden in geval van een vliegcrash, nucleair risico, aardbeving, ernstige verontreiniging, ernstige gezondheids crisis of een vergelijkbare gebeurtenis.

Bij de uitzending van deze boodschappen moeten de dienstuitgevers ervoor zorgen dat ze ook toegankelijk zijn voor personen met een zintuiglijke handicap. De in het eerste lid bedoelde instanties die een dringende boodschap van algemeen nut willen verspreiden, moeten ervoor zorgen dat die boodschap ook toegankelijk is voor personen met een zintuiglijke handicap wanneer ze de boodschap realiseren of laten realiseren.

De in dit artikel bedoelde boodschappen zijn geen mededelingen in de zin van het decreet van 20 juni 2002 betreffende het toezicht op de mededelingen van de Regeringsleden.

Afdeling II. — Toegang van het publiek tot gezondheidsvoorlichtingscampagnes

Art. 2.1.4-2. - Dienstuitgevers die reclame maken voor geneesmiddelen en medische behandelingen of voor alcoholische dranken, moeten, onder de nadere bepalingen die na overleg met de betrokken dienstuitgevers worden overeengekomen, gratis advertentieruimte aan de Regering, aan het Waalse Gewest en aan de Commissie van de Franse Gemeenschap ter beschikking stellen voor de verspreiding van door de bevoegde instanties goedgekeurde gezondheidsvoorlichtingscampagnes die gelijk is aan de advertentieruimte voor de betrokken producten of diensten.

TITEL II. — Transparantie en instandhouding van het pluralisme

Art. 2.2-1. - De vrijheid en het pluralisme van de uitgevers van audiovisuele mediadiensten worden gewaarborgd.

De uitgevers van audiovisuele mediadiensten stellen het publiek op gemakkelijk toegankelijke, begrijpelijke en transparante wijze informatie ter beschikking betreffende de eigendom, organisatie en financiering van hun diensten, overeenkomstig artikel 2.2-2.

Art. 2.2-2. - § 1. De dienstuitgevers maken de hen betreffende basisgegevens openbaar, zodat het publiek zich een mening kan vormen over de waarde die moet worden gehecht aan de informatie en de opinies die worden verspreid in de programma's van de in dit decreet bedoelde audiovisuele mediadiensten. De Regering legt de lijst van basisgegevens vast, evenals de verspreidingswijzen om een gemakkelijke, directe en permanente toegang tot deze gegevens te waarborgen. Deze lijst bevat ten minste de naam, het adres van de maatschappelijke zetel, de telefonische contactgegevens, het e-mailadres en het internetadres, het btw-nummer en de lijst van aandeelhouders of leden van de dienstuitgever, evenals de contactgegevens van de Hoge Raad als toezichthoudende instantie van de dienstuitgever.

§ 2. Om de transparantie van hun eigendoms- en controlestructuren, evenals hun graad van onafhankelijkheid te waarborgen, moeten dienstuitgevers, dienstverdelers en netwerkexploitanten de volgende gegevens aan het College voor vergunning en controle meedelen wanneer ze een vergunning of vergelijkbare akte aanvragen:

1° de identiteit van de natuurlijke personen of rechtspersonen die in het kapitaal van de vennootschap deelnemen, evenals het bedrag van hun respectieve deelnemingen, of de ledenlijst voor rechtspersonen die zijn opgericht in de vorm van een vzw;

2° de aard en het bedrag van de belangen die de voornoemde personen bezitten in andere vennootschappen in de audiovisuele mediasector of andere mediasectoren;

3° de identificatie van de natuurlijke of rechtspersonen actief in de levering van faciliteiten die een significante rol spelen in de uitvoering van programma's van audiovisuele mediadiensten, evenals de aard en het bedrag van hun deelneming;

4° met inachtneming van het zakengeheim, controleovereenkomsten die de vennootschap met een of meer aandeelhouders heeft gesloten, aandeelhoudersovereenkomsten, notulen van de algemene vergaderingen of elk ander document dat het College voor vergunning en controle relevant acht.

§ 3. Elke wijziging van de in paragraaf 2 bedoelde gegevens gedurende de looptijd van de vergunning of vergelijkbare akte moet binnen een maand ter kennis worden gebracht van het College voor vergunning en controle.

§ 4. Het College voor vergunning en controle houdt alle in de paragrafen 2 en 3 bedoelde gegevens bij en gaat na of de in paragraaf 1 bedoelde gegevens daadwerkelijk beschikbaar gesteld werden.

Art. 2.2-3. - § 1. De uitoefening van een belangrijke positie door een dienstuitgever of een dienstverdelers, met uitsluiting van de RTBF of de nabijheidsmedia, of door dienstuitgevers of -verdelers die in handen zijn van dezelfde natuurlijke of rechtspersoon, mag geen afbreuk doen aan de vrijheid van het publiek om toegang te krijgen tot een pluralistisch aanbod van audiovisuele mediadiensten.

Onder "pluralistisch aanbod" wordt verstaan: een media-aanbod via een pluraliteit van onafhankelijke en autonome media en diensten die de grootst mogelijke diversiteit van sociaal-culturele strekkingen, opinies en denkbeelden weerspiegelen.

§ 2. Indien het College voor vergunning en controle vaststelt dat een belangrijke positie wordt ingenomen, start het een procedure om het pluralisme te beoordelen van het aanbod in de audiovisuele mediadiensten die door de in paragraaf 1 bedoelde rechtspersonen worden uitgegeven of verdeeld.

Het College voor vergunning en controle stelt meer bepaald de uitoefening van een belangrijke positie vast wanneer:

1° een natuurlijke of rechtspersoon die meer dan 24% van het kapitaal van een uitgever van televisiediensten bezit, direct of indirect meer dan 24% van het kapitaal van een andere uitgever van televisiediensten bezit;

2° een natuurlijke of rechtspersoon die meer dan 24% van het kapitaal van een uitgever van auditieve diensten bezit, direct of indirect meer dan 24% van het kapitaal van een andere uitgever van auditieve diensten bezit;

3° de gecumuleerde kijkdichtheid van verschillende uitgevers van televisiediensten die in het bezit zijn van één natuurlijke of rechtspersoon 20% bereikt van de totale kijkdichtheid van de uitgevers van televisiediensten;

Onder "gecumuleerde kijkdichtheid" wordt verstaan: het aantal verschillende kijkers in de doelgroep 4 jaar en ouder berekend over een bepaalde tijdsperiode of een bepaald tijdvak;

4° de gecumuleerde potentiële luisterdichtheid van verschillende uitgevers van auditieve diensten via analoge hertzgolven die in het bezit zijn van één natuurlijke of rechtspersoon 20% bereikt van de totale gecumuleerde potentiële luisterdichtheid van de uitgevers van auditieve diensten via analoge hertzgolven.

Onder "gecumuleerde potentiële luisterdichtheid" wordt verstaan: de som van de bevolkingen geteld op het grondgebied van de Franse Gemeenschap, zijnde het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, met dien verstande dat die bevolkingen bediend worden door een of meer radiofrequenties, al dan niet in netwerken samengebracht, die het referentieplan voor de radiofrequenties van de Franse Gemeenschap vormen;

5° de gecumuleerde potentiële luisterdichtheid van verschillende uitgevers van auditieve diensten via digitale hertzgolven die in het bezit zijn van één natuurlijke of rechtspersoon 20% bereikt van de totale gecumuleerde potentiële luisterdichtheid van de uitgevers van auditieve diensten via digitale hertzgolven.

De gecumuleerde potentiële luisterdichtheid bedoeld in 4° en 5° wordt berekend op basis van de volgende technische parameters:

Minimale ontvangstdrempel (dBuV/m op 10 m/grond)	60
Voortplantingsmodel	ITU-R P 1546
Definitie van het dekkingsgebied	Gedekt indien: ontvangen veldsterkte > ontvangstdrempel
Scramblers	Geen
Demografische gegevens	Recentste publicatie van de bevolking per statistische sector (Statbel)

§ 5. Indien het College voor vergunning en controle na een evaluatie op tegenspraak vaststelt dat een inbreuk werd gepleegd op de vrijheid van het publiek om toegang te krijgen tot een pluralistisch aanbod, brengt het zijn grieven ter kennis van de betrokken rechtspersoon(en) en pleegt overleg met die persoon(en) om maatregelen overeen te komen om het pluralisme van het aanbod te eerbiedigen.

§ 6. Indien het overleg niet resulteert in het sluiten van een overeenkomstprotocol binnen een termijn van zes maanden of indien dat protocol niet wordt nageleefd, kan het College voor vergunning en controle de in artikel 9.2.2-1 bedoelde sancties treffen.

§ 7. In het kader van de in dit artikel bedoelde procedure ziet het College voor vergunning en controle erop toe de Belgische Mededingingsautoriteit of haar diensten te raadplegen.

§ 8. Het College voor vergunning en controle evalueert het pluralisme regelmatig, en ten minste om de twee jaar.

TITEL III. — Wettelijkheid van de inhoud

Art. 2.3-1. - De dienstuitgevers mogen geen programma's uitgeven of commerciële communicatie uitzenden die:

1° in strijd zijn met wetten, decreten, regelgevingsteksten of het algemeen belang;

2° de menselijke waardigheid schenden;

3° een openbare uitlokking bevatten tot het plegen van een terroristisch misdrijf zoals bedoeld in artikel 137 van het Strafwetboek;

4° een gedachtegoed, geloofsovertuiging of opinie bevorderen die een bedreiging vormt voor de democratie en de fundamentele rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet of het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, of erop gericht zijn misbruik te maken van de goedgelovigheid van het publiek;

5° neigen tot het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

6° strafbare feiten ressorterend onder racisme en vreemdelingenhaat vormen zoals bedoeld in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en vreemdelingenhaat ingegeven daden;

7° strafbare feiten in verband met kinderpornografie vormen, in de zin van artikel 383*bis* van het Strafwetboek.

Art. 2.3-2. - § 1. Elke aanbieder van videoplatformdiensten moet passende maatregelen nemen om de gebruiker te beschermen tegen programma's en door de gebruiker gemaakte video's ressorterend onder de gevallen bedoeld in artikel 2.3-1.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde maatregelen bestaan erin:

1° de in paragraaf 1 bedoelde maatregelen op te nemen in de algemene gebruiksvoorwaarden van de videoplatformdienst;

2° een systeem ter beschikking van de gebruiker te stellen waarmee hij, volgens een eenvoudige classificatie, de in artikel 2.3-1 bedoelde inhoud aan de aanbieder van de videoplatformdienst kan rapporteren, en geïnformeerd wordt over de gevolgen die de aanbieder aan deze rapportage zal verbinden;

3° een procedure ter beschikking van de gebruiker te stellen voor de behandeling en oplossing van de klachten betreffende de toepassing van de in 2° bedoelde maatregel;

4° maatregelen te nemen inzake mediageletterdheid door de gebruiker daarvoor te sensibiliseren.

De aanbieder van videoplatformdiensten ziet erop toe dat deze maatregelen transparant, gebruiksvriendelijk, eenvoudig te gebruiken en doeltreffend zijn.

§ 3. Elke aanbieder van videoplatformdiensten moet een intern mechanisme voor geschillenbeslechting met zijn gebruikers instellen. Dit mechanisme moet een onpartijdige beslechting van geschillen mogelijk maken en mag de gebruiker de gewone rechtsmiddelen niet ontnemen.

§ 4. Nadere bepalingen met betrekking tot de in dit artikel bedoelde maatregelen kunnen worden vastgesteld in het kader van een gedragscode of een reglement van het College voor advies van de Hoge Raad zoals bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 1° en 2°.

§ 5. Het College voor vergunning en controle beoordeelt de gepastheid van de in dit artikel bedoelde maatregelen die door de aanbieders van videoplatformdiensten worden genomen.

Bij het nemen van passende maatregelen moet rekening worden gehouden met de aard van de betrokken inhoud, de schade die deze kan veroorzaken, de kenmerken van de te beschermen categorie personen en de rechten en legitieme belangen die op het spel staan, inclusief die van de aanbieders van videoplatformdiensten en van de gebruikers die de inhoud hebben gecreëerd of online hebben gezet, evenals met het algemeen belang.

De meest schadelijke inhoud wordt onderworpen aan de strengste toegangscontrolemaatregelen.

Ze moeten evenredig zijn, rekening houdend met de grootte van de videoplatformdienst en de aard van de geleverde dienst, en mogen geen voorafgaande controlemaatregelen of het filteren van inhoud op het tijdstip van uploaden inhouden die niet in overeenstemming zijn met artikel 15 van Richtlijn 2000/31/EG.

Indien het College voor vergunning en controle na deze evaluatie besluit dat de maatregelen ongepast zijn, verzoekt het de aanbieder van de videoplatformdienst om binnen een door het College te bepalen termijn passende corrigerende maatregelen te nemen. Bij niet-uitvoering van de beslissing van het College voor vergunning en controle kan het College een van de in artikel 9.2.2-1 genoemde sancties opleggen.

TITEL IV. — Rechten van de vrouw, gelijkheid en non-discriminatie

Art. 2.4-1. - De dienstuitgevers mogen geen programma's uitgeven of commerciële communicatie uitzenden die:

1° de eerbiediging van de gelijkheid van vrouwen en mannen ondermijnt of die discriminatie of aansporing tot discriminatie, haat of geweld op grond van geslacht of gelijkgestelde criteria zoals zwangerschap, moederschap, geslachtsverandering, genderexpressie, genderidentiteit bevat of bevordert of die aansporingen tot geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld bevat;

2° discriminatie inhoudt of bevordert of die aanzet tot discriminatie, haat of geweld, in het bijzonder op grond van nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische afstamming, leeftijd, seksuele geaardheid, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, handicap, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een lichamelijke of genetische eigenschap, sociale afkomst of syndicale overtuiging.

Art. 2.4-2. - § 1. Elke aanbieder van videoplatformdiensten moet passende maatregelen nemen om de gebruiker te beschermen tegen programma's en door de gebruiker gemaakte video's ressorterend onder de gevallen bedoeld in artikel 2.4-1.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde maatregelen bestaan erin:

1° de in paragraaf 1 bedoelde maatregelen op te nemen in de algemene gebruiksvoorwaarden van de videoplatformdienst;

2° de gebruiker een systeem ter beschikking te stellen waarmee hij de in artikel 2.4-1 bedoelde inhoud volgens een eenvoudige classificatie aan de aanbieder van videoplatformdiensten kan rapporteren en geïnformeerd wordt over de gevolgen die de aanbieder aan deze rapportage zal verbinden;

3° een procedure ter beschikking van de gebruiker te stellen voor de behandeling en oplossing van de klachten betreffende de toepassing van de in 2° bedoelde maatregel;

4° maatregelen te nemen inzake mediageletterdheid door de gebruiker daarvoor te sensibiliseren.

De aanbieder van videoplatformdiensten ziet erop toe dat deze maatregelen transparant, gebruiksvriendelijk, eenvoudig te gebruiken en doeltreffend zijn.

§ 3. Elke aanbieder van videoplatformdiensten moet een intern mechanisme voor geschillenbeslechting met zijn gebruikers instellen. Dit mechanisme moet een onpartijdige beslechting van geschillen mogelijk maken en mag de gebruiker de gewone rechtsmiddelen niet ontnemen.

§ 4. Nadere bepalingen met betrekking tot de in dit artikel bedoelde maatregelen kunnen worden vastgesteld in het kader van een gedragscode of een reglement van het College voor advies van de Hoge Raad zoals bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 1° en 2°.

§ 5. Het College voor vergunning en controle beoordeelt de gepastheid van de in dit artikel bedoelde maatregelen die door de aanbieders van videoplatformdiensten worden genomen.

Bij het nemen van passende maatregelen moet rekening worden gehouden met de aard van de betrokken inhoud, de schade die deze kan veroorzaken, de kenmerken van de te beschermen categorie personen en de rechten en legitieme belangen die op het spel staan, inclusief die van de aanbieders van videoplatformdiensten en van de gebruikers die de inhoud hebben gecreëerd of online hebben gezet, evenals met het algemeen belang.

De meest schadelijke inhoud wordt onderworpen aan de strengste toegangscontrolemaatregelen.

Ze moeten evenredig zijn, rekening houdend met de grootte van de videoplatformdienst en de aard van de geleverde dienst, en mogen geen voorafgaande controlemaatregelen of het filteren van inhoud op het tijdstip van uploaden inhouden die niet in overeenstemming zijn met artikel 15 van Richtlijn 2000/31/EG.

Indien het College voor vergunning en controle na deze evaluatie besluit dat de maatregelen ongepast zijn, verzoekt het de aanbieder van de videoplatformdienst om binnen een door het College te bepalen termijn passende corrigerende maatregelen te nemen. Bij niet-uitvoering van de beslissing van het College voor vergunning en controle kan het College een van de in artikel 9.2.2-1 genoemde sancties opleggen.

TITEL V. — Bescherming van minderjarigen

Art. 2.5-1. - § 1. De dienstenuitgevers mogen geen programma's uitgeven die de lichamelijke, geestelijke of morele ontwikkeling van minderjarigen kunnen schaden, behalve:

1° voor lineaire diensten, indien, met name door de keuze van het tijdstip van uitzending van het programma of door middel van een toegangscode, gewaarborgd wordt dat minderjarigen in het zendgebied de uitzendingen normaliter niet kunnen bekijken of beluisteren of voor zover dat programma voorafgegaan wordt door de aanwezigheid van een visueel symbool in de elektronische programmagids, wanneer een dergelijke gids bestaat, en dat, wanneer er geen toegangscode is, het voorafgegaan wordt door een auditieve waarschuwing of het gedurende de gehele uitzending herkenbaar is aan een visueel symbool;

2° voor niet-lineaire diensten, indien, met name door middel van een toegangscode, gewaarborgd wordt dat minderjarigen in het zendgebied het programma normaliter niet kunnen bekijken of beluisteren of voor zover dat programma voorafgegaan wordt door de aanwezigheid van een visueel symbool in de elektronische programmagids.

Het visuele symbool en de auditieve waarschuwing bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, moeten informatie geven over de mogelijk schadelijke aard van de inhoud van het programma.

De Regering bepaalt de toepassingsbepalingen van het eerste lid, 1° en 2°. Ze is bovendien bevoegd om de netwerkexploitant die bijbehorende faciliteiten leveren verplichtingen op te leggen die, wanneer gebruikgemaakt wordt van een systeem met toegangscode, noodzakelijk zijn om de werkelijke toepassing van de in het eerste lid, 1° en 2° bedoelde bepalingen te waarborgen. De meest schadelijke inhoud, zoals pornografie en nodeloos geweld, wordt onderworpen aan de strengste toegangscontrolemaatregelen.

§ 2. De verwerking van persoonsgegevens van minderjarigen die door de dienstenuitgevers of dienstenverdelers in het kader van de toepassing van de in het eerste lid, 1° en 2° bedoelde maatregelen zijn verzameld of gegenereerd, moet voldoen aan de voorwaarden en verplichtingen opgelegd in het recht van de Europese Unie en de ter zake geldende Belgische wetgeving en mag niet worden gebruikt voor commerciële doeleinden, zoals direct marketing, profilering en op gedrag gerichte reclame.

Art. 2.5-2. - § 1. Elke aanbieder van videoplatformdiensten moet passende maatregelen nemen om minderjarigen te beschermen tegen programma's en door de gebruiker gemaakte video's die schadelijk kunnen zijn voor hun lichamelijke, geestelijke of morele ontwikkeling, door ervoor te zorgen dat dergelijke inhoud alleen aan de gebruiker ter beschikking wordt gesteld in omstandigheden waarin minderjarigen deze normaliter niet kunnen bekijken of beluisteren.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde maatregelen bestaan erin:

1° de in paragraaf 1 bedoelde maatregelen op te nemen in de algemene gebruiksvoorwaarden van de videoplatformdienst;

2° de gebruiker die de in paragraaf 1 bedoelde inhoud uploadt naar de videoplatformdienst een systeem ter beschikking te stellen om deze inhoud volgens een eenvoudige classificatie te kunnen rapporteren;

3° de gebruiker een systeem ter beschikking te stellen waarmee hij de in paragraaf 1 bedoelde inhoud volgens een eenvoudige classificatie aan de aanbieder van videoplatformdiensten kan rapporteren en geïnformeerd wordt over de gevolgen die de aanbieder aan deze rapportage zal verbinden;

4° een systeem op te zetten waarmee de leeftijd van de gebruiker kan worden geverifieerd en ouderlijk toezicht kan worden ingesteld waarover de gebruiker controle heeft;

5° de gebruiker een procedure ter beschikking te stellen voor de behandeling en de oplossing van klachten in verband met de uitvoering van de in 2° tot en met 4° bedoelde maatregelen;

6° maatregelen te nemen inzake mediageletterdheid door de gebruiker daarvoor te sensibiliseren.

De aanbieder van videoplatformdiensten ziet erop toe dat deze maatregelen transparant, gebruiksvriendelijk, eenvoudig te gebruiken en doeltreffend zijn.

§ 3. De verwerking van persoonsgegevens van minderjarigen die door de aanbieders van videoplatformdiensten in het kader van de toepassing van de in paragraaf 2 bedoelde maatregelen zijn verzameld of gegenereerd, moet voldoen aan de voorwaarden en verplichtingen van het recht van de Europese Unie en de ter zake geldende Belgische wetgeving en mag niet worden gebruikt voor commerciële doeleinden, zoals direct marketing, profilering en op gedrag gerichte reclame.

§ 4. Nadere bepalingen met betrekking tot de in dit artikel bedoelde maatregelen kunnen worden vastgesteld in het kader van een gedragscode of een reglement van het College voor advies van de Hoge Raad zoals bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 1° en 2°.

§ 5. Het College voor vergunning en controle beoordeelt de gepastheid van de in dit artikel bedoelde maatregelen die door de aanbieders van videoplatformdiensten worden genomen.

Bij het nemen van passende maatregelen moet rekening worden gehouden met de aard van de betrokken inhoud, de schade die deze kan veroorzaken, de kenmerken van de te beschermen categorie personen en de rechten en legitieme belangen die op het spel staan, inclusief die van de aanbieders van videoplatformdiensten en van de gebruikers die de inhoud hebben gecreëerd of online hebben gezet, evenals met het algemeen belang.

De meest schadelijke inhoud, zoals pornografie en nodeloos geweld, wordt onderworpen aan de strengste toegangscontrolemaatregelen.

Ze moeten evenredig zijn, rekening houdend met de grootte van de videoplatformdienst en de aard van de geleverde dienst, en mogen geen voorafgaande controlemaatregelen of het filteren van inhoud op het tijdstip van uploaden inhouden die niet in overeenstemming zijn met artikel 15 van Richtlijn 2000/31/EG.

Indien het College voor vergunning en controle na deze evaluatie besluit dat de maatregelen ongepast zijn, verzoekt het de aanbieder van de videoplatformdienst om binnen een door het College te bepalen termijn passende corrigerende maatregelen te nemen. Bij niet-uitvoering van de beslissing van het College voor vergunning en controle kan het College een van de in artikel 9.2.2-1 genoemde sancties opleggen.

Art. 2.5-3. - § 1. In zijn communicatie over zijn televisiedienstenaanbod of programma's die dat aanbod uitmaken, moet elke dienstenverdelers de volgende boodschap aan zijn abonnees meedelen in de door hem gebruikte communicatiedragers: "Let op: televisie kijken kan de ontwikkeling van kinderen jonger dan 3 jaar belemmeren, zelfs als de programma's specifiek op hen gericht zijn. Diverse ontwikkelingsstoornissen werden wetenschappelijk vastgesteld, zoals passiviteit, taalachterstand, onrust, slaapstoornissen, concentratieproblemen en beeldschermafhankelijkheid." In het geval van audiovisuele communicatie kan de volgende boodschap gebruikt worden: "Let op: televisie kijken kan de ontwikkeling van kinderen jonger dan 3 jaar belemmeren."

Het College voor advies van de Hoge Raad legt de toepassingsbepalingen van het eerste lid vast in een reglement zoals bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 2°.

§ 2. Elke dienstenverdelers die een televisiedienst aanbiedt die wordt voorgesteld als specifiek bestemd voor kinderen jonger dan drie jaar, dient op het moment dat de dienst door de gebruiker wordt geselecteerd en voordat toegang tot de dienst wordt verkregen, de volgende waarschuwing leesbaar op het scherm weer te geven: "Let op: televisie kijken kan de ontwikkeling van kinderen jonger dan 3 jaar belemmeren, zelfs als de programma's specifiek op hen gericht zijn."

Art. 2.5-4. - Overeenkomstig de nadere bepalingen voorzien in artikel 5.2-3 mag commerciële communicatie niet schadelijk zijn voor de lichamelijke, geestelijke of morele ontwikkeling van minderjarigen.

BOEK III. — AUDIOVISUEEL LANDSCHAP

TITEL I. — Uitgevers van audiovisuele mediadiensten gemeenschappelijke bepalingen

Art. 3.1.1-1. - De dienstenuitgevers moeten op elk moment kunnen aantonen dat ze de nodige overeenkomsten hebben gesloten met de betrokken auteurs en andere rechthebbenden, of met hun maatschappijen voor collectief auteursrechtenbeheer, zodat ze de wetgeving inzake auteursrecht en naburige rechten in hun activiteiten kunnen naleven.

Op eenvoudig verzoek kan het College voor vergunning en controle een volledig afschrift krijgen van de lopende overeenkomsten wanneer deze betrekking hebben op belangrijke repertoires van werken en prestaties.

In geval van een onderbreking van meer dan zes maanden van deze overeenkomsten, een conflict of de blijvende onmogelijkheid om dergelijke overeenkomsten te sluiten, is de dienstenuitgever net als de dienstenverdelers verplicht om de Minister en de Hoge Raad hiervan in kennis te stellen en aan te geven welke maatregelen zijn genomen om in voorkomend geval, rekening houdend met de bekende risico's, de betwiste bedragen te voorzien.

Indien de bescherming van de rechten van de begunstigden duidelijk in het gedrang dreigt te komen, kan het College voor vergunning en controle bovendien een borgstelling voor de betwiste bedragen eisen, volgens de nadere bepalingen die het College zal vastleggen.

Art. 3.1.1-2.

Met uitzondering van de RTBF en de nabijheidsmedia, moet een dienstenuitgever wier audiovisuele mediadienst via een gesloten distributieplatform wordt verspreid:

1° een handelsvennootschap zijn;

2° indien hij informatie uitzendt, per dienst, de actualiteitenprogramma's laten verzorgen door beroepsjournalisten die zijn aangeworven op basis van arbeidsovereenkomsten en erkend overeenkomstig de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, of die voldoen aan de toegangsvoorwaarden daartoe, in voldoende aantallen in verhouding tot de uitgegeven dienst;

3° indien hij informatie uitzendt, een huishoudelijk reglement opstellen met betrekking tot de objectiviteit bij de verwerking van informatie en zich ertoe verbinden dit reglement na te leven;

4° indien hij informatie uitzendt, een interne journalistenmaatschappij erkennen als referentiepersoon en deze raadplegen over vraagstukken die de redactionele lijn grondig kunnen wijzigen, over de organisatie van de redacties betreffende de actualiteitenprogramma's en over de aanstelling van de hoofdredacteur. Die interne maatschappij is samengesteld uit journalisten die de redactie(s) van de dienstenuitgever vertegenwoordigen;

5° indien hij informatie brengt, aangesloten zijn bij de Instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie;

6° onafhankelijk zijn van enige regering, politieke partij of werkgevers- of werknemersorganisatie.

Onafhankelijke radiozenders vallen niet onder lid 1, 1°, 2° en 4°.

De uitgevers van auditieve diensten op gesloten distributieplatformen zoals bedoeld in artikel 3.1.3-8 vallen niet onder paragraaf 1, 1°. Onafhankelijke radiostations en uitgevers van auditieve diensten op gesloten distributieplatformen zoals bedoeld in artikel 3.1.3-8 moeten echter als rechtspersoon opgericht zijn.

Onder "gesloten distributieplatform" wordt verstaan: elk platform voor de verdeling van audiovisuele mediadiensten waartoe een dienstenuitgever slechts toegang heeft na voorafgaande toestemming van de voor dat platform verantwoordelijke dienstenverdelers. Indien de dienstenuitgever zijn eigen verdelers is, worden de door hem uitgegeven en verdeelde audiovisuele mediadiensten geacht via een gesloten distributieplatform te worden aangeboden indien voor de toegang tot het elektronischcommunicatienetwerk de voorafgaande toestemming van de netwerkexploitant of het verkrijgen van capaciteit op hertzgolfnetwerken vereist is.

Art. 3.1.1-3. - De dienstenuitgevers moeten gedurende drie maanden na de datum van invoeging in de audiovisuele mediadienst een volledige kopie van hun programma's bewaren en deze kopie ter beschikking stellen van alle instanties die hierom verzoeken op grond van een wettelijke of reglementaire bepaling. In het geval van lineaire diensten bewaren ze gedurende dezelfde termijn het dagelijkse verloop van elke uitgegeven audiovisuele mediadienst, met inbegrip van alle programma's, de programmafragmenten en het precieze tijdstip waarop ze zijn ingevoegd.

In afwijking van het eerste lid bedraagt de termijn voor het bewaren van programma's twee maanden voor onafhankelijke radiostations en voor de in artikel 3.1.3-8 bedoelde uitgevers van auditieve diensten, indien ze de rechtsvorm van een vereniging zonder winstoogmerk hebben of natuurlijke personen zijn. Voor uitgevers van televisiediensten die natuurlijke personen zijn, bedraagt die termijn eveneens twee maanden.

HOOFDSTUK II. — *Uitgave van televisiediensten*

Afdeling I. — Gemeenschappelijke bepalingen voor lineaire en niet-lineaire televisiediensten

Onderafdeling I. — Procedure voor de aangifte van uitgevers van televisiediensten

Art. 3.1.2-1. - § 1. Met uitzondering van de RTBF en de nabijheidsmedia moet de dienstenuitgever een voorafgaande aangifte met een ter post aangetekend schrijven bij het College voor vergunning en controle indienen voor elke televisiedienst die hij wil uitgeven.

In afwijking van het eerste lid moet de dienstenuitgever die radiofrequenties wenst te gebruiken voor de uitzending van zijn digitale of analoge televisiedienst(en) via terrestrische hertzgolven, voor dat gebruik vergund worden overeenkomstig de procedure van de artikelen 8.2.1-14 tot en met 8.2.1-22.

§ 2. De aangifte bevat de volgende gegevens:

- 1° de benaming van de dienstenuitgever en van de televisiedienst;
 - 2° het adres van de maatschappelijke zetel van de dienstenuitgever en, in voorkomend geval, het adres waar de redactionele beslissingen met betrekking tot de televisiedienst worden genomen indien ze niet op de maatschappelijke zetel worden genomen;
 - 3° de statuten van de dienstenuitgever, indien deze een rechtspersoon is;
 - 4° de gegevens betreffende de aandeelhoudersstructuur van de dienstenuitgever, indien deze als handelsvennootschap is opgericht;
 - 5° een financieel plan opgesteld over een periode van 3 jaar, dit financieel plan moet een rubriek bevatten met betrekking tot de aan de auteurs en andere rechthebbenden te betalen vergoedingen in uitvoering van de gesloten overeenkomsten. In geval van conflicten of blijvende onmogelijkheid om dergelijke overeenkomsten te sluiten, zullen de geplande voorzieningen, rekening houdend met de bekende risico's, daarin vermeld worden;
 - 6° de aard en de beschrijving van de televisiedienst, met inbegrip van het aantal personen dat met programmagerelateerde activiteiten is belast en een beschrijving van het eventueel geplande informatiesysteem en, in voorkomend geval, een bewijs van tewerkstelling van journalisten;
 - 7° de periode waarbinnen de televisiedienst zal worden uitgezonden;
 - 8° de contactgegevens van de dienstenverdelers aan wie de dienstenuitgever zijn televisiedienst ter beschikking wil stellen;
 - 9° indien de dienstenuitgever zelf de verdeler van de televisiedienst is, de nadere bepalingen voor de commercialisering van deze dienst;
 - 10° in voorkomend geval, de informatie met betrekking tot het gebruik van een uplink- of satellietcapaciteit bedoeld in artikel 1.1-3, § 2.
- Elke wijziging van deze elementen moet vooraf bij een ter post aangetekend schrijven aan het College voor vergunning en controle worden medegedeeld.

Het College voor vergunning en controle stelt het aangiftemodel op.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 kunnen de administratieve aangifteformaliteiten worden versoepeld voor uitgevers van audiovisuele mediadiensten die op open platforms worden verdeeld, met name in het kader van videoplatformdiensten.

Daartoe worden door het College voor vergunning en controle vereenvoudigde aangiftemodellen opgesteld.

Art. 3.1.2-2. - Binnen een maand na ontvangst van de aangifte bevestigt het College voor vergunning en controle de ontvangst van de aangifte.

Binnen acht werkdagen na de ontvangstbevestiging zendt het College voor vergunning en controle een afschrift van de aangifte en de ontvangstbevestiging naar de Minister en de Regeringsdiensten. Van elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle in toepassing van het derde lid van paragraaf 2 van artikel 3.1.2-1 ontvangt, wordt binnen dezelfde termijn eveneens een afschrift naar de Minister en de Regeringsdiensten gestuurd.

Onderafdeling II. — Jaarverslag

Art. 3.1.2-3. - De uitgevers van televisiediensten moeten jaarlijks een verslag indienen bij het College voor vergunning en controle dat met name informatie bevat over de naleving, elk wat hen betreft, van de verplichtingen opgelegd in de artikelen 4.1-1, 3.1.1-1, 3.1.1-2, 6.1.1-1, 4.2.1-1 en 4.2.2-1. Voor de in de artikelen 4.2.1-1 en 4.2.2-1 bedoelde verplichtingen zal het jaarverslag ook de informatie per dienst bevatten.

Onderafdeling III. — Naleving van de chronologie van de media

Art. 3.1.2-4. - De uitgevers van televisiediensten mogen een cinematografisch werk niet uitzenden buiten de periodes overeengekomen met de rechthebbenden.

Afdeling II. — Specifieke bepalingen voor lineaire televisiediensten

Art. 3.1.2-5. - Gecodeerde lineaire televisiediensten die tegen een welbepaalde vergoeding worden verspreid, mogen vrij te ontvangen programma's bevatten.

Tenzij het om zelfpromotie gaat, mogen deze programma's niet langer duren dan drie uur per dag.

Afdeling II. — Specifieke bepalingen voor lineaire en niet-lineaire telewinkeldiensten

Art. 3.1.2-6. - § 1. Elke telewinkeldienst moet als zodanig herkenbaar zijn.

§ 2. Telewinkeldiensten mogen geen reclame bevatten, tenzij het College voor vergunning en controle daarvoor toestemming heeft verleend.

§ 3. De telewinkeldienst moet voldoen aan de bepalingen betreffende telewinkelen zoals bedoeld in artikel 5.7-2.

§ 4. Naast de informatie van het in artikel 3.1.2-3 bedoelde jaarverslag bevat dat verslag ook informatie over de omzet, het type van aangeboden producten en diensten, eventuele klachten die zijn ontvangen en de wijze waarop daarop is gereageerd.

§ 5. Onder "telewinkeldienst" wordt verstaan: een televisiedienst die uitsluitend bestaat uit telewinkelprogramma's.

HOOFDSTUK III. — Uitgave van private auditieve diensten

Afdeling I. — Aanvraag en vergunningsprocedure voor uitgevers van auditieve diensten via terrestrische hertzgolven algemene principes

Art. 3.1.3-1. - § 1. De auditieve diensten via terrestrische hertzgolven zijn:

1° netwerkradio's;

2° onafhankelijke radio's, waaronder de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding.

Onder "netwerkradio" wordt verstaan: een private auditieve dienst die over een radiofrequentienetwerk voor analoge uitzendingen beschikt of over een gebruiksrecht op een radiofrequentienetwerk met een theoretisch communautair, multiprovinciaal of provinciaal verzorgingsgebied voor digitale uitzendingen.

Onder "onafhankelijke radio" wordt verstaan: een private auditieve dienst die in zijn oorspronkelijke vergunning beschikt over één radiofrequentie voor analoge uitzendingen of over een recht om een radiofrequentie of een radiofrequentienetwerk met een lokaal verzorgingsgebied te gebruiken voor digitale uitzendingen.

Onder "associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding" wordt verstaan: de onafhankelijke radio die:

a) een minimumaantal uren aan actualiteitenprogramma's, permanente opvoeding, culturele ontwikkeling en burgerparticipatie uitzendt, waarvan een deel in eigen productie en werken voor creatie op radio. Dat aantal uren wordt door de Regering bepaald;

b) hoofdzakelijk een beroep doet op vrijwilligerswerk;

c) vrijwilligers laat deelnemen aan zijn beheersorganen;

d) geen beroep doet op reclame of over beperkte reclame-inkomsten beschikt waarvan het maximumbedrag door de Regering wordt bepaald.

Onder "schoolradio" wordt verstaan: de radio met één frequentie die wordt uitgegeven door een basisschool, een middelbare school of een hogeschool met een afdeling gericht op communicatie of onderwijsopleiding, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en die door de Regering werd vergund, overeenkomstig artikel 3.1.3-12.

§ 2. Elke dienstenuitgever mag geen auditieve diensten uitzenden op een of meer andere radiofrequenties dan die welke hem door het College voor vergunning en controle zijn toegewezen of waarvoor hij een gebruiksrecht heeft gekregen.

§ 3. Radiofrequenties worden toegewezen en gebruiksrechten worden verleend volgens de procedures bedoeld in de artikelen 8.2.1-5 tot en met 8.2.1-12.

Onderafdeling II. — Offerteaanvraag en minimuminhoud van het bestek

Art. 3.1.3-2. - § 1. De dienstenuitgevers worden voor elke auditieve dienst vergund door het College voor vergunning en controle na een offerteaanvraag zoals bedoeld in artikel 8.2.1-7 voor analoge modus en in artikel 8.2.1-11 voor digitale modus.

§ 2. Onverminderd de bepalingen opgesomd in de artikelen 8.2.1-7 en 8.2.1-11 moet het bestek van de uitgevers van auditieve diensten naast de verplichtingen bedoeld in artikel 3.1.1-2 ook voorzien in de verplichtingen bedoeld in artikel 4.2.3-1.

§ 3. Het bestek precificeert de verplichtingen, met name deze bedoeld in paragraaf 2, waarvoor een verbintenis van de aanvrager vereist is.

Onderafdeling III. — Antwoord op de offerteaanvraag

Art. 3.1.3-3. - § 1. In antwoord op de in de artikelen 8.2.1-7 of 8.2.1-11 bedoelde openbare offerteaanvraag en binnen de in deze oproep opgelegde termijnen wordt de vergunningsaanvraag bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad.

De aanvrager specificeert de radiocategorie waarvoor hij een vergunning aanvraagt, evenals de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk waarvoor hij een toewijzing in analoge modus of gebruik in digitale modus aanvraagt. De aanvrager kan zich kandidaat stellen voor meerdere radiofrequenties of radiofrequentienetwerken. In voorkomend geval moet hij zijn voorkeuren opsommen en motiveren.

Wanneer de offerteaanvraag meerdere radiofrequentienetwerken met hetzelfde theoretische verzorgingsgebied omvat, moet de aanvrager die zich kandidaat stelt voor een dergelijk netwerk, in afwijking op het tweede lid, bij voorkeur minstens twee van die netwerken in volgorde van voorkeur rangschikken in zijn aanvraag. Hij moet die rangschikking motiveren.

§ 2. Voor netwerkradio's moet de aanvraag vergezeld zijn van:

1° de benaming van de dienstenuitgever en van de auditieve dienst;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en exploitatiezetel van de dienstenuitgever;

3° de statuten van de dienstenuitgever;

4° de gegevens met betrekking tot de aandeelhoudersstructuur van de dienstenuitgever;

5° de beschrijving van de auditieve dienst, met inbegrip van een beschrijving van het eventueel geplande informatiesysteem en, in voorkomend geval, een bewijs van tewerkstelling van journalisten of van de verbintenis om deze tewerkstelling uit te voeren zodra de vergunning is verleend;

6° een financieel plan opgesteld over een periode van drie jaar, dit financieel plan moet een rubriek bevatten met betrekking tot de aan de auteurs en andere rechthebbenden te betalen vergoedingen in uitvoering van de gesloten overeenkomsten. In geval van conflicten of blijvende onmogelijkheid om dergelijke overeenkomsten te sluiten, zullen de geplande voorzieningen, rekening houdend met de bekende risico's, daarin vermeld worden;

7° in voorkomend geval, de lijst van exploitanten of kandidaat-exploitanten waarbij de essentiële voorwaarden van de met hen gesloten of te sluiten exploitatiecontracten zijn gevoegd;

8° in voorkomend geval, voor de digitale modus, de nadere bepalingen voor de commercialisering van de auditieve dienst, evenals elke overeenkomst die is gesloten of wordt overwogen met een exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang.

§ 3. Voor onafhankelijke radiostations moet de aanvraag vergezeld zijn van:

- 1° de benaming van de dienstuitgever en van de auditieve dienst;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel en exploitatiezetel van de dienstuitgever;
- 3° de statuten van de dienstuitgever;
- 4° de gegevens betreffende de aandeelhoudersstructuur van de dienstuitgever, indien deze als handelsvennootschap is opgericht;
- 5° de beschrijving van de auditieve dienst, met inbegrip van een beschrijving van het eventueel geplande informatiesysteem;

6° een financieel plan opgesteld over een periode van drie jaar, dit financieel plan moet een rubriek bevatten met betrekking tot de aan de auteurs en andere rechthebbenden te betalen vergoedingen in uitvoering van de gesloten overeenkomsten. In geval van conflicten of blijvende onmogelijkheid om dergelijke overeenkomsten te sluiten, zullen de geplande voorzieningen, rekening houdend met de bekende risico's, daarin vermeld worden;

7° in voorkomend geval, de aanvraag om het statuut van associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding te verkrijgen, waarbij duidelijk wordt uiteengezet hoe de programmering en organisatie aan de criteria van artikel 3.1.3-1, § 1, vierde lid beantwoorden;

8° in voorkomend geval, voor de digitale modus, de nadere bepalingen voor de commercialisering van de auditieve dienst, evenals elke overeenkomst die is gesloten of wordt overwogen met een exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang;

9° in voorkomend geval, het gezamenlijke verzoek om de eigen productie te bundelen en programma's uit te wisselen tussen verschillende onafhankelijke radio's, waarbij duidelijk wordt uitgelegd waarom het relevant is samenwerkingsverbanden tussen die radio's te ontwikkelen.

§ 4. Bovendien legt de aanvrager nauwkeurig uit op welke manier hij zich verbindt tot de naleving van de verplichtingen opgenomen in het bestek van de offerteaanvraag in toepassing van artikel 3.1.3-2, § 3.

§ 5. Een maand na de datum waarop de offerteaanvraag werd afgesloten, deelt de voorzitter van de Hoge raad de aanvrager mee dat zijn aanvraag in aanmerking werd genomen en deelt dat ook mee aan de Minister evenals aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Onderafdeling IV. — Verlening van de vergunning

Art. 3.1.3-4. - § 1. Het College voor vergunning en controle spreekt zich uit over de aanvragen en kent de vergunningen toe, door, voor de analoge modus, de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk toe te wijzen, en door, voor de digitale modus, het gebruiksrecht van de radiofrequentie of van het radiofrequentienetwerk te verlenen binnen vier maanden na de datum waarop de offerteaanvraag wordt afgesloten.

Het College zorgt er daartoe voor de diversiteit van het radiolandschap en een evenwicht tussen de verschillende radioformaten te waarborgen, via het muzikale, culturele en informatieaanbod.

Het beoordeelt de aanvragen op grond van de volgende gegevens:

- 1° de wijze waarop de aanvragers zich ertoe verbinden te voldoen aan de in artikel 3.1.3-2, § 2 bedoelde verplichtingen;
- 2° de relevantie van de in artikel 3.1.3-3, § 2, 6° en § 3, 6° bedoelde financieringsplannen;
- 3° de originaliteit en de eigenheid van elke aanvraag;
- 4° het belang van de gedecentraliseerde productie in de Franse Gemeenschap;
- 5° de ervaring die de aanvragers hebben opgedaan op het gebied van radio-omroep;
- 6° de eventuele nadere bepalingen voor de commercialisering van de auditieve dienst.

§ 2. In het kader van een algemene offerteaanvraag kan het College voor vergunning en controle een onafhankelijke radio erkennen die werd vergund als associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding die voldoet aan de in artikel 3.1.3-1, § 1, vierde lid bepaalde criteria.

Deze erkenning wordt aan de onafhankelijke radio verleend voor de hele duur van zijn vergunning. Jaarlijks evalueert het College voor vergunning en controle de naleving van de in artikel 3.1.3-1, §1, vierde lid vastgestelde criteria. Het kan de erkenning intrekken indien de onafhankelijke radio daar niet langer aan voldoet.

Het aantal onafhankelijke radiostations dat kan worden erkend als associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding is beperkt gelet op de capaciteit van het in artikel 6.2.2-4, vierde lid bedoelde budget om de toekenning van subsidies aan erkende radiostations te waarborgen. De referentiebegroting die wordt gebruikt om dat aantal te bepalen, is de begroting van het jaar waarin de algemene offerteaanvraag wordt uitgeschreven, zo nodig aangepast aan het gemiddelde van de drie voorgaande jaren om eventuele uitzonderingsgevallen te effenen.

Wanneer het College voor vergunning en controle meer erkenningsaanvragen ontvangt dan het aantal beschikbare plaatsen vastgesteld overeenkomstig het derde lid, erkent het de onafhankelijke radiostations met de belangrijkste verbintenissen in aantal uren besteed aan actualiteitenprogramma's, permanente vorming, culturele ontwikkeling, burgerparticipatie en uitzending van werken voor creatie op radio; het aantal uren in eigen productie in eerste uitzending vormt daarbij een pluspunt. Het College kan ook het evenwicht in de geografische spreiding van erkende onafhankelijke radio's als doelstelling in aanmerking nemen. Indien dit mechanisme voor de selectie van de te erkennen radio's wordt toegepast, zal de in het tweede lid bedoelde jaarlijkse evaluatie gebeuren in het licht van de verbintenissen die de onafhankelijke radio is aangegaan op het ogenblik van zijn erkenning.

Indien er nog plaatsen beschikbaar zijn of wanneer een plaats opnieuw beschikbaar wordt na de intrekking of verdwijning van de erkenning, kan elke vergunde onafhankelijke radio tijdens de vergunningsprocedure een aanvraag tot erkenning indienen bij het College voor vergunning en controle door de in artikel 3.1.3-3, § 3, 7° bedoelde gegevens te verstrekken. Uit deze radio's kiest het College voor vergunning en controle de radio of radio's die overeenkomstig het vierde lid worden erkend. Wanneer het College voor vergunning en controle vaststelt dat de te erkennen radio al aan de erkenningscriteria voldeed in het voorgaande boekjaar toen de plaats beschikbaar gesteld werd, kan het die erkenning vanaf het voorgaande boekjaar toekennen.

§ 3. De vergunningen zijn niet overdraagbaar. De geldigheidsduur van een vergunning bedraagt 9 jaar en kan worden verlengd volgens de in deze afdeling bedoelde vergunningsprocedure.

In afwijking van het eerste lid, wanneer een vergunning wordt toegekend ingevolge een niet-algemene offerteaanvraag, verstrijkt die vergunning van rechtswege op de dag voorafgaand aan de dag waarop de vergunningen worden toegekend in het kader van een nieuwe algemene offerteaanvraag. Een offerteaanvraag wordt als algemeen beschouwd als ze minstens 75% van de reeds toegekende radiofrequenties in de betrokken modus bevat.

In afwijking van het eerste lid, wanneer geen nieuwe vergunning werd uitgereikt krachtens een algemene offerteaanvraag na afloop van 9 vergunningsjaren, wordt de toegekende vergunning verlengd tot vóór de dag waarop nieuwe vergunningen worden toegekend in het kader van een algemene offerteaanvraag. De verlenging van de vergunningen kan niet meer bedragen dan drie jaar te rekenen vanaf de datum van het verstrijken ervan.

Art. 3.1.3-5. - Het College voor vergunning en controle kan toestemming geven voor de fusie van:

- 1° ofwel associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding;
- 2° ofwel associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding en onafhankelijke radio's;
- 3° ofwel onafhankelijke radio's;
- 4° ofwel onafhankelijke radio's en netwerkradio's;
- 5° ofwel netwerkradio's.

De fusie kan alleen worden toegestaan indien de betrokken radio's beschikken over een gebruiksrecht voor radiofrequenties of voor radiofrequenties bestemd om verschillende verzorgingsgebieden te dekken.

Elke fusie waarbij een associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding betrokken is, kan niet resulteren in het verlies van die hoedanigheid voor de uit de fusie ontstane radio.

De vergunning wordt uitsluitend verleend om redenen van levensvatbaarheid van het project en op voorwaarde dat er een nabijheidsrelatie behouden blijft met de publieksgroepen bedoeld in de oorspronkelijke vergunningen. De vergunning wordt verleend op gemeenschappelijke aanvraag van de betrokken radio's.

Het College voor vergunning en controle staat elke fusie van radio's toe waarbij het erop toeziet de diversiteit van het radiolandschap en een evenwicht tussen de verschillende radioformaten te bewaren via het muzikale, culturele en informatieaanbod.

Wanneer het College voor vergunning en controle een aanvraag tot fusie van radio's ontvangt, organiseert het binnen een maand een openbare raadpleging over de fusieaanvraag. Elke vergunde onafhankelijke radio of netwerkradio, evenals elke persoon die een belang om tussen te komen rechtvaardigt, mag het College voor vergunning en controle binnen een maand in kennis stellen van elke reden die de weigering van de fusie kan rechtvaardigen.

De fusievergunning wordt verleend in naleving van artikel 2.2-2.

Een nieuw vergunningsbewijs wordt opgesteld overeenkomstig artikel 3.1.3-7.

De looptijd van de nieuwe vergunning mag de looptijd van de oudste vergunning onder de gefusioneerde radio's niet overschrijden.

Art. 3.1.3-6. - In afwijking van artikel 4.2.3-1, 2°, kan het College voor vergunning en controle, erop toezien dat de diversiteit van het radiolandschap wordt gewaarborgd, de onafhankelijke radio's toestaan de eigen productie te bundelen en hun zelfgeproduceerde programma's uit te wisselen, waarbij deze op gelijkwaardige wijze door elke radio kunnen worden meegeteld.

Onderafdeling V. — Inhoud van de vergunning

Art. 3.1.3-7. - § 1. Het vergunningsbewijs vermeldt:

- 1° de naam van de radio;
- 2° de identiteit van de houder;
- 3° het adres van de maatschappelijke zetel van de houder;
- 4° de toegewezen radiofrequentie(s) of waarvoor een gebruiksrecht is verleend met, in voorkomend geval, de capaciteit ervan in kbps;
- 5° in voorkomend geval, de lijst van radiofrequenties die in het kader van een exploitatie-overeenkomst of een gelijkaardige overeenkomst ter beschikking worden gesteld en de identiteit van de derde exploitant(en);
- 6° in voorkomend geval, het adres van de maatschappelijke zetel van de exploitanten;
- 7° in voorkomend geval, de hoedanigheid als associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding;
- 8° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

§ 2. Een beschrijvende fiche van de auditieve dienst wordt bij het vergunningsbewijs gevoegd. Op basis van het aanvraagdossier vermeldt die fiche:

- 1° de manier waarop de uitgever wil voldoen aan zijn verplichting tot bevordering van de culturele promotie overeenkomstig artikel 4.2.3-1, 1°, waarbij de betrokken programmatypes worden geïdentificeerd, met de vermelding van hun duur en uitzendfrequentie;
- 2° de percentageverbintenissen aangegaan overeenkomstig het artikel 4.2.3-1, 2° tot en met 4°;
- 3° in voorkomend geval, een of meer andere verbintenissen of specifieke kenmerken van de dienst die in het aanvraagdossier voorkomen en die door het College voor vergunning en controle positief werden beoordeeld en beschouwd als een voordeel tegenover de andere kandidaten op het ogenblik van de evaluatie van zijn aanvraag en zijn selectie.

Wanneer de vergunninghouder een of meer elementen van die fiche wenst te wijzigen, dient hij daartoe een verzoek in bij het College voor vergunning en controle. Het College voor vergunning en controle kan wijzigingen toestaan op voorwaarde dat de herziening van de verbintenissen de oorspronkelijke gronden voor het verlenen van de vergunning niet fundamenteel aantast en niet a posteriori leidt tot een inbreuk op de gelijke behandeling van de kandidaten die ten tijde van de vergunningsprocedure met elkaar in concurrentie zijn getreden. Voor elke aanvraag onderzoekt het College voor vergunning en controle de aanvraag en spreekt zich daarvoor uit op basis van de volgende cumulatieve criteria:

- 1° de eerbiediging van de oorspronkelijke identiteit van de auditieve dienst van de aanvrager;
- 2° de gevolgen van de wijzigingen op de gegevens die door het College werden beoordeeld op het ogenblik van de toekenning van de vergunning;
- 3° de gevolgen op het evenwicht van het radiolandschap dat moet worden behouden;

4° de interne context bij de dienstuitgever die de herziening van de verbintenissen positief moet verantwoorden die niet louter een achteruitgang mag veroorzaken;

5° indien de aanvraag om wijziging tot doel heeft de in 2° bedoelde verbintenissen te wijzigen, de intensiteit van de bijdrage van de auditieve dienst tot de culturele en taaldiversiteit die moet worden behouden.

§ 3. De Hoge Raad stuurt een afschrift van het vergunningsbewijs en van de beschrijvende fiche naar de Minister, evenals naar het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en naar het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

§ 4. De vergunninghouder moet het College voor vergunning en controle vooraf bij een ter post aangetekend schrijven in kennis stellen van elke wijziging in de in artikel 3.1.3-3, paragraaf 2 tot en met 4 bedoelde elementen van de vergunningsaanvraag, anders dan die welke in de beschrijvende fiche zijn vermeld.

§ 5. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar stuurt de vergunninghouder het College voor vergunning en controle:

1° een activiteitenverslag van het afgelopen jaar. Dat verslag omvat inzonderheid de elementen, waaronder de uitzendlijsten van muziekwerken, aan de hand waarvan de naleving van de decreetverplichtingen en van het bestek van de offerteaanvraag geverifieerd kan worden, evenals van de verbintenissen die in de beschrijvende fiche van de auditieve dienst opgenomen zijn. In afwijking daarvan moeten de onafhankelijke radio's het activiteitenverslag van het afgelopen jaar gedurende de eerste drie jaar en vervolgens om de twee jaar voorleggen. Het College voor vergunning en controle kan steekproefcontroles uitvoeren voor de periodes waarvoor geen verslag wordt uitgebracht;

2° de balansen en de jaarrekeningen van de vennootschap afgesloten per 31 december van elk jaar of de jaarrekeningen van de vereniging zonder winstoogmerk;

3° de lijst van exploitanten, in voorkomend geval, net als hun balans en resultatenrekening;

4° in voorkomend geval, een verslag waaruit blijkt hoe de vergunninghouder het behoud van zijn hoedanigheid als associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding heeft kunnen verantwoorden.

§ 6. Bij de Hoge Raad wordt een register van vergunningen bijgehouden. Dat register is openbaar.

Afdeling II. — Aangifteprocedure voor uitgevers van auditieve diensten die gebruikmaken van andere uitzendmethoden dan terrestrische hertzgolven

Art. 3.1.3-8. - § 1. De dienstuitgever moet vooraf bij een ter post aangetekend schrijven een aangifte indienen bij het College voor vergunning en controle voor elk van de auditieve diensten die hij wil uitgeven.

§ 2. De aangifte bevat de volgende gegevens:

1° de benaming van de dienstuitgever en van de auditieve dienst;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en de exploitatiezetel van de dienstuitgever;

3° de statuten van de dienstuitgever, indien deze een rechtspersoon is;

4° de gegevens betreffende de aandeelhoudersstructuur van de dienstuitgever, indien deze als handelsvennootschap is opgericht;

5° een financieel plan opgesteld over een periode van 3 jaar, dit financieel plan moet een rubriek bevatten met betrekking tot de aan de auteurs en andere rechthebbenden te betalen vergoedingen in uitvoering van de gesloten overeenkomsten. In geval van conflicten of blijvende onmogelijkheid om dergelijke overeenkomsten te sluiten, zullen de geplande voorzieningen, rekening houdend met de bekende risico's, daarin vermeld worden;

6° een beschrijving van de auditieve dienst, met inbegrip van een beschrijving van het eventueel geplande informatiesysteem en, in voorkomend geval, een bewijs van tewerkstelling van journalisten;

7° het elektronischcommunicatienetwerk via hetwelk hij zijn verdeling plant, en, in voorkomend geval, de contactgegevens van de dienstenverdelers(s).

Elke wijziging van deze elementen moet vooraf bij een ter post aangetekend schrijven aan het College voor vergunning en controle worden meegedeeld.

Het College voor vergunning en controle stelt het aangiftemodel op.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 kunnen de administratieve aangifteformaliteiten worden versoepeld voor uitgevers van auditieve diensten die op open platforms worden verdeeld, in het bijzonder in videoplatformdiensten.

Vereenvoudigde aangiftemodellen worden opgesteld door het College voor vergunning en controle.

Art. 3.1.3-9. - Binnen een maand na ontvangst van de aangifte bevestigt het College voor vergunning en controle de ontvangst van de aangifte.

Binnen acht werkdagen na de ontvangstbevestiging stuurt het College voor vergunning en controle een afschrift van de aangifte en de ontvangstbevestiging naar de Minister en naar het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Van elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle in toepassing van artikel 3.1.3-8, paragraaf 2, tweede lid ontvangt, wordt binnen dezelfde termijn eveneens een afschrift naar de Minister en het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap gestuurd.

Art. 3.1.3-10. - De dienstuitgever wier auditieve dienst via een gesloten distributieplatform wordt verspreid, moet aan de bepalingen van artikel 4.2.3-1 voldoen.

Art. 3.1.3-11. - Uiterlijk op 30 juni van elk jaar stuurt de dienstuitgever het College voor vergunning en controle:

1° een activiteitenverslag van het afgelopen jaar, met inbegrip van het programmaschema of de programmacatalogus, een nota over het programmeringsbeleid en, in voorkomend geval, een verslag over de naleving van de in artikel 3.1.3-10 bedoelde verplichtingen;

2° de balansen en de jaarrekeningen van de vennootschap of de jaarrekening van de vereniging zonder winstoogmerk of van de natuurlijke persoon, afgesloten per 31 december van elk jaar.

Afdeling III. — Schoolradio's

Art. 3.1.3-12. - § 1. In afwijking van de artikelen 3.1.1-1 tot en met 3.1.1-3 en 3.1.3-1 tot en met 3.1.3-5 en na advies van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media, kunnen basisscholen, middelbare scholen en hogescholen met een afdeling communicatie of onderwijsopleiding, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de toelating van de Regering krijgen om een schoolradio te organiseren die via terrestrische hertzgolven uitzendt.

Bij een ter post aangetekend schrijven dient de instelling een aanvraag, met inbegrip van een beschrijving van het educatieve project en de gewenste uitzendplaats, in bij de Regeringsdiensten.

De vergunning wordt verleend voor een periode van maximaal vier schooljaren.

De vergunning kan worden verlengd ten gunste van dezelfde houder. De verlengingsaanvraag moet ten minste 6 maanden vóór het verstrijken van de vergunning worden ingediend.

In afwijking van de artikelen 8.2.1-5 tot en met 8.2.1-8 en 8.2.1-11 wijst de Regering een radiofrequentie toe aan de inrichting die de vergunning heeft gekregen om een schoolradio te organiseren. De toewijzing van de radiofrequentie aan een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogeschool wordt afhankelijk gemaakt van het gedeelde gebruik ervan samen met minstens één basisschool of middelbare school.

De toegekende radiofrequentie heeft de volgende kenmerken:

- 1° het effectief uitgestraalde vermogen bedraagt maximaal 30 watt;
- 2° de antenne mag niet hoger zijn dan 15 meter, behoudens afwijking toegestaan door de Regering, en voor zover het effectief uitgestraalde vermogen zodanig wordt verminderd dat een gelijkaardig verzorgingsgebied wordt gewaarborgd;
- 3° de duur van de uitzendingen mag niet meer dan 8 uur per dag bedragen.

Onder "effectief uitgestraald vermogen" wordt verstaan: het product van de vermenigvuldiging van het aan het uiteinde van de antenne geleverde vermogen met de winst van de antenne ten opzichte van een halvegolfdipool in een gegeven richting.

Een inrichting kan alleen vergund worden om een schoolradio te organiseren als de uitzending de andere auditieve diensten niet verstoort.

In afwijking van artikel 8.2.1-9 kan de Regering ook een gebruiksrecht verlenen voor een radiofrequentie of radiofrequentienetwerk bestemd voor onafhankelijke radio's.

De in deze paragraaf bedoelde schoolradio's zijn vrijgesteld van de betaling van de jaarlijkse bijdrage bedoeld in artikel 8.2.1-2, § 2.

§ 2. In afwijking van de artikelen 3.1.1-1 tot en met 3.1.1-3 en 3.1.3-2 tot en met 3.1.3-4 moeten basisscholen, middelbare scholen en hogescholen die beschikken over een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde afdeling die gericht is op communicatie of onderwijsopleiding, vooraf bij de Regering aangifte doen van hun voornemen om een schoolradio uit te geven die wordt uitgezonden via andere middelen dan een in § 1 bedoelde radiofrequentie.

De aangifte bevat de contactgegevens van de instelling en een beschrijving van het educatieve project.

§ 3. Schoolradio's mogen geen beroep doen op commerciële communicatie, met uitzondering van zelfpromotie.

§ 4. De Regering stelt de Hoge Raad in kennis van elke vergunning of aangifte voor een schoolradio en, in voorkomend geval, van de radiofrequentie die eraan is toegewezen.

TITEL II. — Uitgevers van audiovisuele nabijheidsmediadiensten

HOOFDSTUK I. — *Opdracht en vergunning*

Art. 3.2.1-1. - De Regering kan een vergunning verlenen aan uitgevers van audiovisuele nabijheidsmediadiensten, hierna "nabijheidsmedia" genoemd.

De vergunning van de Regering wordt verleend voor een periode van negen jaar. Ze kan verlengd worden.

Art. 3.2.1-2. - In het hen betreffende dekkingsgebied hebben nabijheidsmedia de openbare opdracht om programma's rond actualiteit, vermaak, culturele ontwikkeling en permanente vorming te produceren en te realiseren.

Ze verbinden zich ertoe om, per dienst, de actieve participatie van de bevolking in het hen betreffende dekkingsgebied aan te moedigen.

De Regering sluit een overeenkomst met elk nabijheidsmedium waarin bepaald wordt welke audiovisuele mediadiensten het mag uitgeven en waarin de bijzondere uitvoeringsbepalingen van de openbare opdracht, afgestemd op de bijzonderheden van elk nabijheidsmedium, beschreven worden.

Alle nabijheidsmedia moeten hun televisiediensten ter beschikking stellen van dienstenverdelers die aan de verplichte distributie van die diensten gebonden zijn.

Art. 3.2.1-3. - In de zin van dit artikel wordt onder "dekkingsgebied" verstaan: de geografische ruimte waarin het nabijheidsmedium zijn opdracht vervult.

Op advies van het College voor vergunning en controle legt de Regering het dekkingsgebied van elk nabijheidsmedium vast en bepaalt daartoe welke gemeenten er deel van uitmaken. Dat gebied wordt met name bepaald op grond van de sociaal-culturele kenmerken die bepaalde gemeentelijke entiteiten gemeen hebben en de technische beperkingen verbonden aan de organisatie van kabeltelevisienetten.

Een gemeente kan slechts deel uitmaken van één dekkingsgebied.

Het ontvangstgebied van een nabijheidsmedium is niet beperkt tot zijn dekkingsgebied.

De uitbreiding van dit ontvangstgebied tot buiten het dekkingsgebied kan slechts tot stand komen na onderlinge overeenstemming tussen het nabijheidsmedium dat zijn ontvangstgebied tot buiten zijn dekkingsgebied uitbreidt en het nabijheidsmedium waarvan het dekkingsgebied geheel of gedeeltelijk bij deze uitbreiding van het ontvangstgebied is betrokken. De tussen de betrokken nabijheidsmedia gesloten overeenkomst bepaalt voor welke duur die overeenkomst wordt gesloten, die niet langer mag zijn dan de duur van de vergunningen van de nabijheidsmedia, en volgens welke nadere bepalingen de overeenkomst vervroegd beëindigd kan worden. De overeenkomst wordt ter kennis gebracht van de Minister en de Hoge Raad.

De bij de uitbreiding van een ontvangstgebied betrokken nabijheidsmedia bepalen onderling de voorwaarden voor deze uitbreiding, om te voorkomen dat de ontwikkeling van een van deze nabijheidsmedia wordt belemmerd.

In afwijking van het vijfde en zesde lid is het in het geval van de verdeling van een of meer nabijheidsmediadiensten op een of meer elektronische communicatienetwerken via hertzgolven of op het internet toegestaan om het ontvangstgebied uit te breiden tot buiten het dekkingsgebied, zonder dat daarvoor een overeenkomst tussen de betrokken nabijheidsmedia vereist is.

Art. 3.2.1-4. - § 1. Om te worden vergund en zijn vergunning te behouden, moet elk nabijheidsmedium aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk of sociale onderneming;
- 2° bij de vergunningsaanvraag een financieel plan indienen waaruit blijkt dat het over de effectieve capaciteit beschikt om zijn economische levensvatbaarheid gedurende een periode van 3 jaar te garanderen. Dit financieel plan is niet vereist wanneer een verlenging van een vergunning wordt aangevraagd;

3° noch direct noch indirect via een andere dienstenuitgever, onder het zeggenschap staan van een reclameregie, een holding of een dienstenverdelers;

4° zijn maatschappelijke en exploitatiezetel binnen het dekkingsgebied hebben;

5° onder zijn personeelsleden een of meer beroepsjournalisten hebben of een of meer personen die onder voorwaarden werken om dat te kunnen worden conform de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist;

6° in zijn programmering een minimumaantal uren eigen productie verzekeren, volgens een wekelijks gemiddelde, berekend per kalenderjaar en zonder heruitzendingen, zoals vastgesteld in de in punt 3.2.1-2 bedoelde overeenkomst;

7° een interne journalistenmaatschappij als referentiepersoon erkennen en die raadplegen over de vraagstukken die de redactionele lijn grondig kunnen wijzigen, over de organisatie van de redacties betreffende de actualiteitenprogramma's en over de aanstelling van de hoofdredacteur, en een huishoudelijk reglement opstellen betreffende de objectiviteit bij de behandeling van de informatie. Die interne maatschappij is samengesteld uit journalisten die de redactie van het nabijheidsmedium vertegenwoordigen;

8° verantwoordelijk zijn voor zijn programmering en de editoriale lijn van de informatie leiden in een geest van objectiviteit, zonder voorafgaande censuur of enige inmenging van een publieke of private instantie;

9° bij de verwerking van de informatie een evenwicht bewaren tussen de verschillende in het dekkingsgebied voorkomende ideologische tendensen in naleving van de democratische beginselen;

10° aangesloten zijn bij de Instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie;

11° in zijn programmering, per dienst, zijn onafhankelijkheid verzekeren ten aanzien van de regeringen, de gemeentelijke en provinciale overheden, de publieke en intercommunale instellingen, de dienstenverdelers, de politieke partijen, de werkgevers- of werknemersorganisaties en de filosofische of godsdienstige bewegingen;

12° luisteren naar het publiek en gevolg geven aan hun klachten;

13° de procedures toegepast hebben die bedoeld zijn om te voldoen aan de wetgeving inzake het auteursrecht en de naburige rechten;

14° zich ertoe verbinden de in artikel 9.1.2-1, § 1, 2° bedoelde en door de Regering goedgekeurde reglementen van het College voor advies van de Hoge Raad na te leven;

15° een jaarverslag aan de Minister en aan het College voor vergunning en controle voorleggen dat met name betrekking heeft op de punten 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11°.

Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, wordt een coproductie door een nabijheidsmedium, met uitzondering van gefilmde radioprogramma's, gelijkgesteld met een eigen productie in verhouding tot het werkelijk door dit medium uitgetrokken budget.

§ 2. Een vereniging zonder winstoogmerk of een sociale onderneming kan slechts vergund worden om één nabijheidsmedium te exploiteren.

§ 3. De Regering legt de bepalingen vast voor het verlenen van vergunningen aan nabijheidsmedia.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere regels*

Art. 3.2.2-1. - § 1. Wanneer het zijn programma-aanbod vastlegt, zorgt het nabijheidsmedium ervoor dat de kwaliteit en de diversiteit van de aangeboden programma's een zo breed mogelijk publiek kunnen bereiken, een factor van sociale cohesie kunnen zijn die beantwoordt aan de verwachtingen van de sociaal-culturele minderheden, en de verschillende stromingen van de samenleving weerspiegelen, met uitsluiting van ondemocratische stromingen, zonder discriminatie, met name van culturele, etnische, seksuele, ideologische of religieuze aard, en zonder sociale segregatie.

Deze programma's hebben tot doel het debat op gang te trekken en de democratische uitdagingen van de samenleving te duiden, bij te dragen tot de versterking van de sociale waarden, met name via een ethiek die gebaseerd is op respect voor de mens en de burger, en de integratie en de opvang te bevorderen van buitenlandse bevolkingsgroepen of bevolkingsgroepen van vreemde origine die in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad wonen.

§ 2. Het nabijheidsmedium ziet erop toe dat het culturele erfgoed van de Franse Gemeenschap en de lokale eigenheden worden opgevaardeerd.

Art. 3.2.2-2. - § 1. Op voorwaarde dat ze de ontvangst van hun programma's beperken tot het Belgische grondgebied, mogen nabijheidsmedia, in een lineaire dienst, een videotekstprogramma uitzenden waarvan de zendtijd wordt uitgesloten van de berekening van de zendtijd gewijd aan reclame en telewinkelspots, zoals bedoeld in artikel 5.2-9.

Uitsluitend met het oog op de toepassing van dit artikel wordt een videotekstprogramma gedefinieerd als een programma met stilstaande beelden dat wordt ingevoegd in de dienst(en) van een nabijheidsmedium. Videotekst verschilt van teletekst in die zin dat ze zonder tussenkomst van het publiek onmiddellijk toegankelijk is voor het publiek en een integrerend deel uitmaakt van de lineaire dienst.

§ 2. De Regering bepaalt de dagelijkse zendtijd die wordt besteed aan reclame in elk videotekstprogramma dat door een nabijheidsmedium wordt uitgezonden.

Art. 3.2.2-3. - § 1. De nabijheidsmedia zorgen ervoor dat samenwerkingsverbanden worden ontwikkeld tussen hen onderling en met de RTBF.

De samenwerkingsverbanden met de RTBF worden vastgelegd in een overeenkomst gesloten tussen alle nabijheidsmedia, de RTBF en de Regering of tussen een of meer nabijheidsmedia en de RTBF.

In hun jaarverslag maken de nabijheidsmedia, voor wat hen betreft, de balans op van de toepassing van alle in het tweede lid bedoelde overeenkomsten.

§ 2. Om een representatieopdracht, de strategische opvolging, coördinatie, bundeling en onderlinge ondersteuning van de nabijheidsmedia uit te voeren en de in paragraaf 1 bedoelde samenwerkingsverbanden te bevorderen, kan de Regering een vereniging erkennen, op voorwaarde dat ze:

1° opgericht is als een vereniging zonder winstoogmerk;

2° ten minste twee derde van de door de Franse Gemeenschap vergunde nabijheidsmedia verenigt;

3° haar maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

De erkenningsaanvraag wordt aan de Regering gericht en bevat de hoofdlijnen van de door de vereniging beoogde samenwerkingsstrategie. De aanvraag moet vergezeld gaan van de volgende documenten, bijgewerkt op de dag van indiening:

- 1° de statuten van de vereniging;
- 2° de lijst van de leden van de vereniging;
- 3° de lijst van de leden van de bestuursorganen.

De erkenning geldt voor een periode van vijf jaar. De vereniging kan de verlenging daarvan aanvragen bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de Regering. De verlengingsaanvraag moet ten vroegste zes maanden en ten laatste drie maanden vóór het verstrijken van de bovengenoemde periode worden ingediend.

2. Voor de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde opdracht kent de Regering aan de vereniging, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, een jaarlijkse werkingssubsidie toe, waarvan het bedrag op naam in de begroting van de Franse Gemeenschap wordt ingeschreven. Deze subsidie is bedoeld om een deel van de uitgaven voor de basiswerking en de bezoldiging van het personeel te dekken. Om die subsidie te rechtvaardigen, bezorgt de vereniging elk jaar vóór 1 juni het volgende aan de Regering:

- 1° een verslag van de activiteiten van het voorgaande jaar;
- 2° het activiteitenprogramma van het lopende jaar, waarin met name de activiteiten worden toegelicht die in het kader van de in paragraaf 1 bedoelde samenwerkingsverbanden werden ontwikkeld;
- 3° de boekhoudkundige balans van het voorgaande jaar;
- 4° de begroting voor het lopende jaar.

De Regering kan bijzondere overeenkomsten met de vereniging sluiten, met name om bij te dragen in de opleiding van het personeel, de digitalisering en bewaring van de archieven, de analyse van vraagstukken in verband met de technologische uitrusting, of om logistieke steun te verlenen met het oog op de vereenvoudiging van de administratieve procedures die de nabijheidsmedia moeten uitvoeren.

HOOFDSTUK III. — Organisatie

Art. 3.2.3-1. - § 1. Ten minste de helft van de raad van bestuur van het nabijheidsmedium moet bestaan uit vertegenwoordigers van de verenigingssector en culturele sector die geen openbare mandataris of vertegenwoordiger van een overheidsinstantie of -dienst zijn.

De raad kan niet samengesteld zijn uit leden van het Europees Parlement, van de Senaat, van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Waalse Gewest, van het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, van het Parlement van de Franse Gemeenschap, van de Europese Commissie, van de federale Regering, van een gewest- of gemeenschapsregering, van een provincie- en gemeentecollege, wat de gemeenten van het Franse taalgebied betreft, of van een college van burgemeester en schepenen en van een voorzitter van het OCMW, wat de gemeenten van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad betreft.

De raad mag voor niet meer dan de helft samengesteld zijn uit leden van een provincieraad, een gemeenteraad, een raad voor maatschappelijk welzijn, net als van een kabinet van een lid van de federale Regering, een gewest- of gemeenschapsregering, een provincie- en gemeentecollege, wat de gemeenten in het Franse taalgebied betreft, of van het college van burgemeester en schepenen en de voorzitter van het OCMW, wat de gemeenten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad betreft.

§ 2. De verkiezing van de bestuurders van een nabijheidsmedium gevestigd in het Franse taalgebied vindt plaats binnen 8 maanden na de installatie van de laatste gemeenteraad in zijn dekkingsgebied na gemeenteraadsverkiezingen.

§ 3. De verkiezing van de bestuurders van een nabijheidsmedium gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vindt plaats binnen de 8 maanden na de installatie van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie na regionale verkiezingen.

§ 4. Het mandaat van de bestuurders vervalt op de dag van de installatie van hun opvolgers. Het mandaat kan verlengd worden.

Het mandaat van de voorzitter van de raad van bestuur kan één keer verlengd worden.

§ 5. De in paragraaf 1, derde lid bedoelde openbare bestuurders van een nabijheidsmedium dat in het Franse taalgebied is gevestigd, worden benoemd naar evenredigheid van de samenstelling van alle gemeenteraden in het dekkingsgebied van het betrokken nabijheidsmedium.

Voor de berekening van de evenredige vertegenwoordiging wordt, voor de lijsten die zich niet voorstellen onder de benaming van een politieke fractie die in het Parlement van de Franse Gemeenschap erkend is, rekening gehouden met de individuele verklaringen van apparentering of hergroepering met een andere democratische lijst, voor zover deze aan het betrokken nabijheidsmedium worden overgezonden vóór 1 maart van het jaar volgend op het jaar van de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen.

Verkozenen die nalaten de in het tweede lid bedoelde verklaring af te leggen, worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de evenredige vertegenwoordiging.

§ 6. De in paragraaf 1, derde lid bedoelde openbare bestuurders van een nabijheidsmedium dat in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad is gevestigd, worden benoemd naar evenredigheid van de samenstelling van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 7. Elke wijziging in de samenstelling van de raad van bestuur moet ter kennis worden gebracht van de Regering en de Hoge Raad.

§ 8. De directeur van het nabijheidsmedium zetelt in de raad van bestuur met raadgevende stem.

§ 9. De vertegenwoordigers van de dienstenverdelers die de dienst(en) van een nabijheidsmedium in zijn dekkingsgebied beschikbaar stelt (stellen) en de gemeenten die in het dekkingsgebied zijn gelegen, kunnen met raadgevende stem zitting nemen in de algemene vergadering van dit nabijheidsmedium.

§ 10. Niemand kan het mandaat van bestuurder uitoefenen als hij werd veroordeeld of als hij lid is van een instelling van een vereniging die werd veroordeeld bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing wegens niet-naleving van de democratische beginselen zoals vermeld in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide.

Dat verbod eindigt tien jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, als kan worden vastgesteld dat de persoon of de vereniging openlijk afstand heeft gedaan van zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen zoals vermeld in de bepalingen bedoeld in het eerste lid. Het verbod eindigt één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, indien de persoon ontslag heeft genomen bij de vereniging wegens en onmiddellijk na de veroordeling van deze laatste voor de niet-naleving van de democratische beginselen.

§ 11. De uitoefening van het mandaat van voorzitter en, in voorkomend geval, van ondervoorzitter is onverenigbaar met een mandaat van provincieraadslid, van adviseur van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of gemeenteraadslid.

Art. 3.2.3-2. - De Regering kan een waarnemer aanstellen die haar in elk nabijheidsmedium vertegenwoordigt. Die aanstelling vindt plaats bij elke vernieuwing van het Parlement van de Franse Gemeenschap. Zijn mandaat is verlengbaar en kosteloos.

De waarnemer woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij brengt ten minste eenmaal per jaar verslag uit aan de Minister. Hij is gebonden aan geheimhouding.

Art. 3.2.3-3. - Niemand kan als bestuurder of waarnemer van de Regering worden aangesteld, indien hij een mandaat of een ambt uitoefent in de beheers- of toezichtorganen van een dienstenuitgever, een dienstenverdelers, een netwerkexploitant, een orgaan van de geschreven pers of van een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke vennootschap die een gelijkaardige activiteit als doel heeft, of indien hij een betrekking of een leidend ambt uitoefent in diezelfde maatschappijen en instellingen, voor zover die betrekking of dat ambt een belangenconflict kan veroorzaken met het betrokken nabijheidsmedium.

Art. 3.2.3-4. - De uitoefening van de functie van hoofdredacteur binnen een nabijheidsmedium is onverenigbaar met de uitoefening van een andere leidinggevende functie binnen hetzelfde medium.

Art. 3.2.3-5. - Elk nabijheidsmedium kan een programmeringscomité oprichten dat verantwoordelijk is voor het opstellen van programmavoorstellen voor zijn beheersorgaan.

HOOFDSTUK IV. — Financiële bepalingen

Art. 3.2.4-1. - § 1. Binnen de grenzen van de in de begroting van de Franse Gemeenschap ingeschreven kredieten en met het oog op de uitvoering van hun in artikel 3.2.1-2 bedoelde openbare opdracht, ontvangen de vergunde nabijheidsmedia een jaarlijkse werkingssubsidie. Ze kunnen bovendien een investeringssubsidie ontvangen.

§ 2. De Regering bepaalt de criteria en de bepalingen voor de toekenning van de subsidies, waarbij ze inzonderheid de toekenning voorziet van een gelijk basisforfait voor elk nabijheidsmedium, rekening houdend met het aantal betrekkingen en het volume eigen productie in overeenstemming met zijn in artikel 3.2.1-2 bedoelde openbare opdracht.

§ 3. De toekenning van subsidies is ondergeschikt aan de voorlegging aan de Regering, uiterlijk op 30 april, van het jaarverslag bedoeld in artikel 3.2.1-4, § 1, 15°, van de balans en de exploitatierekening van het afgelopen boekjaar en van een ontwerp van begroting voor het volgende boekjaar. De Regering bepaalt de wijze van voorstelling van die documenten. Ten hoogste 85% van de subsidies kan evenwel voorlopig worden toegekend vóór de in deze paragraaf bedoelde documenten zijn ingediend.

§ 4. De totaliteit van de werkingssubsidies van de nabijheidsmedia wordt jaarlijks aangepast aan het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen, zoals gedefinieerd in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

TITEL III. — Aanbieders van videoplatformdiensten

Art. 3.3-1. - § 1. De aanbieder van videoplatformdiensten moet vooraf bij een ter post aangetekend schrijven aangifte doen bij het College voor vergunning en controle voor elk van de diensten die hij wil aanbieden.

§ 2. De aangifte bevat de volgende gegevens:

1° de benaming van de aanbieder en van de videoplatformdienst;

2° het adres van de maatschappelijke zetel van de aanbieder van videoplatformdiensten, en indien hij niet in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is, het adres van de moederonderneming, de dochteronderneming of een onderneming van dezelfde groep in de zin van artikel 1.1-4, § 5;

3° de organisatie van de groep die de in 2° bedoelde ondernemingen omvat;

4° de statuten van de aanbieder van videoplatformdiensten, indien hij een rechtspersoon is;

5° de beschrijving van de videoplatformdienst;

6° een beschrijving van de in de artikelen 2.3-2, 2.4-2, 2.5-2 en 5.5-1 bedoelde passende maatregelen die door de aanbieder van videoplatformdiensten worden genomen;

7° de datum waarop de videoplatformdienst toegankelijk is;

8° de nadere bepalingen voor de commercialisering van deze dienst.

Elke wijziging van deze elementen moet vooraf worden gemeld aan het College voor vergunning en controle.

§ 3. Het College voor vergunning en controle stelt het aangiftemodel op overeenkomstig paragraaf 2.

Art. 3.3-2. - Binnen een maand na ontvangst van de aangifte bevestigt het College voor vergunning en controle de ontvangst van de aangifte.

Binnen acht werkdagen na de ontvangstbevestiging zendt het College voor vergunning en controle een afschrift van de aangifte en de ontvangstbevestiging naar de Minister en de Regeringsdiensten. Van elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle in toepassing van het laatste lid van paragraaf 2 van artikel 3.3-1 ontvangt, wordt binnen dezelfde termijn eveneens een afschrift naar de Minister en de Regeringsdiensten gestuurd.

TITEL IV. — Dienstenverdelers

Art. 3.4-1. - § 1. Elke dienstenverdelers moet vooraf een aangifte bij een ter post aangetekend schrijven naar het College voor vergunning en controle sturen.

§ 2. De aangifte bevat de volgende elementen:

1° de identificatiegegevens van de rechtspersoon;

2° de samenstelling van het aanbod van audiovisuele mediadiensten en de nadere bepalingen voor de commercialisering ervan.

Elke wijziging van deze elementen moet vooraf bij een ter post aangetekend schrijven aan het College voor vergunning en controle worden meegedeeld.

§ 3. Het College voor vergunning en controle stelt het aangiftemodel op.

§ 4. Binnen een maand na ontvangst van de aangifte bevestigt het College voor vergunning en controle de ontvangst van de aangifte.

Binnen acht werkdagen na de ontvangstbevestiging zendt het College voor vergunning en controle een afschrift van de aangifte en de ontvangstbevestiging naar de Minister en de Regeringsdiensten. Van elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle in toepassing van het tweede lid van paragraaf 2 ontvangt, wordt binnen dezelfde termijn eveneens een kopie naar de Minister en de Regeringsdiensten gestuurd.

§ 5. Elke dienstenuitgever moet op elk moment kunnen aantonen dat hij de nodige overeenkomsten heeft gesloten met de betrokken auteurs en andere rechthebbenden, of met zijn maatschappijen voor collectief auteursrechtenbeheer, zodat hij de wetgeving inzake auteursrecht en naburige rechten in zijn activiteiten kan naleven.

Op eenvoudig verzoek kan het College voor vergunning en controle een volledig afschrift krijgen van de lopende overeenkomsten wanneer deze betrekking hebben op belangrijke repertoires van werken en prestaties.

In geval van een onderbreking van meer dan 6 maanden van deze overeenkomsten, een conflict of de blijvende onmogelijkheid om dergelijke overeenkomsten te sluiten, is de dienstenuitgever net als de dienstverdelers verplicht om de Minister en de Hoge Raad hiervan in kennis te stellen en aan te geven welke maatregelen zijn genomen om in voorkomend geval, rekening houdend met de bekende risico's, de betwiste bedragen te voorzien.

Indien de bescherming van de rechten van de begunstigden duidelijk in het gedrang dreigt te komen, kan het College voor vergunning en controle bovendien een borgstelling voor de betwiste bedragen eisen, volgens de nadere bepalingen die het College zal vastleggen.

TITEL V. — Exploitanten van elektronischecommunicatienetwerken en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten

HOOFDSTUK I. — Exploitanten van kabelistributienetwerken

Art. 3.5.1-1. - § 1. Elke rechtspersoon die de activiteit van exploitant van een kabelistributienetwerk wenst uit te oefenen, moet daarvan aangifte doen bij een ter post aangetekend schrijven aan het College voor vergunning en controle, binnen een maand na de start van zijn activiteit.

§ 2. De aangifte bevat de volgende elementen:

- 1° de identificatiegegevens van de rechtspersoon en zijn adres;
- 2° een korte beschrijving van het kabeltelevisienet of de kabeltelevisienetten;
- 3° een raming van de startdatum van de activiteit.

Elke wijziging van deze elementen moet ter kennis gebracht worden van het College voor vergunning en controle.

§ 3. Het College voor vergunning en controle stelt het aangiftemodel op overeenkomstig paragraaf 2.

§ 4. Binnen een maand na ontvangst van de aangifte bevestigt het College voor vergunning en controle de ontvangst van de aangifte. Op uitdrukkelijk verzoek van de netwerkexploitant kan de ontvangstbevestiging, in afwijking hiervan, binnen een week verstrekt worden.

In de ontvangstbevestiging worden met name de voorwaarden vermeld waaronder de netwerkexploitant het recht heeft de beschikbaarstelling van middelen te vragen, over een interconnectie te onderhandelen en een toegang tot interconnectie te verkrijgen.

Binnen acht werkdagen na de ontvangstbevestiging zendt het College voor vergunning en controle een afschrift van de aangifte en de ontvangstbevestiging naar de Minister en de Regeringsdiensten. Van elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle in toepassing van het tweede lid van paragraaf 2 ontvangt, wordt binnen dezelfde termijn eveneens een kopie naar de Minister en de Regeringsdiensten gestuurd.

Art. 3.5.1-2. - § 1. De netwerkexploitanten hebben het recht om, op hun kosten, op of onder de pleinen, wegen, straten, paden, waterlopen en kanalen die deel uitmaken van het openbare domein, werken te laten uitvoeren voor de installatie en het onderhoud van de kabels en bijbehorende uitrustingen van hun kabelistributienetwerken, op voorwaarde dat de wetten en besluiten betreffende het gebruik van het openbare domein nageleefd worden en dat het gebruik waarvoor het bestemd is, in acht wordt genomen.

Alvorens hij van dat recht gebruik kan maken, moet de betrokken operator het tracé en de installatie van de geleiders ter goedkeuring voorleggen aan de instantie die voor het openbare domein bevoegd is.

Deze instantie moet zich binnen drie maanden na de datum van verzending van het tracé uitspreken en de betrokken exploitant van haar beslissing in kennis stellen. Na deze periode staat het stilzwijgen van de instantie gelijk met een goedkeuring.

In geval van aanhoudend geschil wordt de zaak bij regeringsbesluit beslecht.

De openbare instanties hebben in ieder geval het recht om op hun respectieve grondgebied de voorzieningen of het tracé van een installatie en de daarmee verband houdende werken later te doen wijzigen. Indien de wijzigingen worden opgelegd hetzij om redenen van openbare veiligheid, hetzij om een site te beschermen, hetzij in het belang van de openbare wegen, waterlopen, kanalen of een openbare dienst, hetzij als gevolg van een door de omwonenden aangebrachte wijziging in de toegangen tot de eigendommen die grenzen aan de gebruikte wegen, vallen de kosten van de werken ten laste van de exploitant; in de andere gevallen vallen ze ten laste van de instantie die de wijzigingen oplegt. Deze laatste kan een voorafgaand bestek eisen en, in geval van onenigheid, zelf de werken laten uitvoeren.

§ 2. De exploitanten hebben ook het recht om permanente steunen en verankeringen voor de kabels en de bijbehorende uitrustingen van hun kabelistributienetwerken aan te brengen op muren en gevels die op de openbare weg uitgeven en om hun kabels in open, onbebouwd terrein te leggen of ze zonder bevestigingen of contact boven private eigendommen te laten lopen.

De werken kunnen pas beginnen na een naar behoren opgestelde schriftelijke kennisgeving aan de eigenaars volgens de gegevens van het kadaster, aan de huurders en bewoners. De uitvoering van deze werken brengt geen onteigening met zich mee.

De bevestiging van steunen en verankeringen op muren of gevels mag geen belemmering vormen voor het recht van de eigenaar om zijn eigendom te slopen of te herstellen.

Ondergrondse kabels en steunen die zijn aangelegd in een open en onbebouwd terrein moeten op verzoek van de eigenaar worden verwijderd, indien hij gebruikmaakt van zijn recht om te bouwen of te omheinen; de kosten van de verwijdering zijn ten laste van de exploitant.

De eigenaar stelt de exploitant evenwel ten minste drie maanden vóór de aanvang van de in het derde en vierde lid bedoelde werkzaamheden daarvan in kennis bij een ter post aangetekend schrijven.

§ 3. De vergoeding van de schade die voortvloeit uit de aanleg of de exploitatie van een kabel distributienetwerk valt volledig ten laste van de exploitant die aansprakelijk blijft voor alle schadelijke gevolgen tegenover derden.

§ 4. De netwerkexploitant is verplicht onmiddellijk gevolg te geven aan elke vordering van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of elke dienst of onderneming die elektrische energie verdeelt, teneinde elke nadelige storing of invloed op de werking van de telefoon-, telegraafinstallaties of installaties voor de verdeling van elektrische energie onmiddellijk te beëindigen. Indien niet aan deze vordering wordt voldaan, zullen de noodzakelijk geachte maatregelen, met inbegrip van het verplaatsen van kabels en bijbehorende uitrustingen, bevolen worden door de betrokken diensten of ondernemingen, op kosten en op risico van de exploitant.

HOOFDSTUK II. — Exploitanten van satellietnetwerken

Art. 3.5.2-1. - Het gebruik van downlinkradiofrequenties voor het uitzenden van audiovisuele mediadiensten per satelliet wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in dit hoofdstuk opgelegde voorwaarden.

Art. 3.5.2-2. - Elke rechtspersoon die de activiteit van satellietnetwerkexploitant wenst uit te oefenen en daarvoor een of meer downlinkradiofrequenties wil gebruiken, moet daartoe een aanvraag indienen bij de voorzitter van de Hoge Raad bij een ter post aangetekend schrijven.

De aanvraag bevat de volgende elementen:

- 1° de identificatiegegevens van de rechtspersoon en zijn adres;
- 2° een financieel plan opgesteld over 3 jaar;
- 3° de plaats van de uplink en de naam van de exploitant die deze verbinding verzekert;
- 4° de gewenste radiofrequentie of -frequenties.

Art. 3.5.2-3. - § 1. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag deelt de voorzitter van de Hoge Raad de aanvrager mee dat zijn aanvraag in aanmerking werd genomen en zendt hij die door naar de Regering.

Binnen een maand na de datum waarop de lijst werd vastgelegd door de Regering, kent het College voor vergunning en controle de radiofrequentie(s) toe aan de aanvrager.

Het College voor vergunning en controle mag geen andere radiofrequenties toewijzen dan die welke door de Regering zijn voorgesteld.

§ 2. De Hoge Raad zendt een afschrift van het bewijs dat het gebruik van een of meer radiofrequenties door de netwerkexploitant toestaat naar de Minister, evenals naar de Regeringsdiensten en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

HOOFDSTUK III. — Exploitanten van andere elektronische communicatienetwerken dan kabel distributienetwerken en aanbieders van elektronische communicatiediensten

Art. 3.5.3-1. - § 1. Elke rechtspersoon die de activiteit van exploitant van een ander elektronisch communicatienetwerk dan bedoeld in de artikelen 3.5.1-1 en 3.5.2-1, evenals de Hoofdstukken 1 en 2 van Titel 2 van Boek VIII, of van aanbieder van elektronische communicatiediensten wenst uit te oefenen, moet daarvan aangifte doen bij een ter post aangetekend schrijven aan het College voor vergunning en controle, binnen een maand na de start van zijn activiteit.

§ 2. De aangifte bevat de volgende elementen:

- 1° de identificatiegegevens van de rechtspersoon en zijn adres;
- 2° een korte beschrijving van het/de elektronische communicatienetwerk(en) of -dienst(en);
- 3° een raming van de startdatum van de activiteit.

Elke wijziging van deze elementen moet ter kennis gebracht worden van het College voor vergunning en controle.

§ 3. Het College voor vergunning en controle stelt het aangiftemodel op overeenkomstig paragraaf 2.

§ 4. Binnen een maand na ontvangst van de aangifte bevestigt het College voor vergunning en controle de ontvangst van de aangifte. Op uitdrukkelijk verzoek van de netwerkexploitant of de aanbieder van de elektronische communicatiedienst kan de ontvangstbevestiging, in afwijking hiervan, binnen een week verstrekt worden.

In de ontvangstbevestiging worden met name de voorwaarden vermeld waaronder de netwerkexploitant of aanbieder van elektronische communicatiediensten het recht heeft de beschikbaarstelling van middelen te vragen, over een interconnectie te onderhandelen en een toegang of interconnectie te verkrijgen.

Binnen acht werkdagen na de ontvangstbevestiging zendt het College voor vergunning en controle een afschrift van de aangifte en de ontvangstbevestiging naar de Minister en de Regeringsdiensten. Van elke wijziging van de elementen van de aangifte die het College voor vergunning en controle in toepassing van het tweede lid van paragraaf 2 ontvangt, wordt binnen dezelfde termijn eveneens een afschrift naar de Minister en de Regeringsdiensten gestuurd.

BOEK IV. — PROGRAMMA'S

TITEL I. — Toegankelijkheid

Art. 4.1-1. - De dienstuitgevers passen de in artikel 9.1.2-1, § 1, 2° bedoelde en door de Regering goedgekeurde reglementen van het College voor advies van de Hoge Raad toe, die de toegankelijkheid van programma's voor personen met een zintuiglijke handicap regelen. Deze reglementen zijn onder meer bedoeld om programma's voortdurend en geleidelijk toegankelijker te maken voor mensen met een zintuiglijke handicap.

TITEL II. — Culturele verscheidenheid door de uitzending en opwaardering van Europese werken en werken van de Franse gemeenschap

HOOFDSTUK I. — Specifieke bepalingen voor lineaire televisiediensten

Afdeling I. — Uitzending van Europese werken en werken van de Franse Gemeenschap

Art. 4.2.1-1. - § 1. De dienstenuitgevers moeten in hun lineaire televisiediensten:

1° onverminderd de bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op de RTBF, in voorkomend geval, een deel dat niet lager dan 4,5% van de muziekprogrammering mag zijn, bestemmen voor werken van componisten, vertolkers of producenten van de Franse Gemeenschap wier woonplaats, verblijfplaats, maatschappelijke zetel of exploitatiezetel gevestigd is of was in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of in het Franse taalgebied;

2° een deel van 20% van hun zendtijd, met uitzondering van de zendtijd bestemd voor nieuws, sport, spel, reclame, zelfpromotie of telewinkelen, bestemmen voor programma's waarvan de originele versie in het Frans is uitgevoerd;

3° behalve voor wat betreft muziekprogramma's, het grootste deel van de programma's in het Frans aanbieden;

4° het grootste deel van hun zendtijd, met uitzondering van de zendtijd bestemd voor nieuws, sport, spel, reclame, zelfpromotie of telewinkelen, bestemmen voor Europese werken, met inbegrip van audiovisuele werken van Belgisch Franstalig initiatief;

5° een deel van 10% van hun zendtijd, met uitzondering van de zendtijd bestemd voor nieuws, sport, spel, reclame, zelfpromotie of telewinkelen, bestemmen voor Europese werken afkomstig van onafhankelijke producenten, met inbegrip van de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap.

Deze werken mogen niet langer dan vijf jaar vóór de uitzending ervan geproduceerd zijn.

§ 2. Paragraaf 1, 4° en 5°, is niet van toepassing op lineaire televisiediensten die voor een lokaal publiek zijn bestemd en geen deel uitmaken van een nationaal net, noch op lineaire televisiediensten die gezien hun aard uitsluitend of hoofdzakelijk niet-Europese werken aanbieden. Onder "hoofdzakelijk" moet worden verstaan: ten minste 80% van de in het eerste lid bedoelde zendtijd. Dit is evenmin van toepassing op lineaire televisiediensten die uitsluitend gebruikmaken van een andere taal dan de officiële talen of de door de lidstaten van de Europese Unie erkende talen en waarvan de programma's uitsluitend voor ontvangst buiten de Europese Unie bestemd zijn en die niet direct of indirect door het publiek in een of meer lidstaten worden ontvangen.

Paragraaf 1, 4°, is niet van toepassing op lineaire televisiediensten waarvan de in het eerste lid bedoelde zendtijd voor ten minste 80% uit eigen productie bestaat.

Afdeling II. — Recht op verplichte distributie

Art. 4.2.1-2. - De Regering kan een recht op verplichte distributie verbinden aan een of meer specifieke lineaire televisiediensten van een dienstenuitgever. De toekenning van dit recht is ondergeschikt aan de sluiting van een overeenkomst tussen de dienstenuitgever en de Regering.

Dit recht wordt uitgeoefend ten aanzien van de dienstenverdelers overeenkomstig artikel 7.2-2, § 2.

Art. 4.2.1-3. - § 1. Voor de toekenning van het recht op verplichte distributie is een voorafgaande aanvraag nodig, die bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging wordt ingediend bij de Minister en bij de Regeringsdiensten.

§ 2. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag delen de Regeringsdiensten de aanvrager mee dat zijn aanvraag in aanmerking is genomen.

§ 3. De Regering zendt de aanvraag en het daarop betrekking hebbende ontwerp van overeenkomst naar het College voor vergunning en controle, dat advies uitbrengt overeenkomstig de in artikel 9.1.2-3, § 4 voorziene bepalingen.

Art. 4.2.1-4. - § 1. Een recht op verplichte distributie kan alleen aan een lineaire televisiedienst worden verbonden indien deze aan de volgende, minimale verplichtingen voldoet:

1° het erfgoed en in het bijzonder het culturele erfgoed van de Franse Gemeenschap en in zijn verschillende gewestelijke aspecten bevorderen;

2° een dagelijks minimumaantal programma-uren aanbieden, waarvan een deel als eerste uitzending moet worden gekenmerkt;

3° dagelijks minstens één algemeen nieuwsjournaal aanbieden;

4° aan de audiovisuele productie van de Franse Gemeenschap bijdragen. Daartoe besteedt hij, naast het in artikel 6.1.1-1, § 3 bedoelde aandeel, ten minste 24% van zijn omzet, zoals bedoeld in artikel 6.1.1-1, § 4, aan eigen productie, gedeeltelijke of volledige bestelling, aankoop van programma's, externe prestaties, vooraankoop en coproductie. De omzet is de omzet die wordt gegenereerd door de diensten die een recht op verplichte distributie genieten.

Bij de berekening van de minimumverhouding van 24% bedoeld in het eerste lid van 4° stemt het percentage van de omzet bestemd voor coproductie of vooraankoop overeen met 8 keer zijn nominale waarde;

5° een minimumaantal van 60 voltijds equivalente banen met een arbeidsovereenkomst creëren in de Franse Gemeenschap, ongeacht het aantal uitgegeven diensten.

§ 2. De in artikel 4.2.1-2 bedoelde overeenkomst regelt de uitvoeringsbepalingen van de in paragraaf 1 genoemde verplichtingen.

§ 3. De overeenkomst kan bijkomende verplichtingen opleggen naast deze bedoeld in paragraaf 1 naargelang van het formaat en de aard van de lineaire televisiedienst waarvoor de uitgever een recht op verplichte distributie aanvraagt.

§ 4. De dienstenuitgever die over een recht op verplichte distributie beschikt, vermeldt in het in artikel 3.1.2-3 bedoelde jaarverslag de gegevens betreffende de naleving van de verplichtingen vastgelegd in de in artikel 4.2.1-2 bedoelde overeenkomst.

Art. 4.2.1-5. - De dienstenuitgevers zijn verplicht om de lineaire televisiedienst met een recht op verplichte distributie binnen 6 maanden na de toekenning van dat recht te laten verdelen.

HOOFDSTUK II. — Bevordering van Europese werken en van werken van de Franse Gemeenschap in niet-lineaire televisiediensten

Art. 4.2.2-1. - § 1. De dienstenuitgevers moeten in hun niet-lineaire televisiediensten een minimumaandeel van 30% Europese werken aanbieden, waaronder een derde audiovisuele werken van Belgisch Franstalig initiatief.

Het in het eerste lid bedoelde minimumaandeel Europese werken wordt vanaf de inwerkingtreding van dit decreet elk jaar geleidelijk verhoogd tot 40% na afloop van een overgangsperiode van 5 jaar.

Na afloop van de in paragraaf 1, tweede lid bedoelde overgangsperiode kan de Regering, op basis van een voorafgaande evaluatie door het College voor vergunning en controle, hogere verhoudingen vastleggen dan deze bedoeld in de onderhavige bepaling.

§ 2. De uitgevers van audiovisuele mediadiensten geven deze werken een opvallende plaats in hun catalogi om ze specifiek te bevorderen.

§ 3. De nalevings- en controlebepalingen van de in paragraaf 1 en 2 bedoelde verplichtingen worden vastgelegd in een reglement van het College voor advies bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 2°, en goedgekeurd door de Regering.

§ 4. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op een dienstenuitgever met een omzet in de zin van artikel 6.1.1-1, § 4, van minder dan 300.000 euro. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast op basis van het indexcijfer 01.01.2004 = 100 volgens de evolutie van het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen zoals vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op een dienstenuitgever wier niet-lineaire televisiedienst per definitie tot doel heeft om uitsluitend of hoofdzakelijk niet-Europese werken aan te bieden. Onder "hoofdzakelijk" moet worden verstaan: ten minste 80% van de catalogus.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen van toepassing op private auditieve diensten*

Art. 4.2.3-1. - De uitgevers van auditieve diensten moeten voor elke auditieve dienst die ze uitgeven, de volgende verplichtingen naleven:

1° toezien op de culturele promotie, meer bepaald door de voornaamste culturele en sociaal-culturele activiteiten in het verzorgingsgebied van de radio kosteloos voor te stellen;

2° ten minste 70% eigen productie verzekeren, behoudens een met redenen omklede afwijking verleend door het College voor vergunning en controle, om de verscheidenheid van de diensten te bevorderen of in toepassing van artikel 3.1.3-6;

3° uitzenden in het Frans, met uitzondering van de uitzending van vooraf opgenomen muziek, behoudens een met redenen omklede afwijking verleend door het College voor vergunning en controle om de culturele en linguïstische verscheidenheid van de diensten te bevorderen;

4° jaarlijks minstens 30% Franstalige muziekwerken uitzenden en minstens 6% muziekwerken van auteurs, componisten, vertolkers of muziekproducenten wiens domicilie, maatschappelijke of exploitatiezetel in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is, behoudens een met redenen omklede afwijking verleend door het College voor vergunning en controle om de culturele en linguïstische verscheidenheid te waarborgen. Van deze 6% moet ten minste $\frac{3}{4}$ van de werken tussen 6.00 en 22.00 uur worden uitgezonden.

Het percentage van 6% in het vorige lid wordt vanaf de inwerkingtreding van dit decreet jaarlijks geleidelijk verhoogd tot 10% voor netwerkradio's en 8% voor onafhankelijke radio's na afloop van een overgangsperiode van 5 jaar.

BOEK V. — COMMERCIEËLE COMMUNICATIE

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

Art. 5.1-1. - Voor de toepassing van dit Boek gelden de volgende definities:

1° "Commerciële communicatie": elke vorm van boodschap die, direct of indirect, tot doel heeft waren, diensten of het imago van een natuurlijke of rechtspersoon die een economische activiteit uitoefent te promoten of te verkopen. Deze boodschappen worden tegen betaling of een andere tegenprestatie, of voor zelfpromotiedoeleinden, ingevoegd in een audiovisuele mediadienst of videoplatformdienst. Commerciële communicatie omvat onder meer interactieve commerciële communicatie, commerciële communicatie door middel van een splitscreen, gerichte reclame, virtuele reclame, sponsoring, telewinkelen, zelfpromotie en productplaatsing;

2° "Interactieve commerciële communicatie": elke commerciële communicatie die wordt ingevoegd in een audiovisuele mediadienst of videoplatformdienst en waarmee de gebruikers - die daartoe een individueel verzoek indienen door invoeging van een elektronisch toegangsmiddel in de dienst - via een retourkanaal worden doorgestuurd naar een nieuwe reclame-, promotie- of commerciële omgeving;

3° "Commerciële communicatie via splitscreen": elke commerciële communicatie die gelijktijdig met de uitzending van een televisieprogramma of door de gebruiker gemaakte video wordt uitgezonden door de ruimtelijke opsplitsing van het scherm;

4° "Commerciële sluikeclame": de verbale of visuele presentatie van de waren, de diensten, de naam, het merk of de activiteiten van een producent van waren of een aanbieder van diensten in programma's of door de gebruiker gemaakte video's, wanneer deze presentatie opzettelijk door de dienstenuitgever of de aanbieder van videoplatformdiensten wordt gemaakt voor reclame- of verkoopdoeleinden en wanneer het publiek kan worden misleid omtrent de aard van deze presentatie. Een presentatie wordt met name geacht opzettelijk te zijn, wanneer ze gebeurt tegen betaling of een andere tegenprestatie;

5° "Sponsoring": elke bijdrage in de vorm van betaling of een andere tegenprestatie van een publieke of private instelling of onderneming, of van een natuurlijke persoon die geen activiteit uitoefent als dienstenuitgever, aanbieder van videoplatformdiensten of programmaproductie, in de financiering van audiovisuele mediadiensten, videoplatformdiensten, door gebruikers gemaakte video's of programma's met het oog op de promotie van zijn naam, merk, imago, activiteiten, realisaties of producten;

6° "Productplaatsing": de invoeging van een product, dienst of het merk daarvan, of verwijzing naar dit product, deze dienst of het merk daarvan, in een programma of door de gebruiker gemaakte video, tegen betaling of een andere tegenprestatie;

7° "Reclame": elke vorm van tegen betaling of een andere tegenprestatie in een audiovisuele mediadienst of videoplatformdienst ingevoegde boodschap van een publieke of private instelling, onderneming of natuurlijke persoon in het kader van een commerciële, industriële, ambachtelijke activiteit of vrij beroep met het oog op de promotie van de levering tegen betaling van goederen of diensten, met inbegrip van onroerende goederen, rechten en verplichtingen;

8° "Gerichte reclame": reclame die op basis van de verwerking van persoonsgegevens wordt voorgesteld aan een specifieke ontvanger of groep van ontvangers;

9° "Virtuele reclame": reclame die is ingebed in het beeld of een op de plaats van een evenement aanwezige reclame vervangt, door middel van een elektronisch beeldvormingssysteem dat het uitzendesignaal wijzigt.

Art. 5.1-2. - Uitgevers van audiovisuele mediadiensten en aanbieders van videoplatformdiensten mogen in geen enkele van hun diensten commerciële communicatie uitzenden voor:

1° alcoholhoudende dranken, met uitzondering van commerciële communicatie die aan de volgende voorwaarden voldoet:

- ze mag niet op minderjarigen zijn gericht door zich specifiek tot hen te richten of door minderjarigen te tonen die dergelijke dranken nuttigen;
- ze mag de consumptie van alcoholische dranken niet voorstellen als een symbool van volwassenheid;
- ze mag geen personen weergeven die onder invloed van alcohol rijden;
- ze legt geen verband tussen alcoholgebruik en betere fysieke prestaties of een beter rijgedrag;
- ze wekt niet de indruk dat alcoholgebruik bijdraagt tot sociale of seksuele successen;
- er wordt niet in gesuggereerd dat alcoholhoudende dranken therapeutische kwaliteiten bezitten of een stimulerend, kalmerend of spanningsreducerend effect hebben;
- ze mag niet aanzetten tot overmatig, roekeloos of illegaal gebruik;

2° wapens;

3° sigaretten en andere tabaksproducten, met inbegrip van elektronische sigaretten en navullingen daarvan;

4° producten die glyfosaat bevatten.

TITEL II. — Commerciële communicatie in lineaire en niet-lineaire diensten

Art. 5.2-1. - Commerciële communicatie mag niet in strijd zijn met de wetten, decreten, regelgevingsteksten en Europese richtlijnen, noch met de in artikel 9.1.2-1, § 1, 2° bedoelde en door de Regering goedgekeurde reglementen van het College voor advies van de Hoge Raad die reclame in het algemeen of reclame voor bepaalde producten of diensten reglementeren.

Art. 5.2-2. - Commerciële communicatie moet voldoen aan de bepalingen van Boek II, Titels 3 en 4, en daarenboven mag ze niet:

1° aansporen tot gedrag dat schadelijk is voor de gezondheid of de veiligheid, met name door gewelddadig gedrag te bevorderen;

2° aansporen tot gedrag dat nadelig is voor het milieu;

3° in strijd zijn met de regels betreffende de literaire, artistieke en industriële eigendom en het recht op afbeelding;

4° verwijzingen bevatten naar een bepaalde persoon of instelling, of naar van hen afkomstige verklaringen of beweringen, zonder hun toestemming of die van hun rechthebbenden;

5° betrekking hebben op het aanhangen van enige godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging.

Art. 5.2-3. - Commerciële communicatie mag minderjarigen geen fysieke, mentale of morele schade toebrengen en moet in dit verband met name voldoen aan de volgende criteria voor hun bescherming:

1° ze mag geen overmatig gebruik aanmoedigen van voedingsmiddelen en dranken die transvetzuren, zout, natrium of suikers bevatten waarvan de regelmatige consumptie om gezondheidsredenen wordt afgeraden; het College voor advies van de Hoge Raad stelt een of meer gedragscodes op aan de hand waarvan richtsnoeren kunnen worden opgesteld op basis van beste praktijken om de naleving van dit punt te waarborgen, en werkt deze codes bij;

2° ze mag minderjarigen er niet rechtstreeks toe aanzetten een product of dienst te kopen of te huren door misbruik te maken van hun onervarenheid of goedgelovigheid;

3° ze mag minderjarigen niet rechtstreeks aanmoedigen hun ouders of derden te overreden de betrokken producten of diensten aan te kopen;

4° ze mag geen misbruik maken van het bijzondere vertrouwen dat minderjarigen stellen in hun ouders, leerkrachten of andere personen;

5° ze mag niet ongegrond minderjarigen in gevaarlijke situaties tonen.

Art. 5.2-4. - § 1. Commerciële communicatie moet gemakkelijk als zodanig herkenbaar zijn. Ze moet duidelijk van de programma's of programmafragmenten gescheiden zijn door duidelijk herkenbare optische of auditieve middelen.

§ 2. Elke directe of indirecte verwijzing in commerciële communicatie naar een programma of een programmafragment die verwarring kan doen ontstaan over de commerciële aard van de communicatie, is verboden.

§ 3. In commerciële communicatie mogen geen subliminale technieken worden gebruikt.

§ 4. Het geluidsvolume van commerciële communicatiespots en van de schermen die eraan voorafgaan of erop volgen, mag op geen enkele wijze opzettelijk worden gewijzigd ten opzichte van de rest van de programma's.

§ 5. Commerciële sluikcommunicatie is verboden.

§ 6. De tweede zin van paragraaf 1 is niet van toepassing op sponsoring, virtuele reclame en productplaatsing. Paragraaf 2 is niet van toepassing op sponsoring en zelfpromotie.

Art. 5.2-5. Met uitzondering van sponsoring, productplaatsing en zelfpromotie mogen dienstuitgevers de commerciële communicatie niet beperken tot goederen of diensten van één enkele commerciële of financiële groep, noch exclusiviteit verlenen voor reclame voor een bepaald product of een bepaalde dienst.

Art. 5.2-6.

In het geval van spel- en wedstrijdprogramma's, of fragmenten daarvan, met de uitreiking van prijzen in de vorm van producten of diensten aan de deelnemers of kijkers, mogen dergelijke producten of diensten op het scherm verschijnen of vermeld worden tijdens het betrokken programma, op voorwaarde dat de presentatie ervan niet vergezeld gaat van argumenten of aandacht die bedoeld zijn om de consumptie of directe aankoop van dergelijke producten of diensten aan te moedigen.

TITEL III. — Specifieke regels voor lineaire en niet-lineaire televisiediensten

Art. 5.3-1. - § 1. Onverminderd de in paragrafen 2 en 3 vastgestelde voorwaarden kunnen reclame, telewinkelen en zelfpromotie ingevoegd worden in programma's, op voorwaarde dat de integriteit en de waarde van deze programma's niet worden geschaad, rekening houdend met de natuurlijke onderbrekingen, de duur en de aard ervan, en op zodanige wijze dat de rechten van rechthebbenden niet worden geschonden.

§ 2. De uitzending van cinematografische fictie, televisiefictie, met uitzondering van series en feuilletons, actualiteitenprogramma's, documentaires, religieuze en niet-confessionele levensbeschouwelijke programma's mag ten minste één keer per half uur worden onderbroken voor reclame, telewinkelen en zelfpromotie.

In de door de RTBF en de nabijheidsmedia uitgegeven diensten mogen reclame en zelfpromotie een werk waarvan de auteur de integriteit wil beschermen of een programmafragment echter niet onderbreken.

§ 3. Reclame, telewinkelen en zelfpromotie mogen niet worden ingevoegd in televisiejournaals, kinderprogramma's of uitzendingen van religieuze en niet-confessionele levensbeschouwelijke plechtigheden.

Art. 5.3-2. - Afzonderlijke reclame- en zelfpromotiespots moeten uitzonderlijk zijn, behalve bij de uitzending van sportevenementen.

Afzonderlijke telewinkelspots zijn verboden.

6. Onder "afzonderlijke spot" wordt verstaan: een reclame- of telewinkelspot die niet wordt voorafgegaan of gevolgd door een andere reclame- of telewinkelspot.

Art. 5.3-3 - § 1. Voor lineaire televisiediensten wordt de maximumtijd voor reclame- en telewinkelspots binnen een gegeven periode van een klokuur vastgesteld op 20% van die periode.

De Regering kan een lager percentage vaststellen.

§ 2. Voor niet-lineaire televisiediensten bedraagt de maximumduur van in een programma ingevoegde reclame- en telewinkelspots 20% van de duur van dat programma.

Het College voor advies van de Hoge Raad stelt een gedragscode op waarin de nadere bepalingen voor het invoegen en de duur van reclamespots in de niet-lineaire omgeving worden vastgelegd, evenals de mogelijkheden voor de gebruiker om reclameboodschappen te vermijden of de duur ervan te verkorten, en werkt deze gedragscode bij.

De Regering kan een lager percentage vaststellen.

§ 3. Virtuele reclame en productplaatsing vallen niet onder dit artikel.

Art. 5.3-4. - § 1. Productplaatsing is verboden in actualiteitenprogramma's, consumentenvoorlichtingsprogramma's, religieuze en niet-confessionele levensbeschouwelijke programma's en kinderprogramma's.

§ 2. Programma's met productplaatsing voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° De inhoud en de organisatie ervan binnen een schema, in het geval van lineaire diensten, of binnen een catalogus, in het geval van niet-lineaire diensten, mogen nooit dusdanig worden beïnvloed dat de verantwoordelijkheid en de redactionele onafhankelijkheid van de aanbieder van mediadiensten worden aangetast;

2° Ze sporen niet rechtstreeks aan tot de aankoop of huur van goederen of diensten, in het bijzonder door specifieke aanprijzing van die producten of diensten;

3° Het betrokken product krijgt geen overmatige aandacht;

4° Aan het begin en het einde van de uitzending, evenals na een reclame-onderbreking, wordt duidelijk met optische middelen aangegeven dat de programma's productplaatsing bevatten, om verwarring bij de kijker te voorkomen. Deze laatste voorwaarde geldt alleen voor programma's die zijn geproduceerd of besteld door de dienstenuitgever of door een vennootschap die direct of indirect zijn aandeelhouder is of waarvan hij direct of indirect aandeelhouder is.

§ 3. Dit artikel is van toepassing op programma's die na 19 december 2009 worden geproduceerd.

TITEL IV. — Specifieke regels voor lineaire en niet-lineaire auditieve diensten

Art. 5.4-1. - § 1. Voor lineaire auditieve diensten wordt de maximumtijd voor reclame- en telewinkelspots binnen een gegeven periode van een klokuur vastgesteld op 20% van die periode.

De Regering kan een lager percentage vaststellen.

§ 2. Voor niet-lineaire auditieve diensten bedraagt de maximumduur van in een programma ingevoegde reclame- en telewinkelspots 20% van de duur van dat programma.

De Regering kan een lager percentage vaststellen.

Art. 5.4-2. - Reclame, telewinkelen en zelfpromotie mogen geen uitzendingen voor toneelkunst of lyrische kunst onderbreken, behalve tijdens de natuurlijke onderbrekingen.

Reclame, telewinkelen en zelfpromotie mogen niet worden ingevoegd in radiojournaals, kinderprogramma's en uitzendingen van religieuze en niet-confessionele levensbeschouwelijke plechtigheden.

TITEL V. — Specifieke regels voor videoplatformdiensten

Art. 5.5-1. - § 1. Commerciële communicatie die wordt georganiseerd door de aanbieder van videoplatformdiensten moet gemakkelijk als zodanig herkenbaar zijn.

Commerciële communicatie moet voldoen aan de bepalingen van Titels 3 en 4 van Boek II. Daarenboven mag ze niet:

1° aansporen tot gedrag dat schadelijk is voor de gezondheid of de veiligheid, met name door gewelddadig gedrag te bevorderen;

2° aansporen tot gedrag dat nadelig is voor het milieu;

3° gebruikmaken van subliminale technieken;

4° clandestien zijn;

5° fysieke, mentale of morele schade toebrengen aan minderjarigen en moet in dit verband met name voldoen aan de criteria van artikel 5.2-3.

§ 2. Wanneer de commerciële communicatie niet door de aanbieder van videoplatformdiensten wordt georganiseerd, moet hij passende maatregelen nemen om aan de in paragraaf 1 bedoelde voorschriften te voldoen.

Deze maatregelen bestaan erin:

1° de overeenkomstig paragraaf 1 gedefinieerde maatregelen op te nemen in de algemene gebruiksvoorwaarden voor de videoplatformdienst;

2° aan de gebruiker die een door hem gemaakte video uploadt naar de videoplatformdienst, een systeem ter beschikking te stellen waarmee de gebruiker kan aangeven of deze inhoud, voor zover hij weet of redelijkerwijs geacht kan worden te weten, commerciële communicatie bevat;

3° de gebruiker op duidelijke wijze te informeren over de programma's en door hem gemaakte video's die commerciële communicatie bevatten en die aangegeven werden in toepassing van de maatregel sub 2° of waarvan hij kennis heeft;

4° maatregelen te nemen inzake mediageletterdheid door de gebruiker daarvoor te sensibiliseren.

De aanbieder van videoplatformdiensten ziet erop toe dat deze maatregelen transparant, gebruiksvriendelijk, eenvoudig te gebruiken en doeltreffend zijn.

§ 3. Nadere bepalingen met betrekking tot de in dit artikel bedoelde maatregelen kunnen worden vastgesteld in het kader van een gedragscode of een reglement van het College voor advies van de Hoge Raad zoals bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Het College voor vergunning en controle beoordeelt de gepastheid van de in dit artikel bedoelde maatregelen die door de aanbieders van videoplatformdiensten worden genomen.

Bij het nemen van passende maatregelen moet rekening worden gehouden met de aard van de betrokken inhoud, de schade die deze kan veroorzaken, de kenmerken van de te beschermen categorie personen en de rechten en legitieme belangen die op het spel staan, inclusief die van de aanbieders van videoplatformdiensten en van de gebruikers die de inhoud hebben gecreëerd of online hebben gezet, evenals met het algemeen belang.

De meest schadelijke inhoud wordt onderworpen aan de strengste toegangscontrolemaatregelen.

Ze moeten evenredig zijn, rekening houdend met de grootte van de videoplatformdienst en de aard van de geleverde dienst, en mogen geen voorafgaande controlemaatregelen of het filteren van inhoud op het tijdstip van uploaden inhouden die niet in overeenstemming zijn met artikel 15 van Richtlijn 2000/31/EG.

Indien het College voor vergunning en controle na deze evaluatie besluit dat de maatregelen ongepast zijn, verzoekt het de aanbieder van de videoplatformdienst om binnen een door het College te bepalen termijn passende corrigerende maatregelen te nemen. Bij niet-uitvoering van de beslissing van het College voor vergunning en controle kan het College een van de in artikel 9.2.2-1 genoemde sancties opleggen.

TITEL VI. — Specifieke regels voor sponsoring in lineaire en niet-lineaire diensten

Art. 5.6-1. - De sponsoring van audiovisuele mediadiensten, programma's en duidelijk herkenbare programmafragmenten is toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° de inhoud ervan en, in het geval van een lineaire dienst, de programmering ervan mogen nooit dusdanig door de sponsor worden beïnvloed dat de redactionele verantwoordelijkheid en de onafhankelijkheid van de dienstenuitgever worden aangetast;

2° de sponsoring moet duidelijk herkenbaar zijn. Deze identificatie gebeurt door middel van een sponsorboodschap waarin duidelijk wordt aangegeven dat de dienst, het programma of het fragment wordt gesponsord. Deze boodschap bevat de naam, het logo, het merk of een ander symbool van de sponsor en wordt alleen ingevoegd:

- wat de dienst betreft: vóór de begingeneriek of na de eindgeneriek van een of meer programma's of aan het begin of het einde van een of meer duidelijk herkenbare fragmenten van een of meer programma's, inclusief bij de reclameonderbreking van een cinematografisch of televisiefictiewerk;

- wat het programma en het fragment betreft: vóór de begingeneriek of na de eindgeneriek van het programma, of aan het begin of het einde van een duidelijk herkenbaar fragment van het programma, inclusief bij de reclameonderbreking van een cinematografisch of televisiefictiewerk, evenals in trailers waarin het programma wordt gepromoot;

3° de gesponsorde diensten, programma's en fragmenten mogen niet aanzetten tot de aankoop of huur van producten of diensten van de sponsor of van een derde, in het bijzonder door specifieke promotionele verwijzingen naar deze producten of diensten;

4° de duur van de vermelding van de sponsorboodschappen mag niet meer dan tien seconden bedragen met een maximum van zes boodschappen per programma-uur;

5° sponsoring door natuurlijke personen of rechtspersonen of ondernemingen wiens hoofdactiviteit bestaat in de vervaardiging of verkoop van producten of de levering van diensten waarvoor reclame verboden is krachtens de artikelen 5.2-1 en 5.2-2, is verboden;

6° actualiteitenprogramma's mogen niet gesponsord worden;

7° kinderprogramma's mogen niet gesponsord worden.

Art. 5.6-2. - In televisiediensten, tijdens de rechtstreekse of uitgestelde uitzending van sportwedstrijden, mogen occasionele sponsoringmeldingen voorkomen, zelfs tijdens een reportage en inzonderheid tijdens slow motions en natuurlijke onderbrekingen, op voorwaarde dat dit de zichtbaarheid van het verloop van de sportactiviteit niet hindert.

De duur van elke vermelding mag niet meer dan tien seconden bedragen, met een maximum van zes vermeldingen per gesponsord programma-uur.

Art. 5.6-3. - In televisiediensten mag een vermelding van de naam, benaming of handelsnaam, of een weergave van klank- en beeldherkenningstekens verbonden aan de vermeldingen van de dienstverlener die in een programma computer- of chronometringsgegevens verstrekt, op het scherm getoond of tijdens het betrokken programma vermeld worden telkens die gegevens worden gepresenteerd.

Art. 5.6-4. - De Regering kan aanvullende regels vaststellen, met name betreffende de duur van sponsorcontracten en de sponsoring van spelprogramma's.

TITEL VII. — Specifieke regels voor telewinkelprogramma's in lineaire en niet-lineaire diensten

Art. 5.7-1. - § 1. Met uitzondering van de RTBF en de nabijheidsmedia mogen dienstenuitgevers telewinkelprogramma's uitzenden.

Elke dienstenuitgever die telewinkelprogramma's wil uitzenden, moet vooraf een aangifte bij een ter post aangetekend schrijven naar het College voor vergunning en controle sturen.

De aangifte bevat de volgende elementen:

1° voor lineaire diensten, de dagelijkse uitzendduur van telewinkelprogramma's, met vermelding van het gedeelte dat aan heruitzendingen wordt gewijd;

2° de aard van de aangeboden producten en diensten;

3° de geplande startdatum van de uitzending van de telewinkelprogramma's.

Elke wijziging van deze elementen moet vooraf bij een ter post aangetekend schrijven aan het College voor vergunning en controle worden meegedeeld.

§ 2. De dienstenuitgevers zijn volledig aansprakelijk voor de uitzending van telewinkelprogramma's en voor de naleving van de voorwaarden die in dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn vastgelegd.

§ 3. Telewinkelprogramma's moeten duidelijk als zodanig worden aangekondigd met optische en auditieve middelen.

Ze mogen niet worden onderbroken, met name door reclame- of sponsoringboodschappen.

De minimumduur van een telewinkelprogramma is vastgesteld op 15 minuten.

§ 4. Voor lineaire diensten kan de Regering de uitzending van telewinkelprogramma's op bepaalde tijdstippen en dagen verbieden.

§ 5. De dienstenuitgevers die telewinkelprogramma's uitzenden, sturen het College voor vergunning en controle jaarlijks een verslag over de telewinkellactiviteiten dat de in artikel 3.1.2-6, § 4 bedoelde gegevens bevat.

Art. 5.7-2. - § 1. Telewinkelen moet zo worden gepresenteerd dat verwarring met andere programma's wordt voorkomen.

§ 2. Telewinkelen mag geen betrekking hebben op goederen of diensten waarvoor reclame of verkoop verboden is. In elk aanbod moet afzonderlijk vermeld worden welke kosten, inclusief belastingen, verbonden zijn aan de gebruikte communicatietechnieken op afstand om bijkomende informatie over het aanbod te krijgen en een bestelling te plaatsen. Die vermelding is facultatief wanneer de kosten overeenstemmen met de basiskostprijs van de gebruikte communicatietechniek op afstand.

§ 3. Telewinkelen mag minderjarigen er niet toe aanzetten overeenkomsten te sluiten voor de verkoop of huur van goederen en diensten.

§ 4. Telewinkelprogramma's mogen niet direct of indirect verwijzen naar een geïdentificeerd of identificeerbaar verkooppunt.

TITEL VIII. — Nieuwe vormen van commerciële communicatie in lineaire en niet-lineaire diensten

Art. 5.8-1. - Wanneer een dienstenuitgever interactieve commerciële communicatie gebruikt, moet de gebruiker met passende optische of auditieve middelen worden gewaarschuwd voor de overgang naar de interactieve reclame-, promotie- of commercialiseringsomgeving, zodat hij vrij en met kennis van zaken kan handelen.

De Regering kan het aantal en de zichtbaarheidsduur van interactieve commerciële communicatieboodschappen beperken.

Art. 5.8-2. - Virtuele reclame is verboden, behalve tijdens rechtstreekse of uitgestelde uitzendingen van sportwedstrijden, in naleving van de volgende voorwaarden:

1° Virtuele reclame mag de kwaliteit van het programma niet aantasten, het beeld van de plaats van het evenement niet veranderen of niet belemmeren;

2° Virtuele reclame mag alleen worden ingevoegd op de oppervlakken van de site die gewoonlijk worden gebruikt voor reclame;

3° Virtuele reclame mag enkel op het speelveld worden aangebracht buiten de speelperiodes en enkel indien geen speler of atleet zich op het speelveld bevindt;

4° Op personen of hun uitrusting mag geen virtuele reclame worden weergegeven;

5° Virtuele reclame mag niet zodanig worden ingevoegd dat de kijkers, zelfs gedeeltelijk, de zichtbaarheid van de actie of opvoering wordt ontnomen;

6° Virtuele reclame moet het algemene uitzicht van de site respecteren en mag niet opvallender zijn dan de reclame die zichtbaar is op de site;

7° Geen enkele virtuele reclame mag specifiek worden ingevoegd in onderwerpen die bestemd zijn voor televisiejournals;

8° Er mag geen virtuele reclame worden ingevoegd zonder voorafgaande toestemming van de dienstenuitgever die de uitzendrecht bezit.

De dienstenuitgever stelt de kijkers op passende wijze in kennis van het gebruik van virtuele reclame, ten minste aan het begin en het einde van het programma waarin deze reclame is ingevoegd.

De Regering kan het aantal en de zichtbaarheidsduur van virtuele reclame beperken.

Art. 5.8-3. - Commerciële communicatie via splitscreen is toegestaan, in naleving van de volgende voorwaarden:

1° Commerciële communicatie via splitscreen mag alleen reclame en zelfpromotie bevatten;

2° Commerciële communicatie via splitscreen is verboden tijdens actualiteitenprogramma's, uitzendingen van religieuze en seculiere plechtigheden, religieuze en niet-confessionele levensbeschouwelijke programma's en kinderprogramma's;

3° Commerciële communicatie via splitscreen mag alleen worden ingevoegd:

- tijdens de eindgenerieken van andere dan de in 2° bedoelde programma's en met name tijdens de eindgenerieken van audiovisuele werken;

- tijdens rechtstreekse of uitgestelde uitzendingen van sportwedstrijden op het moment van de natuurlijke onderbrekingen van deze wedstrijden;

- tijdens amusementsprogramma's, met dien verstande dat een tijdvak van ten minste 20 minuten moet verlopen tussen iedere invoeging;

4° Commerciële communicatie via splitscreen mag geen afbreuk doen aan de integriteit en de waarde van het programma waarin ze wordt ingevoegd, noch de rechten van de rechthebbenden benadelen;

5° Commerciële communicatie via splitscreen moet gemakkelijk als zodanig herkenbaar zijn door een duidelijke ruimtelijke scheiding met het programma, dankzij passende optische middelen;

6° De ruimte die wordt voorbehouden voor commerciële communicatie via splitscreen moet redelijk blijven en moet het mogelijk maken voor de kijker om het programma verder te volgen.

De duur van reclameboodschappen uitgezonden op splitscreen wordt integraal meegeteld in de zendtijd voor reclame en telewinkelspots bedoeld in artikel 5.2-9, § 1 of § 2.

De Regering kan het aantal en de zichtbaarheidsduur van commerciële communicatie via splitscreen beperken.

Art. 5.8-4. - Gerichte reclame kan alleen het resultaat zijn van de geïnformeerde keuze van de ontvanger tot wie ze is gericht en zijn voorafgaande toestemming.

In overeenstemming met de geldende wettelijke bepalingen zien de dienstuitgevers en -verdelers erop toe dat het publiek op volledige en transparante wijze wordt geïnformeerd over de persoonsgegevens die ze verwerken en over de precieze doeleinden van elke verwerking die ze verrichten met het oog op gerichte reclame. Ze maken het de ontvangers van de gerichte reclame mogelijk zich op elk moment uit het gerichte reclameaanbod terug te trekken en hun wettelijke rechten uit te oefenen.

3. De dienstuitgevers en -verdelers moeten de Hoge Raad op de hoogte brengen van de maatregelen die ze conform het tweede lid hebben genomen, alvorens gerichte reclame te maken.

De Hoge Raad kan zich wenden tot de Gegevensbeschermingsautoriteit die is opgericht bij de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit, om de wettelijkheid van de door de dienstuitgever of -verdelers genomen maatregelen na te gaan.

Bij niet-naleving van dit artikel zal gerichte reclame worden beschouwd als een vorm van sluikreclame en als zodanig strikt verboden zijn.

BOEK VI. — STEUN AAN DE AUDIOVISUELE PRODUCTIE

TITEL I. — Bijdrage aan de audiovisuele productie

HOOFDSTUK I. — Bijdrage van uitgevers van lineaire en niet-lineaire televisiediensten

Art. 6.1.1-1. - § 1. Onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn op de RTBF, moet elke uitgever van lineaire en niet-lineaire televisiediensten bijdragen aan de productie van audiovisuele werken. Deze bijdrage wordt geleverd in de vorm van coproductie of vooraankoop van audiovisuele werken, ofwel in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Vóór 15 februari van elk bijdragejaar deelt de dienstuitgever de door hem gekozen bijdragevorm mee aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en de Hoge Raad in een ter post aangetekend schrijven. Voor het eerste activiteitsjaar wordt de informatie verstrekt binnen 30 dagen na de eerste dag van de uitgeversactiviteit. Indien deze informatie niet binnen de gestelde termijnen wordt verstrekt, is de bijdrage in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector van toepassing op de dienstuitgever.

De Regering legt de nadere bepalingen voor deze twee bijdragevormen vast.

Voor de bijdrage in de vorm van coproductie of vooraankoop voorziet de Regering met name in de oprichting van Begeleidingscomités die een advies moeten uitbrengen over de naleving van de bijdrageplicht. Elk Begeleidingscomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van de dienstuitgever, de Regering en de beroepsorganisaties die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, evenals de audiovisuele auteurs en vertolkers van de Franse Gemeenschap.

Voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of vooraankoop gaat de Regering, met inachtneming van de door haar bepaalde voorwaarden, na of:

1° de dienstuitgever onder zijn uitsluitende aansprakelijkheid, het geheel of een gedeelte van zijn verplichting aan een derde vennootschap kan toevertrouwen;

2° de financiële verbintenissen in coproductie of vooraankoop aangegaan door elke dienstuitgever in audiovisuele werken, economische effecten voor een gelijkwaardig bedrag genereren in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, behoudens een door haar voorziene afwijking.

De in het vorige lid bedoelde Begeleidingscomités sturen jaarlijks een evaluatieverslag naar de Hoge Raad.

De dienstuitgever die bijdraagt in de vorm van coproductie of vooraankoop, moet het bedrag van zijn bijdrage besteden aan productieprojecten die vooraf door de Regering als audiovisueel werk zijn erkend. De Regering legt de nadere bepalingen van deze erkenning vast.

Naast het krachtens het vierde lid uitgevaardigde besluit van de Regering kunnen tussen elke dienstuitgever, de Regering en de beroepsorganisaties die de onafhankelijke producenten in de Franse Gemeenschap en de auteurs en vertolkers van audiovisuele werken in de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, overeenkomsten worden gesloten om de verplichting van de dienstuitgever naar een welbepaald type van audiovisueel werk te oriënteren. In deze overeenkomsten kan ook een bijdrage in de vorm van coproductie of vooraankoop worden vastgesteld die groter is dan bepaald in § 3, evenals elke andere aanvullende verbintenis die van de dienstuitgever kan worden verlangd.

§ 2. Elke bijdrage in de vorm van coproductie of vooraankoop gedaan in toepassing van een andere wettelijke verplichting of die enig ander wettelijk voordeel zou genieten, mag niet worden meegerekend in het kader van de in dit artikel bedoelde bijdrage.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde bijdrage van de uitgever van televisiediensten bedraagt ten minste:

0% van zijn omzet als die tussen 0 en 300.000 euro ligt;

1,4% van de omzet als die tussen 300.000 euro en 5 miljoen euro ligt;

1,6% van zijn omzet als die tussen 5 en 10 miljoen euro ligt;

1,8% van zijn omzet als die tussen 10 en 15 miljoen euro ligt;

2% van zijn omzet als die tussen 15 en 20 miljoen euro ligt;

2,2% van zijn omzet als die meer dan 20 miljoen euro bedraagt.

Bij gebreke van een aangifte van de omzet volgens de door de Regering vastgestelde bepalingen of van bewijsstukken aan de hand waarvan deze omzet kan worden bepaald, wordt de bijdrage van de dienstuitgever op onweerlegbare wijze geacht 3 miljoen euro te bedragen.

De in de vorige leden bedoelde bedragen kunnen jaarlijks op basis van het indexcijfer 01.01.2004 = 100 worden aangepast aan de evolutie van het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen zoals gedefinieerd in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 4. Onder "omzet" wordt verstaan: het bedrag van de bruto-inkomsten, zonder aftrek van de commissies en bonussen, die in rekening gebracht worden door de regie van de dienstuitgever of, bij gebreke daarvan, door de dienstuitgever zelf. Deze bruto-inkomsten omvatten de inkomsten uit de invoering van reclame en sponsoring in de televisiediensten van de uitgever en alle andere bruto-inkomsten, zonder enige aftrek, die worden gegenereerd door de

terbeschikkingstelling van de televisiediensten door de uitgever tegen vergoeding, met inbegrip van de bruto-inkomsten afkomstig van elke dienstenverdelers of derde voor het verkrijgen van de televisiediensten en de bruto-inkomsten gegenereerd door de programma-inhoud van die diensten.

Indien de dienstenuitgever zelf de activiteit van dienstenverdelers als bedoeld in artikel 3.4-1 uitoefent voor de televisiediensten waarvoor hij aangifte deed of op grond van dit decreet vergund is, omvat de in het vorige lid bedoelde omzet de bruto-inkomsten, zonder enige aftrek, die uit zijn activiteit als dienstenverdelers resulteren.

In het geval van externe uitgevers van televisiediensten wordt voor de toepassing van de eerste twee leden uitsluitend rekening gehouden met de in paragraaf 4 bedoelde bruto-inkomsten uit de markt van de Franse Gemeenschap.

Voor de uitgevers van televisiediensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt voor de toepassing van de eerste twee leden rekening gehouden met alle bruto-inkomsten, zonder onderscheid tussen markten, in voorkomend geval na aftrek van de inkomsten afkomstig uit een lidstaat van de Europese Unie waarop de dienstenuitgever zich richt en waar hij onderworpen is aan een stelsel van financiële bijdragen aan de productie van Europese werken.

§ 5. De uitgever van televisiediensten moet jaarlijks aan de Regering en aan het College voor vergunning en controle de bewijsstukken overleggen aan de hand waarvan het bedrag van zijn bruto-omzet kan worden vastgesteld.

HOOFDSTUK II. — *Bijdrage van de dienstenverdelers*

Art. 6.1.2-1. - § 1. Elke verdelers van televisiediensten moet bijdragen aan de productie van audiovisuele werken. Deze bijdrage wordt geleverd in de vorm van coproductie of vooraankoop van audiovisuele werken, ofwel in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Vóór 15 februari van elk bijdragejaar deelt de dienstenverdelers de door hem gekozen bijdragevorm mee aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en de Hoge Raad in een ter post aangetekend schrijven. Voor het eerste activiteitsjaar wordt de informatie verstrekt binnen 30 dagen na de eerste dag van de verdelersactiviteit. Indien deze informatie niet binnen de gestelde termijnen wordt verstrekt, is de bijdrage in de vorm van een storting aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector van toepassing op de dienstenverdelers.

Het bedrag van de bijdrage aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector wordt door de dienstenverdelers in twee halfjaarlijkse stortingen betaald, namelijk tegen eind februari en eind augustus van elk jaar. Op het ogenblik van de betaling stuurt de dienstenverdelers het volgende naar het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en naar de Hoge Raad:

1° ofwel een verklaring met het aantal gebruikers van het voorgaande jaar, indien hij kiest voor de in 1° van paragraaf 3 bedoelde forfaitaire bijdrage per gebruiker.

Voor gebruikers die een jaarlijkse abonnementsformule gebruiken, moet de verdelers het aantal gebruikers opgeven dat op 30 september van het voorgaande jaar geregistreerd was.

Voor de gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet kan worden bepaald, geeft de verdelers het aandeel van het aantal van deze gebruikers aan dat overeenstemt met het percentage dat de bevolking van zijn verdeelgebied in het Franse taalgebied vertegenwoordigt in verhouding tot de bevolking van zijn volledige verdeelgebied. Indien zijn activiteit in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad uitsluitend betrekking heeft op de Franse Gemeenschap, geeft hij voor het aantal gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet bepaald kan worden, het aandeel aan dat overeenstemt met het percentage dat de bevolking van zijn verdeelgebied in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vertegenwoordigt in verhouding tot de bevolking van zijn volledige verdeelgebied;

2° ofwel een verklaring van de inkomsten van het voorgaande jaar, exclusief btw en auteursrechten, gegenereerd door hetgeen de gebruikers betalen om van de aangeboden diensten gebruik te maken, indien hij kiest voor de in 2° van paragraaf 3 bedoelde procentuele bijdrage.

Voor de inkomsten afkomstig van gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet kan worden bepaald, geeft de dienstenverdelers het aandeel van deze inkomsten aan dat overeenstemt met het percentage dat de bevolking van zijn verdeelgebied in het Franse taalgebied vertegenwoordigt in verhouding tot de bevolking van zijn volledige verdeelgebied. Indien zijn activiteit in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad uitsluitend betrekking heeft op de Franse Gemeenschap, geeft hij voor de inkomsten afkomstig van gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet bepaald kan worden, het aandeel aan dat overeenstemt met het percentage dat de bevolking van zijn verdeelgebied in het Franse taalgebied en in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad vertegenwoordigt in verhouding tot de bevolking van zijn volledige verdeelgebied.

De Regering legt de nadere bepalingen voor de bijdrage in de vorm van coproductie of vooraankoop vast. De Regering voorziet met name in de oprichting van Begeleidingscomités die een advies moeten uitbrengen over de naleving van de bijdrageplicht. Elk Begeleidingscomité is samengesteld uit vertegenwoordigers van de dienstenverdelers, de Regering en de beroepsorganisaties die de onafhankelijke producenten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, evenals de audiovisuele auteurs en vertolkers van de Franse Gemeenschap.

Voor de bijdrage in de vorm van een coproductie of vooraankoop gaat de Regering, met inachtneming van de door haar bepaalde voorwaarden, na of:

1° de dienstenverdelers, onder zijn uitsluitende aansprakelijkheid, het geheel of een gedeelte van zijn verplichting aan een derde vennootschap kan toevertrouwen;

2° de financiële verbintenissen in coproductie of vooraankoop aangegaan door elke dienstenverdelers in audiovisuele werken, economische effecten voor een gelijkwaardig bedrag genereren in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, behoudens een door haar voorziene afwijking.

De in het vorige lid bedoelde Begeleidingscomités sturen jaarlijks een evaluatieverslag naar de Hoge Raad.

De dienstenverdelers die bijdraagt in de vorm van coproductie of vooraankoop, moet het bedrag van zijn bijdrage besteden aan productieprojecten die vooraf door de Regering als audiovisueel werk zijn erkend. De Regering legt de nadere bepalingen van deze erkenning vast.

Naast het krachtens het vierde lid uitgevaardigde besluit van de Regering kunnen tussen elke dienstenverdelers, de Regering en de beroepsorganisaties die de onafhankelijke producenten in de Franse Gemeenschap en de auteurs en vertolkers van audiovisuele werken in de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, overeenkomsten worden gesloten om de verplichting van de dienstenverdelers naar een welbepaald type van audiovisueel werk te oriënteren. In deze overeenkomsten kan ook een bijdrage in de vorm van coproductie of vooraankoop worden vastgesteld die groter is dan bepaald in paragraaf 3, evenals elke andere aanvullende verbintenis die van de dienstenverdelers kan worden verlangd.

§ 2. Elke bijdrage in de vorm van coproductie of vooraankoop gedaan in toepassing van een andere wettelijke verplichting of die enig ander wettelijk voordeel zou genieten, mag niet worden meegerekend in het kader van de in dit artikel bedoelde bijdrage.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde jaarlijkse bijdrage van de dienstenverdelers wordt vastgesteld:

1° ofwel op 2 euro per gebruiker van het voorgaande jaar. Dit bedrag wordt met ingang van 1 januari 2005 om de twee jaar geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex, waarbij de index van de voorgaande maand september in aanmerking wordt genomen;

2° ofwel 2,5% van de inkomsten van het voorgaande jaar, exclusief btw en auteursrechten, gegenereerd door hetgeen de gebruikers betalen om van de aangeboden diensten gebruik te maken.

Om zijn bijdrage te bepalen, kiest de dienstenverdelers jaarlijks een van de twee in het vorige lid bedoelde berekeningsmethoden en stelt hij het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en de Hoge Raad uiterlijk op 15 februari van elk jaar in kennis van zijn keuze.

Bij gebreke van een aangifte van het aantal gebruikers of van de in paragraaf 1, derde lid bedoelde inkomsten vóór eind februari, of van bewijsstukken aan de hand waarvan dat kan worden vastgesteld, wordt de bijdrage van de dienstverlener op onweerlegbare wijze geacht 3 miljoen euro te bedragen. Dit bedrag kan jaarlijks worden aangepast op basis van het indexcijfer 01.01.2004 = 100 volgens de evolutie van het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen zoals vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

§ 4. In afwijking hiervan is de betaling van de in paragraaf 1 bedoelde bijdrage niet verschuldigd door:

1° een dienstuitgever die de activiteit van verdeler uitoefent om de televisiediensten aan te bieden waarvoor hij krachtens dit decreet is aangemeld of vergund, waarbij de vrijstelling slechts voor deze diensten geldig is. Indien hij echter ook diensten van derden aanbiedt en een gebruiker zowel gebruikmaakt van de door hem uitgegeven diensten als van de genoemde diensten van derden, moet hij voor die gebruiker geen bijdrage betalen indien het resultaat van het percentage dat wordt toegepast op de jaarlijkse inkomsten die door die gebruiker worden gegenereerd overeenkomstig artikel 6.1.1-1 hoger is dan het geïndexeerde forfait van 2 euro bedoeld sub 1° van paragraaf 3; deze afwijking geldt alleen op voorwaarde dat hij heeft gekozen voor de forfaitaire bijdrage per gebruiker bedoeld sub 1° van paragraaf 3.

2° een dienstenverdelers die een aanvullend aanbod van televisiediensten aanbiedt, wanneer hij al bijdraagt aan de productie van audiovisuele werken bedoeld in paragraaf 1 op basis van het aantal gebruikers van zijn basisaanbod bedoeld in artikel 7.2-1; deze vrijstelling geldt enkel voor gebruikers die tijdens het jaar zowel van het basisaanbod als van het aanvullende aanbod gebruik hebben gemaakt en op voorwaarde dat de verdelers geopteerd heeft voor de forfaitaire bijdrage per gebruiker bedoeld sub 1° van paragraaf 3.

TITEL II. — Andere steunmaatregelen

HOOFDSTUK I. — *Projectoproepen voor Belgische Franstalige series*

Art. 6.2.1-1. - § 1. Elke uitgever van audiovisuele mediadiensten, elke aanbieder van videoplatformdiensten, evenals elke privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die de creatie en uitzending van een gediversifieerd en kwalitatief hoogstaand aanbod van Belgische Franstalige televisiefictieseries wenst te ondersteunen, kan bijdragen aan het in de beheersovereenkomst van de RTBF bedoelde Fonds voor Belgische series.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden en financierings- en werkingsbepalingen van het Fonds voor Belgische series, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 1 en artikel 54 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard

§ 3. Het Fonds voor Belgische series is uitsluitend bestemd voor de ontwikkeling en coproductie van Belgische Franstalige televisiefictieseries. Het Fonds richt zich tot onafhankelijke audiovisuele producenten.

§ 4. Naast de in paragraaf 1 bedoelde eventuele bijdrage, dragen de RTBF en de Franse Gemeenschap ook bij in dit Fonds overeenkomstig de verbintenissen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst van de RTBF.

§ 5. Met inachtneming van de redactionele verantwoordelijkheid van de betrokkenen bij de keuze van formaten, genres en onderwerpen van de projecten, worden de projecten geselecteerd op basis van de volgende criteria:

- de culturele, artistieke en technische aspecten van het project;
- de kenmerken van het project;
- het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap en de Belgische verankering van het onderwerp en het universum;

- de financiële haalbaarheid van het artistieke project;
- de geschiktheid van het project voor het doelpubliek.

§ 6. Het Fonds voor Belgische series komt jaarlijks tussen in de ontwikkeling en productie van reeksen:

- voor de ontwikkeling van het draaiboek en de synopsis,
- voor de ontwikkeling van dialoogversies,
- voor de realisatie van een korte pilot,
- voor de productie.

§ 7. De financierings-, werkings- en uitvoeringsbepalingen van het Fonds voor Belgische series, de projectoproepen, de identiteit van de begunstigden, de begroting van hun project, het bedrag van de toegekende steun en de intensiteit ervan worden gepubliceerd op de website van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

HOOFDSTUK II. — *Steunfondsen voor creatie op radio*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 6.2.2-1. - Er wordt een begrotingsfonds, het Steunfonds voor creatie op radio, ingesteld om steun te verlenen aan de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding, aan door de Regering erkende ontvangststructuren voor creatie op radio, aan de projecten rond werken voor creatie op radio en aan de digitale overgang van de auditieve diensten.

Art. 6.2.2-2. - § 1. De dienstenuitgevers met een vergunning voor netwerkradio dragen jaarlijks bij in de financiering van het Steunfonds voor creatie op radio.

Deze bijdrage bedraagt:

1° 2.500 euro als de omzet van de dienstenuitgever minder dan 500.000 euro bedraagt;

2° 5.000 euro als de omzet van de dienstenuitgever meer dan 500.000 euro en minder dan 1 miljoen euro bedraagt;

3° 10.000 euro als de omzet van de dienstenuitgever meer dan 1 miljoen euro en minder dan 2 miljoen euro bedraagt;

4° 15.000 euro als de omzet van de dienstenuitgever meer dan 2 miljoen euro en minder dan 3 miljoen euro bedraagt;

5° 30.000 euro als de omzet van de dienstenuitgever meer dan 3 miljoen euro en minder dan 4 miljoen euro bedraagt;

6° Zodra de omzet van de dienstenuitgever meer dan 4 miljoen euro bedraagt, neemt het bedrag van de bijdrage toe met 30.000 euro per bijkomende schijf van 2 miljoen.

De forfaitaire bedragen en de omzetschalen bedoeld in het vorige lid kunnen jaarlijks worden aangepast op basis van de evolutie van het gewone indexcijfer van de consumptieprijzen zoals gedefinieerd in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Onder "omzet" wordt verstaan: de brutobedragen, exclusief lasten en belasting over de toegevoegde waarde, van de reclame die door de adverteerders worden betaald aan de dienstenuitgever en, in voorkomend geval, aan zijn exploitanten of zijn reclameregie en, in voorkomend geval, aan de reclameregies van de exploitanten om hun reclameboodschappen uit te zenden.

Gedurende het eerste jaar van de vergunning draagt de dienstenuitgever bij in het Steunfonds voor creatie op radio op basis van het provisionele financiële plan dat hij bij de aanvraag van zijn vergunning heeft ingediend. Het bedrag van de bijdrage wordt vastgesteld in verhouding tot het aantal maanden van het kalenderjaar dat is verstreken sinds de vergunning in werking trad.

§ 2. Uiterlijk op 1 augustus van elk jaar stelt de Hoge Raad de omzet over het voorgaande jaar vast voor elke dienstenuitgever zoals bedoeld in paragraaf 1 en deelt de omzet mee aan de Regering.

§ 3. Uiterlijk op 1 oktober van elk jaar gelast de Regering, in een ter post aangetekend schrijven, de dienstenuitgever om het bedrag van zijn bijdrage aan het Steunfonds voor creatie op radio te storten.

De termijnen waarbinnen de bijdrage betaald moet zijn, worden eveneens vastgelegd in dat ter post aangetekend schrijven. De betalingstermijn bedraagt ten minste één maand. De termijn gaat in vanaf de verzendingsdatum van het aangetekend schrijven.

Wanneer paragraaf 1, vijfde lid, wordt toegepast, is de in het eerste lid bedoelde datum 1 februari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de vergunning van de dienstenuitgever in werking trad.

§ 4. De verschuldigde bedragen brengen een verwijlinterest op tegen een tarief van 1% per maand. Elk aangeboden deel van een maand geldt voor een gehele maand.

§ 5. De bijdrageplichtige dienstenuitgever kan in een ter post aangetekend schrijven beroep instellen bij de Regeringsdiensten, tegen het vastgestelde bedrag van zijn bijdrage.

De klachten moeten op straffe van verval verstuurd worden binnen 30 dagen vanaf de datum van verzending van het ter post aangetekende schrijven waarin de betaling van het bedrag van de bijdrage wordt bevolen.

De Regeringsdiensten beslissen binnen een maand over de gegrondheid van de betwisting.

De beslissing van de Regeringsdiensten wordt in een ter post aangetekend schrijven ter kennis van de bijdrageplichtige gebracht.

§ 6. Bij ontstentenis van de betaling van de bijdrage en de eventuele intresten is het dwangbevel de eerste vervolgingshandeling om de inning te verkrijgen.

Het dwangbevel wordt ondertekend en uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar die belast is met de inning van de bijdrage.

Het wordt per deurwaardersexploot betekend met bevel tot betaling.

De tenuitvoerlegging van het dwangbevel gebeurt met inachtneming van de bepalingen van het vijfde deel, Titel III, van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

De tenuitvoerlegging van het dwangbevel kan slechts door een gemotiveerd verzet, gedaan door de betalingsplichtige, met dagvaarding voor het gerecht, worden gestuit. Dit verzet wordt gedaan bij exploit betekend aan de Franse Gemeenschap in de persoon van de ambtenaar belast met de inning van de bijdrage.

De vordering wordt aanhangig gemaakt bij de Rechtbank van het rechtsgebied waar zich het bureau bevindt van de ambtenaar die belast is met de inning van de bijdrage.

§ 7. De vordering tot teruggave van het bedrag van de bijdrage en de eventuele intresten wordt ingediend bij een exploit met dagvaarding voor het gerecht, betekend aan de Franse Gemeenschap, in de persoon van de ambtenaar belast met de inning van de bijdrage.

De vordering wordt aanhangig gemaakt bij de Rechtbank van het rechtsgebied waar zich het bureau bevindt van de ambtenaar die belast is met de inning van de belasting.

§ 8. In geval van terugbetaling van het bedrag van de bijdrage wordt de moratoire rente berekend tegen de wettelijke rentevoet op het bedrag van de terugbetaalbare bijdrage.

§ 9. De terugvordering van het bedrag van de bijdrage en van de rente daarop verjaart één jaar na de dag waarop ze ontstaan is.

De vordering tot teruggave van het bedrag van de bijdrage en de eventuele rente daarop verjaart één jaar na de dag waarop ze ontstaan is.

De verjaringen, zowel voor de inning als voor de terugbetaling van de bijdrage, worden gestuit op de manier en onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. In dat geval zal een nieuwe verjaring, die op dezelfde manier kan worden gestuit, verworven zijn één jaar na de laatste akte tot stuiting van de vorige verjaring indien er geen geding aanhangig is voor het gerecht.

Art. 6.2.2-3. - De Regering legt de gebruiksbepalingen vast voor het Steunfonds voor creatie op radio.

Afdeling II. — Steun aan associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding

Art. 6.2.2-4. - De Regering kan een deel van de middelen van het Steunfonds voor creatie op radio bestemmen voor de toekenning van forfaitaire werkingssubsidies aan associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding. Deze forfaitaire subsidie kan alleen worden berekend op basis van de volgende criteria: het al dan niet gebruikmaken van in geld betaalde reclame en de uitzendwijze van de diensten.

De Regering legt de toekenningsbepalingen vast van werkingssubsidies aan associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding.

De gecumuleerde subsidies die kunnen worden toegekend aan de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding mogen niet hoger zijn dan een totaal bedrag van 100.000 euro ten behoeve van dezelfde begunstigde over een periode van drie opeenvolgende jaren.

De jaarlijkse totale subsidies mogen niet meer dan 35% bedragen van de jaarlijkse inkomsten van het Steunfonds voor creatie op radio.

Indien de jaarlijkse totale subsidies minder dan 35% bedragen van de jaarlijkse inkomsten van het Steunfonds voor creatie op radio, wordt het bedrag van de subsidie toegekend aan iedere associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding jaarlijks aangepast op basis van het gewone indexcijfer 01.01.2009 = 100 volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen zoals vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Afdeling III. — Steun aan projecten rond werken voor creatie op radio

Art. 6.2.2-5. - § 1. De Regering kan, op advies van de Adviescommissie voor creatie op radio bedoeld in artikel 6.2.2-15, een deel van de middelen van het Steunfonds voor creatie op radio toewijzen aan projecten rond werken voor creatie op radio.

De jaarlijkse totale subsidies toegekend aan dergelijke projecten mogen niet meer dan 35% bedragen van de jaarlijkse inkomsten van het Steunfonds voor creatie op radio.

De aan dergelijke projecten toegekende subsidies mogen in totaal niet meer bedragen dan een gecumuleerd bedrag van 200.000 euro aan dezelfde begunstigde over een periode van drie opeenvolgende jaren.

§ 2. Het project inzake werk voor creatie op radio bedoeld in paragraaf 1 moet minimaal aan de volgende ontvankelijkheidsvoorwaarden voldoen:

1° in het Frans geproduceerd zijn door een natuurlijke of rechtspersoon, met uitzondering van de RTBF en de in artikel 6.2.2-8 bedoelde ontvangststructuren, die gevestigd is of een vaste vestiging heeft in ofwel het Franse taalgebied ofwel het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de volgende elementen bevatten:

- een intentieverklaring;
- een synopsis;
- een beschrijving van de voorgenomen radiobehandeling;
- de geplande indeling;
- de duur;
- een budget;
- de verbintenis van ten minste één private auditieve dienst om de eerste uitzending van het werk te verzorgen;
- de verbintenis van de projectdrager om, kosteloos, de openbare uitlening toe te staan van een exemplaar van het gesubsidieerde werk binnen een van de culturele instellingen gesteund door de Franse Gemeenschap en waarvan de lijst door de Regering wordt vastgelegd.

§ 3. De subsidieaanvragen worden ingediend en behandeld volgens de door de Regering vastgestelde nadere bepalingen.

§ 4. De in artikel 6.2.2-15 bedoelde Adviescommissie voor creatie op radio brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om een subsidie aan het project toe te kennen en over het bedrag van de subsidie. Daartoe baseert ze zich op de volgende evaluatiecriteria:

1° het originele en vernieuwende karakter van het project;

2° de kwaliteit van de synopsis en de kwaliteit van de voorgenomen radiobehandeling;

3° de relevantie van de indeling;

4° de relevantie van de begroting;

5° het culturele belang van het project voor de Franse Gemeenschap.

Art. 6.2.2-6. - Elk project inzake werk voor creatie op radio dat een subsidie geniet, moet gerechtvaardigd worden. Bij ontstentenis zal de subsidie terugbetaald moeten worden. De niet-naleving van deze verplichting door de begunstigde impliceert dat elke nieuwe subsidieaanvraag voor een project inzake werk voor creatie op radio onontvankelijk zal worden verklaard.

De Regering bepaalt de types van in te dienen bewijsstukken, de termijn voor de indiening daarvan, de lijst van in aanmerking komende uitgaven en de vereffeningsbepalingen van de subsidie.

Afdeling IV. — Steun aan de digitale overgang van auditieve diensten

Art. 6.2.2-7. - De Regering kan een deel van de middelen van het Steunfonds voor creatie op radio bestemmen voor de ontwikkeling van de digitale uitzending van auditieve diensten in de Franse Gemeenschap.

De jaarlijkse totale subsidies toegekend in dit kader mogen niet meer dan 35% bedragen van de jaarlijkse inkomsten van het Steunfonds voor creatie op radio.

De subsidies worden toegekend aan projecten van algemeen belang die ertoe strekken de breedste en grootste mogelijke uitzending van auditieve diensten in digitale modus te bevorderen. In dit kader kan het Fonds steun verlenen aan:

1° de initiatieven bestemd om digitale uitzending via terrestrische hertzgolven te coördineren, te organiseren en te promoten;

2° de radio's die een gebruiksrecht genieten zoals bedoeld in artikel 8.2.1-12, § 1, en, in voorkomend geval, de netwerkexploitanten zoals bedoeld in artikel 8.2.1-12, § 7, voor de financiering van de kosten voor de installatie van de interne uitrustingen en de externe infrastructuur die noodzakelijk zijn voor digitale uitzending via terrestrische hertzgolven;

3° de installatie van gemeenschappelijke platformen voor de uitzending via internet, die toegang bieden tot een aanzienlijk aantal auditieve diensten.

De Regering beslist de projecten al dan niet te steunen rekening houdend met de impact ervan op de ontwikkeling van de digitale uitzending. Die impact wordt voornamelijk beoordeeld aan de hand van de omvang van het doelpubliek en het aantal auditieve diensten dat baat heeft bij de effecten van het project.

Afdeling V. — Steun aan ontvangststructuren voor creatie op radio

Art. 6.2.2-8. - § 1. De Regering kan ontvangststructuren voor creatie op radio erkennen op advies van de Adviescommissie voor creatie op radio bedoeld in artikel 6.2.2-15.

Om erkend te worden, moet een ontvangststructuur voor creatie op radio een rechtspersoon zijn en de volgende opdrachten als doel hebben:

1° De algemene opdracht van de ontvangststructuur is het uitzenden, promoten en opwaarderen van de creatie op radio van de Franse Gemeenschap;

2° Haar bijzondere opdrachten zijn:

- de initiatieven inzake creatie op radio bevorderen;
- de omkadering garanderen van ontwerpers van projecten rond creatie op radio door op te treden in de verschillende stappen van de realisatie ervan: vanaf het scenario tot de verdeling en de verschijning. Bijzondere aandacht wordt besteed aan de omkadering van jonge afgestudeerden uit kunstscholen door hen in contact te brengen met de beroepssector;
- de promotie van projecten rond creatie op radio ontwikkelen, met name bij openbare evenementen zoals festivals en try-outvoorstellingen.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om erkenning.

Op advies van de Adviescommissie voor creatie op radio kan de Regering de erkenning van de ontvangststructuur intrekken indien ze niet aan de voorwaarden van haar erkenning voldoet.

§ 2. In naleving van Verordening 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, die op 26 juni 2014 in het PBEG is gepubliceerd en is gewijzigd bij Verordening EU 2017/084, die op 20 juni 2017 in het PBEG is gepubliceerd, kan de Regering erkende ontvangststructuren subsidiëren door een deel van de middelen van het Steunfonds voor creatie op radio toe te kennen. Ze doet dit hetzij jaarlijks, op basis van een jaarlijks previsioneel activiteitenprogramma en een begroting ingediend door elke ontvangststructuur, hetzij meerjaarlijks, na advies van de Adviescommissie voor creatie op radio, in het kader van een vijfjarige programmaovereenkomst. Het totale bedrag van deze subsidies mag niet meer dan één derde bedragen van de jaarlijkse inkomsten van het Steunfonds voor creatie op radio. Minstens 50% van de steun toegekend aan een ontvangststructuur moet verplicht besteed worden aan de omkadering van de productie en promotie van werken voor creatie op radio.

De Regering kan aanvullende subsidies toekennen voor de tewerkstelling van een beperkt aantal ambtenaren en de terbeschikkingstelling van infrastructuur of materiaal.

De nadere bepalingen voor de indiening van de jaarlijkse subsidieaanvragen en de vereffening van de subsidies worden door de Regering vastgesteld.

§ 3. Na afloop van elk boekjaar, uiterlijk op 30 juni, stuurt de ontvangststructuur het Bestuur een jaarverslag volgens een door de Regering vastgelegd model dat minstens de volgende elementen bevat:

1° een moreel verslag;

2° een beschrijving van de activiteiten waaruit blijkt dat de aan de ontvangststructuur toegewezen opdrachten en doelstellingen werden nageleefd;

3° de balansen en de rekeningen van het voorbije boekjaar, opgesteld overeenkomstig de geldende wetten en boekhoudkundige reglementen.

Art. 6.2.2-9. - Om van een programmaovereenkomst gebruik te kunnen maken, moet de ontvangststructuur aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen:

1° erkend zijn krachtens artikel 6.2.2-8;

2° voor de drie jaar die aan de aanvraag voorafgaan, het bewijs kunnen leveren van een periode van regelmatige beroepsactiviteit in de sector van de creatie op radio.

Art. 6.2.2-10. - § 1. De toekenningsaanvraag moet de volgende elementen omvatten:

1° een afschrift van de statuten van de rechtspersoon en de namen en bekwaamheidsbewijzen van de personen die de ontvangststructuur die de aanvraag heeft ingediend, vertegenwoordigen;

2° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;

3° de balansen en resultatenrekeningen van het voorgaande boekjaar;

4° voor de duur van de overeenkomst of programmaovereenkomst:

- a) een financieel plan voor het project,
- b) het volume van de geplande activiteiten,
- c) een beschrijving van het doelpubliek;

5° een beschrijving van de activiteiten die de voorbije drie jaar werden uitgevoerd.

§ 2. De Regering stelt de uiterste datum vast voor de indiening van de aanvraag om steun.

Art. 6.2.2-11. - De in artikel 6.2.2-15 bedoelde Adviescommissie voor creatie op radio brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om steun toe te kennen, over de aard en het bedrag van die steun. Daartoe baseert ze zich op de eigenheid van de ontvangststructuur en de volgende evaluatiecriteria:

1° de pertinentie van het dossier ingediend overeenkomstig artikel 6.2.2-10;

2° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

3° de mogelijke uitstraling ervan op het grondgebied van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, op het Belgische of internationale vlak;

4° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde steun en het project van de ontvangststructuur.

De Adviescommissie voor creatie op radio houdt ook rekening met de bevordering van de werken van auteurs en regisseurs van de Franse Gemeenschap.

Art. 6.2.2-12. - De programmaovereenkomst omvat minstens de volgende elementen:

1° de ingangsdatum en einddatum;

2° het bedrag van de subsidie en de vereffeningbepalingen;

3° de bijzondere opdrachten en doelstellingen die aan de ontvangststructuur worden toegewezen op grond van haar specifieke activiteiten;

4° de verbintenissen inzake financieel evenwicht van de ontvangststructuur;

5° de nadere bepalingen voor de schorsing, wijziging, beëindiging en verlenging van de programmaovereenkomst.

Art. 6.2.2-13. - Uiterlijk vóór het einde van het tweede kwartaal van het laatste boekjaar waarop de programmaovereenkomst betrekking heeft, brengt de ontvangststructuur, in voorkomend geval, de Regering op de hoogte van haar wens de programmaovereenkomst te verlengen.

In voorkomend geval bezorgt de ontvangststructuur de Regeringsdiensten een bijgewerkte versie van de documenten bedoeld in artikel 6.2.2-10, § 1, met uitzondering van punt 5°, alsook een beschrijving van de activiteiten die werden uitgevoerd in het kader van de programmaovereenkomst die ten einde loopt, in het bijzonder de graad van uitvoering van de opdrachten die erin vervat zijn. De verlenging van een programmaovereenkomst gebeurt volgens dezelfde bepalingen als de toekenning van een programmaovereenkomst.

Art. 6.2.2-14. - De Regering kan een waarnemer aanwijzen om haar met raadgevende stem te vertegenwoordigen op de vergaderingen van de raad van bestuur van een ontvangststructuur die steun geniet.

Hij brengt ten minste eenmaal per jaar verslag uit aan de Minister.

Afdeling VI. — Adviescommissie voor creatie op radio

Art. 6.2.2-15. - § 1. Er wordt een Adviescommissie voor creatie op radio opgericht.

§ 2. De Commissie brengt advies uit over:

1° de erkenning van ontvangststructuren voor creatie op radio bedoeld in artikel 6.2.2-8;

2° de opportuniteit om een programmaovereenkomst te sluiten met een ontvangststructuur voor creatie op radio bedoeld in artikel 6.2.2-8;

3° de opportuniteit om een subsidie toe te kennen aan een project rond werken voor creatie op radio en het bedrag daarvan in overeenstemming met artikel 6.2.2-5, § 4;

4° elke aangelegenheid betreffende de creatie op radio, op initiatief of op verzoek van de Regering.

§ 3. De Commissie is, zowel voor de werkende leden als voor de plaatsvervangende leden, als volgt samengesteld:

1° een vertegenwoordiger van de verenigingen voor permanente vorming;

2° een vertegenwoordiger van de leraren omroepkunst en communicatie;

3° een vertegenwoordiger van de radioberoepen in het algemeen;

4° een vertegenwoordiger van de private auditieve diensten;

5° een vertegenwoordiger van de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding;

6° een vertegenwoordiger van de auditieve diensten van de RTBF;

7° een vertegenwoordiger van een beroepsorganisatie die actief is op het gebied van auteursrecht;

8° de vertegenwoordigers van de ideologische en filosofische strekkingen in het Parlement van de Franse Gemeenschap, waarvan het aantal wordt bepaald op één vertegenwoordiger per ideologische en filosofische strekking met een erkende democratische parlementaire fractie in het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Naast de in het eerste lid genoemde leden bestaat de Commissie uit de volgende leden met raadgevende stem:

1° een vertegenwoordiger van de Minister;

2° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde.

De leden worden benoemd voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

De leden worden van rechtswege ontslagen in geval ze ongewettigd afwezig waren op drie vergaderingen in één jaar. Wanneer de afwezigheid van een werkend lid aangekondigd wordt, zonder dat hij ontslagnemend is, wordt hij vervangen door een plaatsvervangend lid uit dezelfde categorie als deze van het afwezige werkende lid bij de vergaderingen van de Commissie en is deze plaatsvervanger stemgerechtigd. Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarin het werd benoemd, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

De Regering bepaalt:

1° de werkingsbepalingen van de Commissie en de minimale inhoud van haar huishoudelijk reglement;

2° de betaling van de reiskosten van haar leden;

3° het bedrag van het presentiegeld;

4° het bedrag en het plafond van de leesvergoeding in verhouding tot de vereiste voorbereidingstijd en het aantal dossiers. Deze vergoedingen zijn afhankelijk ofwel van de daadwerkelijke deelname aan de vergadering waarop het punt wordt onderzocht, ofwel van de verzending van een schriftelijke bijdrage aan een aanwezig lid.

Niemand kan tot lid van de Commissie worden benoemd:

1° indien hij het voorwerp is geweest van een strafrechtelijke veroordeling, uitgesproken bij een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde, op grond van wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie, wegens

a) het aanzetten tot discriminatie, haat of geweld, onder meer op grond van nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, afstamming of nationale of etnische afkomst, leeftijd, seksuele geaardheid, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, handicap, geslachtsverandering, genderidentiteit en -expressie, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, lichamelijke of genetische kenmerken, sociale afkomst of lidmaatschap van een vakvereniging;

b) de uitdrukking van een gedachtegoed, geloofsovertuiging of opinie die een bedreiging vormt voor de democratie en de fundamentele rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet of het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

c) het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

d) seksueel ongewenst gedrag of ander ongewenst gedrag op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;

2° indien hij lid is van een organisatie die op duidelijke en herhaaldelijke wijze:

a) pleit voor discriminatie of segregatie op grond van een criterium dat wordt beschermd door wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie;

b) vijandig staat tegenover de essentiële beginselen van de democratie, zoals gewaarborgd door de Grondwet en door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

De hoedanigheid van Commissielid met beslissende stem is onverenigbaar met de hoedanigheid van:

1° Europees commissaris, lid van de federale Regering, lid van een gewest- of gemeenschapsregering, provinciegouverneur, arrondissementscommissaris, provinciaal gedeputeerde, burgemeester, schep en voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

2° lid van het Europees Parlement, de Senaat, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, het Parlement van het Waalse Gewest, het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Parlement van de Franse Gemeenschap, een provincieraad, een gemeenteraad of een Raad voor maatschappelijk welzijn;

3° lid van een ministerieel kabinet van de Europese Commissie, de federale Regering, een gewest- of gemeenschapsregering of een provincie- of gemeentebestuur;

4° parlementair attaché van het Europees Parlement, de Senaat, de Kamer van Volksvertegenwoordigers, het Parlement van het Waalse Gewest, het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest of het Parlement van de Franse Gemeenschap.

§ 4. Na een openbare oproep tot kandidaatstelling gepubliceerd op de website van de Regeringsdiensten, worden de werkende en plaatsvervangende leden bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 1° tot en met 5°, benoemd door de Regering, na vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van de kandidaten.

De kandidaten moeten overeenkomstig de in de oproep tot kandidaatstelling vermelde bepalingen rechtvaardigen voor welke van de in paragraaf 3 bedoelde categorieën ze zich kandidaat stellen, evenals hun bekwaamheid of beroepservaring en hun motivatie om in de Commissie zitting te nemen.

De Minister doet een nieuwe oproep tot kandidaatstelling wanneer niet alle werkende of plaatsvervangende leden konden worden benoemd. De Commissie kan evenwel reeds rechtsgeldig beraadslagen indien na afloop van de eerste oproep tot kandidaatstelling ten minste de helft van de werkende leden kon worden benoemd, met inbegrip van de in het volgende lid bedoelde leden.

De vertegenwoordigers bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 6° tot en met 8°, worden benoemd door de Regering na overleg met de betrokken instanties. Wanneer de betrokken organen de lijst van hun kandidaten toezenden, stellen ze zowel een vrouwelijke als een mannelijke vertegenwoordiger voor zowel het werkende lid als het plaatsvervangende lid voor. Wanneer meerdere organisaties bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 7°, hun vertegenwoordigers voorstellen, kiest de Regering de vertegenwoordiger met de geschikteste bekwaamheid of beroepservaring in de betrokken sector.

Wanneer de in de paragraaf 3, eerste lid, 6° tot en met 8° bedoelde instanties geen vertegenwoordigers hebben voorgesteld, gaat de Minister over tot een nieuw overleg met de betrokken instanties.

Alle mandaten lopen af op de datum van de benoemingen gedaan na afloop van de eerste oproep tot kandidaatstelling. Ingeval een mandaat vacant wordt, voltooit het plaatsvervangende lid het lopende mandaat.

TITEL III. — Audiovisueel erfgoed

Art. 6.3-1. - Het audiovisuele erfgoed van de Franse Gemeenschap bestaat uit audiovisuele en geluidsarchieven die afkomstig kunnen zijn van de RTBF, de nabijheidsmedia, de Cinematheek of elke andere audiovisuele en culturele instelling van de Franse Gemeenschap.

Art. 6.3-2. - § 1. De instandhouding van het audiovisuele erfgoed van de Franse Gemeenschap wordt toevertrouwd aan een door de Regering aangestelde exploitant.

§ 2. Om in aanmerking te komen, moet de exploitant voldoen aan de volgende cumulatieve criteria:

- een vereniging zijn, in de zin van artikel 1.2. van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;
- gevestigd zijn in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of in het Franse taalgebied;
- een aantoonbare bekwaamheid en een aanzienlijke ervaring van meer dan vijf jaar hebben in het bewaren en bestendigen van het audiovisuele erfgoed van de Franse Gemeenschap;
- beschikken over de materiële en personele middelen die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten die de Regering aan de exploitant wil toevertrouwen.

§ 3. De Regering stelt de procedure voor de benoeming van de exploitant vast.

§ 4. De openbare opdrachten die aan de benoemde exploitant zijn toegewezen, omvatten:

- de restauratie, indexering, digitalisering, bestending en conservering van Belgische Franstalige audiovisuele inhoud;
- de opwaardering van deze inhoud, zodat ze voor alle doelgroepen beschikbaar kan worden gemaakt;
- de ontwikkeling van een langdurige partnerschapsrelatie met de onderwijssector;
- een ondersteunende rol voor culturele instellingen.

§ 5. De Regering specificeert, in het kader van een meerjarenovereenkomst inzake doelstellingen en middelen, voor een periode van ten hoogste vier jaar, die kan worden verlengd, de in paragraaf 4 genoemde opdrachten, de uitvoeringsbepalingen daarvan, het bedrag van de jaarlijkse compensatie en de vereffening daarvan, evenals de inhoud van het jaarverslag en de voorwaarden voor de publicatie daarvan, en dat overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 1 en artikel 53 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

BOEK VII. — DIENSTENAANBOD

TITEL I. — Algemene bepalingen

Art. 7.1-1. - De RTBF, de nabijheidsmedia en de uitgevers van private auditieve diensten die via analoge terrestrische hertzgolven worden uitgezonden, zijn niet onderworpen aan de bepalingen van deze Titel voor wat betreft de verdeling van hun eigen diensten.

Art. 7.1-2. - Voor hetzelfde aanbod van audiovisuele mediadiensten moet de dienstenverdelers dezelfde prijs garanderen voor elke gebruiker van deze diensten.

Art. 7.1-3. - Audiovisuele mediadiensten die door een dienstenverdelers ter beschikking van het publiek worden gesteld, mogen niet zonder de uitdrukkelijke toestemming van de uitgever van deze diensten worden voorzien van banners voor commerciële doeleinden of worden gewijzigd, met uitzondering van banners die alleen door de ontvangers van een dienst voor privégebruik worden geactiveerd of toegestaan, zoals banners die voortvloeien uit individuele communicatiediensten, besturingselementen van een gebruikersinterface noodzakelijk voor de werking van een uitrusting of voor de navigatie tussen programma's, zoals volume-indicatoren, zoekfuncties, navigatiemenu's of kanaallijsten, wettelijke banners zoals waarschuwingen, informatie van algemeen nut, ondertitels of commerciële communicatiebanners die door de uitgever van mediadiensten worden aangeboden, evenals datacompressietechnieken die de grootte van een gegevensbestand beperken en andere technieken om een dienst aan te passen aan de uitzendwijze, zoals resolutie en codering, zonder de inhoud te wijzigen.

Art. 7.1-4. - § 1. Elke dienstenverdelers met een dienstenaanbod dat een dienst van een nabijheidsmedium omvat, betaalt het betrokken nabijheidsmedium jaarlijks een bijdrage die overeenstemt met:

1° ofwel 2 euro per jaar en per gebruiker gevestigd in het dekkingsgebied van het betrokken nabijheidsmedium. Dit bedrag wordt met ingang van 1 januari 2005 om de twee jaar geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex, waarbij rekening wordt gehouden met de index van de voorgaande maand september;

2° ofwel 2,5% van de inkomsten van het voorgaande jaar, exclusief btw en auteursrechten, gegenereerd door hetgeen de in het dekkingsgebied van het betrokken nabijheidsmedium gevestigde gebruikers betalen om van de aangeboden diensten gebruik te maken.

Om zijn bijdrage te bepalen, kiest de dienstenverdelers jaarlijks een van de twee in het vorige lid bedoelde berekeningsmethoden en stelt hij het nabijheidsmedium en de Hoge Raad uiterlijk op 15 februari van elk jaar in kennis van zijn keuze.

§ 2. Indien de dienstenverdelers in zijn aanbod de televisiediensten van meerdere nabijheidsmedia aanbiedt, betaalt hij zijn bijdrage aan het nabijheidsmedium dat in het door hem bediende gebied het voorwerp uitmaakt van een recht op verplichte distributie.

§ 3. Het bedrag van de bijdrage aan het nabijheidsmedium wordt door de dienstenverdelers betaald in twee halfjaarlijkse termijnen, eind februari en eind augustus van elk jaar. Op het ogenblik van de betaling stuurt de dienstenverdelers het volgende naar het nabijheidsmedium en de Hoge Raad:

1° ofwel een verklaring met het aantal in het dekkingsgebied gevestigde gebruikers van het voorgaande jaar, indien hij kiest voor de in paragraaf 1, eerste lid, 1° bedoelde forfaitaire bijdrage per gebruiker. Voor gebruikers die een jaarlijkse abonnementsformule gebruiken, moet de verdelers het aantal gebruikers aangeven dat op 30 september van het voorgaande jaar geregistreerd was. Voor de gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet kan worden bepaald, geeft de verdelers het aandeel van het aantal van deze gebruikers aan dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking in het dekkingsgebied van het nabijheidsmedium vertegenwoordigt in verhouding tot de bevolking van zijn volledige verdeelgebied.

2° ofwel een verklaring van de inkomsten van het voorgaande jaar, exclusief btw en auteursrechten, gegenereerd door hetgeen de in het dekkingsgebied van het nabijheidsmedium gevestigde gebruikers betalen om van de aangeboden diensten gebruik te maken, indien hij kiest voor de procentuele bijdrage bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°. Voor de inkomsten afkomstig van gebruikers van wie de woon- of verblijfplaats niet kan worden bepaald, geeft de dienstenverdelers het aandeel van deze inkomsten aan dat overeenkomt met het percentage dat de bevolking van het dekkingsgebied van het nabijheidsmedium vertegenwoordigt in verhouding tot de bevolking van zijn volledige verdeelgebied.

TITEL II. — Verdeling van audiovisuele mediadiensten via de kabel

Art. 7.2-1. - § 1. Voor zover een significant aantal personen hun netwerken gebruikt als voornaamste middel om audiovisuele mediadiensten te ontvangen, garanderen de in artikel 3.5.1-1 bedoelde netwerkexploitanten de verdeling op hun netwerken van een basisaanbod dat ten minste de diensten omvat die onder een recht op verplichte distributie vallen, zoals bedoeld in artikel 7.2-2.

De Regering bepaalt, na advies van het College voor advies, onder welke definitie of digitaal formaat televisiediensten prioritair gerangschikt moeten worden bij de nummering van het aanbod.

Het basisaanbod wordt geleverd door een dienstenverdelers. Bij ontstentenis moeten de netwerkexploitanten de activiteit van verdelers uitoefenen en het basisaanbod aanbieden.

§ 2. Elke dienstenverdelers mag een aanvullend aanbod van audiovisuele mediadiensten alleen aanbieden aan gebruikers die toegang hebben tot het basisaanbod.

Art. 7.2-2. - § 1. De in artikel 7.2-1, § 1, derde lid, bedoelde dienstenverdelers zijn verplicht de volgende lineaire televisiediensten op het tijdstip van uitzending en integraal te verdelen:

1° de door de Regering aangeduide RTBF-diensten waarvan er minstens twee standaard op de eerste twee plaatsen van het basisaanbod van de dienstenverdelers moeten worden gepositioneerd en een derde door de Regering aangeduide RTBF-dienst die standaard bij de eerste negen plaatsen van het basisaanbod van de dienstenverdelers moet worden gepositioneerd;

2° de nabijheidsmediumdienst in zijn dekkingsgebied, die standaard moet worden gepositioneerd bij de eerste vijftien plaatsen van het basisaanbod van de dienstenverdelers;

3° de door de Regering aangeduide diensten van internationale dienstuitgevers in wiens kapitaal de RTBF een deelneming heeft, waaronder TV5Monde die standaard bij de eerste vijftien plaatsen in het basisaanbod van de dienstenverdelers moet worden gepositioneerd;

4° twee diensten van de openbare dienst van de Vlaamse Gemeenschap voor zover de dienstenverdelers van deze Gemeenschap verplicht zijn twee televisiediensten van de RTBF uit te zenden;

5° een of meer diensten van de openbare dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zover de dienstenverdelers van deze Gemeenschap verplicht zijn een of meer televisiediensten van de RTBF uit te zenden.

De in artikel 7.2-1, § 1, derde lid bedoelde dienstenverdelers moeten de volgende niet-lineaire televisiediensten verdelen:

1° de door de Regering aangeduide RTBF-diensten;

2° de diensten, aangeduid door de Regering, van de nabijheidsmedia in hun dekkingsgebied;

3° de diensten, aangeduid door de Regering, van internationale dienstenuitgevers in wiens kapitaal de RTBF een deelneming heeft.

§ 2. De in artikel 7.2-1, § 1, derde lid bedoelde dienstenverdelers moeten, op het tijdstip van uitzending en in hun geheel, de lineaire televisiediensten verdelen van de dienstenuitgevers die op grond van dit decreet zijn aangegeven of vergund en die een recht op verplichte distributie genieten.

§ 3. De in artikel 7.2-1, § 1, derde lid bedoelde dienstenverdelers moeten, op het ogenblik van hun uitzending en in hun geheel, de televisiediensten verdelen die door de Regering van elke dienstenuitgever in de Europese Unie zijn aangeduid en die met die Regering een overeenkomst hebben gesloten betreffende de promotie van de culturele productie in de Franse Gemeenschap en in de Europese Unie, en waarbij met name een financiële bijdrage in deze promotie werd bepaald.

§ 4. De in artikel 7.2-1, § 1, derde lid bedoelde dienstenverdelers zijn verplicht de volgende lineaire auditieve diensten op het tijdstip van uitzending en integraal te verdelen:

1° de RTBF-diensten die in frequentiemodulatie worden uitgezonden;

2° twee diensten van de openbare dienst van de Vlaamse Gemeenschap voor zover de dienstenverdelers van deze Gemeenschap verplicht zijn twee auditieve diensten van de RTBF uit te zenden;

3° een dienst van de openbare dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zover de dienstenverdelers van deze Gemeenschap verplicht zijn een auditieve dienst van de openbare dienst van de Franstalige Gemeenschap uit te zenden.

De in artikel 7.2-1, § 1, derde lid bedoelde dienstenverdelers moeten de door de Regering aangeduide niet-lineaire auditieve diensten van de RTBF verdelen.

Art. 7.2-3. § 1. De dienstenverdelers mogen de volgende televisiediensten op het tijdstip van uitzending en in hun geheel verspreiden:

1° nabijheidsmedia buiten hun dekkinggebied;

2° de diensten van dienstenuitgevers die krachtens dit decreet zijn aangegeven of vergund en die geen recht op verplichte distributie genieten;

3° de diensten van elke dienstenuitgever die in een lidstaat van de Europese Unie is gevestigd;

4° de diensten van elke dienstenuitgever die buiten een lidstaat van de Europese Unie is gevestigd, maar gebruikmaakt van een uplink naar een satelliet die zich in een lidstaat van de Europese Unie bevindt of, bij gebreke daarvan, van satellietcapaciteit die door een lidstaat van de Europese Unie wordt verleend;

5° de diensten van elke dienstenuitgever uit een staat die partij is bij het Europees Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa.

§ 2. De dienstenverdelers mogen op het tijdstip van uitzending en in hun geheel televisiediensten verdelen van dienstenuitgevers die niet in paragraaf 1 zijn bedoeld, die een overeenkomst met de Regering hebben gesloten en door haar zijn aangeduid.

§ 3. De dienstenverdelers mogen op het tijdstip van uitzending en in hun geheel Belgische of buitenlandse auditieve diensten verdelen die zijn uitgegeven door dienstenuitgevers die zijn vergund door de staat waar ze zijn gevestigd.

§ 4. De dienstenverdelers mogen de in dit artikel bedoelde diensten alleen via hetzelfde kanaal verdelen, als ze daartoe toestemming hebben gekregen van de betrokken dienstenuitgevers.

§ 5. De dienstenverdelers mogen ononderbroken muziek, een dienst voor technische informatie en een elektronische programmagids verdelen op twee kanalen.

TITEL III. — Verdeling van audiovisuele mediadiensten via terrestrische digitale hertzgolven

HOOFDSTUK I. — *Televisiediensten*

Art. 7.3.1-1. - De in artikel 8.2.1-19, § 4 tot en met 7 bedoelde netwerkexploitanten worden beschouwd als dienstenverdelers, met uitzondering van de diensten waarvan de verdeling wordt verzorgd door de uitgever van die diensten of door een derde vennootschap die hij heeft aangewezen.

De in het vorige lid bedoelde vennootschappen moeten in alle gevallen aangifte doen overeenkomstig artikel 3.4-1.

HOOFDSTUK II. — *Auditieve diensten*

Art. 7.3.2-1.- De in artikel 8.2.1-12, § 3 tot en met 5 bedoelde netwerkexploitanten worden beschouwd als dienstenverdelers, met uitzondering van de diensten waarvan de verdeling wordt verzorgd door de uitgever van die diensten of door een derde vennootschap die hij heeft aangewezen.

De in het eerste lid bedoelde vennootschappen moeten in alle gevallen aangifte doen overeenkomstig artikel 3.4-1.

TITEL IV. — Verdeling van audiovisuele mediadiensten per satelliet of via elk ander transmissiesysteem dan de kabel en terrestrische digitale hertzgolven

Art. 7.4-1. - Voor zover een significant aantal personen hun netwerken gebruikt als voornaamste middel om audiovisuele mediadiensten te ontvangen, garanderen de in de artikelen 8.2.2-2 en 8.3.1-2 bedoelde netwerkexploitanten de verdeling op hun netwerk op het tijdstip van uitzending en in hun geheel, van de lineaire audiovisuele mediadiensten van de RTBF en van de door de Regering aangeduide lineaire diensten van de internationale dienstenuitgevers in wiens kapitaal de RTBF een deelneming heeft. Bovendien garanderen ze de verdeling op hun netwerk van de door de Regering aangeduide niet-lineaire audiovisuele mediadiensten van de RTBF en van de internationale dienstenuitgevers in wiens kapitaal de RTBF een deelneming heeft.

Deze diensten worden door een dienstenverdelers verleend. Bij ontstentenis moeten de netwerkexploitanten de activiteit van verdeler uitoefenen en de in het eerste lid bedoelde audiovisuele mediadiensten aanbieden.

De eerste twee leden van dit artikel zijn niet van toepassing indien de RTBF zelf de in het eerste lid bedoelde audiovisuele mediadiensten verdeelt op vergelijkbare netwerken als die bedoeld in de artikelen 8.2.2-2 en 8.3.1-2, die haar door de Regering ter beschikking zijn gesteld.

Art. 7.4-2. - § 1. De dienstenverdelers per satelliet of via elk ander transmissiesysteem dan de kabel of terrestrische digitale hertzgolven mogen de volgende televisiediensten op het tijdstip van de uitzending en in hun geheel verdelen:

1° de diensten van elke dienstenuitgever die in een lidstaat van de Europese Unie is gevestigd;

2° de diensten van elke dienstenuitgever die buiten een lidstaat van de Europese Unie is gevestigd, maar gebruikmaakt van een uplink naar een satelliet die zich in een lidstaat van de Europese Unie bevindt of, bij gebreke daarvan, van satellietcapaciteit die door een lidstaat van de Europese Unie wordt verleend;

3° de diensten van elke dienstenuitgever uit een staat die partij is bij het Europese Verdrag inzake grensoverschrijdende televisie van de Raad van Europa.

§ 2. De dienstenverdelers per satelliet of via elk ander transmissiesysteem dan de kabel of terrestrische digitale hertgolven mogen, op het tijdstip van de uitzending en in hun geheel, televisiediensten verdelen van dienstenuitgevers die niet in paragraaf 1 zijn bedoeld, die een overeenkomst met de Regering hebben gesloten en door haar zijn aangeduid.

§ 3. De dienstenverdelers per satelliet of via elk ander transmissiesysteem dan de kabel of terrestrische digitale hertgolven mogen, op het tijdstip van de uitzending en in hun geheel, Belgische of buitenlandse auditieve diensten verdelen die zijn uitgegeven door dienstenuitgevers die zijn vergund door de staat waar ze zijn gevestigd.

TITEL V. — Verdeling van televisiediensten via hetzelfde kanaal

Art. 7.5-1. - Het College voor vergunning en controle kan de RTBF en de uitgevers van lineaire televisiediensten van de Franse Gemeenschap toestaan om:

1° de uitzending van hun diensten te onderbreken met het oog op de uitzending, op dezelfde radiofrequentie of hetzelfde kanaal, van een volledige of gedeeltelijke lineaire televisiedienst van een andere dienstenuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of een andere staat valt;

2° hun lineaire televisiediensten geheel of gedeeltelijk in te voegen in de lineaire televisiedienst van elke andere dienstenuitgever die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of van elke andere staat valt, of de invoeging ervan te aanvaarden.

De betrokken dienstenuitgevers bepalen in onderling overleg de voorwaarden waaronder al hun respectieve lineaire televisiediensten of een deel daarvan op dezelfde radiofrequentie of hetzelfde kanaal mogen worden uitgezonden, en stellen het College voor vergunning en controle daarvan in kennis.

Lineaire televisiediensten of delen van lineaire televisiediensten die door de RTBF of dienstenuitgevers in de Franse Gemeenschap worden geleverd, vallen uitsluitend onder de aansprakelijkheid van die uitgevers.

BOEK VIII. — ELEKTRONISCHECOMMUNICATIENETWERKEN EN -DIENSTEN EN BIJBEHORENDE FACILITEITEN

TITEL I. — Algemene regels voor netwerkexploitanten en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten

HOOFDSTUK I. — *Procedures voor de bepaling en analyse van de relevante markten en de bepaling van de exploitanten met aanmerkelijke marktmacht*

Art. 8.1.1-1. - Na elke publicatie door de Europese Commissie van haar 'Aanbeveling betreffende relevante producten- en dienstenmarkten in de elektronischecommunicatiesector', of indien de omstandigheden in de Franse Gemeenschap dit rechtvaardigen, stelt het College voor vergunning en controle de relevante markten voor elektronischecommunicatienetwerken en -diensten vast, zoveel mogelijk rekening houdend met de aanbeveling en de richtsnoeren van de Europese Commissie inzake marktanalyse en de beoordeling van aanmerkelijke marktmacht.

Onder "relevante markten" wordt verstaan: markten waarvan de kenmerken het opleggen van een of meer van de in Hoofdstuk 3 bedoelde verplichtingen kunnen rechtvaardigen.

Art. 8.1.1-2. - § 1. Na elke vaststelling van de relevante markten analyseert het College voor vergunning en controle de markten om na te gaan of ze van dien aard zijn dat het opleggen van de in hoofdstuk 3 bedoelde verplichtingen gerechtvaardigd is.

Voor een markt kan beschouwd worden dat de oplegging van dergelijke verplichtingen gerechtvaardigd is, wanneer aan alle onderstaande criteria voldaan is:

1° de aanwezigheid van hoge toegangsbelemmeringen die niet van voorbijgaande aard zijn. Deze kunnen een structureel, wettelijk of regulerend karakter hebben;

2° de marktstructuur neigt niet naar een daadwerkelijke mededinging binnen de relevante tijdschijf, rekening houdend met de mededingingssituatie gebaseerd op de infrastructuur en andere factoren die de mededinging beïnvloeden, onafhankelijk van de toegangsbelemmeringen;

3° het mededingingsrecht alleen volstaat niet om het marktfalen in kwestie voldoende te verhelpen.

Wanneer het College voor vergunning en controle een analyse uitvoert van een markt die in de in artikel 8.1.1-1 bedoelde aanbeveling is opgenomen, gaat het ervan uit dat aan punten 1°, 2° en 3° van het tweede lid is voldaan, tenzij het vaststelt dat in de specifieke omstandigheden niet aan een of meer van deze criteria is voldaan.

Wanneer het College voor vergunning en controle de marktanalyse uitvoert, onderzoekt het de ontwikkelingen met het oog op de toekomst bij afwezigheid van een op grond van dit artikel opgelegde regelgeving op de betrokken relevante markt, en rekening houdend met alle volgende punten:

1° marktontwikkelingen die van invloed zijn op de waarschijnlijkheid dat de relevante markt naar een daadwerkelijke mededinging evolueert;

2° alle relevante concurrentiedruk, op groot- en kleinhandelsniveau, ongeacht of dergelijke druk naar verwachting zal uitgaan van elektronischecommunicatienetwerken, elektronischecommunicatiediensten of andere types van diensten of toepassingen die vanuit het oogpunt van de eindgebruiker vergelijkbaar zijn, en ongeacht of dergelijke druk al dan niet binnen de relevante markt valt;

3° andere types van regelgeving of maatregelen die gedurende de hele betrokken tijdschijf zijn opgelegd en betrekking hebben op de relevante markt of een of meer verwante kleinhandelsmarkten, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, verplichtingen die zijn opgelegd overeenkomstig paragraaf 4, tweede lid, 2° en 3°, en de artikelen 8.1.6-1, 8.1.3-58 en 8.1.3-6;

4° de regelgeving opgelegd aan andere relevante markten volgens dezelfde procedures als die bedoeld in dit artikel.

§ 2. Indien het College voor vergunning en controle besluit dat een relevante markt het opleggen van verplichtingen niet rechtvaardigt, of indien niet is voldaan aan de voorwaarden opgesomd in paragraaf 3, mag hetgeen van de in Afdeling 3 bedoelde verplichtingen opleggen of handhaven. Wanneer reeds sectorspecifieke verordenende verplichtingen zijn opgelegd, zal het College voor vergunning en controle deze verplichtingen voor netwerkexploitanten op die relevante markt opheffen.

Het College voor vergunning en controle ziet erop toe dat voor de partijen op wie een dergelijke intrekking van verplichtingen van invloed is, een passende opzeggingstermijn in acht wordt genomen die wordt bepaald door een evenwicht te vinden tussen de noodzaak om te zorgen voor een duurzame overgang voor de begunstigden van die

verplichtingen en de eindgebruikers, de keuze voor de eindgebruikers, en de noodzaak om de regelgeving niet langer aan te houden dan noodzakelijk is. Wanneer het College deze opzeggingstermijn bepaalt, kan het specifieke voorwaarden en opzeggingstermijnen vastleggen met betrekking tot bestaande overeenkomsten inzake toegang.

§ 3. Indien het College voor vergunning en controle vaststelt dat het opleggen van verplichtingen op een relevante markt gerechtvaardigd is, gaat het na welke netwerkexploitant(en) op die markt aanmerkelijke marktmacht heeft (hebben) en legt deze netwerkexploitant(en) de in Hoofdstuk 3 bedoelde verplichtingen op die het geschikt acht, of handhaaft of wijzigt het deze verplichtingen indien ze reeds worden toegepast, indien het van mening is dat het resultaat voor de eindgebruikers niet daadwerkelijk concurrerend zou zijn bij afwezigheid van die verplichtingen.

Een netwerkexploitant wordt geacht een aanmerkelijke marktmacht op een relevante markt te hebben wanneer hij, alleen of samen met anderen, een aan machtspositie gelijkwaardige positie, namelijk een economische kracht, bezit die hem in staat stelt zich in belangrijke mate onafhankelijk van zijn concurrenten, klanten en uiteindelijk consumenten te gedragen.

Wanneer een onderneming aanmerkelijke marktmacht heeft op een specifieke markt, kan ze ook worden aangewezen als onderneming met aanmerkelijke marktmacht op een nauw verwante markt, als de koppelingen tussen beide markten van dien aard zijn dat de marktmacht op de specifieke markt, door een hefboomwerking, zo op de nauw verwante markt kan worden gebruikt dat de marktmacht van de onderneming wordt vergroot. Bijgevolg kunnen maatregelen ter voorkoming van een dergelijke hefboomwerking op de nauw verwante markt worden toegepast in overeenstemming met de artikelen 8.1.3-1, 8.1.3-2 en 8.1.3-3 en 8.1.3-6, en wanneer dergelijke maatregelen onvoldoende blijken, kunnen maatregelen in overeenstemming met de bepalingen van artikel 8.1.3-12 worden opgelegd.

De door het College voor vergunning en controle opgelegde verplichtingen zijn:

- 1° gebaseerd op de aard van het in de marktanalyse vastgestelde probleem;
- 2° evenredig, rekening houdend, waar mogelijk, met de kosten en baten, waarbij de minst ingrijpende manier wordt gekozen om de in de marktanalyse vastgestelde problemen op te lossen;
- 3° gerechtvaardigd in het licht van de volgende doelstellingen:
 - a) de connectiviteit en toegang tot netwerken met zeer hoge capaciteit en elektronische communicatiediensten bevorderen ten behoeve van alle burgers en ondernemingen in de Europese Unie, evenals de penetratie van dergelijke netwerken en diensten;
 - b) de mededinging bij het aanbieden van elektronische communicatienetwerken en -diensten en bijbehorende faciliteiten bevorderen;
 - c) bijdragen tot de ontwikkeling van de interne markt van de Europese Unie;
- 4° opgelegd na de raadpleging overeenkomstig artikel 8.1.2-1.

Op zijn website publiceert het College voor vergunning en controle, voor elke relevante markt, de lijst van exploitanten met aanmerkelijke marktmacht en, voor elke exploitant met aanmerkelijke marktmacht, de lijst van verplichtingen die hem zijn opgelegd.

§ 4. De in de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 en de artikelen 8.1.3-8 en 8.1.3-10 opgesomde verplichtingen mogen niet worden opgelegd aan netwerkexploitanten die niet zijn aangewezen als onderneming met een aanmerkelijke marktmacht op de relevante markt.

In afwijking van het eerste lid:

- 1° kan het College voor vergunning en controle een of meer van de in de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 en in de artikelen 8.1.3-8 en 8.1.3-10 opgesomde verplichtingen opleggen aan netwerkexploitanten die niet zijn aangewezen als ondernemingen met een aanmerkelijke marktmacht, wanneer dat nodig is om internationale verbintenissen na te komen;
- 2° is elke netwerkexploitant verplicht te onderhandelen met een andere netwerkexploitant die om interconnectie verzoekt. Indien geen overeenstemming wordt bereikt, kan het College voor vergunning en controle netwerkexploitanten die de toegang tot eindgebruikers controleren, de verplichting opleggen om hun netwerken onderling te verbinden waar dit nog niet is gebeurd, voor zover dit nodig is om eind-tot-eindverbindingen te waarborgen en hun diensten interoperabel te maken;
- 3° kan het College voor vergunning en controle, op redelijk verzoek, de netwerkexploitanten of eigenaars van kabels en bijbehorende faciliteiten de verplichting opleggen toegang te verlenen tot hun kabels en bijbehorende faciliteiten binnen gebouwen of tot het eerste concentratie- of distributiepunt wanneer dit punt zich buiten het gebouw bevindt, wanneer de duplicatie van deze netwerkelementen economisch inefficiënt of fysiek niet haalbaar is. De opgelegde toegangsvoorwaarden kunnen specifieke regels omvatten betreffende de toegang tot dergelijke netwerkonderdelen en bijbehorende faciliteiten, transparantie en non-discriminatie, evenals betreffende de verdeling van toegangskosten die, in voorkomend geval, aangepast worden om rekening te houden met risicofactoren.

Wanneer het College voor vergunning en controle, in voorkomend geval rekening houdend met de verplichtingen die uit een relevante marktanalyse voortvloeien, besluit dat de overeenkomstig het eerste lid opgelegde verplichtingen geen afdoende oplossing bieden voor de significante en niet-voorbijgaande economische of fysieke belemmeringen voor duplicatie die ten grondslag liggen aan een opkomende of bestaande marktsituatie die de mededingingsresultaten voor de eindgebruikers in aanzienlijke mate beperkt, kan het College de oplegging van dergelijke toegangsverplichtingen op billijke en redelijke voorwaarden uitbreiden tot voorbij het eerste concentratie- of distributiepunt, tot een punt dat volgens hem het dichtst bij de eindgebruikers ligt en waar een voldoende aantal aansluitingen van eindgebruikers kan worden gerealiseerd om commercieel levensvatbaar te zijn voor degenen die toegang vragen. Bij het bepalen hoe ver voorbij het eerste concentratie- of distributiepunt de uitbreiding moet gaan, houdt het College voor vergunning en controle zoveel mogelijk rekening met de relevante richtsnoeren van het Orgaan van Europese regelgevende instanties voor elektronische communicatie, hierna 'BEREC' genoemd.

Het College voor vergunning en controle legt de netwerkexploitanten geen verplichtingen overeenkomstig het tweede lid op wanneer vaststaat:

- a) dat de netwerkexploitant de in artikel 8.1.3-10, § 1 opgesomde kenmerken bezit en aan elke onderneming onder billijke, niet-discriminerende en redelijke voorwaarden een levensvatbaar en vergelijkbaar alternatief aanbiedt om eindgebruikers te bereiken door toegang te bieden tot een netwerk met zeer hoge capaciteit. Het College voor vergunning en controle kan deze vrijstelling uitbreiden naar andere netwerkexploitanten die toegang tot een netwerk met zeer hoge capaciteit aanbieden onder billijke, niet-discriminerende en redelijke voorwaarden;
- b) of dat het opleggen van verplichtingen de economische of financiële levensvatbaarheid van de uitrol van een nieuw netwerk in gevaar zou brengen, met name in het geval van kleinschalige lokale projecten.

In afwijking van punt a) kan het College voor vergunning en controle verplichtingen opleggen aan netwerkexploitanten die voldoen aan de criteria van dat punt, indien het betrokken netwerk door de overheid wordt gefinancierd.

De in het tweede lid, 2° en 3° bedoelde verplichtingen zijn objectief, transparant, evenredig en niet-discriminerend. Het College voor vergunning en controle evalueert de resultaten van deze verplichtingen binnen vijf jaar na de aanneming ervan, evenals de opportuniteit om ze af te schaffen of te wijzigen in het licht van de veranderende omstandigheden. Het College deelt het resultaat van zijn beoordeling mee volgens de in artikel 8.1.2-1 bedoelde procedures.

§ 5. In uitzonderlijke omstandigheden kan het College voor vergunning en controle, wanneer het van oordeel is dat er dringend moet worden opgetreden om de mededinging in stand te houden en de belangen van de gebruikers te beschermen, in afwijking van de in artikel 8.1.2-1 bedoelde procedure onmiddellijk evenredige en voorlopige maatregelen treffen ten aanzien van elke netwerkexploitant. Het College voor vergunning en controle deelt die maatregelen onverwijld volledig met redenen omkleed mee aan de Europese Commissie, het BEREC en de nationale regulerende instanties van de andere lidstaten.

Indien het College voor vergunning en controle deze maatregelen permanent wenst te maken of de aanvankelijke duur ervan wenst te verlengen, wordt de nieuwe beslissing onderworpen aan de procedure bedoeld in artikel 8.1.2-1.

§ 6. Indien het College voor vergunning en controle in een even uitzonderlijk geval voornemens is aan exploitanten die zijn aangewezen als ondernemingen met een aanmerkelijke marktmacht, andere verplichtingen met betrekking tot toegang of interconnectie op te leggen dan deze vermeld in de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 en de artikelen 8.1.3-8 en 8.1.3-10, legt het dit verzoek voor aan de Europese Commissie die, zoveel mogelijk rekening houdend met het advies van het BEREC, een beslissing neemt die het College voor vergunning en controle toestaat of verbiedt dergelijke maatregelen te nemen.

§ 7. Het College voor vergunning en controle onderzoekt de impact van nieuwe marktontwikkelingen, met name op het gebied van handelsovereenkomsten, met inbegrip van mede-investeringsovereenkomsten, die de mededingingsdynamiek beïnvloeden.

Indien deze ontwikkelingen niet significant genoeg zijn om een nieuwe marktanalyse te vereisen, gaat het College voor vergunning en controle onverwijld na of het noodzakelijk is de verplichtingen die zijn opgelegd aan netwerkexploitanten die zijn aangewezen als ondernemingen met een aanmerkelijke marktmacht opnieuw te onderzoeken en eerdere beslissingen te wijzigen, onder meer door verplichtingen in te trekken of nieuwe op te leggen, om te waarborgen dat genoemde verplichtingen aan de in artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid opgesomde voorwaarden blijven voldoen.

§ 8. De marktanalyse en de in dat kader opgelegde verplichtingen blijven van kracht tot de volgende marktanalyse van kracht wordt.

Art. 8.1.1-3. - Voor de toepassing van de artikelen 8.1.1-1 en 8.1.1-2 houdt het College voor vergunning en controle zoveel mogelijk rekening met de door de Europese Commissie gepubliceerde 'Richtsnoeren voor de marktanalyse en de beoordeling van aanmerkelijke marktmacht'. Indien het College verkiest deze richtsnoeren niet te volgen, stelt het de Europese Commissie daarvan in kennis, met vermelding van de motivering van zijn standpunt.

Het College voert een analyse van de relevante markt uit en stelt de Commissie in kennis van het overeenkomstige ontwerp van maatregel volgens de procedure bedoeld in artikel 8.1.2-1:

1° binnen vijf jaar na de aanneming van een eerdere maatregel waarbij het College voor vergunning en controle de relevante markt heeft afgebakend en heeft bepaald welke netwerkexploitanten aanmerkelijke marktmacht hebben; deze termijn van vijf jaar kan uitzonderlijk met maximaal één jaar worden verlengd indien het College voor vergunning en controle de Commissie uiterlijk vier maanden vóór het verstrijken van de termijn van vijf jaar in kennis heeft gesteld van een met redenen omkleed voorstel tot verlenging, en de Commissie binnen een maand na de kennisgeving van de verlenging geen bezwaar daartegen heeft aangetekend;

2° binnen 3 jaar na de aanneming van een herziene aanbeveling betreffende relevante markten voor markten die niet eerder bij de Commissie zijn aangemeld.

Het College voor vergunning en controle dient de Belgische mededingingsautoriteit om advies te vragen over de ontwerpen van maatregelen indien ze betrekking hebben op:

1° de bepaling van de relevante markt overeenkomstig artikel 8.1.1-1;

2° de beoordeling van de criteria bedoeld in artikel 8.1.1-2, § 1, tweede lid;

3° de identificatie van ondernemingen met aanmerkelijke marktmacht, overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 3, eerste lid.

Het College voor vergunning en controle kan de Belgische mededingingsautoriteit raadplegen over andere aangelegenheden in verband met het mededingingsrecht.

Indien de Belgische mededingingsautoriteit geen advies uitbrengt binnen 30 dagen, kan het College voor vergunning en controle de procedure voortzetten zonder het advies van de Belgische mededingingsautoriteit.

Indien het College voor vergunning en controle van oordeel is dat het zijn analyse van de in de aanbeveling geïdentificeerde relevante markt niet binnen de vastgestelde termijn kan voltooien of heeft voltooid, kan het BEREC om bijstand verzoeken bij de voltooiing van de analyse van de relevante markt en de specifieke verplichtingen die moeten worden opgelegd. Met deze bijstand stelt het College voor vergunning en controle de Europese Commissie binnen zes maanden na het verstrijken van de in het tweede lid genoemde termijn in kennis van het ontwerp van maatregel.

Art. 8.1.1-4. § 1. Ondernemingen die elektronischecomunicatienetwerken en -diensten aanbieden, verstrekken alle informatie, met inbegrip van financiële informatie en informatie betreffende de evolutie van netwerken of diensten die gevolgen kunnen hebben voor de relevante markt, die noodzakelijk is voor het College voor vergunning en controle, overeenkomstig artikel 9.1.2-3, § 6. De ondernemingen verstrekken deze informatie onverwijld en op verzoek, in naleving van de termijnen en de mate van detail die door het College voor vergunning en controle worden gevraagd. De door het College voor vergunning en controle gevraagde informatie moet evenredig zijn met wat het voor de vervulling van deze taak nodig heeft.

§ 2. Het College voor vergunning en controle bezorgt de Commissie, op haar met redenen omkleed verzoek, de informatie die ze nodig heeft om haar opdrachten uit te voeren. Het verstrekt ook aan elke andere bevoegde instantie van België of van een andere lidstaat van de Europese Unie en aan het BEREC, op met redenen omkleed verzoek, de informatie die nodig is om hun verantwoordelijkheden krachtens het recht van de Europese Unie na te komen. Indien de verstrekte informatie betrekking heeft op gegevens die eerder door ondernemingen op verzoek van het College voor vergunning en controle zijn meegedeeld, worden deze ondernemingen daarvan in kennis gesteld.

In afwijking van artikel 9.1.5-5 is het College voor vergunning en controle gemachtigd informatie mee te delen die door de ondernemingen als vertrouwelijk wordt beschouwd, mits de ontvangers eerst de bescherming van de vertrouwelijke informatie en zakengeheimen garanderen.

§ 3. Het College voor vergunning en controle mag de Europese Commissie en alle andere bevoegde instanties van België of een andere lidstaat van de Europese Unie en het BEREC verzoeken om informatie die nodig is om zijn taken uit hoofde van dit hoofdstuk uit te voeren. Het waarborgt de vertrouwelijkheid van de hem als zodanig verstrekte informatie.

§ 4. Voor de toepassing van de paragrafen 2 en 3 wordt onder "bevoegde instantie" verstaan: elke bevoegde instantie die optreedt in het kader van de uitvoering van het regelgevingskader voor elektronische communicatie, evenals van het mededingingsrecht en de bepalingen van Boek VIII.

HOOFDSTUK II. — Raadplegingen

Art. 8.1.2-1. - § 1. Behalve in de in artikel 8.1.1-2, § 5 bedoelde gevallen organiseert het College voor vergunning en controle gedurende een periode van ten minste dertig dagen, behalve in uitzonderlijke omstandigheden, een voorafgaande openbare raadpleging om de belanghebbende partijen in de gelegenheid te stellen hun opmerkingen over de in de artikelen 8.1.1-1 en 8.1.1-2 bedoelde ontwerpen van beslissingen kenbaar te maken.

De nadere bepalingen voor de organisatie van deze raadpleging worden door het College voor vergunning en controle in zijn huishoudelijk reglement vastgesteld.

Het College voor vergunning en controle verzekert een permanente toegang tot documenten die openbaar geraadpleegd worden op de website van de Hoge Raad. Het College kan de documenten ook openbaar maken op elk wijze die het nuttig acht.

Tenzij het vertrouwelijke informatie betreft, worden de in het kader van de raadpleging ontvangen bijdragen bekendgemaakt op de website van de Hoge Raad en op elke andere wijze die de Hoge Raad nuttig acht.

§ 2. Na de voormelde openbare raadpleging en onverminderd de overlegprocedures tussen de bevoegde regulerende instanties in België, maakt het College voor vergunning en controle het ontwerp van beslissing en zijn motivering bekend en stuurt deze naar de Commissie en het BEREC die over een termijn van één maand beschikken om hun opmerkingen aan het College voor vergunning en controle kenbaar te maken. Het ontwerp van beslissing wordt ook toegezonden aan de nationale regulerende instanties van andere lidstaten indien de beslissing van invloed zou zijn op de handel tussen de lidstaten. Ze beschikken over een termijn van één maand om hun opmerkingen aan het College voor vergunning en controle mee te delen.

§ 3. Het College voor vergunning en controle houdt zoveel mogelijk rekening met de opmerkingen van de andere nationale regulerende instanties, het BEREC en de Commissie, en neemt vervolgens het definitieve ontwerp van beslissing aan en deelt het mee aan de Commissie.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3, indien het ontwerp van beslissing strekt tot het definiëren van een relevante markt die verschilt van de markten die in de aanbeveling betreffende relevante producten- en dienstenmarkten in de elektronischecommunicatiesector zijn gedefinieerd, of een onderneming aan te merken als een onderneming met aanmerkelijke marktmacht, en indien de Europese Commissie, binnen de in paragraaf 2 bedoelde termijn, het College voor vergunning en controle in kennis stelt van de redenen waarom ze van mening is dat het ontwerp van beslissing een belemmering voor de interne markt opwerpt of indien ze ernstige twijfels heeft omtrent de verenigbaarheid van het ontwerp van beslissing met de wetgeving van de Europese Unie, stelt het College voor vergunning en controle de aanneming van het ontwerp in kwestie met twee maanden uit, te rekenen vanaf het einde van de in paragraaf 2 bedoelde periode.

Indien de Europese Commissie, zoveel mogelijk rekening houdend met het advies van het BEREC, binnen de hierboven vermelde periode van twee maanden beslist de intrekking van het ontwerp van beslissing van het College voor vergunning en controle te eisen, wijzigt het College voor vergunning en controle zijn ontwerp of trekt het dit in binnen zes maanden na de datum van de beslissing van de Europese Commissie. Indien het ontwerp van beslissing wordt gewijzigd, lanceert het College voor vergunning en controle een nieuwe openbare raadpleging overeenkomstig paragraaf 1 en brengt het het ontwerp van beslissing vervolgens opnieuw ter kennis overeenkomstig paragraaf 2.

§ 5. In afwijking van paragraaf 3, indien het ontwerp van beslissing strekt tot het opleggen, wijzigen of opheffen van een verplichting overeenkomstig de artikelen 8.1.1-2, § 4, 2° en 3°, 8.1.3-1, 8.1.3-6, 8.1.3-8 en 8.1.3-12, en indien de Europese Commissie binnen de in paragraaf 2 bedoelde termijn van één maand het College voor vergunning en controle meedeelt om welke redenen ze van mening is dat het ontwerp van maatregel een belemmering voor de interne markt vormt, of waarom ze ernstige twijfels heeft omtrent de verenigbaarheid van het ontwerp van maatregel met het recht van de Europese Unie, stelt het College voor vergunning en controle de aanneming van het betrokken ontwerp van maatregel met drie maanden uit, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de Europese Commissie. Tijdens deze periode van drie maanden werkt het College voor vergunning en controle nauw samen met de Europese Commissie en het BEREC om de meest doeltreffende en passende maatregel vast te stellen in het licht van de doelstellingen bedoeld in artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid, 3°, rekening houdend met de adviezen van de sector en met het oog op de samenhang van de reguleringspraktijken.

Indien het BEREC binnen zes weken na de kennisgeving van de Europese Commissie de ernstige twijfels van de Europese Commissie deelt, kan het College voor vergunning en controle binnen de in het eerste lid genoemde periode van drie maanden ofwel zijn ontwerp van beslissing wijzigen of intrekken, zoveel mogelijk rekening houdend met de kennisgeving van de Europese Commissie en het advies van het BEREC, ofwel zijn ontwerp van beslissing handhaven.

Indien het College voor vergunning en controle zijn ontwerp van beslissing overeenkomstig het tweede lid wijzigt of handhaaft, kan het College voor vergunning en controle pas een definitieve uitspraak doen over het ontwerp van beslissing nadat de Europese Commissie binnen een maand na afloop van de in het eerste lid bedoelde termijn van drie maanden ofwel een aanbeveling heeft gedaan waarin het College voor vergunning en controle wordt verzocht het ontwerp in kwestie te wijzigen of in te trekken, ofwel heeft beslist haar voorbehouden in te trekken, ofwel een beslissing heeft genomen om de intrekking van het ontwerp van beslissing te vragen en wijzigingen voor te stellen indien het ontwerp onder artikel 8.1.1-2, § 4, tweede lid, 3° of artikel 8.1.3-8, § 2 ressorteert, en het BEREC de ernstige twijfels van de Commissie deelt. Na deze termijn wordt de Europese Commissie geacht haar voorbehouden te hebben ingetrokken.

Indien het College voor vergunning en controle zijn ontwerp van beslissing wijzigt op basis van de in het derde lid bedoelde aanbeveling van de Europese Commissie, kan het beslissen een nieuwe openbare raadpleging te houden, zoals bedoeld in paragraaf 1.

Ingeval het College voor vergunning en controle het voorgaande lid niet toepast, brengt het de definitieve beslissing ter kennis van de Europese Commissie en het BEREC binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf de in het derde lid bedoelde beslissing van de Europese Commissie. Indien het College het vierde lid toepast, bedraagt de termijn voor de kennisgeving van de definitieve beslissing één maand vanaf het einde van de nieuwe raadplegingsprocedure.

Indien het College voor vergunning en controle beslist het ontwerp van beslissing niet te wijzigen of in te trekken op basis van de in het derde lid bedoelde aanbeveling van de Europese Commissie, moet het een met redenen omklede motivering geven. In elk stadium van de procedure kan het College voor vergunning en controle beslissen het ontwerp van beslissing in te trekken.

Indien de Europese Commissie een in het derde lid bedoelde beslissing heeft genomen waarin de intrekking van het ontwerp van beslissing wordt geëist en wijzigingen daarop worden voorgesteld, zal het College voor vergunning en controle zijn ontwerp van beslissing wijzigen of intrekken binnen zes maanden na de datum van de beslissing van de Europese Commissie. Indien het ontwerp van beslissing wordt gewijzigd, lanceert het College voor vergunning en controle een nieuwe openbare raadpleging overeenkomstig paragraaf 1 en brengt het ontwerp van beslissing vervolgens opnieuw ter kennis overeenkomstig paragraaf 2.

HOOFDSTUK III. — Verplichtingen en verbintenissen van exploitanten met aanmerkelijke marktmacht

Art. 8.1.3-1. - § 1. Overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 3 kan het College voor vergunning en controle de transparantieplichtingen inzake interconnectie of toegang definiëren op grond waarvan de netwerkexploitanten specifieke informatie, zoals boekhoudkundige informatie, prijzen, technische specificaties, netwerkkenmerken en verwachte netwerkontwikkelingen, evenals de voorwaarden voor levering en gebruik, openbaar moeten maken. Het College voor vergunning en controle kan nader bepalen welke informatie moet worden verstrekt, hoe gedetailleerd die moet zijn en hoe de bekendmaking moet gebeuren.

§ 2. Wanneer een netwerkexploitant onderworpen is aan de in artikel 8.1.3-2 bedoelde non-discriminatieplichtingen, kan het College voor vergunning en controle eisen dat hij een referentieofferte publiceert, die voldoende gedetailleerd is om te verzekeren dat ondernemingen niet moeten betalen voor faciliteiten die niet nodig zijn voor de gevraagde dienst. Ze omvat een beschrijving van de relevante aanbiedingen, uitgesplitst in verschillende elementen naargelang van de marktbehoeften, vergezeld van de overeenstemmende bepalingen en voorwaarden, met inbegrip van de tarieven.

§ 3. Wanneer een netwerkexploitant onderworpen is aan verplichtingen uit hoofde van artikel 8.1.3-4 of 8.1.3-5. betreffende groothandelstoegang tot netwerkinfrastructuren, ziet het College voor vergunning en toezicht toe op de publicatie van een referentieofferte, zoveel mogelijk rekening houdend met de BEREC-richtsnoeren betreffende de minimumcriteria waaraan een referentieofferte moet voldoen, ziet het erop toe dat de essentiële prestatie-indicatoren, waar nodig, en de bijbehorende dienstverleningsniveaus worden gespecificeerd, controleert het deze nauwgezet en ziet het toe op de naleving ervan. Bovendien kan het College, indien nodig, vooraf de desbetreffende financiële sancties bepalen.

Art. 8.1.3-2. - Het College voor vergunning en controle kan overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 3, non-discriminatieplichtingen betreffende interconnectie of toegang opleggen, met name door erop toe te zien dat de netwerkexploitanten gelijkwaardige voorwaarden onder gelijkwaardige omstandigheden toepassen ten aanzien van ondernemingen die vergelijkbare diensten aanbieden, en dat ze aan anderen diensten en informatie leveren onder dezelfde voorwaarden en van dezelfde kwaliteit als die welke ze voor hun eigen diensten of diensten van hun dochterondernemingen of partners verzekeren. Het College kan deze exploitanten de verplichting opleggen producten en toegangsdiensten aan alle ondernemingen, inclusief aan zichzelf, te leveren binnen dezelfde termijnen en onder dezelfde voorwaarden, inclusief wat betreft tarieven en serviceniveaus, en dat met behulp van dezelfde systemen en processen om een gelijkwaardige toegang te waarborgen.

Art. 8.1.3-3. - § 1. Het College voor vergunning en controle kan overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 3, het voeren van gescheiden boekhoudingen opleggen met betrekking tot bepaalde met interconnectie of toegang verband houdende activiteiten.

Het College voor vergunning en controle kan een verticaal geïntegreerde netwerkexploitant verplichten zijn groothandelsprijzen en interne verrekenprijzen transparant te maken, met name om te garanderen dat de in artikel 8.1.3-2 bedoelde non-discriminatieplichting wordt nageleefd of, indien nodig, om onbillijke kruissubsidiëring te voorkomen.

Een door de netwerkexploitant aangeduide erkende bedrijfsrevisor stelt op kosten van de exploitant een verslag op aan de hand waarvan het College voor vergunning en controle kan nagaan of de in het vorige lid bedoelde beslissing is nageleefd. Het College voor vergunning en controle publiceert elk jaar een verklaring over de naleving van deze beslissing.

Het College voor vergunning en controle kan nader bepalen welk model en welke boekhoudkundige methode moeten worden gehanteerd.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle dit nodig acht, kan het, in een met redenen omkleed verzoek, vragen dat alle boekhoudkundige documenten, met inbegrip van gegevens over van derden ontvangen inkomsten, worden overgelegd. Het College voor vergunning en controle bepaalt de termijn waarbinnen de documenten moeten worden overgelegd.

Het College voor vergunning en controle kan deze informatie publiceren voor zover deze informatie bijdraagt tot de totstandkoming van een open en concurrerende markt, in naleving van de voorschriften inzake de vertrouwelijkheid van bedrijfsgegevens.

Art. 8.1.3-4. - Overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 3, kan het College voor vergunning en controle de netwerkexploitanten verplichten in te gaan op redelijke verzoeken om toegang tot en gebruik van civieltechnische werken, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, gebouwen of toegangen tot gebouwen, bekabeling van gebouwen, antennes, torens en andere ondersteuningsconstructies, palen, masten, buizen, leidingen, inspectieputten, mangaten en straatkasten, wanneer het College op basis van de marktanalyse besluit dat het weigeren van toegang of het opleggen van onredelijke toegangsvoorwaarden met eenzelfde effect de ontwikkeling van een door duurzame concurrentie gekenmerkte markt zou belemmeren en niet in het belang van de eindgebruiker zou zijn.

Deze verplichtingen om toegang te verlenen kunnen worden opgelegd ongeacht of de activa waarop de verplichtingen betrekking hebben, volgens de marktanalyse deel uitmaken van de relevante markt, op voorwaarde dat de verplichtingen evenredig en noodzakelijk zijn om de in artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid, 3^o bedoelde doelstellingen te bereiken.

Art. 8.1.3-5. - § 1. Overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 3, kan het College voor vergunning en controle de verplichting opleggen om te voldoen aan redelijke verzoeken om toegang tot netwerkelementen en bijbehorende faciliteiten.

In het bijzonder kan van netwerkexploitanten verlangd worden dat ze:

- 1° derden toegang verlenen tot specifieke fysieke netwerkelementen en bijbehorende faciliteiten, in voorkomend geval met inbegrip van ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk en subnetwerk; onder "aansluitnetwerk" wordt verstaan: een door de transmissiesignalen gebruikt fysiek kanaal dat het netwerkaansluitpunt verbindt met een hoofdverdeler of elke andere vergelijkbare voorziening van het vaste elektronischecomunicatienetwerk;
- 2° derden toegang verlenen tot specifieke actieve of virtuele netwerkelementen en -diensten;
- 3° te goeder trouw onderhandelen met ondernemingen die verzoeken om toegang;
- 4° reeds verleende toegang tot faciliteiten niet intrekken;
- 5° specifieke groothandelsdiensten aanbieden voor doorverkoop door derden;
- 6° open toegang verlenen tot technische interfaces, protocollen of andere kerntechnologieën die onmisbaar zijn voor de interoperabiliteit van diensten of virtuele netwerkdiensten;
- 7° de mogelijkheid tot colocatie of andere vormen van gedeeld gebruik van bijbehorende faciliteiten aanbieden;
- 8° specifieke diensten aanbieden die nodig zijn voor de interoperabiliteit van de aan gebruikers geleverde eind-tot-eind-diensten;
- 9° toegang verlenen tot operationele ondersteuningssystemen of vergelijkbare softwaresystemen die nodig zijn om billijke concurrentie bij het aanbieden van diensten te waarborgen;
- 10° zorgen voor interconnectie van netwerken of netwerkfaciliteiten;
- 11° toegang verschaffen aan verwante diensten zoals identiteit, locatie en presentie-informatiediensten.

In dit kader kan het College voor vergunning en controle die verplichting aan voorwaarden betreffende billijkheid, redelijkheid en opportuniteit onderwerpen.

§ 2. Wanneer het College voor vergunning en controle overweegt een van de in paragraaf 1 bedoelde verplichtingen op te leggen, en in het bijzonder wanneer het overeenkomstig het evenredigheidsbeginsel beoordeelt of en hoe dergelijke verplichtingen moeten worden opgelegd, analyseert het of andere vormen van toegang tot groothandelsinputs op dezelfde of een verwante groothandelsmarkt afdoende zouden zijn om het geconstateerde probleem in het belang van de eindgebruikers op te lossen. Deze analyse omvat commerciële aanbiedingen inzake toegang, gereguleerde toegang op grond van artikel 8.1.1-2, § 4, tweede lid, 2° en 3°, of bestaande dan wel geplande gereguleerde toegang tot andere groothandelsinputs overeenkomstig dit artikel.

Het College neemt meer bepaald de volgende elementen in overweging:

- 1° de technische en economische levensvatbaarheid van het gebruik of de installatie van concurrerende faciliteiten, in het licht van het tempo van de marktontwikkeling, rekening houdend met de aard van en het type van interconnectie of toegang;
- 2° de verwachte technologische ontwikkeling met betrekking tot het ontwerp en beheer van netwerken;
- 3° de noodzaak om technologie-neutraliteit te waarborgen zodat de partijen hun eigen netwerken kunnen ontwerpen en beheren;
- 4° de haalbaarheid van de aangeboden toegangverlening, rekening houdend met de beschikbare capaciteit;
- 5° de door de eigenaar van de faciliteit gedane initiële investering, rekening houdend met de gedane overheidsinvesteringen en de aan de investering inherente risico's, waarbij bijzondere aandacht wordt besteed aan investeringen in netwerken met zeer hoge capaciteit en de daaraan verbonden risiconiveaus;
- 6° de noodzaak om op lange termijn de mededinging in stand te houden, met bijzondere aandacht voor economisch doeltreffende mededinging op basis van de infrastructuur en innovatieve bedrijfsmodellen die bevorderlijk zijn voor duurzame mededinging, zoals de modellen gebaseerd op mede-investeringen in netwerken;
- 7° in voorkomend geval, de intellectuele eigendomsrechten;
- 8° het verlenen van pan-Europese diensten.

Wanneer het College voor vergunning en controle de oplegging van verplichtingen op grond van artikel 8.1.3-4 of van dit artikel in overweging neemt, onderzoekt het of de loutere oplegging van verplichtingen overeenkomstig artikel 8.1.3-4 een evenredig middel is om de mededinging en de belangen van de eindgebruiker te bevorderen.

§ 3. Wanneer het College voor vergunning en controle een onderneming de verplichting oplegt toegang te verlenen overeenkomstig dit artikel, kan het technische of operationele voorwaarden opleggen aan de netwerkoperator of de begunstigten van die toegang, wanneer dat nodig is om de normale werking van het netwerk te garanderen. Verplichtingen om bepaalde technische normen of specificaties te volgen, moeten in overeenstemming zijn met de Europese normen en specificaties.

Art. 8.1.3-6. - § 1. Wat de toegang betreft, kan het College voor vergunning en controle overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 3, en wanneer bovendien uit een marktanalyse blijkt dat de betrokken netwerkexploitant bij gebrek aan daadwerkelijke mededinging de prijzen op een buitensporig hoog peil kan handhaven of de prijzen kan uithollen ten nadele van de eindgebruikers, verplichtingen inzake het terugverdiene van kosten en prijscontrole opleggen, inclusief verplichtingen inzake kostenoriëntering van prijzen en kostentoekeuringssystemen.

Wanneer het College voor vergunning en controle bepaalt of verplichtingen inzake prijscontrole passend zouden zijn, houdt het rekening met de noodzaak om de mededinging te bevorderen en met de belangen van de eindgebruikers op lange termijn gekoppeld aan de uitrol en penetratie van nieuwegeneratienetwerken, en met name van netwerken met zeer hoge capaciteit. Om de exploitant in het bijzonder aan te moedigen met name in nieuwegeneratienetwerken te investeren, houdt het College voor vergunning en controle rekening met de door de exploitant gedane investeringen. Wanneer het College de verplichtingen inzake prijscontrole passend acht, stelt het de exploitant in staat een redelijke opbrengst op een adequaat geïnvesteerd kapitaal te behalen, rekening houdend met eventuele specifieke risico's die aan een bepaald nieuw netwerk investeringsproject verbonden zijn.

Het College voor vergunning en controle neemt in overweging om geen verplichtingen op grond van dit artikel op te leggen of in stand te houden wanneer het vaststelt dat een aantoonbare detailhandelsprijnsbeperking bestaat en dat elke overeenkomstig de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 opgelegde verplichting, met inbegrip van met name een overeenkomstig artikel 8.1.3-2 opgelegde economischerepliceerbaarheidstoets, een effectieve en niet-discriminerende toegang waarborgt.

Wanneer het College voor vergunning en controle het passend acht verplichtingen inzake prijscontrole op te leggen betreffende toegang tot bestaande netwerkelementen, houdt het ook rekening met de voordelen van voorspelbare en stabiele groothandelsprijzen om een efficiënte markttoegang te waarborgen, evenals afdoende stimulansen opdat alle ondernemingen nieuwe en verbeterde netwerken zouden uitrollen.

Wanneer het College voor vergunning en controle de verplichtingen vaststelt die kosten terugverdienmechanismen en tarifieringsmethoden opleggen, streeft het ernaar de uitrol van nieuwe en verbeterde netwerken en de economische efficiëntie te bevorderen, duurzame mededinging te stimuleren en duurzame voordelen voor de eindgebruiker te optimaliseren. In dit verband kan het ook rekening houden met de geldende prijzen op vergelijkbare concurrerende markten.

§ 2. Elke netwerkexploitant die onderworpen is aan een verplichting inzake kostenoriëntering van zijn tarieven, levert het College voor vergunning en controle op verzoek het bewijs dat hij aan deze verplichting heeft voldaan.

Indien een verplichting inzake kostenoriëntering wordt opgelegd aan een netwerkexploitant, zijn de in aanmerking te nemen kosten de kosten verbonden aan een efficiënte dienstverlening, inclusief een redelijk investeringsrendement.

Om de kosten verbonden aan een efficiënte dienstverlening te bepalen, kan het College voor vergunning en controle boekhoudkundige kostenberekeningsmethoden gebruiken die los staan van de door de netwerkoperaator gebruikte methoden.

§ 3. Wanneer de invoering van een kostentoerekeningssysteem verplicht wordt gesteld met het oog op prijscontrole, publiceert het College voor vergunning en controle een beschrijving van dat kostentoerekeningssysteem, waarin ten minste de hoofdcategorieën waarin de kosten worden ingedeeld en de voor de toerekening van de kosten toegepaste regels worden vermeld.

§ 4. Indien het door het College voor vergunning en controle toegepaste kostentoerekeningssysteem dit vereist, wordt de naleving van dit kostentoerekeningssysteem op kosten van de netwerkexploitant gecontroleerd door een door hem aangeduide gecertificeerde bedrijfsrevisor. Het College voor vergunning en controle publiceert elk jaar een verklaring over de naleving van het systeem op basis van de conclusies van het verslag van de bedrijfsrevisor.

Art. 8.1.3-7. - § 1. Wanneer het College voor vergunning en controle besluit dat de passende verplichtingen die zijn opgelegd krachtens de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 er niet in geslaagd zijn daadwerkelijke mededinging tot stand te brengen en dat er grote, blijvende mededingingsproblemen of markttekortkomingen zijn vastgesteld met betrekking tot het aanbod op groothandelniveau op bepaalde markten voor toegangsproducten, kan het, als uitzonderlijke maatregel, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 8.1.1-2, § 6, een verplichting opleggen aan verticaal geïntegreerde ondernemingen om activiteiten die verband houden met het aanbieden van de desbetreffende toegangsproducten op groothandelniveau, in een onafhankelijk opererende bedrijfseenheid te plaatsen.

Die bedrijfseenheid moet toegangsproducten en -diensten leveren aan alle ondernemingen met inbegrip van andere bedrijfseenheden binnen de moedermaatschappij, binnen dezelfde termijnen en onder dezelfde voorwaarden, met inbegrip van de tarieven en serviceniveaus, en door middel van dezelfde systemen en processen.

§ 2. Indien het College voor vergunning en controle voornemens is functionele scheiding verplicht te stellen, moet het hiertoe een verzoek indienen bij de Commissie met:

1° bewijselementen ter rechtvaardiging van de conclusie waartoe het College voor vergunning en controle is gekomen in toepassing van paragraaf 1;

2° een met redenen omklede beoordeling die besluit dat er binnen een redelijke termijn weinig of geen kans is op daadwerkelijke en duurzame op infrastructuur gegronde mededinging;

3° een analyse van het verwachte effect op het College voor vergunning en controle, op de onderneming, met name op de werknemers van de gescheiden onderneming en op de elektronischecomunicatiesector als geheel, en op de stimuli om daarin te investeren, en op andere belanghebbenden, met inbegrip van inzonderheid de verwachte impact op de mededinging op het gebied van infrastructuur en eventuele daaruit voortvloeiende gevolgen voor de consumenten;

4° een analyse van de redenen waarom die verplichting het efficiëntste middel zou zijn om de geïdentificeerde mededingingsproblemen of markttekortkomingen op te lossen.

§ 3. Het ontwerp van maatregel omvat de volgende elementen:

1° de exacte aard en het niveau van scheiding, waarbij met name de rechtsstatus van de afzonderlijke bedrijfseenheid wordt vermeld;

2° de identificatie van de activa van de afzonderlijke bedrijfseenheid en de producten of diensten die door die eenheid moeten worden geleverd;

3° de beheerbepalingen bedoeld om de onafhankelijkheid van het personeel dat in dienst is bij de afzonderlijke bedrijfseenheid, en de dienovereenkomstige stimulerende structuur te verzekeren;

4° de regels om de naleving van de verplichtingen te verzekeren;

5° de regels om de transparantie van de operationele procedures te verzekeren, in het bijzonder voor andere belanghebbenden;

6° een toezichtprogramma bedoeld om de naleving van de verplichtingen te verzekeren, met inbegrip van de publicatie van een jaarverslag.

§ 4. Naar aanleiding van de beslissing van de Europese Commissie voert het College voor vergunning en controle een gecoördineerde analyse uit van de verschillende markten die verbonden zijn met het toegangsnetwerk, overeenkomstig de marktanalyseprocedure bedoeld in artikel 8.1.1-1 en volgende. Op basis van die analyse moet het College voor vergunning en controle verplichtingen opleggen, handhaven, wijzigen of intrekken overeenkomstig artikel 8.1.2-1.

§ 5. Een onderneming waarop functionele scheiding is opgelegd, kan worden onderworpen aan elke in de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 bedoelde verplichting op elke specifieke markt waar ze is aangewezen als onderneming met aanmerkelijke marktmacht overeenkomstig artikel 8.1.1-2 of elke andere verplichting die door de Europese Commissie is goedgekeurd overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 6.

§ 6. Verticaal geïntegreerde ondernemingen die overeenkomstig artikel 8.1.1-2 zijn aangewezen als ondernemingen met aanmerkelijke marktmacht op een of meer relevante markten, kunnen op vrijwillige basis overgaan tot functionele scheiding. Ze moeten het College voor vergunning en controle ten minste drie maanden vooraf in kennis stellen van hun voornemen om hun plaatselijke toegangsnetwerkactiva of een belangrijk deel ervan over te dragen aan een afzonderlijke rechtseenheid die eigendom is van een derde of om een afzonderlijke bedrijfseenheid op te richten om aan alle kleinhandelaars, met inbegrip van de eigen kleinhandelafdelingen, volstrekt equivalente toegangsproducten te verstrekken. Elke wijziging van een dergelijk voornemen en het eindresultaat van het scheidingsproces moeten ook ter kennis worden gebracht van het College voor vergunning en controle.

Die ondernemingen kunnen ook verbintenissen inzake toegangsvoorwaarden voorstellen die van toepassing zullen zijn op hun netwerk tijdens een implementatieperiode nadat de voorgestelde vorm van de scheiding is geïmplementeerd, om effectieve en niet-discriminerende toegang door derden te waarborgen. Het verbintenissenvoorstel is voldoende gedetailleerd, met name wat betreft het tijdschema voor de implementatie en de looptijd, om het College voor vergunning en controle in staat te stellen zijn taken overeenkomstig paragraaf 7 uit te voeren. Dergelijke verbintenissen kunnen een langere periode bestrijken dan de maximale periode voor marktanalyses bedoeld in artikel 8.1.2-1.

§ 7. Na de kennisgeving van een vrijwillige scheiding als bedoeld in § 6, beoordeelt het College voor vergunning en controle de effecten van de voorgestelde transactie, evenals de eventuele voorgestelde verbintenissen, op de bestaande wettelijke verplichtingen. Daartoe voert het College voor vergunning en controle een gecoördineerde analyse uit van de verschillende markten die verbonden zijn met het toegangsnetwerk, overeenkomstig de marktanalyseprocedure bedoeld in artikel 8.1.1-1 en volgende.

Het College voor vergunning en controle neemt elke door de onderneming voorgestelde verbintenis in acht en raadpleegt derden, in het bijzonder derden voor wie de beoogde transactie directe invloed heeft, overeenkomstig de in artikel 8.1.2-1, § 1 bedoelde procedure.

Op basis van die analyse moet het College voor vergunning en controle verplichtingen opleggen, handhaven, wijzigen of intrekken, overeenkomstig de in artikel 8.1.2-1 bedoelde procedure, waarbij in voorkomend geval artikel 8.1.3-10 wordt toegepast. In zijn beslissing kan het College de verbintenissen geheel of gedeeltelijk bindend verklaren voor de gehele periode waarvoor ze zijn aangeboden. In voorkomend geval ziet het College toe op de uitvoering van de bindend verklaarde verbintenissen en gaat het na of ze moeten worden verlengd na het verstrijken van de periode waarvoor ze oorspronkelijk waren voorgesteld.

Wanneer de voorgestelde verbintenissen niet afdoende zijn om de in artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid, 3°, c) bedoelde doelstellingen te bereiken, kan de juridisch of operationeel gescheiden bedrijfseenheid die overeenkomstig artikel 8.1.1-2 is aangewezen als een entiteit met een aanmerkelijke marktmacht op een specifieke markt, worden onderworpen aan alle in de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 bedoelde verplichtingen of aan elke andere verplichting die door de Commissie overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 6, wordt toegestaan.

Art. 8.1.3-8. - § 1. Netwerkexploitanten van wie is vastgesteld dat ze aanmerkelijke marktmacht hebben op een of meer relevante markten, kunnen overeenkomstig de in artikel 8.1.3-9 beschreven procedure en met inachtneming van het tweede lid van deze paragraaf verbintenissen voorstellen om de uitrol van een nieuw netwerk met zeer hoge capaciteit, bestaande uit glasvezelelementen tot in de gebouwen van de eindgebruiker of tot het basisstation, open te stellen voor mede-investering.

Bij de beoordeling van deze verbintenissen stelt het College voor goedkeuring en vergunning met name vast of het aanbod tot mede-investering aan alle onderstaande voorwaarden voldoet:

1° het aanbod wordt te goeder trouw gedaan en staat open voor elke onderneming gedurende de levensduur van het netwerk aangelegd in het kader van een mede-investeringsaanbod op niet-discriminerende basis;

2° het aanbod biedt de mede-investeerders de mogelijkheid om daadwerkelijk en duurzaam te concurreren in downstreammarkten waarop de als onderneming met aanmerkelijke marktmacht aangewezen onderneming actief is, met name onder de volgende voorwaarden:

a) aan alle ondernemingen worden billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden geboden om aan de mede-investeringsovereenkomst deel te nemen, afhankelijk van het tijdstip waarop ze toetreden, met name wat betreft de financiële tegenprestatie die wordt verlangd voor de verwerving van specifieke rechten, de bescherming die deze rechten de mede-investeerders bieden, zowel gedurende de bouwfase, als gedurende de operationele fase. Niet-discriminerende voorwaarden houden in deze context niet in dat aan alle potentiële mede-investeerders exact dezelfde voorwaarden, met inbegrip van financiële voorwaarden, worden aangeboden, maar wel dat alle verschillen tussen de voorgestelde voorwaarden gerechtvaardigd zijn op basis van dezelfde objectieve, transparante, niet-discriminerende en voorspelbare criteria;

b) het aanbod maakt een zekere flexibiliteit mogelijk wat betreft de waarde en looptijd van de deelname van elke mede-investeerder. Bij de vaststelling van de door elke mede-investeerder te leveren financiële bijdrage moet rekening worden gehouden met het feit dat vroege investeerders grotere risico's lopen en eerder kapitaal inbrengen;

c) de mogelijkheid om die deelname in de toekomst uit te breiden. Een geleidelijk toenemende premie wordt als gerechtvaardigd beschouwd voor verbintenissen die in een later stadium worden aangegaan en voor nieuwe mede-investeerders die instappen in de mede-investering nadat het project van start is gegaan, zodat rekening wordt gehouden met afnemende risico's en wordt voorkomen dat er prikkels uitgaan om kapitaal niet in een vroeg stadium in te brengen;

d) de overeenkomst betreffende de mede-investering staat toe dat mede-investeerders verkregen rechten overdragen aan andere mede-investeerders of aan derden die bereid zijn partij te worden bij de overeenkomst betreffende de mede-investering, mits de overnemende partij verplicht wordt om alle in het kader van de overeenkomst betreffende de mede-investering aan de overdragende partij opgelegde oorspronkelijke verplichtingen na te leven;

e) de mede-investeerders verlenen elkaar onder billijke en redelijke voorwaarden wederzijdse rechten met het oog op toegang tot de infrastructuur waarop de mede-investering betrekking heeft, met als doel het aanbieden van downstreamdiensten, inclusief aan eindgebruikers, overeenkomstig transparante voorwaarden die transparant zijn vastgelegd in de aanbieding betreffende mede-investeringen en de daaropvolgende overeenkomst, met name indien de mede-investeerders individueel en afzonderlijk verantwoordelijk zijn voor de implementatie van specifieke onderdelen van het netwerk. Indien een mede-investeringsvehikel wordt gecreëerd, voorziet dit, direct of indirect, in toegang tot het netwerk voor alle mede-investeerders, op basis van de gelijkwaardigheid van inputs en onder billijke en redelijke voorwaarden, met inbegrip van financiële voorwaarden waarin rekening is gehouden met de verschillende risiconiveaus die de afzonderlijke mede-investeerders aanvaarden;

3° de onderneming maakt het aanbod tijdig bekend en, indien de onderneming niet beschikt over de in artikel 8.1.3-10, § 1 vermelde kenmerken, ten minste zes maanden voor de uitrol van het nieuwe netwerk; die periode kan naargelang van omstandigheden worden verlengd. Deze bekendmaking voldoet aan de volgende voorwaarden:

a) het aanbod is beschikbaar en gemakkelijk herkenbaar op de website van de onderneming die is aangewezen als onderneming met aanmerkelijke marktmacht;

b) de volledige voorwaarden, inclusief alle bijzonderheden, worden onverwijld ter beschikking gesteld van alle potentiële bidders die belangstelling voor het aanbod hebben, met inbegrip van de rechtsvorm van de overeenkomst betreffende mede-investering en, indien relevant, de belangrijkste governancevoorschriften van het mede-investeringsvehikel;

c) het proces, waaronder het stappenplan voor de oprichting en ontwikkeling van het mede-investeringsproject, wordt van tevoren vastgesteld, wordt op duidelijke wijze schriftelijk aan alle potentiële mede-investeerders uiteengezet, en alle significante mijlpalen worden op niet-discriminerende wijze aan alle ondernemingen meegedeeld;

4° toegangsvragende partijen die niet deelnemen aan de mede-investering, kunnen vanaf het begin profiteren van dezelfde kwaliteit, snelheid en voorwaarden en hetzelfde eindgebruikersbereik als beschikbaar vóór de uitrol, samen met een mechanisme van aanpassing in de tijd dat door het College voor vergunning en controle wordt bevestigd in het licht van de ontwikkelingen op de relevante kleinhandelsmarkten, en dat de prikkels voor het deelnemen aan de mede-investeringen in stand houdt; dat mechanisme verzekert dat toegangsvragende partijen toegang krijgen tot de elementen met zeer hoge capaciteit van het netwerk, zulks op een tijdstip en op basis van transparante en niet-discriminerende voorwaarden die passen bij de risiconiveaus waaraan de diverse mede-investeerders in verschillende stadia van de uitrol zijn blootgesteld en met inachtneming van de mededingingscontext op de kleinhandelsmarkten;

5° met de aanbieding betreffende mede-investeringen wordt een duurzame investering gewaarborgd waarmee tegemoet kan worden gekomen aan toekomstige behoeften, doordat nieuwe netwerkelementen worden geïmplementeerd die significant bijdragen tot de implementatie van netwerken met een zeer hoge capaciteit.

Het College voor vergunning en controle kan aanvullende criteria in overweging nemen voor zover ze noodzakelijk zijn om de toegankelijkheid van potentiële investeerders voor mede-investering te waarborgen, rekening houdend met de specifieke plaatselijke omstandigheden en marktstructuur. De aanvullende criteria die door het College voor vergunning en controle worden overwogen, moeten vooraf door de Regering worden goedgekeurd.

Bij zijn beoordeling houdt het College voor vergunning en controle zoveel mogelijk rekening met de BEREC-richtsnoeren inzake de bevordering van de consistente toepassing van de hierboven genoemde voorwaarden door de nationale regulerende instanties en met de criteria waaraan een netwerk moet voldoen om te worden beschouwd als een netwerk met zeer hoge capaciteit.

§ 2. Indien het College voor vergunning en controle, rekening houdend met de resultaten van de overeenkomstig artikel 8.1.3-9, § 2 uitgevoerde markttoets, besluit dat de aangeboden mede-investeringsverbintenis voldoet aan de in paragraaf 1 gestelde voorwaarden, maakt het College deze verbintenis bindend overeenkomstig artikel 8.1.3-9, § 3, en legt geen extra verplichtingen op overeenkomstig artikel 8.1.1-2 met betrekking tot de elementen van het nieuwe netwerk met zeer hoge capaciteit waarop de verbintenis betrekking heeft, indien ten minste één potentiële mede-investeerder een mede-investeringsovereenkomst met de als onderneming met aanmerkelijke marktmacht aangewezen onderneming heeft gesloten.

Het eerste lid doet geen afbreuk aan de regelgeving betreffende omstandigheden die niet voldoen aan de voorwaarden van paragraaf 1, rekening houdend met de resultaten van een eventueel overeenkomstig artikel 8.1.3-9, § 2 uitgevoerde markttoets, maar die de mededinging beïnvloeden en in aanmerking worden genomen voor de toepassing van artikel 8.1.1-2.

In afwijking van het eerste lid kan het College voor vergunning en controle in naar behoren gerechtvaardigde omstandigheden, overeenkomstig de artikelen 8.1.1-2 tot en met 8.1.3-6 oplossingen opleggen, in stand houden of aanpassen met betrekking tot nieuwe netwerken met zeer hoge capaciteit, om significante problemen met de mededinging op specifieke markten op te lossen indien het College constateert dat die problemen met de mededinging, rekening houdend met de bijzondere eigenschappen van die markten, anders niet zouden worden opgelost.

§ 3. Het College voor vergunning en controle gaat doorlopend na of de in paragraaf 1 opgesomde voorwaarden worden nageleefd en kan de onderneming die is aangewezen als een onderneming met aanmerkelijke marktmacht, ertoe verplichten jaarlijkse nalevingsverklaringen in te dienen.

Dit artikel doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van het College voor vergunning en controle om beslissingen te nemen krachtens artikel 8.1.4-1, § 1, ingeval zich een geschil voordoet tussen ondernemingen in verband met een overeenkomst inzake mede-investeringen waarvan het oordeelt dat ze aan in de paragraaf 1 genoemde voorwaarden voldoet.

Art. 8.1.3-9. - § 1. Netwerexploitanten die zijn aangewezen als ondernemingen met een aanmerkelijke marktmacht kunnen aan het College voor vergunning en controle verbintenissen voorstellen in verband met de voor hun netwerken geldende voorwaarden voor toegang of mede-investeringen, of beide.

Het verbintenisenaanbod is voldoende gedetailleerd, onder meer wat betreft de planning en reikwijdte van de implementatie en duur ervan, om het College voor vergunning en controle in staat te stellen zijn beoordeling op grond van paragraaf 2 van dit artikel uit te voeren. Dergelijke verbintenissen kunnen een langere periode bestrijken dan de maximale periodes voor marktanalyses bedoeld in artikel 8.1.2-1.

§ 2. Om op grond van paragraaf 1 de door een onderneming aangeboden verbintenissen te beoordelen, zal het College voor vergunning en controle, tenzij die verbintenissen duidelijk niet aan een of meer desbetreffende voorwaarden of criteria voldoen, een markttoets uitvoeren, met name betreffende de aangeboden voorwaarden, door het organiseren van een openbare raadpleging van belanghebbende partijen, met name derde partijen die rechtstreekse gevolgen ondervinden. Mogelijke mede-investeerders of toegangsvragende partijen kunnen zich uitspreken over de conformiteit van de aangeboden verbintenissen met de voorwaarden van artikel 8.1.1-2, § 1, laatste lid, artikel 8.1.3-8 of artikel 8.1.3-7, § 6 en 7, al naargelang van het geval, en kunnen wijzigingen voorstellen.

Wat betreft de krachtens dit artikel aangeboden verbintenissen houdt het College voor vergunning en controle bij het beoordelen van de verplichtingen op grond van artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid in het bijzonder rekening met:

1° bewijselementen inzake de billijke en redelijke aard van de aangeboden verbintenissen;

2° de openstelling van de verbintenissen voor alle marktdeelnemers;

3° de tijdige beschikbaarheid van toegang onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden, onder meer tot netwerken met zeer hoge capaciteit, voordat aanverwante kleinhandelsdiensten worden aangeboden;

4° de algemene mate waarin de aangeboden verbintenissen duurzame mededinging op downstreammarkten mogelijk maken en de uitrol en ingebruikneming van netwerken met zeer hoge capaciteit in samenwerkingsverband faciliteren ten behoeve van de eindgebruikers.

Rekening houdend met alle standpunten die tijdens de raadpleging naar voren zijn gebracht en met de mate waarin deze standpunten representatief zijn voor de verschillende belanghebbenden, deelt het College voor vergunning en controle de onderneming die is aangewezen als onderneming met aanmerkelijke marktmacht zijn voorlopige conclusies mee over de vraag of de voorgestelde verbintenissen voldoen aan de doelstellingen, criteria en procedures opgesomd in dit artikel en in artikel 8.1.1-2, § 1, laatste lid, artikel 8.1.3-8 of artikel 8.1.3-7, § 6 en 7, al naargelang van het geval, en onder welke voorwaarden het College kan overwegen de verbintenissen bindend te

verklaren. De onderneming kan haar oorspronkelijke aanbod herzien om rekening te houden met de voorlopige conclusies van de nationale regulerende instantie en om te voldoen aan de criteria van dit artikel en van artikel 8.1.1-2, § 1, laatste lid, artikel 8.1.3-8 of artikel 8.1.3-7, § 6 en 7, al naargelang van het geval.

§ 3. Onverminderd artikel 8.1.3-8, § 2, eerste lid kan de nationale regulerende instantie de beslissing nemen om de verbintenissen geheel of gedeeltelijk bindend te maken.

In afwijking van artikel 8.1.2-1 kan de nationale regulerende instantie de verbintenissen geheel of gedeeltelijk bindend verklaren voor een specifieke periode, die kan samenvallen met de hele periode waarvoor het aanbod geldt, en in het geval van mede-investeringsafspraken die op grond van artikel 8.1.3-8, § 2, eerste lid bindend zijn gemaakt, maakt ze deze bindend voor een periode van minimaal zeven jaar.

Onder voorbehoud van artikel 8.1.3-8 doet dit artikel geen afbreuk aan de toepassing van de marktanalyseprocedure en het opleggen van verplichtingen overeenkomstig artikel 8.1.1-1 en volgende.

Wanneer het College voor vergunning en controle verbintenissen bindend maakt, beoordeelt het, overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 7, de gevolgen van deze beslissing voor de evolutie van de markt en de gepastheid van elke verplichting die het heeft opgelegd of die het, bij ontstentenis van deze verbintenissen, zou hebben overwogen op te leggen krachtens genoemd artikel of de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6. Wanneer het College voor vergunning en controle op grond van artikel 8.1.1-2, § 3, kennis geeft van het betrokken ontwerp van maatregel, overeenkomstig artikel 8.1.2-1, doet het College het ontwerp van maatregel waarvan het kennis geeft vergezeld gaan van de beslissing met betrekking tot de verbintenissen.

§ 4. Het College voor vergunning en controle ziet toe op, controleert en waarborgt de naleving van de verbintenissen die het bindend heeft gemaakt, op dezelfde wijze waarop het toeziet, controleert en waarborgt dat de krachtens artikel 8.1.1-2 opgelegde verplichtingen worden nageleefd, en onderzoekt of ze moeten worden verlengd bij het verstrijken van de periode waarvoor ze bindend zijn verklaard. Wanneer het College voor vergunning en controle besluit dat een onderneming niet heeft voldaan aan de bindend gemaakte verbintenissen, kan het die onderneming sancties opleggen overeenkomstig artikel 9.2.2-1. Het College voor vergunning en controle kan de overeenkomstig artikel 8.1.1-2, § 7 opgelegde verplichtingen opnieuw beoordelen.

Art. 8.1.3-10. - § 1. Wanneer het College voor vergunning en controle een netwerkexploitant die niet op een kleinhandelsmarkt aanwezig is, aanwijst als een netwerkexploitant met aanmerkelijke marktmacht op een of meer groothandelsmarkten overeenkomstig artikel 8.1.1-2, onderzoekt het of de genoemde netwerkexploitant over de volgende kenmerken beschikt:

1° alle vennootschappen en economische entiteiten binnen de onderneming, alle ondernemingen die onder zeggenschap staan van, maar niet noodzakelijk volledig in het bezit zijn van dezelfde uiteindelijke eigenaar, en elke aandeelhouder die in een positie verkeert om zeggenschap uit te oefenen over de onderneming, zijn momenteel enkel actief op groothandelsmarkten, en beogen dat ook in de toekomst te doen, en ontplooiën dus geen activiteiten op een kleinhandelsmarkt die in de Unie aan eindgebruikers worden verstrekt;

2° de onderneming is niet gebonden aan een enkele en afzonderlijke downstream actieve onderneming die activiteiten ontplooit op een kleinhandelsmarkt voor eindgebruikers, op grond van een exclusieve overeenkomst of een overeenkomst die feitelijk neerkomt op een exclusieve overeenkomst.

§ 2. Indien het College voor vergunning en controle besluit dat aan de voorwaarden van paragraaf 1 is voldaan, mag het de netwerkexploitant alleen verplichtingen uit hoofde van de artikelen 8.1.3-2 en 8.1.3-5 of verplichtingen betreffende eerlijke en redelijke tarieven opleggen indien dit gerechtvaardigd is op basis van een marktanalyse, inclusief een prospectieve beoordeling van het waarschijnlijke gedrag van de netwerkexploitant die is aangewezen als onderneming met aanmerkelijke marktmacht.

§ 3. Het College voor vergunning en controle kan de overeenkomstig dit artikel aan de netwerkexploitant opgelegde verplichtingen op elk moment heroverwegen indien het besluit dat niet langer aan de in paragraaf 1 genoemde voorwaarden is voldaan, en past, in voorkomend geval, de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-5 toe. De netwerkexploitanten stellen de nationale regulerende instantie onverwijld in kennis van elke relevante wijziging in de situatie met betrekking tot de punten 1° en 2° van paragraaf 1.

§ 4. Het College voor vergunning en controle kan de uit hoofde van dit artikel aan de netwerkexploitant opgelegde verplichtingen eveneens heroverwegen indien het, op basis van bewijselementen betreffende de door de netwerkexploitant aan zijn downstream afnemers aangeboden voorwaarden, besluit dat er ten nadele van de eindgebruikers mededingingsproblemen zijn ontstaan of dreigen te ontstaan die het opleggen van een of meer van de in artikelen 8.1.3-1, 8.1.3-3, 8.1.3-4 of 8.1.3-6 genoemde verplichtingen of de wijziging van de overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel opgelegde verplichtingen noodzakelijk maken.

§ 5. Het opleggen van verplichtingen en de heroverweging daarvan overeenkomstig dit artikel worden uitgevoerd in overeenstemming met de in de artikel 8.1.2-1 bedoelde procedures.

Art. 8.1.3-11. - § 1. Netwerkexploitanten die zijn aangewezen als onderneming met een aanmerkelijke marktmacht op een of meer relevante markten stellen het College voor vergunning en controle vooraf en tijdig in kennis van het moment waarop ze voornemens zijn delen van het netwerk, met inbegrip van de historische infrastructuur nodig voor de exploitatie van een kopernetwerk, waarop de verplichtingen van de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-10 van toepassing zijn, buiten bedrijf te stellen of door nieuwe infrastructuur te vervangen.

§ 2. Het College voor vergunning en controle ziet erop toe dat de buitenbedrijfstellings- of vervangingsprocedure transparante tijdschema's en voorwaarden omvat, inclusief een passende opzeggingstermijn voor de overgang, en stelt vast dat zo nodig alternatieve producten van ten minste vergelijkbare kwaliteit beschikbaar zijn die toegang verstrekken tot de opgevoerde netwerkinfrastructuur die in de plaats komt van de vervangen elementen, om de mededinging en de rechten van de eindgebruikers zeker te stellen.

Voor activa die voor buitenbedrijfstelling of vervanging worden voorgesteld, kan het College voor vergunning en controle de verplichtingen intrekken nadat het zich ervan heeft vergewist dat de netwerkexploitant:

1° passende voorwaarden voor de migratie heeft vastgesteld, met name door een vervangend toegangsproduct beschikbaar te stellen met een kwaliteit die ten minste vergelijkbaar is met die welke beschikbaar is wanneer gebruik wordt gemaakt van de historische infrastructuur, waardoor toegangvragende partijen dezelfde eindgebruikers kunnen bereiken;

2° en heeft voldaan aan de voorwaarden en de procedure die overeenkomstig dit artikel ter kennis zijn gebracht van het College voor vergunning en controle.

Deze intrekking van verplichtingen wordt uitgevoerd volgens de in artikel 8.1.2-1 bedoelde procedures.

Art. 8.1.3-12. - Het College voor vergunning en controle kan passende wettelijke verplichtingen opleggen aan ondernemingen aangewezen als ondernemingen met aanmerkelijke marktmacht op een bepaalde kleinhandelsmarkt, wanneer het College voor vergunning en controle op basis van een overeenkomstig artikel 8.1.1-2 uitgevoerde marktanalyse vaststelt dat een bepaalde kleinhandelsmarkt, bepaald overeenkomstig artikel 8.1.1-1, niet daadwerkelijk concurrerend is en besluit dat de krachtens de artikelen 8.1.3-1 tot en met 8.1.3-6 opgelegde verplichtingen niet zouden leiden tot de verwezenlijking van de in artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid, 3° beschreven doelstellingen.

De krachtens dit artikel opgelegde verplichtingen zijn gebaseerd op de aard van het geconstateerde probleem en zijn evenredig en gerechtvaardigd in het licht van de doelstellingen bedoeld in artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid, 3°. Ze kunnen inhouden dat de aangewezen ondernemingen geen buitensporige prijzen mogen vragen, de toegang tot de markt niet mogen belemmeren, de mededinging niet mogen beperken door middel van afbraakprijzen, geen ongegronde voorkeur voor bepaalde eindgebruikers aan de dag mogen leggen en diensten niet op een onredelijke wijze mogen bundelen. Het College voor vergunning en controle kan dergelijke ondernemingen passende kleinhandelsprijsplafonds opleggen, evenals verplichtingen om individuele tarieven te controleren of verplichtingen om de tarieven af te stemmen op de kosten of prijzen op vergelijkbare markten, om de belangen van de eindgebruiker te beschermen en tegelijkertijd daadwerkelijke mededinging te stimuleren.

Het College voor vergunning en controle ziet erop toe dat, indien een onderneming aan regelgeving inzake kleinhandelstarieven of andere desbetreffende kleinhandelscontroles is onderworpen, de noodzakelijke en passende kostentoe rekeningssystemen worden toegepast. Het College voor vergunning en controle kan het te gebruiken boekhoudformaat en de te gebruiken methodologieën nader bepalen. De naleving van het kostentoe rekeningssysteem wordt gecontroleerd door een onafhankelijk bevoegd orgaan. Het College voor vergunning en controle ziet erop toe dat jaarlijks een verklaring van overeenstemming wordt gepubliceerd.

HOOFDSTUK IV. — *Geschillen*

Art. 8.1.4-1. - § 1. Wanneer een geschil in verband met de verplichtingen ontstaat tussen ondernemingen die elektronischecommunicatienetwerken of -diensten aanbieden met betrekking tot de verplichtingen bedoeld in dit hoofdstuk, of tussen deze ondernemingen en andere ondernemingen die deze verplichtingen genieten, neemt het College voor vergunning en controle, op verzoek van een van de partijen, een bindende beslissing om het geschil te beslechten, en wel zo spoedig mogelijk op basis van een duidelijke en doeltreffende procedure, en uiterlijk binnen vier maanden, behoudens uitzonderlijke omstandigheden. Tijdens de procedure moeten de partijen hun volledige medewerking verlenen aan het College voor vergunning en controle.

Het College voor vergunning en controle neemt zijn beslissing met het oog op de realisatie van de doelstellingen bedoeld in artikel 8.1.1-2, § 3, vierde lid, 3°.

De beslissing van het College voor vergunning en controle wordt aan de partijen meegedeeld met een volledige uiteenzetting van de redenen waarop de beslissing gegrond is en wordt bekendgemaakt, rekening houdend met de eisen verbonden aan de vertrouwelijkheid van commerciële informatie.

§ 2. Wat betreft de in dit hoofdstuk bedoelde verplichtingen kan, wanneer een geschil ontstaat tussen ondernemingen die elektronischecommunicatienetwerken of -diensten aanbieden en die in verschillende lidstaten van de Europese Unie gevestigd zijn, elke partij het geschil voorleggen aan het College voor vergunning en controle of aan de regulerende instanties van andere betrokken lidstaten.

Indien het geschil van invloed is op de handel tussen de lidstaten, stelt het College voor vergunning en controle het BEREK in kennis van het geschil. Behalve in uitzonderlijke omstandigheden brengt het BEREK binnen een termijn van maximaal 4 maanden advies uit over de specifieke maatregelen die moeten worden toegepast. Het College voor vergunning en controle mag geen beslissing nemen voordat het BEREK advies heeft uitgebracht. De door het College voor vergunning en controle genomen maatregelen moeten zoveel mogelijk rekening houden met het advies en moeten binnen een maand na dit advies aan de onderneming worden opgelegd.

In afwijking daarvan kan het College voor vergunning en controle in uitzonderlijke omstandigheden, wanneer er dringend moet worden opgetreden om de mededinging in stand te houden en de belangen van de eindgebruikers te beschermen, op verzoek van de partijen of op eigen initiatief voorlopige maatregelen aannemen voordat het advies van het BEREK is ontvangen.

Deze paragraaf is niet van toepassing op geschillen in verband met de coördinatie van het radiospectrum.

§ 3. *Paragrafen 1 en 2 vormen geen beletsel voor het instellen van een beroep bij een rechterlijke instantie.*

HOOFDSTUK V. — *Specifieke boekhoudregels van toepassing op netwerkexploitanten en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten*

Art. 8.1.5-1. - Met uitzondering van de RTBF stellen netwerkexploitanten en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten die niet onderworpen zijn aan de vereisten van het vennootschapsrecht en niet voldoen aan de criteria voor kleine en middelgrote ondernemingen die zijn vastgelegd in de boekhoudkundige regels van het recht van de Europese Unie, financiële verslagen op die onderworpen zijn aan een onafhankelijke audit en bekendgemaakt worden. De audit gebeurt in overeenstemming met de voorschriften van de Europese Unie.

Netwerkexploitanten en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten met een jaaromzet van meer dan 50 miljoen euro in de Europese Unie, die in andere sectoren bijzondere of exclusieve rechten genieten voor het aanbieden van diensten in de Europese Unie, zijn verplicht om:

1° voor de activiteiten in verband met het aanbieden van elektronischecommunicatienetwerken of -diensten een gescheiden boekhouding te voeren, in dezelfde mate als vereist zou zijn wanneer de betrokken activiteiten door juridisch onafhankelijke entiteiten zouden worden verricht, om alle kosten- en inkomstenelementen te identificeren, met de daarvoor gebruikte berekeningsgrondslag en gedetailleerde toewijzingsmethoden, met inbegrip van een uitsplitsing van de vaste activa en de structurele kosten per post. Indien de netwerkexploitant of aanbieder van elektronischecommunicatiediensten niet onderworpen is aan de vereisten van het vennootschapsrecht en niet voldoet aan de criteria voor kleine en middelgrote ondernemingen die zijn vastgelegd in de boekhoudkundige regels van het recht van de Europese Unie, worden de financiële verslagen opgesteld overeenkomstig het eerste lid;

2° of een structurele scheiding op te zetten voor de activiteiten als netwerkexploitant.

HOOFDSTUK VI. — *Vertrouwelijkheidsverplichtingen*

Art 8.1.6-1. - Netwerkexploitanten en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten die informatie van andere netwerkexploitanten en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten verkrijgen, gebruiken die informatie uitsluitend voor het doel waarvoor ze werd verstrekt en nemen te allen tijde de vertrouwelijkheid van verstrekte of opgeslagen informatie in acht. De exploitanten mogen de ontvangen informatie niet meedelen aan enige andere partij, in het bijzonder andere afdelingen, dochterondernemingen of partners, die door die informatie concurrentievoordeel zouden kunnen behalen.

TITEL II. — Elektronischecommunicatienetwerken via de ether

HOOFDSTUK I. — Toewijzing van radiofrequenties voor uitzending via terrestrische hertzgolven

Afdeling I. — Gemeenschappelijke regels

Art. 8.2.1-1. - Behalve voor het uitzenden van televisiediensten in analoge modus, stelt de Regering de lijsten op van radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan elke categorie van audiovisuele mediadiensten, bedoeld in deze afdeling.

De Regering stelt de lijsten van radiofrequenties op in overeenstemming met de federale technische normen ter zake. Bij ontstentenis voldoet de Regering aan de internationale normen ter zake. De Regering kan normen vaststellen die in overeenstemming zijn met voormelde normen.

De uitzendingen van audiovisuele mediadiensten worden in hun respectieve verzorgingsgebied beschermd tegen storingen veroorzaakt door uitzendingen van andere audiovisuele mediadiensten overeenkomstig de in het tweede lid bedoelde normen.

Art. 8.2.1-2. - § 1. Naargelang van het geval verleent het College voor vergunning en controle vergunning voor het gebruik en wijst het de radiofrequenties toe volgens de lijst bepaald door de Regering.

De toewijzing van de radiofrequentie maakt het voorwerp uit van een vergunning verleend voor een termijn van negen jaar en houdt het gebruik in van alle technische kenmerken die ermee verbonden zijn. De vergunning is niet overdraagbaar.

In afwijking van het tweede lid zal, in het geval van toewijzing van radiofrequenties voor de uitzending van private digitale terrestrische auditieve diensten, het verstrijken van deze vergunning overeenstemmen met het verstrijken van de vergunningen voor de door de netwerkexploitant uitgezonden auditieve dienst(en).

Elke vergunning vervalt automatisch indien de radiofrequentie gedurende een periode van zes opeenvolgende maanden niet gebruikt wordt. Op verzoek van de vergunninghouder, dat uiterlijk een maand vóór het verstrijken van de vergunning wordt ingediend, kan deze periode door het College voor vergunning en controle met zes maanden worden verlengd, indien wordt vastgesteld dat een of meer vreemde en onweerstaanbare belemmeringen hem verhinderen de radiofrequentie te gebruiken. Deze mogelijkheid tot verlenging heeft noch tot doel noch tot gevolg de duur van de in het tweede lid bedoelde vergunning te verlengen.

In afwijking van het eerste lid kan het College voor vergunning en controle radiofrequenties op voorlopige basis toewijzen aan natuurlijke of rechtspersonen, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de Regeringsdiensten. Alleen radiofrequenties die door de Regeringsdiensten zijn onderzocht en voorgesteld, kunnen worden toegewezen. Radiofrequenties mogen alleen worden toegewezen om door een specifieke dienst verslag uit te brengen over een evenement van culturele, sportieve, wetenschappelijke of algemene aard. De toekenningsakte vermeldt de technische kenmerken voor het gebruik van de radiofrequentie, het doel waarvoor de radiofrequentie voorlopig wordt toegewezen evenals de maximale duur van het gebruik van de radiofrequentie, die in geen geval meer dan drie maanden kan bedragen.

In afwijking van het eerste tot en met vijfde lid kan de Regering radiofrequenties voorlopig toewijzen aan rechtspersonen met bewezen technische bekwaamheid voor testdoeleinden die bedoeld zijn om bij te dragen tot het vinden van een efficiënt gebruik van het radiospectrum, in het bijzonder in het kader van de ontwikkeling van nieuwe uitzendtechnologieën. De totale duur van deze voorlopige toewijzing voor testdoeleinden mag niet meer dan achttien maanden bedragen. De Regering kan ook radiofrequenties toewijzen aan internationale organisaties die zich in het algemeen belang inzetten voor de openbare veiligheid.

§ 2. Als vergoeding voor de concessie door de Franse Gemeenschap voor het gebruik van haar radiofrequenties en de diensten die verband houden met het beheer van dit gebruik, kan een jaarlijkse bijdrage door de Regering worden geheven bij elke netwerkexploitant. De Regering stelt het bedrag van de bijdrage vast, die de waarde van een vergoeding heeft, zodat er een redelijke verhouding moet bestaan tussen de waarde van de verstrekte dienst en het bedrag hiervan.

§ 3. De netwerkexploitant moet verzekeren dat zijn technische installaties in overeenstemming zijn met de technische kenmerken van de hem toegewezen radiofrequenties.

Wanneer de netwerkexploitant zijn vergunning ontvangt, vult hij een technische fiche in die de volgende gegevens bevat:

- 1° het vermogen aan de uitgang van het of de zendtoestel(len);
- 2° het type en de kenmerken van de antenne(s), met inbegrip van de richting, de winst, het richtingsdiagram evenals een nauwkeurige beschrijving van de samenstelling ervan (aantal en aard van de elementen);
- 3° het type en de lengte van de gebruikte kabel;
- 4° het type van alle apparatuur die tussen de zender en de antenne wordt geschakeld;
- 5° het totale vermogensverlies in het antennevoedingssysteem;
- 6° de gebruikte PI-code (Program Identification).

De technische fiche wordt naar het College voor vergunning en controle gestuurd om te controleren of de kenmerken van de vergunning worden nageleefd. In voorkomend geval legt het College voor vergunning en controle wijzigingen op aan de elementen die in de technische fiche vermeld zijn.

Wanneer de netwerkexploitant een of meer gegevens van de technische fiche wenst te wijzigen, brengt hij dat vooraf ter kennis van het College voor vergunning en controle voor verificatie.

De Hoge Raad zendt een afschrift van de technische fiche aan de Minister, evenals aan de Regeringsdiensten en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Art. 8.2.1-3. - Voor elke verandering, met inbegrip van een uitwisseling van radiofrequenties, of elke wijziging van radiofrequenties moet toestemming worden verleend door het College voor vergunning en controle.

Wanneer het daartoe een aanvraag ontvangt en nadat de technische verenigbaarheid van die aanvraag door de Regeringsdiensten is geverifieerd, lanceert het College voor vergunning en controle een openbare raadpleging over de aanvraag. Elke vergunde netwerkexploitant en elke persoon die een belang om tussen te komen rechtvaardigt, kunnen het College voor vergunning en controle binnen een maand in kennis stellen van elke reden die de weigering van de aanvraag kan rechtvaardigen.

In geval van een positieve beslissing van het College voor vergunning en controle wordt het vergunningsbewijs aangepast.

Art. 8.2.1-4. - § 1. Op verzoek van de Regering kan het College voor vergunning en controle een toegewezen radiofrequentie wijzigen of aanpassen telkens dat nodig is om:

1° een doeltreffende bescherming tegen mogelijke interferentie met andere radiocommunicatiediensten te verzekeren, met name in de nabijheid van luchthavens en luchtwegen;

2° storingen tussen verschillende audiovisuele mediadiensten te vermijden.

§ 2. Deze wijziging, evenals voor elke andere wijziging die krachtens artikel 8.2.1-3 is toegestaan, of elke wijziging die in het algemeen wordt aangebracht aan de elementen die op het vergunningsbewijs of de technische fiche vermeld zijn, maakt het voorwerp uit van een aanhangsel. Dit laatste wordt door het College voor vergunning en controle naar de houder van de betrokken radiofrequentie gestuurd, evenals naar de Regeringsdiensten en de diensten van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie.

Afdeling II. - Private auditieve diensten in analoge modus

Art. 8.2.1-5. - Het gebruik van radiofrequenties voor het uitzenden van auditieve diensten in analoge modus via terrestrische hertzgolven wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling opgelegde voorwaarden.

Art. 8.2.1-6. - Na de lijst te hebben vastgelegd van radiofrequenties die aan de uitzending van auditieve diensten in analoge modus kunnen worden toegewezen overeenkomstig artikel 8.2.1-1, bepaalt de Regering:

1° de lijst van radiofrequenties die aan onafhankelijke radio's kunnen worden toegewezen;

2° het aantal netwerkradio's, hun theoretische verzorgingsgebieden en de toewijsbare radiofrequenties waaruit ze zijn samengesteld.

Art. 8.2.1-7. - De Regering publiceert een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag omvat de volgende elementen:

1° de lijst van radiofrequenties die kunnen worden toegewezen aan onafhankelijke radio's en netwerkradio's overeenkomstig de verdeling die is vastgesteld bij het in artikel 8.2.1-6 bedoelde besluit;

2° de bestekken voor de onafhankelijke en netwerkradio's zoals opgesteld krachtens artikel 3.1.3-2;

3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 8.2.1-2, § 2. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag worden toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de bepalingen volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het College voor vergunning en controle, de criteria en de eventuele weging daarvan die door het College zullen worden gebruikt om de kandidaturen te beoordelen overeenkomstig artikel 3.1.3-4.

Op advies van het College voor vergunning en controle kan de Regering andere bepalingen vastleggen in de offerteaanvraag of de aanvragers vrijstellen van de indiening van bepaalde documenten bedoeld in artikel 3.1.3-3, § 2 tot en met 4, indien ze al op andere offerteaanvragen voor dezelfde auditieve dienst hebben gereageerd.

Art. 8.2.1-8. - De aanvragen worden onderzocht overeenkomstig de artikelen 3.1.3-3 en 3.1.3-4.

Het College voor vergunning en controle kent een radiofrequentie toe aan elke onafhankelijke radio en een netwerk van radiofrequenties aan elke netwerkradio. Het College kan het verzorgingsgebied van onafhankelijke radio's en netwerkradio's verbeteren met een of meer storingsvrije uitzendfrequenties, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de Regeringsdiensten.

Wanneer ze vaststelt dat er nieuwe radiofrequenties beschikbaar zijn, kan de Regering het in artikel 8.2.1-6 bedoelde besluit wijzigen om het theoretische verzorgingsgebied van een netwerkradio met nieuwe radiofrequenties aan te vullen.

In geval van faillissement van de dienstenuitgever keert de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk terug naar de Franse Gemeenschap zodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan.

Afdeling III. - Private auditieve diensten in digitale modus

Art. 8.2.1-9. - Het gebruik van radiofrequenties voor het uitzenden van auditieve diensten in digitale modus via terrestrische hertzgolven wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling opgelegde voorwaarden.

Art. 8.2.1-10. - Na de lijst te hebben vastgelegd van radiofrequenties die aan de uitzending van auditieve diensten in digitale modus kunnen worden toegewezen overeenkomstig artikel 8.2.1-1, bepaalt de Regering:

1° de lijst van radiofrequenties die door onafhankelijke radio's kunnen worden gebruikt met de verdeling van de capaciteit in kbps;

2° het aantal netwerkradio's, hun theoretische verzorgingsgebied en de bruikbare radiofrequenties waaruit ze zijn samengesteld, met de verdeling van de capaciteit in kbps.

Art. 8.2.1-11. - De Regering publiceert een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag omvat de volgende elementen:

1° de lijst van radiofrequenties, met de verdeling van de capaciteit in kbps, die gebruikt kunnen worden door onafhankelijke radio's en netwerkradio's overeenkomstig de verdeling die is vastgesteld bij het in artikel 8.2.1-10 bedoelde besluit;

2° de bestekken voor de onafhankelijke en netwerkradio's zoals opgesteld krachtens artikel 3.1.3-2;

3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 8.2.1-2, § 2. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is de netwerkexploitant geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag worden toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de bepalingen volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het College voor vergunning en controle, de criteria en de eventuele weging daarvan die door het College zullen worden gebruikt om de kandidaturen te beoordelen overeenkomstig artikel 3.1.3-4.

Op advies van het College voor vergunning en controle kan de Regering andere bepalingen vastleggen in de offerteaanvraag of de aanvragers vrijstellen van de indiening van bepaalde documenten bedoeld in artikel 3.1.3-3, § 2 tot en met 4, indien ze al op andere offerteaanvragen voor dezelfde auditieve dienst hebben gereageerd.

Art. 8.2.1-12. - § 1. De aanvragen worden onderzocht overeenkomstig de artikelen 3.1.3-3 en 3.1.3-4.

Het College voor vergunning en controle levert een gebruiksrecht voor de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk af aan elke onafhankelijke radio en netwerkradio. Het College kan het verzorgingsgebied van onafhankelijke radio's en netwerkradio's verbeteren met een of meer storingsvrije uitzendfrequenties, na onderzoek van de technische mogelijkheden door de Regeringsdiensten.

De Regering kan het in artikel 8.2.1-10 bedoelde besluit wijzigen om het theoretische verzorgingsgebied van een netwerkradio met nieuwe radiofrequenties aan te vullen.

In geval van faillissement van de dienstenuitgever keert het gebruik van de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk terug naar de Franse Gemeenschap zodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. De dienstenuitgevers die houder zijn van een gebruiksrecht op dezelfde radiofrequentie of hetzelfde radiofrequentienetwerk, kunnen op basis van een overeenkomst gesloten met ten minste 80% van deze dienstenuitgevers, en in voorkomend geval met de RTBF wanneer ze ook over capaciteit op deze radiofrequentie of dit radiofrequentienetwerk beschikt, aan het College voor vergunning en controle een vennootschap voorstellen die belast is met de uitvoering van de nodige technische handelingen voor de uitzending van de betrokken auditieve diensten.

§ 3. Bij ontstentenis van een voorstel van de dienstenuitgevers overeenkomstig paragraaf 2 kan de Regering een offerteaanvraag lanceren voor de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

De offerteaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en omvat de volgende elementen:

1° de radiofrequentie(s) die kan (kunnen) worden toegewezen en de lijst van de auditieve diensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

2° de eventuele capaciteit van de toe te wijzen radiofrequentie(s) die voor datatransmissie kan worden gebruikt;

3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 8.2.1-2, § 2. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunning die in het kader van de offerteaanvraag wordt toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de bepalingen volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend.

§ 4. De kandidaturen voor de in de vorige paragraaf bedoelde offerteaanvraag worden bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad binnen de termijn vastgesteld in de offerteaanvraag. Ze omvatten de volgende elementen:

1° de rechtsvorm van de kandidaat, evenals, in voorkomend geval, de samenstelling van zijn kapitaal en zijn bestuursorganen;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en van zijn exploitatiezetel indien dit verschilt van de maatschappelijke zetel;

3° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen, met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem met voorwaardelijke toegang;

4° een financieel plan opgesteld over een periode van ten minste 3 jaar;

5° de technische kenmerken van signaalvorming, transmissie en uitzending.

§ 5. Een maand na de datum waarop de offerteaanvraag werd afgesloten, neemt het College voor vergunning en controle een beslissing over de kandidaturen. Het beoordeelt de kandidaturen op grond van de volgende elementen:

1° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen;

2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van signaaltransmissie van audiovisuele mediadiensten.

§ 6. Indien de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk reeds gedeeltelijk ter beschikking van de RTBF is gesteld, kan de RTBF door de Regering worden aangewezen als de netwerkexploitant van de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

§ 7. Het College voor vergunning en controle verleent de in de paragrafen 2 tot en met 5 bedoelde netwerkexploitant een vergunning en wijst hem de bijbehorende radiofrequentie(s) toe.

Het vergunningsbewijs vermeldt:

1° de identiteit van de houder;

2° het adres van de maatschappelijke zetel van de houder;

3° de toegewezen radiofrequentie(s) en de lijst van de auditieve diensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

4° de eventuele capaciteit voor datatransmissie;

5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

De vergunning komt niet in het gedrang door de uitreiking van een nieuwe vergunning voor een gebruiksrecht overeenkomstig de in de artikelen 3.1.3-2 tot en met 3.1.3-4 bedoelde procedure.

§ 8. De netwerkexploitant moet de toegang tot technische handelingen garanderen onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden.

§ 9. In afwijking van artikel 8.2.1-2, § 1, vierde lid, wanneer de in de paragrafen 1 en 7 bedoelde vergunningen verleend zijn, stelt het College voor vergunning en controle de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden, dit door middel van een aanhangsel bij de gebruiksvergunning van de dienstenuitgever bedoeld in artikel 3.1.3-7. Deze datum wordt vastgesteld in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerkexploitant.

§ 10. De Hoge Raad stuurt een voor eensluidend verklaard afschrift van het vergunningsbewijs van de netwerkexploitant naar de Minister, evenals naar de Regeringsdiensten en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Afdeling IV. — Private auditieve diensten in analoge en digitale modus

Art. 8.2.1-13. - In een gemeenschappelijke procedure kan de Regering de toewijzing van radiofrequenties voor de uitzending van auditieve diensten in analoge modus koppelen aan de toekenning van een gebruiksrecht van radiofrequenties voor de uitzending van auditieve diensten in digitale modus.

In voorkomend geval publiceert de Regering een offerteaanvraag waarin de in de artikelen 8.2.1-7 en 8.2.1-11 bedoelde elementen verenigd zijn om aan dezelfde auditieve dienst radiofrequenties voor de uitzending in analoge modus en voor de uitzending in digitale modus te kunnen toekennen.

Afdeling V. — Private televisiediensten in digitale modus

Art. 8.2.1-14. - Het gebruik van radiofrequenties voor het uitzenden van televisiediensten in digitale modus via terrestrische hertzgolven wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling vastgestelde voorwaarden.

Art. 8.2.1-15. - In het kader van dit hoofdstuk worden twee categorieën terrestrische televisiediensten in digitale modus onderscheiden:

- 1° digitale televisiediensten die bedoeld zijn om te worden ontvangen via een vaste of draagbare antenne;
- 2° persoonlijke mobiele televisiediensten, bestemd om in beweging te worden ontvangen met volledige energie-autonomie.

Art. 8.2.1-16. - Na de lijst te hebben vastgelegd van radiofrequenties die aan de uitzending van televisiediensten in digitale modus kunnen worden toegewezen overeenkomstig artikel 8.2.1-1, bepaalt de Regering, voor elke in artikel 8.2.1-15 bedoelde categorie, het aantal televisiediensten, hun theoretische verzorgingsgebieden en de bruikbare radiofrequenties waaruit ze zijn samengesteld, met de verdeling van de capaciteit in kbps.

Art. 8.2.1-17. - De Regering publiceert een offerteaanvraag in het *Belgisch Staatsblad*.

De offerteaanvraag omvat de volgende elementen:

1° de lijst van radiofrequenties die door televisiediensten kunnen worden gebruikt overeenkomstig de verdeling die is vastgesteld bij het in artikel 8.2.1-16 bedoelde besluit;

2° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 8.2.1-2, § 2. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is de netwerexploitant geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunningen die in het kader van de offerteaanvraag worden toegekend;

3° de termijn waarbinnen en de bepalingen volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;

4° op voorstel van het College voor vergunning en controle, de criteria en hun eventuele weg die door het College moeten worden gehanteerd bij de beoordeling van de kandidaturen overeenkomstig artikel 8.2.1-19, § 1.

De Regering kan andere bepalingen in de offerteaanvraag opleggen op advies van het College voor vergunning en controle.

Art. 8.2.1-18. - § 1. De kandidaturen voor de offerteaanvraag worden bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad binnen de termijn vastgesteld in de offerteaanvraag.

De aanvrager specificeert de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk waarvan hij het gebruik aanvraagt. De aanvrager kan zich kandidaat stellen voor meerdere radiofrequenties of radiofrequentienetwerken. In voorkomend geval moet hij zijn voorkeuren opsommen en motiveren.

De aanvraag moet vergezeld gaan van de volgende elementen:

1° voor een kandidaat die nog niet is aangegeven in toepassing van Onderafdeling 1 van Afdeling 1 van Hoofdstuk 2, van Titel 1 van Boek III, alle gegevens bedoeld in artikel 3.1.2-1, § 2, met uitzondering van 8° en 9°;

2° voor een reeds aangegeven dienstenuitgever of, in voorkomend geval, een reeds vergund nabijheidsmedium, in het geval van de integrale overname van een of meer van zijn televisiediensten, de gegevens 1° en 5° bedoeld in artikel 3.1.2-1, § 2;

3° voor een dienstenuitgever die over een vergunning of een gelijkaardige akte beschikt die in een lidstaat van de Europese Unie is uitgereikt in het geval van volledige overname van een of meer van zijn televisiediensten, alle gegevens bedoeld in artikel 3.1.2-1, § 2, met uitzondering van 8° en 9°, evenals een afschrift van de overeenkomstige vergunning(en) of gelijkaardige akte;

4° in voorkomend geval, de nadere bepalingen voor de commercialisering van de betrokken dienst(en), evenals elke overeenkomst die is gesloten of wordt overwogen met een exploitant van een systeem voor voorwaardelijke toegang;

5° de eventuele voorstellen van de kandidaat betreffende de technische of commerciële groepering van zijn televisiedienst(en) met andere televisiediensten die door derden worden uitgegeven.

§ 2. Een maand na de datum waarop de offerteaanvraag werd afgesloten, deelt de voorzitter van de Hoge Raad de kandidaat mee dat zijn aanvraag in aanmerking werd genomen en deelt dat ook mee aan de Minister evenals aan de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 8.2.1-19. - § 1. Het College voor vergunning en controle levert de vergunningen voor het gebruik van radiofrequenties af aan de uitgevers van televisiediensten binnen drie maanden nadat de offerteaanvraag werd gesloten.

Het College voor vergunning en controle beslist over alle aanvragen die op grond van artikel 8.2.1-18, § 1 worden ingediend en levert vergunningen af voor het gebruik van radiofrequenties door het belang van elke aanvraag af te wegen tegen de noodzaak om het pluralisme en de diversiteit van de culturele expressie van het televisielandschap van de Franse Gemeenschap te garanderen, en van de verbintenissen die de kandidaten in toepassing van artikel 6.1.1-1, § 1, zevende lid zijn aangegaan of hun bijdrage aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector in toepassing van artikel 6.1.1-1, § 1.

Het houdt ook zoveel mogelijk rekening met de samenhang van de voorstellen geformuleerd door de aanvragers wat betreft de technische of commerciële groepering van diensten binnen een digitaal netwerk.

In de mate waarin ze financieel en economisch levensvatbaar zijn, geeft het College de voorkeur aan diensten waarvoor de gebruikers geen vergoeding moeten betalen.

In het geval van offerteaanvragen waarin een radiofrequentie of een radiofrequentienetwerk met een multiprovinciaal of provinciaal theoretisch verzorgingsgebied wordt aangeboden, ziet het College erop toe dat elk nabijheidsmedium dat een kandidatuur heeft ingediend voor de volledige overname van een van zijn televisiediensten, beschikt over capaciteit op de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk met een theoretisch verzorgingsgebied dat het verzorgingsgebied van het nabijheidsmedium bestrijkt, zodat het zijn openbare opdracht kan uitoefenen overeenkomstig artikel 3.2.1-2.

Het vergunningsbewijs vermeldt:

- 1° de benaming van de televisiedienst;
- 2° de identiteit van de houder;
- 3° het adres van de maatschappelijke zetel van de houder;
- 4° de radiofrequentie(s) waarvoor een gebruiksrecht wordt verleend met vermelding van de capaciteit in kbps;
- 5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

§ 2. Wanneer vergunningen voor het gebruik van een radiofrequentie of een radiofrequentienetwerk worden afgeleverd aan uitgevers van televisiediensten met een vergunning of een soortgelijke akte die in een lidstaat van de Europese Unie is afgeleverd, worden de betrokken televisiediensten beschouwd als televisiediensten die onder dit decreet vallen en aan alle bepalingen ervan zijn onderworpen.

§ 3. Vergunningen voor het gebruik van een radiofrequentie of radiofrequentienetwerk zijn niet overdraagbaar. De looptijd van een vergunning bedraagt maximaal negen jaar. Voor nabijheidsmedia en de in paragraaf 2 bedoelde uitgevers wordt deze beperkt tot de duur van de vergunning om de betrokken televisiedienst uit te zenden, onverminderd de eventuele verlenging van deze vergunning in overeenstemming met de geldende regelgeving.

De Regering kan het in artikel 8.2.1-16 bedoelde besluit wijzigen om het theoretische verzorgingsgebied van een televisiedienst aan te vullen met nieuwe radiofrequenties.

In geval van faillissement van de dienstenuitgever keert het gebruik van de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk terug naar de Franse Gemeenschap zodra het vonnis van faillietverklaring in kracht van gewijsde is gegaan.

Indien het gebruik van een radiofrequentie of radiofrequentienetwerk zou worden vrijgegeven wegens het verstrijken van een vergunning, wegens de stopzetting van de activiteit of wegens een faillissement, lanceert de Regering een nieuwe offerteaanvraag voor de vrijgegeven capaciteit in de vormen en onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 8.2.1-17 tot en met 8.2.1.5-19, § 1. In dat geval verstrijkt de verleende gebruiksvergunning op de vervaldatum van de eerder voor deze capaciteit toegekende vergunning.

§ 4. De dienstenuitgevers die houder zijn van een gebruiksrecht op dezelfde radiofrequentie of hetzelfde radiofrequentienetwerk, kunnen gezamenlijk, en in voorkomend geval samen met de RTBF wanneer ze ook over capaciteit op deze radiofrequentie of dit radiofrequentienetwerk beschikt, aan het College voor vergunning en controle een vennootschap voorstellen die belast is met de uitvoering van de nodige technische handelingen voor de uitzending van de betrokken televisiediensten.

§ 5. Bij ontstentenis van een gezamenlijk voorstel van de dienstenuitgevers kan de Regering een offerteaanvraag lanceren voor de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

De offerteaanvraag wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd en omvat de volgende elementen:

1° de radiofrequentie(s) die kan (kunnen) worden toegewezen en de lijst van de televisiediensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

2° de eventuele capaciteit van de toe te wijzen radiofrequentie(s) die voor datatransmissie kan worden gebruikt;

3° het bedrag van de bijdrage bedoeld in artikel 8.2.1-2, § 2. Indien geen bijdrage werd vastgesteld, is de netwerkexploitant geen bijdrage verschuldigd voor de duur van de vergunning die in het kader van de offerteaanvraag wordt toegekend;

4° de termijn waarbinnen en de bepalingen volgens dewelke de kandidaturen moeten worden ingediend;

5° op voorstel van het College voor vergunning en controle, de criteria en de eventuele weging daarvan die door het College zullen worden gebruikt om de kandidaturen te beoordelen overeenkomstig paragraaf 7.

De Regering kan andere bepalingen in de offerteaanvraag opleggen op advies van het College voor vergunning en controle.

§ 6. De kandidaturen voor de in de vorige paragraaf bedoelde offerteaanvraag worden bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs ingediend bij de voorzitter van de Hoge Raad binnen de termijn vastgesteld in de offerteaanvraag. Ze omvatten de volgende elementen:

1° de rechtsvorm van de kandidaat, evenals de samenstelling van zijn kapitaal en zijn bestuursorganen;

2° het adres van de maatschappelijke zetel en van zijn exploitatiezetel indien dit verschilt van de maatschappelijke zetel;

3° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen, met inbegrip, in voorkomend geval, van de toegang tot het systeem met voorwaardelijke toegang;

4° een financieel plan opgesteld over een periode van ten minste 3 jaar;

5° de technische kenmerken van signaalvorming, transmissie en uitzending.

§ 7. Een maand na de datum waarop de offerteaanvraag werd afgesloten, neemt het College voor vergunning en controle een beslissing over de kandidaturen. Het beoordeelt de kandidaturen op grond van de volgende elementen:

1° de commerciële voorwaarden voor toegang tot de technische handelingen;

2° de ervaring van de kandidaten op het gebied van signaaltransmissie van audiovisuele mediadiensten.

§ 8. Indien de radiofrequentie of het radiofrequentienetwerk reeds gedeeltelijk ter beschikking van de RTBF is gesteld, kan de RTBF door de Regering worden aangewezen als de netwerkexploitant van de betrokken radiofrequentie of het betrokken radiofrequentienetwerk.

§ 9. Het College voor vergunning en controle verleent de in de paragrafen 4 tot en met 7 bedoelde netwerkexploitant een vergunning en wijst hem de bijbehorende radiofrequentie(s) toe.

Het vergunningsbewijs vermeldt:

1° de identiteit van de houder;

2° het adres van de maatschappelijke zetel van de houder;

3° de toegewezen radiofrequentie(s) en de lijst van de televisiediensten die beschikken over een gebruiksrecht van de genoemde radiofrequenties met hun respectieve capaciteiten;

4° de eventuele capaciteit voor datatransmissie;

5° de datum van inwerkingtreding van de vergunning.

De vergunning komt niet in het gedrang door de uitreiking van een nieuwe vergunning voor een gebruiksrecht overeenkomstig de in de artikelen 8.2.1-17 tot en met 8.2.1-19 bedoelde procedure.

§ 10. De netwerkexploitant moet de toegang tot technische handelingen garanderen onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden.

§ 11. In afwijking van artikel 8.2.1-2, § 1, vierde lid, wanneer de in de paragrafen 1 en 9 bedoelde vergunningen verleend zijn, stelt het College voor vergunning en controle de datum vast waarop de uitgever zijn dienst moet uitzenden, dit door middel van een aanhangsel bij de gebruiksvergunning van de dienstenuitgever bedoeld in paragraaf 1. Deze datum wordt vastgesteld in overleg met de dienstenuitgever en de betrokken netwerkexploitant.

§ 12. De Hoge Raad stuurt een voor eensluidend verklaard afschrift van de in paragrafen 1 en 9 bedoelde vergunningsbewijzen naar de Minister, evenals naar de Regeringsdiensten en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Afdeling VI. — Private televisiediensten in analoge modus

Art. 8.2.1-20. - Het gebruik van radiofrequenties voor het uitzenden van televisiediensten in analoge modus wordt door het College voor vergunning en controle vergund onder de in deze afdeling vastgestelde voorwaarden.

Art. 8.2.1-21. - Elke dienstenuitgever die een of meer radiofrequenties wenst te gebruiken om in analoge modus uit te zenden, moet daartoe een aanvraag indienen bij de voorzitter van de Hoge Raad in een ter post aangetekend schrijven.

De aanvraag bevat de volgende elementen:

1° voor een reeds aangegeven dienstenuitgever, in geval van volledige overname van een van zijn televisiediensten, de benaming van de dienstenuitgever en de televisiedienst waarvoor de radiofrequentie(s) wordt (worden) aangevraagd;

2° voor een kandidaat-dienstenuitgever die nog niet is aangegeven in toepassing van Onderafdeling 1 van Afdeling 1 van Hoofdstuk 2, van Titel 1 van Boek III, alle gegevens bedoeld in artikel 3.1.2-1;

3° een financieel plan opgesteld over een periode van 3 jaar;

4° de geografische coördinaten van de vermoedelijke plaats van uitzending, evenals de hoogte van de antenne ten opzichte van de grond;

5° de gewenste radiofrequentie of -frequenties.

De dienstenuitgever kan de Regeringsdiensten verzoeken aan te geven welke radiofrequentie(s) eventueel beschikbaar is (zijn). In dat geval moet de dienstenuitgever een rekenrecht betalen in de gevallen bedoeld in artikel 8.2.1-3.

Art. 8.2.1-22. - § 1. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag deelt de voorzitter van de Hoge Raad de aanvrager mee dat zijn aanvraag in aanmerking werd genomen en zendt hij die door naar de Regering. Indien een coördinatie van de radiofrequentie(s) noodzakelijk blijkt, wordt de aanvrager in kennis gesteld van het verwachte tijdschema voor die coördinatie.

Indien de door de aanvrager gewenste radiofrequentie(s) verenigbaar is (zijn) of indien een of meer beschikbare radiofrequenties zijn geïdentificeerd, legt de Regering de lijst vast van deze radiofrequenties.

Binnen een maand na de datum waarop de lijst werd vastgelegd door de Regering, kent het College voor vergunning en controle de radiofrequentie(s) toe aan de aanvrager.

Het College voor vergunning en controle mag geen andere radiofrequenties toewijzen dan die welke door de Regering zijn voorgesteld.

§ 2. De Hoge Raad zendt een afschrift van het bewijs dat het gebruik van een of meer radiofrequenties door een dienstenuitgever toestaat naar de Minister, evenals naar de Regeringsdiensten en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

HOOFDSTUK II. — Toewijzing van radiofrequenties voor uitzending via satelliet

Art. 8.2.2-1. - Het gebruik van downlinkradiofrequenties voor het uitzenden van audiovisuele mediadiensten per satelliet wordt door het College voor vergunning en controle toegestaan onder de in deze afdeling opgelegde voorwaarden.

Art. 8.2.2-2. - Elke rechtspersoon die de activiteit van satellietnetwerkexploitant wenst uit te oefenen en daarvoor een of meer downlinkradiofrequenties wil gebruiken, moet daartoe een aanvraag indienen bij de voorzitter van de Hoge Raad in een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

De aanvraag bevat de volgende elementen:

1° de identificatiegegevens van de rechtspersoon en zijn adres;

2° een financieel plan opgesteld over 3 jaar;

3° de plaats van de uplink en de naam van de exploitant die deze verbinding verzekert;

4° de gewenste radiofrequentie of -frequenties.

Art. 8.2.2-3. - § 1. Binnen een maand na ontvangst van de aanvraag deelt de voorzitter van de Hoge Raad de aanvrager mee dat zijn aanvraag in aanmerking werd genomen en zendt hij die door naar de Regering.

Binnen een maand na de datum waarop de lijst werd vastgelegd door de Regering, kent het College voor vergunning en controle de radiofrequentie(s) toe aan de aanvrager.

Het College voor vergunning en controle mag geen andere radiofrequenties toewijzen dan die welke door de Regering zijn voorgesteld.

§ 2. De Hoge Raad zendt een afschrift van het bewijs dat het gebruik van een of meer radiofrequenties door de netwerkexploitant toestaat naar de Minister, evenals naar de Regeringsdiensten en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

TITEL III. — Bijbehorende faciliteiten

HOOFDSTUK I. — Systemen en diensten voor voorwaardelijke toegang

Art. 8.3.1-1. - De apparatuur die wordt verhuurd of verkocht of anderszins ter beschikking van consumenten wordt gesteld, en die de signalen van de digitale televisiediensten kan ontscrembelen, moet het ontscrembelen van deze signalen mogelijk maken volgens het gemeenschappelijk Europees scrembelalgoritme, beheerd door een erkende Europese normalisatieinstantie, en het weergeven mogelijk maken van de signalen die ongescrembeld worden uitgezonden, mits, in geval van gehuurde apparatuur, de huurovereenkomst door de huurder wordt nageleefd.

Onder "scrembelen" moet worden verstaan: de opeenvolgende bewerkingen van audio- en videosignalen van een audiovisuele mediadienst zodat elke persoon die niet over de vereiste toegangsbewijzen beschikt, ze niet langer kan beluisteren of bekijken.

Het eerste lid is niet van toepassing op de apparatuur bestemd voor de ontvangst van:

1° signalen van persoonlijke mobiele televisiediensten;

2° signalen van digitale televisiediensten die worden verstuurd via een methode die gebruikmaakt van het internetprotocol.

Art. 8.3.1-2. - Een netwerkexploitant die diensten voor een systeem voor voorwaardelijke toegang voor digitale audiovisuele mediadiensten aanbiedt, levert aan elke dienstenuitgever of -verdelers die hem daarom verzoekt, de technische diensten waarmee zijn digitale audiovisuele mediadiensten door gemachtigde gebruikers kunnen worden ontvangen via decoders die door de netwerkexploitant worden beheerd, onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden.

Wanneer een netwerkexploitant die systemen voor voorwaardelijke toegang aanbiedt andere activiteiten uitoefent, voert hij een gescheiden financiële boekhouding met betrekking tot zijn activiteit als dienstenaanbieder voor voorwaardelijke toegang.

Indien digitale audiovisuele mediadiensten tegen een door de gebruikers betaalde vergoeding worden geleverd, publiceren de dienstverdelers een lijst van tarieven voor de gebruiker, waarin rekening wordt gehouden met de omstandigheid of er al dan niet bijbehorende apparatuur wordt geleverd.

Art. 8.3.1-3. - Wanneer houders van industriële eigendomsrechten inzake systemen en producten voor voorwaardelijke toegang licenties verlenen aan fabrikanten van voor het grote publiek bestemde apparatuur, dienen ze dat te doen onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden. De houders van rechten mogen het verlenen van licenties, waarbij rekening wordt gehouden met de technische en commerciële factoren, niet doen afhangen van voorwaarden waardoor het verboden, ontraden of onaantrekkelijk gemaakt wordt om in het betrokken product:

1° ofwel een gemeenschappelijke interface in te bouwen die aansluiting op meerdere andere toegangssystemen mogelijk maakt;

2° ofwel tot een ander toegangssysteem behorende middelen in te bouwen, wanneer de licentiehouder zich houdt aan de redelijke en passende voorwaarden inzake de beveiliging van de transacties van de exploitanten van systemen voor voorwaardelijke toegang.

HOOFDSTUK II. — Elektronische programmagidsen en applicatieprogramma-interfaces

Art. 8.3.2-1. - § 1. Wanneer een dienstverdelers gebruikmaakt van een gebruikersinterface, die met name een elektronische programmagids omvat, kan hij de eindgebruikers functies aanbieden om bepaalde programma's of toepassingen van dienstverleners te selecteren, te ordenen en voor te stellen en/of sommige daarvan aan te bevelen. Hij moet erop toezien dat elke betrokken dienstenuitgever daarvan in kennis gesteld wordt binnen een redelijke termijn vóór de invoering daarvan. "

De dienstenuitgever kan zich slechts tegen door een dienstverdelers aangeboden functies verzetten voor zover ze afbreuk zouden doen aan zijn autonomie en redactionele of uitgeversaansprakelijkheid of aan zijn intellectuele-eigendomsrechten.

§ 2. De dienstverdelers moeten de transparantie en neutraliteit garanderen van de algoritmen voor de aanbeveling van inhoud die ze in de door hen gebruikte gebruikersinterfaces promoten, onverminderd een specifieke bevordering, in de resultaten van dergelijke aanbevelingen, van Europese werken, met inbegrip van audiovisuele werken van Belgisch Franstalig initiatief.

§ 3. Mits de toepasselijke wettelijke bepalingen inzake de verwerking van persoonsgegevens worden nageleefd, verstrekken de dienstverdelers de uitgevers van audiovisuele mediadiensten onder billijke, redelijke en niet-discriminerende voorwaarden de verbruiksgegevens van de eindgebruikers uit gidsen en toepassingen die hen betreffen.

§ 4. Voor zover nodig om de toegang van eindgebruikers tot alle in de Franse Gemeenschap beschikbare digitale audiovisuele mediadiensten te garanderen, kan het College voor vergunning en controle verplichtingen opleggen betreffende de installatie, toegang en presentatie van elektronische programmagidsen die door de dienstverdelers worden gebruikt in het kader van de uitzending van digitale audiovisuele mediadiensten. Deze verplichtingen moeten door de Regering worden goedgekeurd.

Deze verplichtingen kunnen betrekking hebben op de volgende eisen:

1° de invoering in de applicatieprogramma-interfaces van een elektronische basisprogrammagids waarmee een audiovisuele mediadienst zonder discriminatie in alle beschikbare audiovisuele mediadiensten kan worden opgezocht;

2° de bescherming van de eerlijke en daadwerkelijke mededinging wat betreft de toegang tot elektronische programmagidsen door dienstverleners en -verdelers;

3° de eerbiediging van het pluralisme en het non-discriminatiebeginsel wat betreft de presentatie van het aanbod van de dienstverdelers en van de audiovisuele mediadiensten die via elektronische programmagidsen beschikbaar zijn.

Art. 8.3.2-2. - Voor zover nodig om de toegang van eindgebruikers tot alle in de Franse Gemeenschap beschikbare digitale audiovisuele mediadiensten te garanderen, kan het College voor vergunning en controle verplichtingen opleggen aan netwerkexploitanten die applicatieprogramma-interfaces aanbieden, om zo dienstverleners en -verdelers een billijke, redelijke en niet-discriminerende toegang tot deze interfaces te garanderen. Deze verplichtingen moeten door de Regering worden goedgekeurd.

Art. 8.3.2-3. - Elektronische programmagidsen moeten toegankelijk zijn voor personen met een zintuiglijke handicap en informatie verschaffen over de beschikbaarheid van toegankelijkheidsvoorzieningen. De Regering kan bepalen welke gebruikswijzen deze gidsen moeten bieden om hun toegankelijkheid mogelijk te maken.

De applicatieprogramma-interfaces moeten de toepassingen en aanverwante gegevens van audiovisuele mediadiensten kunnen verwerken, zodat de gebruikersinterface de met deze diensten samenhangende functies kan aanbieden, met inbegrip van die welke bedoeld zijn om deze diensten toegankelijk te maken voor personen met een zintuiglijke handicap. Deze toegangsfuncties, zoals ondertiteling, audiobeschrijving of vertolking in gebarentaal, moeten beschikbaar zijn in een kwaliteit die geschikt is voor een duidelijke weergave en gesynchroniseerd zijn met beeld en geluid, terwijl de gebruiker de weergave en het gebruik ervan kan aanpassen.

Het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing op netwerkexploitanten die minder dan 10 personen tewerkstellen en van wie de jaaromzet of de totale jaarbalans niet meer bedraagt dan 2 miljoen euro.

HOOFDSTUK III. — *Andere bijbehorende faciliteiten*

Art. 8.3.3-1. - Elk digitaal televisietoestel met een beeldscherm waarvan de zichtbare diagonaal groter is dan 30 cm, dat op de markt te koop of te huur wordt aangeboden, moet voorzien zijn van ten minste één aansluitbus met open interface die genormaliseerd is door een erkende Europese normalisatie instantie of conform is met een norm aangenomen door een dergelijke instantie of conform is met een specificatie aanvaard door de volledige sector in kwestie, en die het zonder meer mogelijk maakt randapparaten aan te sluiten en die alle elementen van een signaal van een digitale televisiedienst doorlaat, met inbegrip van informatie betreffende interactieve en diensten voor voorwaardelijke toegang.

Art. 8.3.3-2. - Een autoradio-ontvanger die wordt ingebouwd in een nieuw voertuig van categorie M dat voor de eerste keer op de markt te koop of te huur wordt aangeboden, bevat vanaf 21 december 2020 een ontvanger die ten minste auditieve diensten kan ontvangen en reproduceren die via digitale terrestrische hertzgolfnetwerken worden uitgezonden.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde verplichting uitbreiden tot elke andere ontvanger van auditieve diensten, behalve voor instapontvangers en voor producten waarbij de ontvanger van auditieve diensten een zuiver bijkomstig aspect is, zoals multifunctionele mobiele telefoons. De Regering bepaalt wat onder "instapontvanger" verstaan moet worden.

De Regering kan ook opleggen dat ontvangers auditieve diensten kunnen ontvangen die via digitale en analoge omroepnetwerken op hertzgolven worden geleverd.

Art. 8.3.3-3. - De Regering kan opleggen dat een netwerkexploitant die aan een dienstenverdelers verbonden digitale televisieapparatuur aan eindgebruikers levert, verzekert dat deze apparatuur interoperabel is, zodat ze, indien dat technisch mogelijk is, opnieuw kan worden gebruikt om diensten van andere dienstverdelers te ontvangen.

BOEK IX. — REGULERING

TITEL I. — Hoge raad voor de audiovisuele sector

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 9.1.1-1. - Er wordt een Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België ('Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française de Belgique') opgericht, een onafhankelijke administratieve instantie met rechtspersoonlijkheid die belast is met de regulering van de audiovisuele sector in de Franse Gemeenschap, hierna 'Hoge Raad' genoemd.

De zetel van de Hoge Raad bevindt zich in het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De Hoge Raad mag geen commerciële activiteiten uitoefenen.

Art. 9.1.1-2. - De Hoge Raad bestaat uit twee colleges, een bureau en een onderzoekssecretariaat.

De twee colleges zijn:

1° het College voor advies;

2° het College voor vergunning en controle.

HOOFDSTUK II. — *Colleges*

Afdeling I. — College voor advies

Onderafdeling I. — Opdrachten van het College voor advies

Art. 9.1.2-1. - § 1. De opdracht van het College voor advies bestaat in:

1° het opstellen en actualiseren van gedragscodes voor dienstenuitgevers, dienstverdelers, netwerkexploitanten en aanbieders van videoplatformdiensten, met het oog op de standaardisering en versterking van hun beste praktijken. Deze gedragscodes worden door het bureau van de Hoge Raad aan de Europese Commissie toegezonden;

2° het opstellen en actualiseren van reglementen inzake commerciële communicatie, inzake de eerbiediging van de menselijke waardigheid, inzake de bescherming van minderjarigen, inzake de toegankelijkheid van programma's voor personen met een zintuiglijke handicap, inzake de uitzending van korte fragmenten van openbare evenementen, inzake politieke informatie tijdens verkiezingsperiodes, inzake de controlebepalingen voor de quotaverplichtingen en de bevordering van Europese werken en inzake de door de aanbieders van videoplatformdiensten te nemen maatregelen ter bescherming van de gebruiker. Deze reglementen worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd om bindend verklaard te worden;

3° het uitbrengen van advies over alle aangelegenheden met betrekking tot de audiovisuele sector, met inbegrip van de bescherming van minderjarigen en commerciële communicatie, met uitzondering van aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het College voor vergunning en controle vallen;

4° het uitbrengen van advies over de wijzigingen aan decreten en regelgevingen die het College noodzakelijk acht in het licht van de technologische, economische, sociale en culturele ontwikkeling van de activiteiten van de audiovisuele sector, alsook van het Europees en internationaal recht;

5. het uitbrengen van voorafgaand advies over de wijzigingen aan de rechten, voorwaarden en procedures van toepassing op netwerkexploitanten, tenzij ze zijn overeengekomen met de houders van de rechten, evenals over de in de artikelen 8.2.1-6, 8.2.1-10 en 8.2.1-16 bedoelde besluiten.

De gedragscodes en adviezen bedoeld in het eerste lid, 1°, 3° en 4° worden opgesteld hetzij op initiatief van ten minste drie leden van het College voor advies die daar gezamenlijk om verzoeken, met uitzondering van de leden van het bureau, hetzij op verzoek van het College voor vergunning en controle, hetzij op verzoek van de Regering of het Parlement.

De adviezen bedoeld in paragraaf 1, 5° worden geformuleerd na ontvangst van voorstellen van de Regering of het Parlement.

§ 2. Wanneer de adviezen door het Parlement, de Regering of het College voor vergunning en controle worden gevraagd, brengt het College voor advies zijn advies uit binnen een termijn van ten hoogste drie maanden na de datum van verzending van het verzoek. Behoudens de adviezen uitgebracht in toepassing van paragraaf 1, eerste lid, 5°, kan het Parlement, de Regering of het College voor vergunning en controle een advies aan het College vragen volgens een spoedprocedure. In voorkomend geval wordt het advies binnen zes weken uitgebracht.

§ 3. Alvorens een gedragscode, een advies of een reglement wordt aangenomen, moet het College voor advies, behalve in uitzonderlijke omstandigheden, gedurende een periode van ten minste 30 dagen de partijen en sectoren raadplegen die belang kunnen hebben bij het onderwerp in kwestie, zoals ondernemingen en organisaties die behoren tot de categorieën bedoeld in artikel 9.1.2-2, § 2, en die niet vertegenwoordigd zijn in het College voor advies. Zo nodig kan het College beslissen de partijen te horen die op de raadpleging hebben gereageerd.

Behoudens uitdrukkelijk andersluidend verzoek van de antwoordende partij, die vooraf op de hoogte wordt gebracht, worden de antwoorden op de raadpleging bekendgemaakt op de website van de Hoge Raad.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer om advies wordt verzocht volgens de in paragraaf 2 bedoelde spoedprocedure.

§ 4. De door het College voor advies uitgevaardigde gedragscodes kunnen op initiatief van het in artikel 9.1.3-1 bedoelde bureau of van de Regering aan een evaluatie worden onderworpen. In voorkomend geval verzoekt het bureau de dienstenuitgevers, de dienstenverdelers, de netwerkexploitanten en de aanbieders van videoplatformdiensten op wie de gedragscodes van toepassing zijn, om hem binnen een door hem gestelde termijn een verslag voor te leggen over de wijze waarop ze de gedragscode hebben toegepast en ze hebben doen naleven. De evaluatie wordt vervolgens uitgevoerd door het College voor advies op basis van een door het bureau opgesteld verslag.

§ 5. Het College voor advies publiceert jaarlijks een verslag over zijn werkzaamheden. Dit verslag omvat met name:

- 1° een verslag over de werkzaamheden van het College;
- 2° de verslagen en evaluaties bedoeld in paragraaf 4.

Het jaarverslag wordt aan het Parlement en de Regering toegezonden.

Onderafdeling II. — Samenstelling van het College voor advies

Art. 9.1.2-2. - § 1. Naast de 4 leden van het bureau bedoeld in artikel 9.1.3-3, § 1, is het College voor advies samengesteld uit ten hoogste 20 werkende leden die door de Regering worden aangeduid. Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger benoemd. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden duurt vier jaar en kan worden verlengd.

Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 9.1.3-3, § 1 worden de werkende en plaatsvervangende leden zo benoemd dat de vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische stromingen en van de gebruikersgroepen gewaarborgd is en dat een ongerechtvaardigd overwicht van een van de stromingen of van een geheel van gebruikersgroepen die dezelfde stroming aanhangen, vermeden wordt.

Het werkende lid dat de uitoefening van zijn mandaat stopzet vóór de verstrijking ervan wordt vervangen door een nieuw werkend lid dat door de Regering wordt aangeduid binnen twee maanden na de stopzetting van de uitoefening van het mandaat door het vroegere werkende lid. Hij voltooit het huidige mandaat. In afwachting van deze benoeming neemt het plaatsvervangende lid zitting in de plaats van het werkende lid.

Elke keer hij verhinderd is, vraagt het werkende lid zijn plaatsvervanger om zitting te nemen. De voorzitter stelt van ambtswege het ontslag vast van een werkend lid dat zes opeenvolgende keren ongewettigd afwezig was.

De werkende en plaatsvervangende leden van het College voor advies worden afgezet door de Regering, op haar initiatief of op voorstel van het College voor advies.

Er zijn gronden voor afzetting:

- 1° om de redenen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 2° in geval van niet-naleving van de regels betreffende de onverenigbaarheden bedoeld in het decreet en vastgesteld door het College voor advies, nadat het verweer van de betrokkenen werd gehoord;
- 3° in geval van niet-nakoming van de deontologische regels vastgelegd door het College voor advies in toepassing van artikel 9.1.5-1, § 1.

§ 2. De werkende leden en hun plaatsvervangers zijn vertegenwoordigers van ondernemingen en organisaties van de audiovisuele mediasector. In haar maximale samenstelling is deze vertegenwoordiging, zowel voor werkende leden als voor plaatsvervangende leden, als volgt verdeeld:

- 1° twee vertegenwoordigers van de RTBF;
- 2° twee vertegenwoordigers van een overeenkomstig artikel 3.2.2-3, § 2 erkende vereniging van nabijheidsmedia, of, bij ontstentenis daarvan, twee vertegenwoordigers van nabijheidsmedia;
- 3° vier vertegenwoordigers van private uitgevers van televisiediensten;
- 4° twee vertegenwoordigers van communautaire of stedelijke netwerkradio's of twee vertegenwoordigers van een organisatie die dit radiotype vertegenwoordigt;
- 5° een vertegenwoordiger van een multiprovinciale of provinciale netwerkradio of van een organisatie die dit radiotype vertegenwoordigt;
- 6° een vertegenwoordiger van een onafhankelijke radio of een organisatie die dit radiotype vertegenwoordigt;
- 7° een vertegenwoordiger van een associatieve radio of van een organisatie die dit radiotype vertegenwoordigt;
- 8° drie vertegenwoordigers van dienstenverdelers;
- 9° twee vertegenwoordigers van netwerkexploitanten;
- 10° twee vertegenwoordigers van aanbieders van videoplatformdiensten.

Elk van de in het eerste lid bedoelde categorieën telt ten minste één werkend en één plaatsvervangend lid. Het werkende lid en zijn plaatsvervanger moeten van dezelfde onderneming of organisatie afkomstig zijn.

De categorieën die over meer dan een vertegenwoordiger kunnen beschikken, moeten niet verplicht het in het eerste lid voorziene maximumaantal vertegenwoordigers tellen.

Elke vertegenwoordigde onderneming of organisatie heeft recht op één werkend en één plaatsvervangend lid, met inbegrip van de onderneming of organisatie die activiteiten uitoefent die meer dan één van de in het eerste lid bedoelde categorieën omvatten.

De Regering duidt de werkende en plaatsvervangende leden aan, en kiest daarvoor de vertegenwoordigers van de grootste of meest representatieve ondernemingen en organisaties in hun categorie.

Voorafgaand aan die aanduiding raadpleegt de Regering de in het eerste lid bedoelde ondernemingen en organisaties. Binnen dertig dagen na ontvangst van de raadplegingsbrief deelt elke geraadpleegde onderneming of organisatie de Regering de namen mee van de twee personen die ze voorstelt om haar als werkend lid en als plaatsvervangend lid te vertegenwoordigen.

§ 3. De Regering stelt het statuut vast van de werkende en plaatsvervangende leden van het College voor advies.

§ 4. De hoedanigheid van werkend en plaatsvervangend lid van het College voor advies is onverenigbaar:

1° met de hoedanigheid van lid van de Europese Commissie, de federale Regering, een gemeenschaps- of gewestregering, dan wel van het kabinet van een lid van de Europese Commissie, de Federale regering, gemeenschaps- of gewestregering;

2° met de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire of gewestelijke wetgevende vergadering, of van parlementair attaché;

3° met de hoedanigheid van lid van het College voor vergunning en controle, met uitzondering van de voorzitter en vicevoorzitters.

§ 5. Niemand kan lid zijn van het College voor advies als hij werd veroordeeld of als hij lid is van een instelling of een vereniging die werd veroordeeld bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing wegens niet-naleving van de democratische beginselen zoals vermeld in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide. Het eerste lid is niet van toepassing wanneer tien jaar zijn verstreken na de uitspraak van de genoemde rechterlijke beslissing en als kan worden vastgesteld dat de persoon of de vereniging openlijk afstand heeft gedaan van zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen zoals vermeld in de bepalingen bedoeld in voorgaand lid. Deze bepaling is ook niet meer van toepassing indien, één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, de persoon ontslag heeft genomen bij de vereniging onmiddellijk na de veroordeling van deze laatste wegens de niet-naleving van de democratische beginselen.

§ 6. Wonen de werkzaamheden van het College voor advies bij met raadgevende stem:

1° drie vertegenwoordigers van beroepsorganisaties die onafhankelijke producenten vertegenwoordigen;

2° drie vertegenwoordigers van beroepsorganisaties die auteurs, scenarioschrijvers, regisseurs en vertolkers van de audiovisuele sector vertegenwoordigen, met inbegrip van de auteursmaatschappijen en maatschappijen voor naburige rechten gespecialiseerd in de audiovisuele rechten;

3° een afgevaardigde van de Regering;

4° de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;

5° de voorzitter van de Hoge Raad voor opvoeding tot de media of zijn afgevaardigde;

6° een vertegenwoordiger van de Raad voor journalistieke deontologie;

7° een vertegenwoordiger van de uitgevers van de geschreven pers of van een organisatie die deze sector vertegenwoordigt;

8° een vertegenwoordiger van de AJP, de vereniging van de Franstalige beroepsjournalisten.

De onverenigbaarheden bedoeld in paragraaf 4 zijn op hen van toepassing, met uitzondering van 1° voor de Regeringsafgevaardigde.

De in 1° en 2° van het eerste lid bedoelde vertegenwoordigers worden door de Regering aangeduid in naleving van de laatste drie leden van paragraaf 2.

Afdeling II. — College voor vergunning en controle

Onderafdeling I. — Opdrachten van het College voor vergunning en controle

Art. 9.1.2-3. - § 1. Het College voor vergunning en controle heeft met name de volgende opdracht:

1° de aangiftemodellen en vereenvoudigde aangiftemodellen voor uitgevers, verdelers, netwerkexploitanten en aanbieders van videoplatformdiensten opstellen, de aangiften van dienstenuitgevers en aanbieders van videoplatformdiensten registreren en bepaalde dienstenuitgevers, met uitzondering van nabijheidsmedia en de RTBF, vergunnen. De aangiftemodellen en vereenvoudigde aangiftemodellen worden eerst ter goedkeuring aan de Regering toegezonden. De bijgewerkte lijst van uitgevers van televisiediensten en aanbieders van videoplatformdiensten die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen, met inbegrip van de informatie bedoeld in de artikelen 3.1.2-1, § 2, 2°, 6° en 10°, en 3.3-1, § 2, 2°, wordt aan de Europese Commissie toegezonden;

2° het gebruik van radiofrequenties vergunnen;

3° associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding erkennen;

4° een voorafgaand advies uitbrengen over de vergunning door de Regering van de nabijheidsmedia;

5° een voorafgaand advies uitbrengen over elk ontwerp van overeenkomst die tussen de Regering en een dienstenuitgever of dienstenverdelers moet worden gesloten;

6° advies uitbrengen over de naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit de RTBF-beheersovereenkomst;

7° advies uitbrengen over de naleving van de verplichtingen van de nabijheidsmedia, met name deze die voortvloeien uit de overeenkomst die tussen elk van hen en de Regering werd gesloten;

8° advies uitbrengen over de naleving van de in de artikelen 4.1-1, 6.1.1-1, 4.2.1-1 en 4.2.2-1 bedoelde verplichtingen. In dit kader stuurt het College de Europese Commissie ook een verslag over de toepassing van:

- artikel 4.2.1-1, om de twee jaar;

- de artikelen 6.1.1-1 en 4.2.2-1, uiterlijk op 19 december 2021 en daarna om de twee jaar;

- artikel 4.1-1, uiterlijk op 19 december 2022 en vervolgens om de drie jaar;

9° advies uitbrengen over de naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit de overeenkomsten tussen de Regering en de dienstenuitgevers die een recht op verplichte distributie genieten;

10° advies uitbrengen over de naleving van de verplichtingen van de dienstenverdelers;

11° de in de artikelen 7.2-1, 7.2-2 en 7.4-1 bedoelde verplichtingen ten minste om de vijf jaar opnieuw onderzoeken en na dit onderzoek advies uitbrengen indien het van mening is dat de handhaving van deze verplichtingen niet langer noodzakelijk is;

12° aanbevelingen van algemene of bijzondere strekking doen;

13° elke overtreding van de wetten, decreten en regelgevingen met betrekking tot de audiovisuele sector vaststellen, evenals elke niet-naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit een overeenkomst gesloten tussen de Franse Gemeenschap en een dienstenuitgever of dienstenverdelers, uit de beheersovereenkomst van de RTBF, uit de overeenkomst gesloten tussen de Regering en elk van de nabijheidsmedia, evenals uit de verbintenissen aangegaan in het kader van een antwoord op de offerteaanvragen bedoeld in dit decreet;

14° de relevante markten, de netwerkexploitanten met aanmerkelijke marktmacht en hun verplichtingen vaststellen volgens de procedure voorzien in de artikelen 8.1.1-1 tot en met 8.1.3-12;

15° deelnemen aan de uitvoering van een periodieke analyse die specifieke aanbevelingen inhoudt en aan de bevordering van de verspreiding van de beste praktijken betreffende de evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen, de bestrijding van seksistische stereotypen en de behandeling van geweld tegen vrouwen in de media;

16° op met redenen omkleed verzoek van de Europese Commissie of het BEREC, informatie verstrekken in verband met gerechtelijke beroepen ingediend tegen beslissingen van de Hoge Raad van toepassing op netwerkexploitanten en aanbieders van elektronischecommunicatiediensten. De verstrekte informatie omvat ten minste het aantal ingeleide procedures, de duur van de beroepsprocedures en het aantal toegekende voorlopige maatregelen;

17° binnen de grenzen van de beschikbare middelen, meewerken aan de uitvoering van studies en analyses die aanbevelingen inhouden, over mediageletterdheid en de strijd tegen desinformatie, in samenwerking met de Raad voor journalistieke deontologie en in overleg met de Hoge Raad voor opvoeding tot de media.

§ 2. Het College voor vergunning en controle voert zijn opdrachten te gepasten tijde uit en op een onafhankelijke, onpartijdige en transparante, niet-discriminerende en evenredige wijze in verhouding tot de nagestreefde doelstellingen.

§ 3. Voor de in 6°, 7°, 8°, 9° en 10° van paragraaf 1 bedoelde adviezen en analyse brengt het College voor vergunning en controle ten minste eenmaal per jaar op eigen initiatief een advies uit. Voor deze bedoeld in 15° brengt het College voor vergunning en controle elk jaar een vervolgadvis uit over de uitvoering van de maatregelen ter bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen en om de twee jaar een periodieke analyse van de stand van deze vertegenwoordiging in het Belgische Franstalige audiovisuele landschap.

§ 4. Behoudens andersluidende bepaling in dit decreet brengt het College voor vergunning en controle op verzoek van de Regering advies uit binnen twee maanden na de datum van verzending van dat verzoek. De Regering kan een advies van het College voor vergunning en controle vragen volgens de spoedprocedure. In voorkomend geval wordt het advies binnen vier weken uitgebracht.

Bij ontstentenis van een voorafgaand advies uitgebracht binnen de termijnen voorzien in deze paragraaf, wordt voorbijgegaan aan deze formaliteit in de gevallen bedoeld in paragraaf 1, 4° en 5°.

§ 5. De vergunningen die door het College voor vergunning en controle worden afgeleverd krachtens paragraaf 1, 1° en 2°, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 6. Het College voor vergunning en controle kan aan elke privépersoon of elke overheidsinstantie alle nodige informatie vragen voor de vervulling van zijn opdrachten.

§ 7. Op verzoek van een dienstenuitgever, dienstenverdelers of netwerkexploitant kan het College voor vergunning en controle een bemiddelingsprocedure inleiden na het ontstaan van een geschil dat:

1° betrekking heeft op de verdeling van een audiovisuele mediadienst, met inbegrip van de technische en financiële voorwaarden voor de beschikbaarstelling van die dienst aan het publiek of;

2° in strijd kan zijn met een beginsel van audiovisueel recht, in het bijzonder het pluralisme, de menselijke waardigheid of de bescherming van minderjarigen of;

3° betrekking heeft op de objectieve, billijke en niet-discriminerende aard van de voorwaarden of commerciële relaties betreffende de beschikbaarstelling van de audiovisuele mediadiensten aan het publiek.

De aanhangigmaking, die bij een ter post aangetekend schrijven aan de voorzitter van de Hoge Raad wordt gericht, vermeldt de feiten die aan de grondslag liggen van het geschil en bevat alle nuttige gegevens, met name de contactgegevens van de betrokken partijen, het voorwerp van de aanhangigmaking met een uiteenzetting van de middelen en de stukken waarop de aanhangigmaking gebaseerd is. De voorzitter stelt de betrokken partijen bij een ter post aangetekend schrijven in kennis van de inleiding van de bemiddelingsprocedure.

Het College voor vergunning en controle organiseert de bemiddelingsprocedure met inachtneming van de beginselen van tegenspraak en onafhankelijkheid. Het College beschikt over een termijn van drie maanden, verlengbaar met drie bijkomende maanden, om de stellingen en opmerkingen van de partijen te verzamelen en een oplossing voor te stellen die het aan de betrokken partijen voorlegt.

De praktische bepalingen voor deze bemiddeling worden door het College voor vergunning en controle in zijn huishoudelijk reglement vastgesteld.

§ 8. Het College voor vergunning en controle publiceert jaarlijks een verslag over zijn werkzaamheden. Dit verslag omvat met name:

1° een verslag over de werkzaamheden van het College;

2° een verslag over het gevoerde beleid in termen van beslissingen en sancties;

3° een verslag over het gebruik van de personele en financiële middelen van het College.

Het jaarverslag wordt aan het Parlement en de Regering toegezonden.

§ 9. Het College voor vergunning en controle publiceert een jaarlijks verslag over de toestand van de elektronischecommunicatiemarkt en een previsioneel activiteitenprogramma voor het volgende jaar.

Art. 9.1.2-4. - Het College voor vergunning en controle werkt samen met de IZJD in naleving van artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van een instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie.

Art. 9.1.2-5. - In de gevallen en volgens de nadere bepalingen bedoeld in de artikelen 24 en 27 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" (RTBF), legt het College voor vergunning en controle de RTBF de terugbetaling van een bedrag op dat gelijk is aan het bedrag van de overcompensaties die niet effectief terugbetaald worden, met inbegrip van de interesten berekend in toepassing van Verordening (EG) nr. 794/2004 van 21 april 2004 van de Commissie tot uitvoering van Verordening (EU) nr. 2015/1589 van de Raad tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Art. 9.1.2-6. - De Regering kan bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring, schorsing en bij hoogdringendheid instellen tegen een beslissing van het College voor vergunning en controle, genomen in toepassing van artikel 9.1.2-3, § 1, 1° en 2°, die ze strijdig acht met dit decreet of met de besluiten die erop betrekking hebben.

Onderafdeling II. — Samenstelling van het College voor vergunning en controle

Art. 9.1.2-7. - § 1. Naast de vier leden van het bureau bedoeld in artikel 9.1.3-3, § 1 bestaat het College voor vergunning en controle uit zes leden. Hun mandaat duurt vier jaar en kan worden verlengd. Ingeval een lid vervangen wordt, voltooit het plaatsvervangende lid het lopende mandaat.

Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 9.1.3-3, § 1 worden de tien leden aangeduid met inachtneming van de evenredige vertegenwoordiging van de bestaande democratische politieke stromingen in het Parlement.

Na een op de website van de Hoge Raad gepubliceerde oproep tot kandidaatstelling en op basis van een vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van elk van de kandidaten, met name op het gebied van recht, audiovisuele media of communicatie, worden drie van de in het eerste lid bedoelde zes leden door het Parlement benoemd. De Regering vervolledigt het College nadat de eerste drie leden door het parlement zijn aangeduid.

De leden van het College voor vergunning en controle worden op voorstel van de Regering door het Parlement van de Franse Gemeenschap afgezet in naleving van de onderstaande procedure:

1° op eigen initiatief of op voorstel van het College voor vergunning en controle stelt de Regering vast dat op het mandaat van een van de leden een reden tot afzetting rust;

2° de Regering zendt een voorstel van gemotiveerde beslissing tot afzetting aan het betrokken lid en aan het Parlement. Binnen 30 dagen na verzending van de kennisgeving kan het lid verzoeken om voor het Parlement te worden gehoord om zijn recht van verweer uit te oefenen;

3° de gemotiveerde beslissing tot afzetting wordt op de website van de Hoge Raad gepubliceerd na een termijn van vijftien dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing tot afzetting aan het betrokken lid.

Er zijn gronden voor afzetting:

1° om de redenen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek;

2° in geval van niet-naleving van de regels betreffende de onverenigbaarheden bedoeld in het decreet;

3° in geval van niet-nakoming van de deontologische regels vastgelegd door het College voor vergunning en controle in toepassing van artikel 9.1.5-1, § 1;

4° na zes opeenvolgende afwezigheden.

§ 2. De hoedanigheid als lid is onverenigbaar met:

1° de hoedanigheid van lid van de Europese Commissie, de federale Regering, een gemeenschaps- of gewestregering, dan wel van het kabinet van een lid van de Europese Commissie, de federale Regering, gemeenschaps- of gewestregering;

2° de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire of gewestelijke wetgevende vergadering, of van parlementair attaché;

3° de hoedanigheid van provinciegouverneur, arrondissementscommissaris, lid van de bestendige deputatie of provincieraadslid;

4° de hoedanigheid van houder van een mandaat als burgemeester, schepen of voorzitter van het OCMW;

5° de uitoefening van een functie die een persoonlijk of functioneel belangenconflict kan doen ontstaan, op grond van:

- de hoedanigheid van personeelslid of lid van de raad van bestuur van de RTBF of van een dienstuitgever;

- de uitoefening van een functie of het hebben van belangen in een vennootschap of organisatie die een activiteit uitoefent welke in concurrentie is met vennootschappen of organisaties uit de audiovisuele sector;

6° de hoedanigheid van lid van het College voor advies, met uitzondering van de voorzitter en vicevoorzitters.

§ 3. Niemand kan lid zijn van het College voor vergunning en controle als hij werd veroordeeld of als hij lid is van een instelling of een vereniging die werd veroordeeld bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing wegens niet-naleving van de democratische beginselen zoals vermeld in het Europees verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen, of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide.

Het eerste lid is niet van toepassing wanneer tien jaar zijn verstreken na de uitspraak van de genoemde rechterlijke beslissing en als kan worden vastgesteld dat de persoon of de vereniging openlijk afstand heeft gedaan van zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen zoals vermeld in de bepalingen bedoeld in voorgaand lid. Deze bepaling is ook niet meer van toepassing indien, één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, de persoon ontslag heeft genomen bij de vereniging onmiddellijk na de veroordeling van deze laatste wegens de niet-naleving van de democratische beginselen.

§ 4. Wanneer het betrokken lid weet dat zijn persoon de oorzaak van wraking kan zijn of van het mogelijke ontstaan van een belangenconflict in verband met het onderwerp waarover het College voor vergunning en controle zal beraadslagen en beslissen, neemt het geen deel aan de debatten en de beraadslaging. De niet-naleving van die regel wordt beschouwd als een overtreding van de deontologische regels bedoeld in artikel 9.1.5-1, § 1.

§ 5. De Regering stelt het statuut vast van de leden van het College voor vergunning en controle.

§ 6. De Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, of zijn afgevaardigde, woont de werkzaamheden van het College voor vergunning en controle bij met raadgevende stem, behalve bij de uitoefening van de bevoegdheid bedoeld in artikel 9.1.2-3, § 1, 12°.

HOOFDSTUK III. — *Bureau*

Art. 9.1.3-1. - § 1. Het bureau kan autonoom alle handelingen uitvoeren die noodzakelijk of nuttig zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Hoge Raad en zijn bestuur. Het vertegenwoordigt hem in gerecht en tegenover derden. Het kan contracten sluiten in zijn naam.

Het bureau bepaalt de omvang van de bevoegdheden die het aan een of meer van zijn personeelsleden delegeert, evenals de vorm en de nadere bepalingen van deze delegatie. Het bureau kan met name het dagelijks beheer van de Hoge Raad, de vertegenwoordiging betreffende dit beheer en de uitvoering van zijn beslissingen delegeren.

§ 2. Het bureau coördineert en organiseert de werkzaamheden van de Hoge Raad, ziet erop toe dat de adviezen in overeenstemming zijn met het interne, Europese of internationale recht, en lost de conflicten van alle aard op die tussen de Colleges ontstaan.

Het bureau neemt alle contacten op met de internationale, federale, gemeenschaps- en gewestoverheden, die noodzakelijk zijn voor de vervulling van zijn opdrachten. Het bureau bepaalt met name de nadere bepalingen voor de representatie van de Hoge Raad in de Europese groep van regulerende instanties voor de audiovisuele mediadiensten.

In het kader van zijn internationale activiteiten heeft het bureau onder meer de opdracht de samenwerking en de uitwisseling van informatie en beste praktijken te organiseren met de instanties die bevoegd zijn voor de regulering inzake televisie- en videoplatformdiensten en elektronische communicatie binnen de Europese Unie. Dit houdt de naleving van de volgende bepalingen in:

1° wanneer een televisiedienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt, geheel of hoofdzakelijk voor het publiek van een andere lidstaat van de Europese Unie bestemd is, stelt het bureau de bevoegde instantie van de lidstaat van bestemming hiervan in kennis;

2° wanneer het bureau door de bevoegde instantie van een lidstaat van de Europese Unie wordt ondervraagd over de activiteit van een televisiedienst die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap valt en die zich op het grondgebied van die lidstaat richt, stelt het bureau alles in het werk om dit verzoek binnen twee maanden te behandelen;

3° wanneer een televisiedienst zich tot het publiek van de Franse Gemeenschap richt, beantwoordt het bureau elk verzoek van de instantie van de lidstaat van de Europese Unie die voor deze dienst bevoegd is.

§ 3. Het bureau werft het personeel van de Hoge Raad aan.

Het personeel verbonden aan het onderzoekssecretariaat wordt door het bureau aangeworven op advies van de onderzoekssecretaris. De leden van het onderzoekssecretariaat zijn houder van een academische mastergraad in de rechten of hebben beroepservaring in de audiovisuele sector.

Wat de functies van niveau 1 betreft, zal een beroep worden gedaan op personen die zijn aangeworven op basis van arbeidsovereenkomsten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, eerste lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren.

Voor functies waarvoor geen beroep wordt gedaan op personen aangeworven op basis van een arbeidsovereenkomst, zal de Regering het personeelsstatuut bepalen.

Art. 9.1.3-2. - § 1. Het bureau kan aan de Regering alle aanbevelingen meedelen die nuttig zijn voor de vervulling van de opdrachten van de Hoge Raad.

Het kan aan de Regeringsdiensten alle inlichtingen of verslagen vragen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de opdrachten van de Raad en de Colleges. Behalve wanneer de bescherming van het bedrijfsgeheim vereist is, bezorgt het bureau alle inlichtingen of verslagen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de opdrachten van de Regeringsdiensten die gebonden zijn aan dezelfde geheimhouding als bedoeld in artikel 9.1.5-5.

Het bureau kan eveneens een beroep doen op buitendiensten of op deskundigen om de Hoge Raad en de Colleges bij de uitoefening van hun opdrachten bij te staan.

§ 2. De Regering brengt het bureau op de hoogte van het gevolg dat ze geeft aan zijn adviezen. Het bureau brengt elk van de betrokken Colleges op de hoogte.

Art. 9.1.3-3. - § 1. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en de eerste, tweede en derde ondervoorzitter van de Hoge Raad.

De leden van het bureau worden aangesteld door de Regering, in naleving van de evenredige vertegenwoordiging van de bestaande democratische politieke strekkingen binnen het Parlement van de Franse Gemeenschap, voor een mandaat van vijf jaar, na een op de website van de Hoge Raad gepubliceerde oproep tot kandidaatstelling en een vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van elk van de kandidaten, met name op het gebied van recht, audiovisuele media of communicatie.

De leden van het bureau mogen op het tijdstip van hun aanstelling de wettelijke pensioenleeftijd nog niet hebben bereikt.

§ 2. De in artikel 9.1.2-6, leden 2 en 3 bedoelde onverenigbaarheden zijn van toepassing op de voorzitter en de ondervoorzitters.

§ 3. De Regering vervangt de voorzitter of een ondervoorzitter indien hun functie wordt beëindigd vóór het einde van hun mandaat.

§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitters van de Hoge Raad leggen de eed af in handen van de Minister. De andere leden leggen de eed af in handen van de voorzitter van de Hoge Raad. De tekst van de eedaflegging is deze die bepaald is bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

§ 5. De voorzitter en de ondervoorzitters kunnen worden afgezet door het Parlement op voordracht van de Regering in overeenstemming met de procedure en redenen bedoeld in artikel 9.1.2-6, § 1.

§ 6. De Regering stelt het statuut vast van de leden van het bureau.

HOOFDSTUK IV. — *Onderzoekssecretariaat*

Art. 9.1.4-1. - § 1. Het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad ontvangt de klachten die aan de Hoge Raad worden gericht. Het onderzoekt de dossiers in volledige onafhankelijkheid. Het kan ook op eigen initiatief een onderzoek instellen.

§ 2. Het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad wordt geleid door de onderzoekssecretaris. Het onderzoekssecretariaat staat onder het gezag van het bureau, maar geniet onafhankelijkheid tegenover het bureau in het kader van zijn onderzoekopdrachten.

Art. 9.1.4-2. - De in artikel 9.1.2-6, § 2 en 3 bedoelde onverenigbaarheden zijn van toepassing op de personeelsleden van de Hoge Raad.

De personeelsleden van de Hoge Raad zijn verplicht de deontologische regels na te leven die in de huishoudelijke reglementen van de Hoge Raad uitgevaardigd zijn.

HOOFDSTUK V. — *Dienst en werking*

Art. 9.1.5-1. - § 1. Elk College legt zijn huishoudelijk reglement vast. Dat reglement vaardigt inzonderheid de werkingsregels uit, evenals de deontologische regels en, zo nodig, de regels betreffende de vermelding van de minderhedenstandpunten, evenals de regels betreffende de bekendmaking van de beslissingen, aanbevelingen, gedragscodes en adviezen.

Het huishoudelijk reglement bepaalt eveneens de procedure te volgen door een college dat de afzetting van een van zijn leden aan de Regering voorlegt, met inbegrip van de afzettingen gebaseerd op een door het college naar behoren vastgestelde onverenigbaarheid.

Ook de bijeenroepingswijzen en -termijnen en de wijzen van beraadslaging van de colleges indien de in artikel 9.1.5-3 bedoelde aanwezigheids- en beraadslagingsquora niet bereikt zijn, kunnen in het huishoudelijk reglement worden vastgelegd.

Het huishoudelijk reglement moet ten minste bepalen dat de colleges voor een nieuwe vergadering kunnen worden bijeengeroepen binnen een minimumtermijn van vijf werkdagen.

Het huishoudelijk reglement van het College voor vergunning en controle bepaalt met name de toepassingsbepalingen van de artikelen 9.2.2-3 en 9.2.2-4, en legt de bepalingen vast betreffende de transparantie van de belangen van zijn leden in de audiovisuele sector.

§ 2. Het bureau legt een huishoudelijk reglement vast. Dat regelt met name de nadere bepalingen voor de bijeenroeping voor vergaderingen, de overdracht van bevoegdheden bedoeld in artikel 9.1.3-1, § 1, en de overdracht van stemrecht bedoeld in artikel 9.1.5-4, evenals de openbaarheid van de werkzaamheden van de Hoge Raad, uitgevoerd onder de aansprakelijkheid van het bureau, en de werkingsbepalingen van het onderzoekssecretariaat.

§ 3. De huishoudelijke reglementen worden door de Regering goedgekeurd.

Art. 9.1.5-2. - De voorzitter van de Hoge Raad zit van rechtswege de Colleges voor. De ondervoorzitters wonen alle vergaderingen van de Colleges bij en hebben daarin een beslissende stem. Bij verhindering van de voorzitter wordt hij vervangen door een van de ondervoorzitters. Het huishoudelijk reglement van het College legt de nadere bepalingen voor die vervanging vast.

Art. 9.1.5-3. - Elk College wordt door de voorzitter of zijn plaatsvervanger bijeengeroepen. Elk College stelt de agenda vast op voordracht van de voorzitter.

Het College voor advies kan slechts geldig beraadslagen wanneer de helft van de leden aanwezig is.

Het College voor vergunning en controle kan slechts geldig beraadslagen wanneer de helft van de aangestelde leden aanwezig is.

De beraadslagingen van het College voor vergunning en controle worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De beraadslagingen van het College voor advies worden genomen bij consensus van de aanwezige leden. De uitgebrachte adviezen kunnen echter afwijkende meningen inhouden.

Art. 9.1.5-4. - Het bureau wordt door zijn voorzitter of zijn plaatsvervanger bijeengeroepen. De oproepingsbrief bevat de agenda.

Het kan slechts geldig bij meerderheid beraadslagen wanneer drie van de leden aanwezig zijn. Hoogstens twee leden kunnen echter hun stem schriftelijk overdragen aan een ander lid van het bureau. Een lid mag niet over meer dan één overdracht beschikken.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 9.1.5-5. - De voorzitter, de ondervoorzitters, de leden van de colleges, evenals het geheel van de personeelsleden zijn tot geheimhouding verplicht voor de feiten, daden en inlichtingen waarvan ze kennis hebben kunnen nemen naar aanleiding van de uitoefening van hun functies, onder voorbehoud van wat nodig is voor het opstellen van de akten en verslagen die moeten worden bekendgemaakt.

Artikel 458 van het Strafwetboek over het beroepsgeheim is van toepassing.

HOOFDSTUK VI. — *Geldmiddelen*

Art. 9.1.6-1. - § 1. De Hoge Raad heeft als geldmiddelen:

1° de jaarlijkse dotatie van de Franse Gemeenschap;

2° de bijkomende specifieke dotatie;

3° de giften en legaten die hij krijgt;

4° inkomsten van zijn eigen goederen;

5° de subsidies die worden toegekend in het kader van specifieke opdrachten die niet onder de financieringsovereenkomst vallen.

§ 2. De Regering sluit met de Hoge Raad een financieringscontract, dat voor een periode van vijf jaar het bedrag vastlegt van de dotatie die aan de Hoge Raad wordt toegekend. Deze dotatie wordt jaarlijks op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken en wordt geïndexeerd volgens de regels die in het financieringscontract nader bepaald zijn. Het financieringscontract wordt gepubliceerd op de website van de Hoge Raad.

Het financieringscontract kan door middel van een aanhangsel worden gewijzigd naargelang van de evolutie van de opdrachten van de Hoge Raad.

§ 3. Elk jaar kent de Franse Gemeenschap in voorkomend geval de Hoge Raad een specifieke bijkomende dotatie toe. Deze dekt de schadevergoeding betaald door de Hoge Raad wegens zijn eventuele aansprakelijkheid voor feiten die behoren tot de uitvoering van de opdrachten bedoeld in de artikelen 9.2.2-1 tot en met 9.2.2-5. De specifieke dotatie zal slechts gestort worden als het bedrag van deze schadevergoeding niet gedekt kan worden door de andere geldmiddelen van de Hoge Raad.

HOOFDSTUK VII. - Controle

Art. 9.1.7-1. - § 1. De Regering stelt een van de Regeringscommissarissen aan, bedoeld in het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, voor de controle op de Hoge Raad. Deze commissaris ziet toe op het goede administratieve en financiële beheer van de Hoge Raad.

In afwijking van het in het eerste lid bedoelde decreet woont de Commissaris slechts de vergaderingen van het bureau van de Hoge Raad bij.

Het bureau deelt elk document mee dat nuttig is voor de uitoefening van de opdrachten van de commissaris.

Bovendien kan de commissaris beschikken over elk document dat hij nuttig acht voor de uitoefening van zijn opdrachten.

§ 2. In afwijking van het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, kan de Regeringscommissaris slechts beroep indienen bij de Regering voor beslissingen betreffende het administratieve en financiële beheer en de werking van de Hoge Raad die hij als strijdig acht met de wetten, decreten, ordonnanties en besluiten of waarvan hij meent dat ze het financiële evenwicht van de Hoge Raad in gevaar brengen.

Art. 9.1.7-2. - § 1. Het financiële beheer van de Hoge Raad wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsbesluiten daarvan.

§ 2. De controle op de jaarlijkse rekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen die in de jaarlijkse rekeningen vast te stellen zijn, wordt toevertrouwd aan een commissaris der rekeningen.

De Regering benoemt de commissaris der rekeningen onder de leden, natuurlijke of rechtspersonen van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De commissaris der rekeningen legt minstens één keer per jaar een verslag aan het bureau van de Hoge Raad voor.

§ 3. Uiterlijk op 30 juni zendt het bureau een jaarlijks beheersverslag over aan de Regering, met inzonderheid een samenvatting van de jaarrekeningen, de voornaamste financiële gegevens van het afgelopen jaar, de balansen en het verslag van de commissaris der rekeningen.

TITEL II. - Sancties

HOOFDSTUK I. - Strafrechtelijke en burgerrechtelijke sancties

Afdeling I. - Strafrechtelijke sancties

Art. 9.2.1-1. - Met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 5 jaar en met een geldboete van minstens 26 euro, of met slechts één van die straffen, wordt gestraft, hij die bewust een audiovisuele mediadienst zal hebben uitgegeven of een radiofrequentie zal hebben gebruikt zonder zich te hebben aangemeld of zonder de vergunningen bedoeld in dit decreet te hebben ontvangen of wanneer deze vergunningen opgeschort, ingetrokken of vervallen zijn.

Art. 9.2.1-2. - Met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 5 jaar en met een geldboete van ten minste 26 euro, of met slechts één van die straffen, wordt gestraft, hij die bewust een audiovisuele mediadienst zal hebben uitgezonden in strijd met de bepalingen van Titels 3, 4 en 5 van Boek II.

Art. 9.2.1-3. - § 1. Met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 5 jaar en met een geldboete van ten minste 26 euro, of met slechts één van die straffen, wordt gestraft, hij die:

- 1° tot het vervaardigen, invoeren, verdelen, verkopen, verhuren of bezitten van een illegale uitrusting overgaat;
- 2° tot de installatie, het onderhoud of de vervanging van een illegale uitrusting overgaat;
- 3° elk communicatiemiddel gebruikt om een illegale uitrusting rechtstreeks of onrechtstreeks te promoten;
- 4° een illegale uitrusting gebruikt.

§ 2. De inbeslagneming van een illegale uitrusting wordt uitgesproken overeenkomstig artikel 42 van het Strafwetboek.

§ 3. Onder "illegale uitrusting" wordt verstaan: elke uitrusting of hardware- of softwarecomponent ontworpen, geproduceerd, aangepast of gerealiseerd om zonder toestemming van de dienstenverrichter toegang te krijgen tot een beschermde dienst of een beschermde dienst in een begrijpelijke vorm toegankelijk te maken.

Onder "beschermde dienst" wordt verstaan: elke audiovisuele mediadienst die tegen betaling en op basis van voorwaardelijke toegang wordt aangeboden.

Art. 9.2.1-4. - De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld in de artikelen 9.2.1-1 tot en met 9.2.1-3.

Afdeling II. - Burgerrechtelijke sancties

Art. 9.2.1-5. - Onverminderd de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel kan de voorzitter ervan het bestaan van elke in artikel 9.2.1-3 bedoelde handeling vaststellen en de beëindiging ervan bevelen.

De vordering wordt opgesteld en behandeld volgens het kortgeding.

Er wordt over de vordering rechtgesproken onverminderd elke vervolging wegens dezelfde feiten voor een Strafgerecht.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad niettegenstaande hoger beroep en zonder borgstelling, tenzij de rechter bevelen heeft dat er één zou moeten geschieden.

Naast de beëindiging van de betwiste handeling kan de voorzitter van de rechtbank van koophandel, zoals hij het best acht, de publicatie van het geheel of een gedeelte van het vonnis ten koste van de overtreder bevelen.

De overtreder kan daarenboven veroordeeld worden tot de inbeslagneming van de illegale uitrusting of, in voorkomend geval, tot de betaling van een bedrag dat gelijk is aan de prijs van de reeds afgestane illegale uitrusting.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve sancties*

Art. 9.2.2-1. - § 1. Wanneer het een overtreding van wetten, decreten en verordeningen inzake de audiovisuele sector, inzonderheid deze bedoeld in artikel 9.1.2-1, § 1, 2°, goedgekeurd door de Regering, vaststelt of de niet-naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit een overeenkomst gesloten tussen de Franse Gemeenschap en een dienstenuitgever of een dienstenverdelers, uit de beheersovereenkomst van de RTBF, uit de overeenkomst gesloten tussen de Regering en elk van de nabijheidsmedia, evenals uit verbintenissen aangegaan in het kader van het antwoord op een offerteaanvraag bedoeld in dit decreet, of de niet-uitvoering van een hierna bedoelde sanctie, kan het College voor vergunning en controle, met inachtneming van de in artikel 9.2.2-3 bedoelde procedure, een van de volgende sancties uitspreken:

1° de waarschuwing;

2° de publicatie, volgens de door hem vastgelegde voorwaarden, over de betwiste dienst of in elke andere periodieke publicatie of beide en op kosten van de overtreder, van een mededeling die aantoonde dat het College voor vergunning en controle een overtreding heeft vastgesteld die door de mededeling wordt bekendgemaakt;

3° de schorsing van het betwiste programma;

4° de intrekking van het betwiste programma of de betwiste video gemaakt door de gebruiker;

5° de schorsing van de vergunning voor een maximumduur van zes maanden;

6° onverminderd artikel 9.2.3-1, de schorsing van de verdeling van de betwiste dienst;

7° een geldboete waarvan het bedrag niet lager dan 250 EUR mag zijn, noch 3% hoger dan de jaaromzet vóór belasting. In geval van recidive binnen een termijn van vijf jaar wordt dit bedrag verhoogd tot 5% van de jaaromzet vóór belasting. De geldboetesanctie mag op bijkomstige wijze naast de sancties bedoeld in deze paragraaf worden opgelegd.

8° de intrekking van de vergunning.

§ 2. Onverminderd artikel 9.2.3-1, bij dreiging van ernstig en moeilijk herstelbaar nadeel, kan het College voor vergunning en controle de verdeling van een dienst opschorten voor een periode die niet langer dan 15 dagen mag duren.

§ 3. Ingeval het College voor vergunning en controle een sanctie uitspreekt overeenkomstig paragraaf 1, mag het daar een dwangsom aan verbinden. Het bedrag van de dwangsom moet redelijk en evenredig zijn in verhouding tot de inbreuk en de niet-naleving van de beslissing. Het bedrag van de dwangsom mag, per maand, niet hoger zijn dan 1% van de jaaromzet vóór belasting.

§ 4. Het College voor vergunning en controle kan een borgstelling eisen voor de in artikel 9.2.2-1, § 1, 7° en 9.2.2-1, § 3 bedoelde bedragen.

Art. 9.2.2-2. - De Regering wordt ermee belast de krachtens artikel 9.2.2-1, § 1, 7° en § 3 verschuldigde boetes in te vorderen, in voorkomend geval bij dwangbevel, dat ze bevoegd is op te stellen. Ze kan een of meer ambtenaren binnen haar diensten aanstellen die worden belast met deze invordering.

Binnen een maand na de ontvangst van de beslissing van de Hoge Raad verzendt de Regering of de ambtenaar(en) belast met de invordering, voorafgaand aan het dwangbevel, een uitnodiging tot betaling van de geldboete binnen de drie maanden naar de schuldplichtige.

Bij niet-betaling van de geldboete binnen de vereiste termijn stelt de ordonnateur het dwangbevel op binnen de drie maanden na het verstrijken van die termijn. De ordonnateur stelt echter geen dwangbevel op in geval een beroep wordt ingediend voor de Raad van State tegen de beslissing van de Hoge Raad. In dat geval stelt hij het dwangbevel op binnen de drie maanden na de ontvangst van het arrest van de Raad van State.

Het dwangbevel is uitvoerbaar binnen de acht dagen van de kennisgeving ervan aan schuldplichtige van de boete. Het wordt uitgevoerd door een gerechtsdeurwaarder in de vormen bepaald in het Gerechtelijk Wetboek.

De uitvoering van het dwangbevel kan slechts opgeheven worden door een gemotiveerd verzet met een dagvaarding. Op straffe van verval wordt dit verzet gedaan bij deurwaardersexploot betekend aan de Minister-President van de Franse Gemeenschap binnen een maand na de kennisgeving van het dwangbevel.

De vordering wordt ingesteld bij de rechtbank bevoegd voor het rechtsgebied waar de maatschappelijke zetel van de schuldplichtige gevestigd is.

Art. 9.2.2-3. - § 1. Zodra een klacht die of een feit dat een in artikel 9.2.2-1, § 1 bedoelde overtreding of tekortkoming kan uitmaken, ter kennis van de Hoge Raad wordt gebracht, stelt het onderzoekssecretariaat een onderzoek in en doet het uitspraak over de ontvankelijkheid van het dossier.

Als het dossier ontvankelijk is, verzekert het onderzoekssecretariaat het onderzoek ervan. Het onderzoekssecretariaat kan de zaak seponeren.

Het onderzoekssecretariaat stelt het College voor vergunning en controle elke maand in kennis over de dossiers die bij de Hoge Raad zijn ingediend.

Het College voor vergunning en controle kan beslissingen van niet-ontvankelijkheid en het seponeren door het onderzoekssecretariaat aan zich trekken.

Het onderzoeksverslag wordt aan het College voor vergunning en controle overgezonden.

Deze paragraaf is niet van toepassing wanneer een schending of een tekortkoming vastgesteld wordt in het kader van een advies van het College voor vergunning en controle over de uitvoering van de verplichtingen van de dienstenuitgevers en -verdelers, in welk geval dat advies de basis vormt van de kennisgeving van de grieven.

§ 2. Het College voor vergunning en controle deelt zijn grieven en het verslag, of desgevallend het advies over de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 9.1.2-3, § 1, 5° tot en met 9°, mee aan de overtreder. Deze beschikt over een termijn van één maand om inzage van het dossier te krijgen en zijn schriftelijke opmerkingen voor te leggen.

§ 3. De overtreder wordt uitgenodigd om te verschijnen op de datum die door de voorzitter wordt bepaald en bij een ter post aangetekend schrijven wordt meegedeeld. Hij kan zich door een raadsman laten vertegenwoordigen. Het College voor vergunning en controle kan iedere persoon horen die er nuttig toe kan bijdragen informatie te verstrekken.

§ 4. Het College voor vergunning en controle neemt een met redenen omklede beslissing binnen zestig dagen na de afsluiting van de debatten. Ze wordt bij een ter post aangetekend schrijven meegedeeld. Het College voor vergunning en controle kan bij verstek beslissen.

§ 5. Wanneer een beslissing bij verstek is uitgesproken, kan de overtreder verzet aantekenen bij een ter post aangetekend schrijven binnen veertien dagen na de datum van kennisgeving van de beslissing genomen door het College voor vergunning en controle.

Een nieuwe datum om te verschijnen wordt bepaald. Indien hij opnieuw verstek laat gaan, mag hij geen verzet meer aantekenen.

§ 6. De zittingen van het College voor vergunning en controle zijn openbaar. Bij een met redenen omklede beslissing, op eigen initiatief of op verzoek van de betrokkene, kan het College een zitting met gesloten deuren bevelen.

Art. 9.2.2-4. - In dringende gevallen en wanneer er een dreiging van ernstig en moeilijk herstelbaar nadeel bestaat, en in afwijking van artikel 9.2.2-3, kan de voorzitter van de Hoge Raad of zijn plaatsvervanger, zodra hij op de hoogte is van een feit dat een in artikel 9.2.2-1, § 1 bedoelde overtreding of tekortkoming zou kunnen vormen, de betrokkenen bijeenroepen op de door hem bepaalde datum en tijdstip. De oproepingsbrief houdt de kennisgeving van de grieven in. Het College voor vergunning en controle wordt onmiddellijk op de hoogte gebracht van de toepassing van de spoedprocedure.

In geval van een onmiddellijke en ernstige bedreiging van de openbare orde, de openbare veiligheid of de volksgezondheid, of een bedreiging die ernstige economische of bedrijfstechnische problemen voor andere aanbieders of gebruikers van elektronische communicatienetwerken of -diensten of andere gebruikers van het radiospectrum tot gevolg kan hebben, kan de voorzitter van de Hoge Raad de activiteiten van de netwerkoperator of aanbieder van elektronische communicatiediensten opschorten voor een duur van ten hoogste drie maanden.

De overtreder kan tijdens de hoorzitting schriftelijke opmerkingen indienen of corrigerende maatregelen voorstellen.

Wanneer de voorzitter van de Hoge Raad een sanctie uitspreekt tegen de overtreder, moet het College voor vergunning en controle zich, in naleving van de in artikel 9.2.2-3 bedoelde procedure, over de beslissing van de voorzitter uitspreken binnen drie maanden na de kennisgeving van de beslissing aan de overtreder. Bij ontstentenis wordt de beslissing van de voorzitter nietig. De voorzitter van de Hoge Raad of zijn plaatsvervanger die de beslissing volgens de spoedprocedure heeft genomen, mag tijdens het onderzoek van deze beslissing niet in het College voor vergunning en controle zetelen.

De door de voorzitter van de Hoge Raad uitgesproken sanctie kan aan een dwangsom gekoppeld worden. Het bedrag van de dwangsom moet redelijk en evenredig zijn in verhouding tot de overtreding en de niet-naleving van de beslissing. Het bedrag van de dwangsom mag, per maand, niet hoger zijn dan 1% van de jaaromzet vóór belasting.

Art. 9.2.2-5. - § 1. Met het oog op de vervulling van de opdrachten die hem toevertrouwd zijn, kan het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad:

1° zonder zich te moeten verplaatsen, zowel van de besturen als van de natuurlijke of rechtspersonen die audiovisuele mediadiensten uitgeven of verdelen, van reclameregies, reclameagentschappen en adverteerders betrokken bij de uitzending van commerciële boodschappen door een van de vermelde uitgevers of van elke gelijkaardige handeling, alle nodige inlichtingen inwinnen om zich te vergewissen van de naleving van de verplichtingen die aan de houders van een vergunning opgelegd zijn;

2° onderzoeken uitvoeren bij diezelfde natuurlijke of rechtspersonen volgens de bepalingen vastgelegd door de Regering.

§ 2. *De Regering kan binnen het onderzoekssecretariaat van de Hoge Raad beëdigde ambtenaren aanstellen die bevoegd zijn om processen-verbaal op te stellen die gelden totdat het tegendeel bewezen is. Deze ambtenaren leggen de eed af overeenkomstig artikel 572 van het Gerechtelijk Wetboek.*

HOOFDSTUK III. — Sancties tegen televisiediensten van derden

Art. 9.2.3-1. - § 1. Het College voor vergunning en controle kan, in naleving van de hierna beschreven procedure, de verdeling van de in artikel 7.2-3, § 1, 3° en 4°, en in artikel 7.4-2, § 1, 1° en 2° bedoelde televisiediensten tijdelijk schorsen ingeval ze tot tweemaal toe in de voorbije twaalf maanden een duidelijke, aanzienlijke en ernstige overtreding vormden op artikel 2.3-1, 2° of 4°, of afbreuk doen aan de volksgezondheid of een aanzienlijk en ernstig risico voor de volksgezondheid vormen.

In voorkomend geval zal het College voor vergunning en controle, in een ter post aangetekend schrijven, de betrokken dienstenuitgever, de bevoegde instantie van de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert en de Europese Commissie in kennis stellen van de bedoelde overtredingen en van zijn voornemen om de betrokken dienst te schorsen indien een van de in het eerste lid bedoelde overtredingen voortduurt of opnieuw plaatsvindt.

Bij de in het tweede lid bedoelde kennisgeving verleent het College voor vergunning en controle de betrokken dienstenuitgever een termijn van ten minste 15 kalenderdagen na de verzending van de kennisgeving om zijn standpunt over de ten laste gelegde overtredingen kenbaar te maken.

Indien binnen een maand na ontvangst door de Commissie van de in het tweede lid bedoelde kennisgeving het overleg met de bevoegde instantie van de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert en de Europese Commissie niet in een minnelijke schikking resulteerde en indien een van de in het eerste lid bedoelde overtredingen voortduurt of zich opnieuw voordoet, kan het College voor vergunning en controle de verdeling van de betwiste dienst tijdelijk schorsen.

Indien het de verdeling schorst, stelt het College voor vergunning en controle de betrokken dienstenuitgever, de bevoegde instantie in de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstverlener ressorteert, en de Europese Commissie in een ter post aangetekend schrijven in kennis van zijn beslissing.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan het College voor vergunning en controle de verdeling van de in artikel 7.2-3, § 1, 3° en 4°, en in artikel 7.4-2, § 1, 1° en 2° bedoelde televisiediensten tijdelijk schorsen, in naleving van de hierna beschreven procedure, ingeval ze minstens één keer in de voorbije twaalf maanden een duidelijke, aanzienlijke en ernstige overtreding vormden op artikel 2.3-1, 3°, of afbreuk doen aan of een aanzienlijk en ernstig risico vormden voor de openbare veiligheid, met inbegrip van de bescherming van de nationale veiligheid en landsverdediging.

In voorkomend geval zal het College voor vergunning en controle, in een ter post aangetekend schrijven, de betrokken dienstenuitgever, de bevoegde instantie van de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert en de Europese Commissie in kennis stellen van de bedoelde overtredingen en van zijn voornemen om de betrokken dienst te schorsen indien een van de in het eerste lid bedoelde overtredingen voortduurt of opnieuw plaatsvindt.

Bij de in het tweede lid bedoelde kennisgeving verleent het College voor vergunning en controle de betrokken dienstenuitgever een termijn van ten minste 15 kalenderdagen na de verzending van de kennisgeving om zijn standpunt over de ten laste gelegde overtredingen kenbaar te maken.

Indien het de verdeling schorst, stelt het College voor vergunning en controle de betrokken dienstenuitgever, de bevoegde instantie in de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstverlener ressorteert, en de Europese Commissie in een ter post aangetekend schrijven in kennis van zijn besluit.

§ 3. In dringende gevallen kan het College voor vergunning en controle, in afwijking van paragraaf 2, de betrokken dienst schorsen uiterlijk binnen de maand van de ten laste gelegde overtreding. In voorkomend geval stelt het College de betrokken dienstenuitgever, evenals de bevoegde instantie van de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert, en de Europese Commissie binnen 3 dagen in een ter post aangetekend schrijven in kennis van de vermeende overtreding, van zijn beslissing tot schorsing en van de motivering van de hoogdringendheid.

Bij de in het eerste lid bedoelde kennisgeving verleent het College voor vergunning en controle de betrokken dienstenuitgever een termijn van ten minste 3 kalenderdagen na de verzending van de kennisgeving om zijn standpunt over de ten laste gelegde overtredingen kenbaar te maken.

§ 4. De paragrafen 1, 2 en 3 vormen geen beletsel voor de toepassing van enige procedure, enig rechtsmiddel of enige sanctie tegen de overtredingen in kwestie.

Art. 9.2.3-2. - Wanneer het College voor vergunning en controle vaststelt dat een of meer televisiediensten van een dienstenuitgever gevestigd in een lidstaat van de Europese Unie of in een staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, geheel of hoofdzakelijk bestemd zijn voor het publiek van de Franse Gemeenschap, richt het in een ter post aangetekend schrijven een met redenen omkleed verzoek aan de bevoegde instantie in de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert, om de betrokken dienstenuitgever te gelasten de bepalingen van de boeken IV, V en VI na te leven.

Het College voor vergunning en controle en de bevoegde instantie van de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert, werken loyaal en vlot samen om een voor beide partijen bevredigende oplossing te vinden, met name gebaseerd op de informatie verstrekt door de bevoegde instantie van de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert en, in voorkomend geval, op de redenen waarom het in de eerste lid bedoelde verzoek van het College voor vergunning en controle niet kan worden ingewilligd.

Bij ontstentenis van een bevredigende oplossing binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het in het eerste lid bedoelde verzoek door de bevoegde instantie waaronder de betrokken dienstenuitgever ressorteert, kan het College voor vergunning en controle de betrokken dienstenuitgever onderwerpen aan de naleving van de bepalingen van de boeken IV, V en VI, in naleving van de volgende voorwaarden:

1° het College beschikt over elementen op grond waarvan redelijkerwijze aangetoond kan worden dat de dienstenuitgever zich op het grondgebied van de bevoegde Staat vestigde om de strengere regels van openbaar nut te omzeilen die op hem van toepassing zouden zijn indien hij onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap zou ressorteren, zonder dat de intentie van de uitgever van televisiediensten om die regels te omzeilen moet worden bewezen;

2° de maatregel is objectief noodzakelijk, wordt op niet-discriminerende wijze toegepast en is evenredig met de nagestreefde doelstellingen.

In voorkomend geval zal het College voor vergunning en controle, bij een ter post aangetekend schrijven, de betrokken dienstenuitgever, de bevoegde instantie van de lidstaat onder wiens bevoegdheid de betrokken dienstenuitgever ressorteert en de Europese Commissie in kennis stellen van zijn voornemen om de maatregel te treffen en van de redenen waarop dat voornemen gebaseerd is.

Het College voor vergunning en controle spreekt de definitieve beslissing uit om de betrokken dienstenuitgever te onderwerpen aan de naleving van de bepalingen van de Boeken IV, V en VI nadat:

1° deze laatste binnen ten minste 15 kalenderdagen na de verzending van de in het vorige lid bedoelde kennisgeving in de gelegenheid werd gesteld om zijn standpunt kenbaar te maken over de in lid 3, punt 2 vermeende omzeiling en over de beslissing die het College naar aanleiding daarvan voornemens is te nemen;

2° de beslissing van de Europese Commissie, binnen 3 maanden na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het vorige lid, dat het ontwerp van beslissing van het College verenigbaar is met het recht van de Unie. Indien de Commissie om aanvullende informatie verzoekt, wordt de termijn van 3 maanden verlengd naar rato van de tijd die de Commissie nodig heeft om de aanvullende informatie te verkrijgen, zonder dat deze verlenging langer dan 1 maand kan duren.

Na de definitieve beslissing van het College voor vergunning en controle, en wanneer het een overtreding op de bepalingen van de Boeken IV, V en VI door de betrokken dienstenuitgever vaststelt, kan het College voor vergunning en controle, in naleving van de in artikel 9.2.2-3 bedoelde procedure, een van de in artikel 9.2.2-1, § 1, 1°, 2°, 6° en 7° bedoelde sancties uitspreken.

Art. 9.2.3-3. - Wanneer het een inbreuk op artikel 6.1.1-1 door een externe uitgever van televisiediensten vaststelt, kan het College voor vergunning en controle, in naleving van de in artikel 9.2.2-3 bedoelde procedure, een van de in artikel 9.2.2-1, § 1, 1°, 2°, 6° en 7° bedoelde sancties uitspreken.

BOEK X. — SLOTBEPALINGEN**TITEL I. — Wijzigingsbepalingen**

Art. 10.1-1. - Punt 23 van de tabel bijgevoegd bij het decreet van 27 oktober 1997, zoals gewijzigd, met de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, wordt als volgt gewijzigd:

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de gemachtigde uitgaven:
Steunfonds voor creatie op radio	Deelneming van de RTBF zoals vastgesteld krachtens de beheersovereenkomst; Deelname van de netwerkradio's.	Steun aan associatieve en expressie-radio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding; Steun aan de erkende ontvangstructures voor creatie op radio die tot doel hebben de creatie op radio binnen de Franse Gemeenschap uit te zenden, te bevorderen en op te waarderen; Steun aan projecten rond werken voor creatie op radio; Steun aan de digitale overgang van auditieve diensten.

TITEL II. — Overgangsbepalingen

Art. 10.2-1. - Artikel 8.2.3-6. treedt in werking op 28 juni 2025. Elektronische programmagidsen en interfaces die vóór die datum ter beschikking van de gebruikers zijn gesteld, mogen evenwel verder in hun oorspronkelijke configuratie gebruikt worden tot 28 juni 2030.

Art. 10.2-2. - Artikel 7.2.2, §1, 3° treedt in werking binnen twee jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 10.2-3. - Het volgende onderzoek bedoeld in artikel 9.1.2-3, § 1, 11° vindt voor de eerste keer plaats in 2023.

Art. 10.2-4. - De Regeringsbesluiten die op 26 maart 2009 zijn genomen in uitvoering van het gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten blijven van kracht zolang ze niet bij Regeringsbesluit worden ingetrokken, herroepen of gewijzigd.

De overeenkomsten die op 26 maart 2009 in het kader van het gecoördineerde decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten zijn gesloten, blijven van kracht zolang ze niet bij aanhangsel zijn gewijzigd.

De Regering zendt het Parlement jaarlijks een verslag toe van alle uitvoeringsmaatregelen die in het kader van dit decreet beslist werden.

TITEL III. — Opheffingsbepalingen

Art. 10.3-1. - Het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten wordt opgeheven.

Art. 10.3-2. - Artikel 7, § 5 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" wordt opgeheven.

Art. 10.3-3. - Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 september 2000 betreffende de Franstalige mededelingen van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest wordt opgeheven.

TITEL IV. — Inwerkingtreding

Art. 10.4-1. - Dit decreet treedt in werking op de twintigste dag na de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 2021.

De Minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement"

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Bescheiden van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 187-1. – Wijziging(en) in de commissie, nr. 187-2 - Verslag van de commissie, nr. 187-3. – Tekst aangenomen in de commissie, nr. 187-4 - Wijziging(en) ter zitting, nr. 187-5 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 187-6

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Zitting van 3 februari 2021